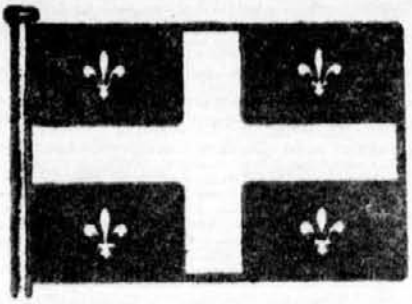

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 JUIN 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 10, 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre: le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(P.G. 11415-61)

Abitibi Tire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Raoul Duchesne, garagiste, Gérard Duchesne et Clément Duchesne, ces deux derniers commis, tous d'Amos, pour les objets suivants:

Commerce de caoutchouc naturel ou synthétique, et de la gutta-percha, sous le nom de « Abitibi Tire Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57803-o RAYMOND DOUVILLE.

Letters Patent

(A.G. 11415-61)

Abitibi Tire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, incorporating: Raould Duchesne, garage-keeper, Gérard Duchesne and Clément Duchesne, the latter two clerks, all of Amos, for the following purposes:

To carry on a business dealing in natural or synthetic rubber, and in gutta-percha, under the name of "Abitibi Tire Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of a par value of $100 each and into 150 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11252-61)

Association Colombophile de l'Est Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Honoré Aubé, journalier, de Pointe-aux-Trembles, Yvon Bertrand, plombier, Ernest Boisseau, Joseph Gagné, journaliers, Dollard Faulkner, Marcel Roy, soudeurs, Jean-Claude Gagné, laitier, Émile Gravel, briqueteur, Thomas Mellas, concierge, Georges Normand, bourgeois, Marcel Normand, cheminot, Maurice Plante, employé civil, et André Pouliot, constable, ces douze derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les personnes s'intéressant à et s'occupant de la reproduction, de l'élevage et du dressage de pigeons de toutes espèces, sous le nom de « Association Colombophile de l'Est Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 2885, rue Hector, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(A.G. 11252-61)

Association Colombophile de l'Est Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Honoré Aubé, laborer, of Pointe-aux-Trembles, Yvon Bertrand, plumber, Ernest Boisseau, Joseph Gagné, laborers, Dollard Faulkner, Marcel Roy, solderers, Jean-Claude Gagné, milkman, Émile Gravel, bricklayer, Thomas Mellas, caretaker, Georges Normand, gentleman, Marcel Normand, railway employee, Maurice Plante, civil employee, and André Pouliot, constable, the latter twelve from Montreal, for the following purposes:

To group together persons interested and dealing in the reproduction, breeding and to prepare pigeons of all kinds, under the name of "Association Colombophile de l'Est Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold its to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 2885 Hector Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11427-61)

L'Association Sportive de L'Abord-à-Plouffe

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Jacques Crôteau, avocat, Cécile Messier, sténographe, épouse séparée de biens de J.-A.-Roland Roy, tous deux de Montréal, et Pierre Tremblay, avocat, de Pierrefonds, pour les objets suivants:

Étudier, diriger et organiser les activités athlétiques, culturelles et sociales de la jeunesse, sous le nom de « L'Association Sportive de L'Abord-à-Plouffe ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(A.G. 11427-61)

L'Association Sportive de L'Abord-à-Plouffe

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: J.-Jacques Crôteau, advocate, Cécile Messier, stenographer, wife separate as to property of J.-A.-Roland Roy, both of Montreal, and Pierre Tremblay, advocate, of Pierrefonds, for the following purposes:

To study, direct and organize the atletic, cultural and social activities of young people, under the name of "L'Association Sportive de L'Abord-à-Plouffe".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11408-61)

Atlantic Travel Agency Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour de mars 1961, constituant en corporation: Antonio V. Spada, Nicola Ciamarra, tous deux marchands, de Montréal, et Alex Raider, avocat, de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à faire les réservations pour les voyages par chemin de fer, bateau, air ou autres modes de transport, et organiser des voyages et faire des réservations dans les hôtels au Canada et/ou à l'étranger,

(A.G. 11408-61)

Atlantic Travel Agency Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 15th day of March, 1961, incorporating: Antonio V. Spada, Nicola Ciamarra, both merchants, of Montreal, and Alex Raider, advocate, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of arranging accommodation for travel by rail, steamship, air or other modes of transportation, and to organize tours and hotel reservations in Canada and/or abroad, under the name of "Atlantic Travel

sous le nom de « Atlantic Travel Agency Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 15e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803 P. FRENETTE.

(P.G. 11804-61)

B & G Importing Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Louis Vaillancourt, Hélène Gélinas, fille majeure, tous deux avocats, et Jean Carouzet, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises sèches, jouets et chaussures fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de « B & G Importing Co. Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 250 actions ordinaires de $10 chacune et 250 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3575 boulevard St-Laurent Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11693-61)

Beaudean Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de février 1961, constituant en corporation: Ronald Arthur Deacon, entrepreneur, Jean-Paul Dubé, contremaître, tous deux de Lennoxville, et Gaston Beaudoin, comptable, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Beaudean Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de février 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(P.G. 10129-61)

Bel-Air Acceptance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Louise Bourdon et Lucille Roy, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Agency Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of a par value of $100 each and 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11804-61)

B & G Importing Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 25th day of April, 1961, incorporating: Louis Vaillancourt, Hélène Gélinas, spinster of the full age of majority, both advocates, and Jean Carouzet, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of dry goods, toys and shoes made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur textiles, glass and by-products of same, under name of "B & G Importing Co. Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 250 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3575 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11693-61)

Beaudean Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1961, incorporating: Ronald Arthur Deacon, contractor, Jean-Paul Dubé, foreman, both of Lennoxville, and Gaston Beaudoin, accountant, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company under the name of "Beaudean Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Lennoxville, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of February, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10129-61)

Bel-Air Acceptance Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of April, 1961, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Louise Bourdon and Lucille Roy, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme prêteurs d'argent, sous le nom de « Bel-Air Acceptance Corporation », avec un capital total de $225,000, divisé en 5,500 actions communes de $10 chacune et en 17,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 14e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11815-61)

Boulangerie Auger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Adrien Auger, boulanger, Thérèse Houle Auger, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Adrien Auger, tous deux de Saint-Jérôme, et Jean-Paul-Auger, inspecteur, de Lafontaine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « Boulangerie Auger Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11171-61)

Burnside Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1961, constituant en corporation: Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, de Côte-St-Luc, tous deux avocats, Sidney Cutler, avocat, et Annette Katz, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de buandiers, sous le nom de « Burnside Cleaners Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 896 rue Burnside, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803 P. FRENETTE.

(P.G. 11579-61)

Campobello Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1961, constituant en corporation: Wendell Howard Laidley, Wesley Hyndman Bradley, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, de Westmount, Sadie Johnston et

To carry on business as money-lenders, under the name of "Bel-Air Acceptance Corporation", with a total capital stock of $225,000, divided into 5,500 common shares of $10 each and 17,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11815-61)

Boulangerie Auger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, incorporating: Adrien Auger, baker, Thérèse Houle Auger, housewife, wife contractually separate as to property of the said Adrien Auger, both of St. Jérôme, and Jean-Paul Auger, inspector, of Lafontaine, for the following purposes:

To carry on business as bakers, confectioners and biscuit manufacturers, under the name of "Boulangerie Auger Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11171-61)

Burnside Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of March, 1961, incorporating: Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, of Côte-St-Luc, both advocates, Sidney Cutler, advocate, and Annette Katz, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as launderers, under the name of "Burnside Cleaners Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 896 Burnside Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 6th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11579-61)

Campobello Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 28th day of March, 1961, incorporating: Wendell Howard Laidley, Wesley Hyndman Bradley, both advocates and Queen's Counsels, of Westmount, Sadie Johnston and Lillian Gallagher,

Lillian Gallagher, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines d'empaquetage et de machines, machinerie, mécanismes, appareils mécaniques, produits mécaniques de toutes sortes, sous le nom de « Campobello Corporation », avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations étant fixé à non moins de $500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 28e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803 P. FRENETTE.

(P.G. 11495-61)

Canada Dental Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, William Levitt, et Stanley Taviss, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et accessoires utilisés ou achetés par les dentistes et techniciens dentaires, sous le nom de « Canada Dental Supply Co. Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 80,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 24e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11519-61)

Canam Knitting Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, tous deux avocats, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, et Claude Armand Sheppard, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tissus tricotés, tricot, autres tissus, textiles, drap, lingerie et autres articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, matières synthétiques, fourrure, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de « Canam Knitting Mills Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 60,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11655-61)

Caprarie-Melville Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To deal in packaging machines and machines, machinery, mechanisms, mechanical apparatus, mechanical products of all kinds, under the name of "Campobello Corporation", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value, the amount with which the company will commence its operations being fixed at not less than $500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11495-61)

Canada Dental Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of April, 1961, incorporating: Leo Rosentzveig, William Levitt and Stanley Taviss, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles and accessories used or purchased by dentists and dental technicians, under the name of "Canada Dental Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 80,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11519-61)

Canam Knitting Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of April, 1961, incorporating: Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, both advocates, Ethel Yussem, secretary, fille majeure, all three of Montreal, and Claude Armand Sheppard, advocate, of St-Laurent, for the following purposes:

To deal in knitted fabrics, tricot, other fabrics, textiles, cloth, soft goods and other articles and merchandises made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, synthetic materials, fur, glass and by-products of same, under the name of "Canam Knitting Mills Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 60,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11655-61)

Caprarie-Melville Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1961, constituant en corporation: Pothier Ferland, de Longueuil, Antoine Paré, de St-André-Est, et Rémi Mayrand, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de produits alimentaires, aromatiques, pharmaceutiques, cordiaux, alcools, vins, eaux de vie, spiritueux de toutes sortes, sous le nom de « Caprarie-Melville Company Limited », avec un capital divisé en 10,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune, le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations étant fixé à non moins de $70,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of March, 1961, incorporating: Pothier Ferland, of Longueuil, Antoine Paré, of St. André East, and Rémi Mayrand, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in food products, aromatics, pharmaceuticals, cordials, alcohols, wines, brandies, liquors of all kinds, under the name of "Caprarie-Melville Company Limited", with a capital stock divided into 10,000 shares without nominal or par value and into 20,000 preferred shares of $10 each, the amount with which the company shall start its operations being fixed to not less than $70,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11665-61)

Cardi Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat, d'Outremont, Mlle Micheline Corbeil, avocate, et Françoise Constant, secrétaire, fille majeure, ces deux dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tanneurs, corroyeurs, teinturiers et fabricants de courroies; fabriquer et faire le commerce en gros et au détail de toutes sortes de peaux, cuir et leurs contre-façons, sous le nom de « Cardi Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $5 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 4e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11665-61)

Cardi Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 4th day of April, 1961, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate, of Outremont, Miss Micheline Corbeil, advocate, and Françoise Constant, secretary, of full age, the latter two from Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as tanners, curriers, dyers and manufacturers of leather belting; to manufacture and carry on a wholesale and retail business dealing in all kinds of skins, leathers, and their imitations, under the name of "Cardi Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $5 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this 4th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11215-61)

Cavalier Hôtel/Motel Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1961, constituant en corporation: Thomas C. Corry, comptable agréé, de Westmount, Claude-G. Boyer, avocat, Pierrette Gougeon, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Mme Françoise Roy, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Guy Roy, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, sous le nom de « Cavalier Hôtel/Motel Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 333, rue Craig, est, chambre 209, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(A.G. 11215-61)

Cavalier Hôtel/Motel Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 24th day of March, 1961, incorporating: Thomas C. Corry, chartered accountant, of Westmount, Claude-G. Boyer, advocate, Pierre Gougeon, secretary, spinster, both of Montreal, and Mrs. Françoise Roy, secretary, wife contractually separate as to property of Guy Roy, and duly authorized by him for these presents, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as innkeepers, under the name of "Cavalier Hôtel/Motel Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 333 Craig St. east, room 209, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11338-61)

Centre Acadien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Henri Chiasson, comptable, de Saint-Vincent-de-Paul, Jean-A. Arsenault, fonctionnaire, de Duvernay, Bernardin Hornblower, employé de chemin de fer, de la cité de Saint-Michel, Antoine Gosselin, rentier, Edmond Léveillé, tailleur, Wilfrid Lanteigne, garagiste, tous trois de Montréal, et Roger Pilon, gérant général, de Saint-Martin, pour les objets suivants:

Réunir et grouper les Acadiens, les personnes de descendance acadienne et celles qui sympathisent à la cause acadienne, et ce, dans un but purement social, national et patriotique d'entr'aide mutuelle, sous le nom de « Centre Acadien Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(P.G. 11281-61)

Centre d'Alimentation Naturelle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Pierre-Paul Beaudry, commerçant, de Longueuil, Claude Picard, avocat, de Montréal, et Roger Picard, comptable, de la cité de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Centre d'Alimentation Naturelle Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera suite 250-251, Palais du Commerce, rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11189-61)

Charest Laundry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de mars 1961, constituant en corporation: André Charest, Luc Charest, industriels, tous deux de la cité de Saint-Michel, et Gérard Coderre, mécanicien, de Rivière-des-Prairies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme buandiers, sous le nom de « Charest Laundry Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 8e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(A.G. 11338-61)

Centre Acadien Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Henri Chiasson, accountant of Saint-Vincent-de-Paul, Jean-A. Arsenault, civil employee, of Duvernay, Bernardin Hornblower, railway employee, of the city of Saint-Michel, Antoine Gosselin, annuitant, Edmond Léveillé, tailor, Wilfrid Lanteigne, garagekeeper, all three of Montreal, and Roger Pilon, general manager, of Saint-Martin, for the following purposes:

To unite and group together the Acadians, persons of Acadian descent and those who are sympathetic to the Acadian cause and such, in a purely social, national and patriotic sense of mutual aid, under the name of "Centre Acadien Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11281-61)

Centre d'Alimentation Naturelle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Pierre-Paul Beaudry, trader, of Longueuil, Claude Picard, advocate, of Montreal, and Roger Picard, accountant, of the city of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Centre d'Alimentation Naturelle Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at suite 250-251, Palais du Commerce, Berri street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11189-61)

Charest Laundry Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 8th day of March, 1961, incorporating: André Charest, Luc Charest, industrialists, both of the city of Saint-Michel, and Gérard Coderre, mechanic, of Rivière-des-Prairies, for the following purposes:

To carry on business as launderers, under the name of "Charest Laundry Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be in the city of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 8th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11500-61)

Châteauguay Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1961, constituant en corporation: Jack Lighstone, Marvin Riback et John Michael Schlesinger, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs et buandiers, sous le nom de « Châteauguay Cleaners Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803 P. FRENETTE.

(A.G. 11500-61)

Châteauguay Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of March, 1961, incorporating: Jack Lighstone, Marvin Riback and John Michael Schlesinger, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of cleaners and launderers, under the name of "Châteauguay Cleaners Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11772-61)

Choeur V'là l'Bon Vent

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Julien, biologiste, de Sillery, Guy Côté, secrétaire, de Loretteville, et Mlle Françoise Delisle, sténographe, de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir la chanson canadienne, sous le nom de « Choeur V'là l'Bon Vent ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 714, Côte Ste-Geneviève, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11772-61)

Choeur V'là l'Bon Vent

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Gilles Julien, biologist, of Sillery, Guy Côté, secretary, of Loretteville, and Miss Françoise Delisle, stenographer, of Quebec, for the following purposes:

To promote Canadian songs, under the name of "Choeur V'là l'Bon Vent".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 714 Côte St. Genevieve, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11083-61)

Chomedey Mail Order House Ltd.

Avis est donné que l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 93, No 21, du 27 mai 1961, à la page 2378, concernant la compagnie ci-haut mentionnée, est nul et non avenu, et que seul vaut celui publié à la page 2412 de la même édition.

57803-o

(A.G. 11083-61)

Chomedey Mail Order House Ltd.

Notice is given that the notice published in the *Quebec Official Gazette*, volume 93, No. 21, of May 27, 1961, on page 2378, concerning the company above mentioned, is nul and void, and that only the one published on page 2412 in the same edition, is valid.

57803

(P.G. 11086-61)

Club Aéronautique de Beauce Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Pamphile Rodrigue, industriel, Paul Pépin, garagiste, et Champlain Gilbert, technicien en radio et télévision, tous de Saint-Georges-de-Beauce, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport de l'aviation et en étendre le développement et l'enseignement, sous le nom de « Club Aéronautique de Beauce Inc. ».

(A.G. 11086-61)

Club Aéronautique de Beauce Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Pamphile Rodrigue, industrialist, Paul Pépin, garage-keeper, and Champlain Gilbert, radio and television technician, all of Saint-Georges-de-Beauce, for the following purposes:

To promote the sport of aviation and extend its development and teaching, under the name of "Club Aéronautique de Beauce Inc.".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $2,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Georges-de-Beauce, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11597-61)

Le Club de Football les Tigres de Québec Inc.
Quebec Tigers Football Club, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1961, constituant en corporation: Donald-R. Langlois, estimateur, de Sillery, Thomas C. White, administrateur, Roger Gagnon, vendeur, William J. Noonan, commerçant, Frank G. White, estimateur, tous quatre de Québec, et Stephen O'Farrell, ingénieur professionnel, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Former et diriger un club de football, sous le nom de « Le Club de Football les Tigres de Québec Inc.— Quebec Tigers Football Club, Inc. », avec un capital total de $3,000, divisé en 300 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(P.G. 11370-61)

Club des Contremaîtres Incorporé
Section Alcan (C.C.A.) Arvida

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Bégin, contremaître, Robert Bourassa, contremaître général, tous deux de Jonquière, et Roger Giasson, contremaître, d'Arvida, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts des contremaîtres d'Aluminum Company of Canada, Limited, d'Arvida, sous le nom de « Club des Contremaîtres Incorporé Section Alcan (C.C.A.) Arvida ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11317-61)

Corseterie Louise Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Arthur Richard, contremaître, Andrée

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation will be at Saint Georges-de-Beauce, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57903 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11597-61)

Le Club de Football les Tigres de Québec Inc.
Quebec Tigers Football Club, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of March, 1961, incorporating: Donald-R. Langlois, appraiser, of Sillery, Thomas C. White, administrator, Roger Gagnon, salesman, William J. Noonan, trader, Frank G. White, appraiser, all four of Quebec, and Stephen O'Farrell, professional engineer, of Ste-Foy, for the following purposes:

To form and direct a football club, under the name of "Le Club de Football les Tigres de Québec Inc.— Quebec Tigers Football Club, Inc.", with a total capital stock of $3,000, divided into 300 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11370-61)

Club des Contremaîtres Incorporé
Section Alcan (C.C.A.) Arvida

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Bégin, foreman, Robert Bourassa, general foreman, both of Jonquière, and Roger Giasson, foreman, of Arvida, for the following purposes:

To promote the interests of the foremen of the Aluminum Company of Canada, Limited, of Arvida, under the name of "Club des Contremaîtres Incorporé Section Alcan (C.C.A.) Arvida".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi'

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11317-61)

Corseterie Louise Ltée

Notice is hereby given that under Part I o the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Arthur Richard, foreman, Andrée Boudreault and Denise Racine,

Boudreault et Denise Racine, secrétaires, tous de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme corsetières et exercer le commerce de tricots et de vêtements, sous le nom de « Corseterie Louise Ltée », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 444, rue St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

secretaries, all of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as corset-maker, and to operate a business dealing in knitwear and in clothing, under the name of "Corseterie Louise Ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 444 St. Dominique Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 10704-61)

Cross-Canada Supply Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1961, constituant en corporation: Saul Lubarsky, marchand, Doris Adelson Lubarsky, ménagère, épouse séparée de biens dudit Saul Lubarsky, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de Montréal, et Jean-J. Beauchamp, vendeur, d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils, pièces, accessoires et articles électriques, sous le nom de « Cross-Canada Supply Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 6e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803 P. FRENETTE.

(A.G. 10704-61)

Cross-Canada Supply Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of March, 1961, incorporating: Saul Lubarsky, merchant, Doris Adelson Lubarsky, housewife, wife separate as to property of the said Saul Lubarsky, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of Montreal, and Jean-J. Beauchamp, salesman, of Outremont, for the following purposes:

To deal in electrical apparatus, parts, accessories and articles, under the name of "Cross-Canada Supply Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of the par value of $100 each and 100 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this 6th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10676-61)

École Normale Ignace Bourget

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: RR. SS. Marie de Ste-Rose Anne (née Marcelle Patoine), Marie-Agnès Cécile (née Bertha Vermandère), et Marie Arsénius (née Aline Beauparlant), toutes trois religieuses de la Congrégation des Soeurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Instruire la jeunesse et pratiquer les oeuvres de charité chrétienne, d'éducation, d'instruction, et de protection de la jeune fille, sous le nom de « École Normale Ignace Bourget ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $3,000,000.

Le siège social de la corporation sera 465, rue Mont-Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(A.G. 10676-61)

École Normale Ignace Bourget

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Reverend Sisters Marie de Ste-Rose Anne (née Marcelle Patoine), Marie-Agnès Cécile (née Bertha Vermandère), and Marie Arsénius (née Aline Beauparlant), all three nuns of the "Congregation des Soeurs de Sainte-Croix et des Sept Douleurs" of Montreal, for the following purposes:

To educate the young and to practice works of christian charity, education, instruction and for the protection of young girls, under the name of "École Normale Ignace Bourget".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $3,000,000.

The head office of the corporation will be at 465, Mount-Royal, St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11801-60)

Elbros Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: George Irwin Harris, avocat, de Côte-St-Luc, Judah Lyon Wolofsky, avocat, et Mona Debrofsky Brown, secrétaire, épouse séparée de biens de Max Brown, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Elbros Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 7,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 407 rue McGill, chambre 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11801-60)

Elbros Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: George Irwin Harris, advocate, of Côte-St-Luc, Judah Lyon Wolofsky, advocate, and Mona Debrofsky Brown, secretary, wife separate as to property of Max Brown, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Elbros Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 7,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at 407 McGill Street, Room 604, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11204-61)

Electronic Marketing Co. of Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Sam Karpman, comptable, Mlle Micheline Bélair, sténographe, tous deux de Montréal, et Mlle Claudia Chebin, secrétaire, de Vaudreuil-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils et instruments électroniques, ou de tout autre appareil de précision, pour fins militaires, commerciales et médicales, sous le nom de « Electronic Marketing Co. of Canada Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11204-61)

Electronic Marketing Co. of Canada Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: Sam Karpman, accountant, Miss Micheline Bélair, stenographer, both of Montreal, and Miss Claudia Chebin, secretary, of Vaudreuil-sur-le-Lac, for the following purposes:

To carry on business dealing in electronic apparatus and instruments, or in all other precision instruments, for military, commercial and medical purposes, under the name of "Electronic Marketing Co. of Canada Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 perferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11699-61)

Roland & Gilles Faucher Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Roland Faucher, Gilles Faucher, marchands, et Juliette Mailloux, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Roland & Gilles Faucher Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11699-61)

Roland & Gilles Faucher Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Roland Faucher, Gilles Faucher, merchants, and Juliette Mailloux, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Roland & Gilles Faucher Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11135-61)

Les Fondeurs Associés, Ltée
Associated Smelters, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Robert Pellerin, industriel, Wilfrid Groleau, fondeur, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Frank Fleisher, commerçant, des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de métaux, sous le nom de « Les Fondeurs Associés, Ltée — Associated Smelters, Ltd.", avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11135-61)

Les Fondeurs Associés, Ltée
Associated Smelters, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of April, 1961, incorporating: Robert Pellerin, industrialist, Wilfrid Groleau, founder, both of Cap-de-la-Madeleine, and Frank Fleisher, trader, of Trois-Rivières, for the following purposes:

Industry and trade of metals, under the name of "Les Fondeurs Associés, Ltée — Associated Smelters, Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11029-61)

Harold Taub Ltd.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 93, No 21, du 27 mai 1961, à la page 2393, concernant l'octroi de lettres patentes compagnie ci-haut mentionnée, partout où apparaît l'abréviation « Inc. », il faut lire « Ltd. », le nom exact de ladite compagnie se lisant effectivement comme suit: « Harold Taub Ltd. ».

57803-o

(A.G. 11029-61)

Harold Taub Ltd.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, volume 93, No. 21 of May 27, 1961, on page 2393, concerning the grant of letters patent incorporating the above mentioned company, wherever the abbreviation "Inc." appears, this should read "Ltd.", the exact name of the company to read effectively as follows: "Harold Taub Ltd.".

57803

(P.G. 11447-61)

Ile Perrot Housing & Recreation Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1961, constituant en corporation: Daniel Lazare, Lou Tannenbaum, tous deux avocats, et Miriam Bernard, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Construire, ou faire construire des locaux aux fins de faciliter les divertissements sur des terrains de l'Ile Perrot, sous le nom de « Ile Perrot Housing & Recreation Centre Inc. », avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair, le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités étant fixé à un montant non-inférieur à $500.

Le siège social de la compagnie sera 265 ouest, rue Craig, chambre 400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57803 P. FRENETTE.

(A.G. 11447-61)

Ile Perrot Housing & Recreation Centre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of March, 1961, incorporating: Daniel Lazare, Lou Tannenbaum, both advocates, and Miriam Bernard, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To build, or have built, recreation facilities on the Island of Ile-Perrot, under the name of "Ile Perrot Housing & Recreation Centre Inc.", with a capital stock divided into 100 shares without nominal or par value, the amount with which the said company will commence its operations being fixed at not less than $500.

The head office of the company will be at 265 Craig Street west, Room 400, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11666-61)

Les Immeubles R. T. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Jules Dupré, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Hélène Gélinas, célibataire, et

(A.G. 11666-61)

Les Immeubles R. T. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: Jules Dupré, Queen's Counsel, of Outremont, Hélène Gélinas, spinster, and Louis Vaillancourt, the latter two

Louis Vaillancourt, ces deux derniers de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Immeubles R. T. Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 action privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11491-61)

Interas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1961, constituant en corporation: André Lacroix, agent de publicité, André Boivin, agent, tous deux de Ste-Foy, et Jean Lacroix, comptable de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles et de marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et leurs sous-produits, sous le nom de « Interas Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1308, boulevard Saint-Cyrille, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(P.G. 11498-61)

Kist Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1961, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, de Mont-Royal, Arthur Garvis, avocat, et Dolores MacCready, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Kist Limited », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803 P. FRENETTE.

(P.G. 11501-61)

L. & N. Construction Ltée
L. & N. Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1961, constituant en corporation: Clermont Vermette, de La Prairie, Godfroy Marin, de Pointe-Claire, tous deux avocats,

of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles R. T. Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11491-61)

Interas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of March, 1961, incorporating: André Lacroix, publicity agent, André Boivin, agent, both of St. Foye, and Jean Lacroix, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealin in articles and in merchandise ready-made, wholly or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textile, glass and their by-products, under the name of "Interas Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each, and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1308 St. Cyrille Boulevard, West, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11498-61)

Kist Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 20th day of March, 1961, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, of Mount Royal, Arthur Garvis, advocate, and Dolores MacCready, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate company, under the name of "Kist Limited", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11501-61)

L. & N. Construction Ltée
L. & N. Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st day of March, 1961, incorporating: Clermont Vermette, of La Prairie, Godfroy Marin, of Pointe-Claire, both advocates, and Miss Lorraine Seguin, secre-

et Mlle Lorraine Seguin, secrétaire, de Boucherville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « L. & N. Construction Ltée — L. & N. Construction Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 50,000 actions communes de $1 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Constant, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 21e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(P.G. 11594-61)

Ligue des Citoyens de Sainte-Marthe-sur-le-Lac Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Pothier Ferland, de Longueuil, Antoine Paré, de Saint-André-Est, tous deux avocats, et Michel Robert, étudiant, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir et défendre les intérêts des propriétaires de la municipalité de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, sous le nom de « Ligue des Citoyens de Sainte-Marthe-sur-le-Lac Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Marthe-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(P.G. 11490-61)

Medica Company Limited
Médica Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de mars 1961, constituant en corporation: Pierre Morin, agent de manufacturiers, de Roxboro, Jean Charbonneau, acheteur, de Rosemère, de Marcellin Coderre, vendeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, accessoires, instruments et dispositifs généralement utilisés dans les hôpitaux, sous le nom de « Medica Company Limited — Médica Compagnie Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1600 rue Berri, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 17e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803 P. FRENETTE.

(P.G. 11448-61)

Metro Gardens Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

tary, of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "L. & N. Construction Ltée — L. & N. Construction Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Constant, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11594-61)

Ligue des Citoyens de Sainte-Marthe-sur-le-Lac Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Pothier Ferland, of Longueuil, Antoine Paré, of Saint-André-East, both advocates, and Michel Robert, student, of Montreal, for the following purposes:

To promote and defend the interests of the owners of the municipality of Sainte-Marthe-sur-le-Lac, under the name of "Ligue des Citoyens de Sainte-Marthe-sur-le-Lac Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Marthe-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11490-61)

Medica Company Limited
Médica Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of March, 1961, incorporating: Pierre Morin, manufacturers' agent, of Roxboro, Jean Charbonneau, purchasing agent, of Rosemère, and Marcellin Coderre, salesman, of Montreal, for the following purposes:

To deal in articles, accessories, instruments and devices generally used in hospitals, under the name of "Medica Company Limited — Médica Compagnie Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1600 Berri Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 17th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11448-61)

Metro Gardens Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1961, constituant en corporation: Mortimer Dolman, Maurice Jonathan Garmaise, notaries, Jennie Garmaise, teneuse de livres, fille majeure, et Mlle Shirley M. O'Connor, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Metro Gardens Corp. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6 est, Boulevard St-Joseph, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général suppléant,

57803 P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the 20th day of March, 1961, incorporating: Mortimer Dolman, Maurice Jonathan Garmaise, notaries, Jennie Garmaise, book-keeper, fille majeure, and Miss Shirley M. O'Connor, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Metro Gardens Corp.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6 St-Joseph Boulevard East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11456-61)

Miracle Cleaners Ltd.
Nettoyeurs Miracle Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accorvé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1961, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Daniel Morris, de Montréal, et Wolfe Friedman, de Côte-St-Luc, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs et buandiers, sous le nom de « Miracle Cleaners Ltd. — Nettoyeurs Miracle Ltée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 180 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803 P. FRENETTE.

(A.G. 11456-61)

Miracle Cleaners Ltd.
Nettoyeurs Miracle Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of March, 1961, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Daniel Morris, of Montreal, and Wolfe Friedman, of Côte-St-Luc, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as cleaners and launderers, under the name of "Miracle Cleaners Ltd. — Nettoyeurs Miracle Ltée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $1 each and 180 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11451-61)

Mont Sapin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Marc Lapointe, Denis Lévesque, avocats, et Rolande Phaneuf Bourassa, sténographe, veuve de Donald Bourassa, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de ski, sous le nom de « Mont Sapin Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Adolphe-d'Howard, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11451-61)

Mont Sapin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Marc Lapointe, Denis Lévesque, advocates, and Rolande Phaneuf Bourassa, stenographer, widow of Donald Bourassa, all of Montreal, for the following purposes:

To establish and conduct a ski center, under the name of "Mont Sapin Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Adolphe-d'Howard, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11361-61)

P. & M. Boucher Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11361-61)

P. & M. Boucher Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22e jour de mars 1961, constituant en corporation: Émilien Boucher, gérant de crédit, Madeleine Boucher et Patricia Boucher, marchandes, filles majeures, tous de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce de lingerie pour dames, sous le nom de « P. & M. Boucher Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1024, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57803-o P. FRENETTE.

(P.G. 11562-61)

Park City Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres paentes, en date du 30e jour de mars 1961, constituant en corporation: Michel Côté, de Rosemère, Charles-Henri Cliche, de Ste-Thérèse, tous deux avocats, et Mlle Francine Ladouceur, secrétaire, de Ste-Eustache, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en immeubles, sous le nom de « Park City Realty Corporation », avec un capital total de $6,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6555 Chemin Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57803 P. FRENETTE.

(P.G. 10010-61)

Les Placements Alto Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Jacques Sarrazin, vendeur, de la cité de St-Michel, Claude Tisson, courtier en assurances, de Montréal, et Robert-E. Fusey, avocat, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Les Placements Alto Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 10e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11671-61)

Plastics Development & Packaging Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of March, 1961, incorporating: Émilien Boucher, credit manager, Madeleine Boucher and Patricia Boucher, merchants, filles majeures, all of Ste-Foy, for the following purposes:

To deal in women's lingerie, under the name of "P. & M. Boucher Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1024 St. John street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11562-61)

Park City Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 30th day of March, 1961, incorporating: Michel Côté, of Rosemère, Charles-Henri Cliche, of Ste-Thérèse, both lawyers, and Miss Francine Ladouceur, secretary, of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers, under the name of "Park City Realty Corporation", with a total capital stock of $6,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 6555 Côte-des-Neiges Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 30th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 10010-61)

Les Placements Alto Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 10th day of April, 1961, incorporating: Jacques Sarrazin, salesman, of the city of St-Michel, Claude Tisson, insurance brokers, of Montreal, and Robert-E. Fusey, advocate, of St-Bruno, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Alto Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a par value of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11671-61)

Plastics Development & Packaging Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Jean-Marie Brassard, avocat, Marcellin Coderre, vendeur, tous deux de Montréal, et Pierre Morin, agent manufacturier, de Roxboro, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles, d'accessoires, d'instruments et d'appareils servant dans les hôpitaux, sous le nom de « Plastics Development & Packaging Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1505, rue Laframboise, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: Jean-Marie Brassard, advocate, Marcellin Coderre, salesman, both of Montreal, and Pierre Morin, manufacturing agent, of Roxboro, for the following purposes:

To carry on business dealing in articles, accessories, instruments and apparatus used in hospitals, under the name of "Plastics Development & Packaging Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 3,500 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 1505 Laframboise St., Saint Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11488-61)

Poirier Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour de mars 1961, constituant en corporation: Charles-Auguste Poirier, commerçant, Robert Dulude, avocat, tous deux de Dorion, et Luc Geoffroy, avocat, de Chambly, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Poirier Automobile Ltée », avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de $20 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera d'au moins $7,000.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(A.G. 11488-61)

Poirier Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 22nd day of March, 1961, incorporating: Charles-Auguste Poirier, trader, Robert Dulude, advocate, both of Dorion, and Luc Geoffroy, advocate, of Chambly, for the following purposes:

To carry on busines dealing in automobiles, and to act as garage-keepers, under the name of "Poirier Automobile Ltée", with a capital stock divided into 1,000 shares of no par or nominal value, and 1,000 preferred shares of $20 each, and the amount with which the company will begin its operations will be at least $7,000.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11808-61)

Poulin Automobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Caius Poulin, commerçant, Bibiane Veilleux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Caius Poulin, et Jean-Guy Simoneau, comptable, tous de La Guadeloupe, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Poulin Automobile Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Guadeloupe, comté de Frontenac, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13 jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11808-61)

Poulin Automobile Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 13th day of April, 1961, incorporating: Caius Poulin, trader, Bibiane Veilleux, housewife, wife separate as to property of the said Caius Poulin, and Jean-Guy Simoneau, accountant, all of La Guadeloupe, for the following purposes:

To deal in automobiles and to act as garage-keepers, under the name of "Poulin Automobile Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 100 common shares of $100 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at La Guadeloupe, county of Frontenac, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 15779-59)

Property Owners Association of the Town of St. Eustache sur le Lac
Association des Propriétaires de la Ville de St. Eustache sur le Lac

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Rimmer, surintendant, Larry Cool, « expeditor », Chas. Cosgrove, officer de classification, Aimé Struthers, assistant technique, Maurice Lachapelle, commis, Réal L'Écuyer, gérant de bureau, Bernard J. McGowan, surveillant, Pierre Gagnon, gérant, Dr. Noël Varin, médecin, Norman Hamilton, représentant de ventes, et Donald P. Hicks, courtier d'assurances, tous de St-Eustache-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Renseigner les citoyens de St-Eustache-sur-le-Lac sur les affaires municipales, améliorations projetées, nouveaux règlements, sous le nom de « Property Owners Association of the Town of St. Eustache sur le Lac — Association des Propriétaires de la Ville de St. Eustache sur le Lac ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $1,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le 29e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57803 P. FRENETTE.

(A.G. 15779-59)

Property Owners Association of the Town of St. Eustache sur le Lac
Association des Propriétaires de la Ville de St. Eustache sur le Lac

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 29th day of March, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Richard Rimmer, superintendant, Larry Cool, expeditor, Chas. Cosgrove, rating officer, Aimé Struthers, technical assistant, Maurice Lachapelle, clerk, Réal L'Écuyer, office manager, Bernard J. McGowan, supervisor, Pierre Gagnon, manager, Dr. Noël Varin, physician, Norman Hamilton, sale representative, and Donald P. Hicks, insurance broker, all of St-Eustache-sur-le-Lac, for the following purposes:

To inform the citizens of St-Eustache-sur-le-Lac of municipal affairs, planned improvements, new by-laws, under the name of "Property Owners Association of the Town of St. Eustache sur le Lac — Association des Propriétaires de la Ville de St. Eustache sur le Lac".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $1,000.

The head office of the corporation will be at St-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57803-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11402-61)

Radio Laval Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 16e jour de mars 1961, constituant en corporation: Annette Pelletier, secrétaire, épouse séparée de corps et de biens de Laurent Pelletier, Monique Baillargeon, secrétaire, épouse de Bruno Cyr, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Bruno Cyr, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radiodiffusion, de TSF et de télévision, sous le nom de « Radio Laval Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions communes de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1434, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le 16e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,
57803-o P. FRENETTE.

(A.G. 11402-61)

Radio Laval Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 16th day of March, 1961, incorporating: Annette Pelletier, secretary, wife separate as to bed and board of Laurent Pelletier, Monique Baillargeon, secretary, wife of Bruno Cyr, and duly authorized by the latter for these presents, and Bruno Cyr, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To operate radio broadcasting and receiving stations, TSF and television stations, under the name of "Radio Laval Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and into 10,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1434 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of March, 1961.

P. FRENETTE,
57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 10972-61)

A. Renaud & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1961, constituant en corporation: Marc Lalonde, Jean Crépeau, tous deux d'Outremont, et Pierre Bourque, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

(A.G. 10972-61)

A. Renaud & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of March, 1961, incorporating: Marc Lalonde, Jean Crépeau, both of Outremont, and Pierre Bourque, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placements et d'immeubles, sous le nom de « A. Renaud & Cie Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 5,000 actions communes de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

To carry on business as an investment and real estate company, under the name of "A. Renaud & Cie Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 11818-61)

Rombaron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Marie-J. Gascon, réceptioniste, célibataire, Marie-R. Forgue, ménagère, épouse séparée de biens de Jean Normandin, et René-F. Pellerin, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Rombaron Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 18e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11818-61)

Rombaron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 18th day of April, 1961, incorporating: Marie-J. Gascon, receptionist, spinster, Marie-R. Forgue, housewife, wife separate as to property of Jean Normandin, and René-F. Pellerin, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Rombaron Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11443-61)

George Rusznyak Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1961, constituant en corporation: George Rusznyak, conducteur de taxi, Emil Wellisch, marchand, Mme Margie Deutsch, ménagère, épouse séparée de biens d'Isidor Deutsch et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présents, et Margit Rusznyak, veuve, pâtissière, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de garage, sous le nom de « George Rusznyak Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 12e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11443-61)

George Rusznyak Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of April, 1961, incorporating: George Rusznyak, taxi driver, Emil Wellisch, merchant, Mrs. Margie Deutsch, housewife, wife separate as to property of Isidor Deutsch, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Margit Rusznyak, widow, pastry maker, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a garage business, under the name of "George Rusznyak Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11365-61)

Le Salon du Corset Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Pierre Lomme, Jacques Lomme, vendeurs, et Monique-H. Lomme, ménagère, tous de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements, sous le nom de « Le Salon du Corset Inc. », avec un capital

(A.G. 11365-61)

Le Salon du Corset Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of April, 1961, incorporating: Pierre Lomme, Jacques Lomme, salesmen, and Monique-H. Lomme, housewife, all of St. John's, for the following purposes:

To operate a business dealing in clothing, under the name of "Le Salon du Corset Inc.", with a

total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11367-61)

Service de Loisirs et de Bien-être « Jean-Charles Beaudin » (pour Handicapés)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard LaVergne, commis-comptable, André Racine, opérateur de machines I.B.M., Roger Famelart, commis-épicier, Mlle Lucille Gareau, ménagère, Mlle Réjeanne Courchesne et Mlle Géralda Deslauriers, ces deux dernières comptables adjointes, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

S'intéresser au bien-être et aux loisirs des personnes infirmes, sous le nom de « Service de Loisirs et de Bien-être «Jean-Charles Beaudin» (pour Handicapés) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $75,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11663-61)

Sheffield Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Joseph Shapiro, conseil en loi de la Reine, de Westmount, Claude-Armand Sheppard, de St-Laurent, tous deux avocats, Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, avocats, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Sheffield Holdings Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11503-61)

La Société de Placements de Verdun Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour de mars 1961, constituant en corporation: Eugène Bonin, marchand, Jean-Louis Gervais, courtier en douane, tous deux de Verdun, et Guy Bouchard, comptable agréé, de LaSalle, pour les objets suivants:

total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at St. John's, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11367-61)

Service de Loisirs et de Bien-être "Jean-Charles Beaudin" (pour Handicapés)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of April, 1961, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard LaVergne, clerk-accountant, André Racine, I.B.M. machine operator, Roger Famelart, clerk-grocer, Miss Lucille Gareau, housekeeper, Miss Réjeanne Courchesne and Miss Géralda Deslauriers, the latter two joint/accountants, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To interest oneself in the welfare and recrations of crippled folks, under the name of "Service de Loisirs et de Bien-être "Jean-Charles Beaudin" (pour Handicapés) ".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $75,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11663-61)

Sheffield Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of April, 1961, incorporating: Joseph Shapiro, Queen's Counsel, of Westmount, Claude-Armand Sheppard, of St-Laurent, both advocates, Jonathan J. Robinson, Theodore H. Shapiro, advocates, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Sheffield Holdings Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11503-61)

La Société de Placements de Verdun Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 23rd day of March, 1961, incorporating: Eugène Bonin, merchant, Jean-Louis Gervais, customs broker, both of Verdun, and Guy Bouchard, chartered accountant, of LaSalle, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « La Société de Placements de Verdun Ltée » avec un capital total de $75,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 23e jour de mars 1961.

L'Assistant-procureur général adjoint,

57803-o P. FRENETTE.

(P.G. 11312-61)

Temis Électrique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Yvon Pelletier, commerçant, Fernand Bélanger, électricien, et Émilien Beaulieu, commis, tous de Sainte-Rose-du-Dégelé, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Temis Électrique Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rose-du-Dégelé, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 7e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11513-61)

Top Value Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Gordon Reid, marchand, Edward S. Berger, avocat, Shirley Schaffer, commis, fille majeure, tous trois de Montréal, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, de Montréal Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles de quincaillerie, appareils électriques, articles de cuisine, porcelaine, vêtements, marchandises de sport, menus articles, lingerie, textiles, articles de ménage, bijouterie, matières et produits plastiques, sous le nom de « Top Value Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 6e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10978-61)

Ultrasonic Tissue Processor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Dr Jacques Gagnon, médecin, Eugène Cholmsky, technicien, tous deux d'Outremont, Nathalie Katyk Longtin, épouse judiciairement

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "La Société de Placements de Verdun Ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 3,000 common shares of $25 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of March, 1961.

P. FRENETTE,

57803 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 11312-61)

Temis Électrique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of April, 1961, incorporating: Yvon Pelletier, trader, Fernand Bélanger, electrician, and Émilien Beaulieu, clerk, all of Sainte-Rose-du-Dégelé, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Temis Électrique Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rose-du-Dégelé, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11513-61)

Top Value Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 6th day of April, 1961, incorporating: Gordon Reid, merchant, Edward S. Berger, advocate, Shirley Schaffer, clerk, fille majeure, all three of Montreal, and Martha Bent, secretary, fille majeure, of Montreal West, for the following purposes:

To deal in all kinds of hardware, electrical appliances, kitchen ware, china ware, clothing, sporting goods, small wares, lingerie, textiles, household wares, jewellery and plastic materials and products, under the name of "Top Value Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10978-61)

Ultrasonic Tissue Processor Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: Dr. Jacques Gagnon, physician, Eugène Cholmsky, technician, both of Outremont, Nathalie Katyk Longtin, wife judicially separate as to bed and board of Claude

séparée de biens et de corps de Claude Valois Longtin, et Oleg Karaivan, ces deux derniers techniciens, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de tous appareils de laboratoire servant à des fins de diagnostic ou de recherches, sous le nom de « Ultrasonic Tissue Processor Inc.", avec un capital total de $60,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 17e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11479-61)

Ungava Distributors Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Raymond Eric Parsons, Derek Austin Hanson, et James Knatchbull Hugessen, tous avocats, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Ungava Distributors Limited », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, le montant avec lequel la compagnie commencera ses affaires ne sera pas inférieur à $10,500.

Le siège social de la compagnie sera 9510 rue Delorimier, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 17e jour de mars 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11357-61)

Gratien Veilleux Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Quebec des lettres patentes, en date du 12e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Gratien Veilleux, contremaître, Roger Giroux, comptable agréé, tous deux de Beauharnois, et Roger Morin, avocat, de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Gratien Veilleux Limitée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2, rue Couillard, Beauharnois, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 12e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11143-61)

Wilchar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour d'avril 1961, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en loi

Valois Longtin, and Oleg Karaivan, the latter two technicians, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all apparatus for laboratory for diagnostic and research purposes, under the name of "Ultrasonic Tissue Processor Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11479-61)

Ungava Distributors Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 17th day of April, 1961, incorporating: Raymond Eric Parsons, Derek Austin Hanson and James Knatchbull Hugessen, all advocates, of Westmount, for the following purposes:

To do business as a real estate company, under the name of "Ungava Distributors Limited", with a capital stock divided into 10,000 preferred shares of a par value of $10 each and 100 common shares without nominal or par value, the amount with which the company will commence its operations being fixed at not less than $10,500.

The head office of the company will be at 9510 Delorimier Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11357-61)

Gratien Veilleux Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 12th day of April, 1961, incorporating: Gratien Veilleux, foreman, Roger Giroux, chartered accountant, both of Beauharnois, and Roger Morin, advocate, of Salaberry-de-Valleyfiled, for the following purposes:

To deal in all kinds of building materials, under the name of "Gratien Veilleux Limitée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2 Couillard street, Beauharnois, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11143-61)

Wilchar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 5th day of April, 1961, incorporating: Charles Wolfson advocate and Queen's Counsel, Richard Boucher

de la Reine, Richard Boucher, administrateur, et Alva Phyllis Boyd, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et entretenir des machines activées au moyen de pièces de monnaie pour la lessive, lavage et séchage des vêtements et tissus et exercer le commerce de buandiers, sous le nom de « Wilchar Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 5e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

administrator, and Alva Phyllis Boyd, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To operate and maintain coin-operated machines for the laundering, washing and drying of clothing and fabrics, and to carry on business as launderers, under the name of "Wilchar Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 11329-61)

Gaspesia Pulp and Paper Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1961, à la compagnie « Gaspesia Sulphite Company Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 1er jour d'avril 1937, et par lettres patentes supplémentaires en date, respectivement, du 27e jour de novembre 1937 et du 24e jour de novembre 1951, changeant son nom en celui de « Gaspesia Pulp and Paper Company Ltd. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 15109-60)

Giard Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour d'avril 1961, à la compagnie « Giard Limitée », 1° réduisant son capital de $55,000 à $14,200, le capital-actions annulé étant divisé en 408 actions privilégiées de $100 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $14,200 à $64,200, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $50 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $64,200, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune, 92 actions privilégiées de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $50 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 13e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11152-61)

Hôpital Marie Enfant

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour d'avril 1961, à la corporation

Supplementary Letters Patent

(A.G. 11329-61)

Gaspesia Pulp and Paper Company Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of April, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Gaspesia Sulphite Company Ltd.", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 1st day of April, 1937, and by supplementary letters patent dated, respectively, the 27th day of November, 1937 and the 24th day of November, 1951, changing its name to that of "Gaspesia Pulp and Paper Company Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 15109-60)

Giard Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 13th day of April, 1961, to the company "Giard Limitée", 1. reducing its capital stock from $55,000 to $14,200, the cancelled capital stock being divided into 408 preferred shares of $100 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from $14,200 to $64,200, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred class "B" of $50 each, so that the authorized capital stock of the said company shall be in future, $64,200, divided into 500 common shares of $10 each, 92 preferred shares of $100 each and into 1,000 preferred class "B" shares of $50 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, on the 13th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11152-61)

Hôpital Marie Enfant

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 6th day of April, 1961, to the corporation

« Clinique B.C.G. de Montréal, Inc. », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 juillet 1937, et par lettres patentes supplémentaires, en date du 26 décembre 1952, changeant son nom en celui de « Hôpital Marie Enfant ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 6e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

"Clinique B.C.G. de Montréal, Inc.", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent of July 22, 1937 and by supplementary letters patent dated December 26, 1952, changing its name into that of "Hôpital Marie Enfant".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11811-61)

Marché Chomedey Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1961, à la compagnie « Joseph Desmet Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 janvier 1958, changeant son nom en celui de « Marché Chomedey Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11811-61)

Marché Chomedey Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the 20th day of April, 1961, to the company "Joseph Desmet Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 21, 1958, changing its name into that of "Marché Chomedey Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11955-61)

Alf. Marquette & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour d'avril 1961, à la compagnie « Alf. Marquette & Fils Inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 19e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 11955-61)

Alf. Marquette & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 19, 1961, to the company "Alf. Marquette & Fils Inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 10341-61)

Photo Lord Inc.
Lord Photo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour d'avril 1961, à la compagnie « Lord Photo Supplies Incorporated », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 mai 1960, changeant son nom en celui de « Photo Lord Inc.— Lord Photo Inc. ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 20e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 10341-61)

Photo Lord Inc.
Lord Photo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated April 20, 1961, to the company "Lord Photo Supplies Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of May 20, 1960, changing its name into that of "Photo Lord Inc.— Lord Photo Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 11957-61)

Price Brothers & Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la permière partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour d'avril 1961, à la compagnie « Price Brothers & Company, Limited », augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 783,664 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, de sorte

(A.G. 11957-61)

Price Brothers & Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of April, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Price Brothers & Company, Limited", increasing its capital, the additional capital stock being divided into 783,664 common shares without nominal or par value, so that the authorized capital stock of

que le capital-actions autorisé de ladite compagnie, sera, à l'avenir, formé de 3,500,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 50,000 actions privilégiées de $100 chacune, le montant avec lequel la compagnie continuera d'exercer son commerce et ses opérations sera fixé à non moins de $18,000,000.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 27e jour d'avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 14256-60)

Stanley Bagg Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour d'avril 1961, à la compagnie « Stanley Bagg Corporation », 1° diminuant son capital, le capital-actions annulé étant divisé en 26,000 actions privilégiées de $5 chacune; 2° changeant ses 26,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair en 26,000 actions ordinaires de $5 chacune; 3° réduisant de nouveau son capital-actions de $130,000 à $26,000, par la diminution de la valeur au pair de chacune des actions ordinaires ci-haut mentionnées de $5 à $1, de sorte que le capital- action autorisé de ladite compagnie sera à l'avenir de $26,000, divisé en 26,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11e jour d'avril, 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57803 RAYMOND DOUVILLE.

the said company shall henceforth consist of 3,500,000 common shares without nominal or par value and 50,000 preferred shares of $100 each, the amount with which the said company will carry on business and continue its operations being fixed at not less than $18,000,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14256-60)

Stanley Bagg Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of April, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Stanley Bagg Corporation", 1. reducing its capital, the capital stock annulled being divided into 26,000 preferred shares of $5 each; 2. changing its 26,000 common shares without nominal or par value into 26,000 common shares of $5 each; 3. again reducing its capital stock from $130,000 to $26,000, by the reduction of the par value of each of the abovementioned common shares from $5 to $1, so that the authorized capital stock of the said company shall henceforth consist of $26,000, divided into 26,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57803-o *Assistant Secretary of the Province.*

Avis divers

Canadian Depositors Insurance Company

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est par les présentes donné que Messieurs George L. Marks, financier, de 1415 Avenue Prospect, Calgary, Alberta, Jan Marks, ménagère, de 1415, Avenue Prospect, Calgary, Alberta, Jean R. LaFlèche, gérant, de 39 Roywood Terrace, ville Lemoyne, Hervé Baribeau, industriel, de 122 rue St-Georges, Lévis et Simon Baribeau, industriel, de 154, rue St-Onésime, Lévis, ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête constituant en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de « Canadian Depositors Insurance Company », dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital actions de cinq cent mille dollars ($500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: aérienne, cautionnement, dommages aux biens, maritime, responsabilité, personne, excepté l'assurance et la réassurance sur la vie.

Montréal, ce 23e jour de mai 1961.

Signature des requérants:

GEORGE L. MARKS
JAN MARKS
JEAN R. LAFLÈCHE
HERVÉ BARIBEAU
57723-21-4-o SIMON BARIBEAU.

Miscellaneous Notices

Canadian Depositors Insurance Company

Notice of formation of an Insurance Company

Notice is hereby given that Messrs. George L. Marks, financial, of 1415 Prospect Avenue, Calgary, Alberta, Jan Marks, housekeeper, of 1415 Prospect Avenue, Calgary, Alberta, Jean R. LaFlèche, manager, of 39 Roywood Terrace, ville Lemoyne, Hervé Baribeau, industrialist, of 122 St. Georges street, Lévis and Simon Baribeau, industrialist, of 154 St. Onésime street, Lévis, intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q. 1941), under the name of "Canadian Depositors Insurance Company" with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars ($500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: aviation, damage to property, liability, marine, suretyship, persons, except life assurance and reassurance.

Montreal, this 23rd day of May 1961.

Signature of the petitioners:

GEORGE L. MARKS
JAN MARKS
JEAN R. LAFLÈCHE
HERVÉ BARIBEAU
57723-21-4-o SIMON BARIBEAU.

Cité de LaSalle

Avis est par les présentes donné que la « Cité de LaSalle » s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, par requête, aux fins d'obtenir des lettres patentes pour remplacer en totalité les dispositions de l'article 473-9 de la Loi des cités et villes, tel qu'amendé pour la cité de LaSalle par la loi 14 Geo. VI, chapitre 112, article 3, et l'article 526 de la Loi des cités et villes, tel qu'amendé pour la cité de LaSalle par les lois 2 Geo. V, chapitre 73, article 20, 1-2 Eliz. II, chapitre 82, article 5, 6-7 Eliz. II, chapitre 73, article 11, par les dispositions de la Loi des cités et villes, le tout dans les délais prévus par la loi.

Donné sous mon seing, à LaSalle, ce 26 mai 1961.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier de la cité de LaSalle,

ALBERT GRAVEL.

Vraie copie.

Le Secrétaire-trésorier,

ALBERT GRAVEL. 57788-22-2-o

City of LaSalle

Notice is hereby given that the "City of LaSalle" will apply to the Lieutenant-Governor in Council, by petition, for purposes of obtaining letters patent to replace totally the provisions of section 473-9 of the Cities and Towns Act, as amended for the city of LaSalle by the Act 14 Geo. VI, chapter 112, section 3, and section 526 of the Cities and Towns Act, as amended for the city of LaSalle by the Acts 2 Geo. V, chapter 73 section 20, 1-2 Eliz. II, chapter 82, section 5, 6-7 Eliz. II, chapter 73, section 11, by the provisions of Cities and Towns Act, the whole within the delays provided for by the law.

Given under my Seal, at LaSalle, this 26th day of May, 1961.

(Seal)

ALBERT GRAVEL,

Secretary-Treasurer for the city of LaSalle.

True copy.

ALBERT GRAVEL,

Secretary-Treasurer. 57788-22-2

Village de Notre-Dame de Portneuf

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la corporation municipale du village de Notre-Dame de Portneuf, qu'à l'expiration ds délais légaux suivant la publication du présent avis, ladite corporation s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour demander l'érection de son territoire en municipalité de ville et pour obtenir des lettres patentes à cette fin, sous l'empire des articles 12 et suivants de la Loi des cités et villes (chapitre 233 S.R.Q. 1941).

La municipalité de ville projetée portera le nom de « Ville de Portneuf »;

Les limites de la municipalité de ville projetée seront les mêmes que celles de la municipalité du village de Notre-Dame de Portneuf;

Le recensement ordonné par le conseil de la municipalité du village de Notre-Dame de Portneuf établit à 1,386 âmes la population dudit village.

Donné à Notre-Dame de Portneuf, village, ce 31 mai 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

57789-22-2-o MARCEL NAUD.

Village of Notre-Dame de Portneuf

Public notice is hereby given by the undersigned secretary-treasurer of the municipal corporation of the Village of Notre-Dame de Portneuf, that upon the termination of the time-limit required by the law following the publication of the present notice, the said corporation will apply to the Lieutenant-Governor in Council to request the erection of its territory as a town municipality, and to obtain letters patent for such a purpose, uunder the authority of sections 12 and those following of the Cities and Towns Act (Chapter 233, R.S.Q. 1941).

The municipality of the planned twon will bear the name of "Town of Portneuf".

The boundaries of the municipality of the planned town will be the same as those of the municipality of the village of Notre-Dame de Portneuf;

The census ordered by the Council of the municipality of the village of Notre-Dame de Portneuf has established the population of said village at 1,386.

Given at Notre-Dame de Portneuf, Village, May 31, 1961.

MARCEL NAUD,

57789-22-2 *Secretary-Treasurer.*

L'Association Professionnelle des Nettoyeurs et Buandiers du Québec
The Professional Association of Cleaners and Launderers of Quebec

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 26 mai 1961, autorisé le changement de nom de « L'Association Patronale des Nettoyeurs », dont la constitution a été autorisée le 14 mars 1956, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de « L'Association Professionnelle des Nettoyeurs et Buandiers du Québec — The Professional Association of Cleaners and Launderers of Quebec », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 1er juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57806-o RAYMOND DOUVILLE.

The Professional Association of Cleaners and Launderers of Quebec
L'Association Professionnelle des Nettoyeurs et Buandiers du Québec

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May 26, 1961, authorized the change of name of "L'Association Patronale des Nettoyeurs", whose incorporation was authorized on March 14, 1956 and whose head office is situated in Montreal, into that of "L'Association Professionnelle des Nettoyeurs et Buandiers du Québec — The Professional Association of Cleaners and Launderers of Quebec", and such pursuant to the provisions of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, June 1, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57806 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicat Coopératif Maska

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat Coopératif Maska », en date du 13 mars 1961, dont le siège social est situé à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 5 avril 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57813-o RAYMOND DOUVILLE.

Syndicat Coopératif Maska

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Maska" under date March 13, 1961, whereof the head office is at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5 day of April, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57813 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 5807-58)

Temiskaming Community Association Inc.

Avis est, par les présentes, donné que sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, les amendements aux règlements généraux de « Temiskaming Community Association Inc. » ont, le 27 avril 1961, été approuvés par l'Honorable Secrétaire de la province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2e jour de mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57814 RAYMOND DOUVILLE.

(A.G. 5807-58)

Temiskaming Community Association Inc.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Attorney General, the amendments to the General by-laws of "Temiskaming Community Association Inc." were approved on April 27, 1961, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of May, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57814-o *Assistant Secretary of the Province.*

Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Bernard

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 22 mai 1961, émis un certificat constituant en corporation la « Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Bernard », dont le siège social est situé dans la paroisse de St-Bernard de Shawinigan, dans le district judiciaire des Trois-Rivières, et ce, conformément aux dispositions des articles 15 et suivants de la Loi concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de la région des Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapitre 161.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 24 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

57815-o RAYMOND DOUVILLE.

Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Bernard

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on May 22, 1961, issued a certificate incorporating the "Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Bernard", whose head office is situated in the parish of St-Bernard of Shawinigan, in the judicial district of Trois-Rivières, and such, pursuant to the provisions of articles 15 and following of the Act concerning the "Société Saint-Jean-Baptiste" of the region of Trois-Rivières, 3-4 Elizabeth II, chapter 161.

Given at the office of the Provincial Secretary, on May 24, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

57815 *Assistant Secretary of the Province.*

Fonds d'Indemnisation des Victimes d'Accidents d'Automobile

corporation publique constituée en vertu du Chapitre 142A des Statuts refondus du Québec adopté à la deuxième session de la vingt-sixième Législature, 10 Élizabeth II, 1961.

RÈGLEMENTS

Article 1.— Siège social

Paragraphe 1: Le fonds a son siège social à 81, rue Saint-Pierre, en la cité de Québec, Province de Québec, ou à toute autre adresse en la cité de Québec que peut fixer le Conseil d'administration.

Article 2.— Sceau

Paragraphe 1: Le sceau du fonds doit avoir la forme prescrite par le conseil d'administration.

Paragraphe 2: Le sceau du fonds reste sous la garde du secrétaire.

Highway Victims Indemnity Fund

a public corporation created by chapter 142A of the Revised Statutes of Quebec as enacted by the Second Session, Twenty-Sixth Legislature, 10 Elizabeth II, 1961.

BY-LAWS

Article 1.— Head office

Section 1: The head office of the Fund shall be 81 St. Peter Street, Quebec City, Province of Quebec, or at such other address in the city of Quebec as may be determined by the board of directors.

Article 2.— Seal

Section 1: The seal of the fund shall be in such form as shall be prescribed by the board of directors.

Section 2: The seal of the fund shall be in the custody of the secretary.

Article 3.— Conseil d'administration

Paragraphe 1: Le fonds est administré par neuf (9) administrateurs, dont cinq (5) forment quorum.

Paragraphe 2: Le mandat de tout membre du conseil d'administration prend fin sur présentation d'une lettre de démission au secrétaire, ou lorsque le membre devient incapable d'agir pour cause de maladie grave, de faillite, de décès ou pour toute autre cause.

Paragraphe 3: Tout membre du conseil d'administration dont le mandat expire reste en fonctions jusqu'à la fin de l'assemblée à laquelle son successeur est nommé.

Paragraphe 4: Les administrateurs peuvent déléguer leurs pouvoirs à des comités composés des personnes ou des membres du conseil d'administration qu'ils jugent bon. Les comités ainsi constitués doivent se conformer aux règlements et suivre les directives que le conseil d'administration peut leur imposer.

Paragraphe 5: Il peut y avoir de temps à autre et en n'importe quel lieu des assemblées des administrateurs sans avis formel de convocation, si tous les administrateurs sont présents ou si les administrateurs absents ont consenti par écrit sous leur signature à la tenue de ces assemblées en leur absence. Le président, le vice-président, ou deux des administrateurs peuvent convoquer les assemblées des administrateurs. L'avis de convocation aux assemblées du conseil d'administration doit mentionner l'heure et le lieu de l'assemblée; il doit être remis ou envoyé par la poste à chaque administrateur au moins sept jours avant la date de l'assemblée.

Paragraphe 6: Tout règlement signé par tous les administrateurs est aussi valide et applicable que s'il avait été adopté sous forme de résolution de règlement à une assemblée du conseil d'administration régulièrement convoquée.

Article 3.— Board of directors

Section 1: The fund shall be administered by nine (9) directors, five (5) of whom shall constitute a quorum.

Section 2: The office of member of the board of directors shall be vacated upon submission of a written resignation to the secretary, or upon the member becoming incapable of action by reason of serious illness, bankruptcy, death or any other cause.

Section 3: A retiring member of the board of directors shall remain in office until the close of the meeting at which his successor is appointed.

Section 4: The directors may delegate any of their powers to committees consisting of such persons or members of the board of directors as they think fit. Any committee so formed shall conform to the by-laws and comply with such directions as may be imposed on it by the board of directors.

Section 5: Directors' meetings may be held from time to time and at any place without formal notice if all the directors are present or if those absent have signed their consent in writing to the meeting being held in their absence. Directors' meeting may be called by the President or by the vice-president or by any two directors. Notice of formal meetings of directors shall specify the time and place of such meetings and shall be delivered or mailed to each director not less than seven days before the meeting is to take place.

Section 6: Any by-law signed by all the directors shall be as valid and effective as though passed as a by-law resolution at a regularly called meeting of the board.

Article 4.— Exécutif

Paragraphe 1: L'exécutif du fonds se compose d'un président, un vice-président, un secrétaire, un trésorier et de toutes autres personnes que le conseil d'administration peut décider de temps à autre.

Paragraphe 2: Une même personne peut cumuler les fonctions de plus d'un poste, sauf les fonctions de président et de vice-président. Si la même personne remplit les fonctions de secrétaire et de trésorier, elle peut, tant qu'il en est ainsi, mais non nécessairement, porter le titre de secrétaire-trésorier.

Paragraphe 3: La durée de l'emploi des membres de l'exécutif est fixée de temps à autre par le fonds, mais en l'absence de convention expresse à l'effet contraire, la durée de l'emploi de tous les membres de l'exécutif est laissée au bon plaisir du conseil d'administration.

Paragraphe 4: Le président est le chef de la direction du fonds; lorsqu'il est présent, il préside les assemblées des membres et celles des administrateurs; il signe tous les documents qui requièrent sa signature et remplit tous les devoirs qui se rattachent à sa fonction; il a, en outre, tous autres pouvoirs et obligations que les administrateurs peuvent lui attribuer de temps à autre. En l'absence du président, ses obligations incombent au vice-président.

Paragraphe 5: Le secrétaire émet ou fait émettre des avis de convocation à toutes les assemblées des membres et du conseil d'administration; il a charge des registres de procès-verbaux du fonds; il signe, avec les autres membres de l'exécutif qui sont autorisés à le faire, les documents qui

Article 4.— Officers

Section 1: The officers of the fund shall consist of a president a vice-president, a secretary, a treasurer and such other officers as the board of directors may from time to time determine.

Section 2: One person may hold more than one office except the offices of President and Vice-President. If and so long as the same person holds the office of secretary and treasurer he may, but need not be, known as the secretary-treasurer.

Section 3: The terms of employment of the officers shall be settled from time to time by the fund but in the absence of express agreement to the contrary the employment of all officers shall be during the pleasure of the board of directors.

Section 4: The president shall be the chief executive officer of the fund; he shall, if present, preside at meetings of the members and directors; he shall sign all instruments which require his signature and shall perform all duties incident to his office and shall have such other powers and duties as may from time to time be assigned to him by the directors. In the absence of the president his duties shall devolve upon the vice-president.

Section 5: The secretary shall issue or cause to be issued notices of all meetings of members and of the board of directors; have charge of the minute books of the fund; sign with the other signing officer or officers of the fund such documents as require his signature and shall perform

requièrent sa signature et il remplit toutes autres fonctions que le conseil d'administration peut lui attribuer de temps à autre.

Paragraphe 6: Les devoirs du trésorier sont ceux que le conseil d'administration peut lui imposer de temps à autre.

Paragraphe 7: Le conseil d'administration peut de temps à autre nommer un directeur ou directeur général qui peut être, mais non nécessairement, l'un de ses propres membres, et il peut lui déléguer tous pouvoirs de gérer et diriger les opérations et affaires du fonds, sauf les questions et les obligations qui, aux termes de la loi, doivent être transigées ou remplies par le conseil d'administration ou par les membres du Fonds réunis en assemblée générale.

Article 5.— Assemblées

Paragraphe 1: Les assemblées du fonds se tiennent de la manière prescrite par la Loi d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile, chapitre 142A S.R.Q., 1941 ou ses amendements subséquents.

Paragraphe 2: Avis de l'heure et du lieu des assemblées des membres et de la nature générale des affaires à y traiter doit être envoyé par la poste à chaque membre à sa dernière adresse postale connue, au moins sept jours avant la tenue de l'assemblée. Le secrétaire a le devoir de mettre ces avis à la poste et d'y joindre une formule appropriée de procuration pour chaque membre ayant droit de vote à ladite assemblée.

Article 6.— Amendements

Paragraphe 1: Les présents règlements peuvent être amendés par l'assemblée des membres ou toute assemblée du Conseil d'administration, à condition que, nonobstant toute disposition contraire des présentes, il soit donné par écrit un préavis de sept jours de cette assemblée et que cet avis contienne le texte de tout amendement proposé.

Article 7.— Finances

Paragraphe 1: Le conseil d'administration a la direction générale de toutes les affaires financières du fonds.

Paragraphe 2: Une firme indépendante de comptables agréés peut être nommée lors d'une assemblée des administrateurs pour vérifier les comptes du fonds.

Paragraphe 3: L'année financière du fonds est l'année civile.

Paragraphe 4: Les chèques, traites, ordres de paiement d'argent, billets, acceptations et lettres de change peuvent être tirés, faits, endossés et signés par le président, le vice-président, le trésorier, le secrétaire ou n'importe quel d'entre eux, ou par tout autre membre de l'exécutif que le conseil peut désigner.

Paragraphe 5: Chaque membre doit préparer et présenter au service statistique désigné par les administrateurs un relevé de ses primes, pertes et frais pour ses affaires d'assurance automobile dans la province de Québec, dans la forme et la manière et conformément au mode de classification que ce service statistique, avec l'approbation des administrateurs, peut approuver.

Paragraphe 6: Les administrateurs peuvent requérir tout service ainsi désigné de compiler les données recueillies de cette façon sous la forme qu'ils peuvent approuver; le coût de cette compilation doit être réparti entre les assureurs dont les données sont compilées par ce service, par les administrateurs, qui doivent

such other duties as the board of directors may from time to time assign to him.

Section 6: The duties of the treasurer shall be such as the board of directors may from time to time require of him.

Section 7: The board of directors may from time to time appoint a manager or general manager who may, but need not be, one of the directors of the board, and may delegate to him every authority to manage and direct the business and affairs of the fund, except such matters and duties as by law must be transacted or performed by the board of directors or by the members in general meeting.

Article 5.— Meetings

Section 1: Meetings of the fund shall be held as prescribed by "Highway Victims Indemnity Act", chapter 142A R.S.Q. 1941 or as amended subsequently.

Section 2: Notice of the time and place of meetings of the members and the general nature of the business to be transacted shall be mailed to each member to his last known post office address at least seven days before the holding of the meeting. It shall be the duty of the Secretary to mail such notices and to include a suitable form of proxy for each member entitled to vote at the said meeting.

Article 6. — Amendments

Section 1: These by-laws may be amended by any meeting of the members or by any meeting of the board of directors, provided, anything herein to the contrary notwithstanding, that seven days' notice in writing be given of such meeting and that the notice contains the next of any proposed amendments.

Article 7. — Finances

Section 1: The board of directors shall have general supervision over all the financial affairs of the fund.

Section 2: An independent firm of chartered accountants may be appointed at a meeting of the directors to audit the fund's accounts.

Section 3: The fund's fiscal year shall be the calendar year.

Section 4: Cheques, drafts or orders for the payment of money, notes, acceptances and bills of exchange may be drawn, executed, endorsed and signed by the president, vice-president, treasurer, secretary, or any one of them, or such other officer as may be designated by the board.

Section 5: Every member shall prepare and file with such statistical agency as may be designated by the directors a record of its automobile insurance premiums and of its loss and expense costs in Quebec, in such form and manner, and according to such system of classification, as the statistical agency with the approval of the directors, may approve.

Section 6: The directors may require any agency so designated to compile the data so filed in such form as they may approve, and the expense of making such compilation shall be apportioned among the insurers whose data is compiled by such agency by the directors who shall certify in writing the amount due from each insurer and

attester par écrit la somme exigible de chaque assureur, et cette somme est immédiatement payable au Fonds par l'assureur.

Article 8.— Autorisations de signer

Paragraphe 1: Les contrats, documents ou instruments juridiques fait par écrit et requérant la signature ou le sceau du fonds doivent être signés et revêtus du sceau par le président ou le vice-président et le secrétaire ou le trésorier, ou un administrateur, et tous les contrats, documents ou instruments juridiques faits par écrit et ainsi signés ou revêtus du sceau lient le fonds sans autre autorisation ni formalité.

Paragraphe 2: Les transports et les règlements de jugements doivent être signés par le secrétaire ou tout autre membre de l'exécutif désigné par le conseil d'administration.

Article 9.— Plan d'assignation des risques-automobiles

Paragraphe 1: Le plan d'assignation ou attribution des risques de responsabilité d'accidents d'automobile en vue de les répartir entre les assureurs est le suivant:

PROVINCE DE QUÉBEC
PLAN D'ASSIGNATION DES RISQUES-AUTOMOBILES

(*Comité du fonds d'indemnisation des victimes de la route*)

Local 100 — 455 ouest, rue Craig
Montréal 1.

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE certains propriétaires ou conducteurs de véhicules automobiles en possession d'un permis de conduire éprouvent des difficultés à obtenir une assurance-automobile de responsabilité civile envers les tiers dans la province de Québec;

ATTENDU QUE ces propriétaires ou conducteurs munis d'un permis devraient pouvoir souscrire une assurance-automobile de responsabilité civile envers les tiers;

ATTENDU QUE tous les assureurs autorisés à faire affaires en assurance-automobile de responsabilité civile envers les tiers dans la province de Québec sont requis par la loi de prendre part à l'application d'un plan d'assignation de risques pour établir un tel marché d'assurance dans la province de Québec;

ATTENDU QUE le Fonds d'indemnisation des victimes de la route, corps dûment constitué par une loi de la Législature de la province de Québec, a légalement reçu pleins pouvoirs pour organiser et rendre obligatoire un tel plan d'assignation de risques;

EN CONSÉQUENCE, il est par les présentes déclaré, en vertu des pouvoirs ainsi conférés audit Fonds d'indemnisation des victimes de la route, que les dispositions du plan d'assignation de risques annexé aux présentes deviennent et sont la Constitution du plan d'assignation de risques de la province de Québec et que cette Constitution lie tous les assureurs autorisés à faire affaires en assurance-automobile de responsabilité civile envers les tiers dans la province de Québec.

Fait à Québec, Province de Québec, le dix-neuvième jour du mois de mai 1961.

Le Président du Fonds d'indemnisation des victimes de la route,
E. H. S. PIPER, Esq., C.R.

the same shall be payable by the insurer to the fund forthwith.

Article 8. — Singing authority

Section 1: Contracts, documents or any instruments in writing requiring a signature or seal of the fund shall be signed or sealed by the president or vice-president and the secretary or treasurer, or a director, and all contracts, documents and instruments in writing so signed or sealed shall be binding on the fund without any further authorization or formality.

Section 2: Transfers and settlements of judgments shall be signed by the secretary or such other officer as may be designated by the board.

Article 9. — Automobile assigned risk plan

Section 1: The plan for the assignment of automobile accident liability risks to distribute them among insurers shall be as follows:

PROVINCE OF QUEBEC
AUTOMOBILE ASSIGNED RISK PLAN

(*A Committee of highway victims indemnity fund*)

Suite 100 — 455 Craig St. West
Montreal 1.

PREAMBULE

WHEREAS some owners or drivers of motor vehicles who have been licensed to operate the same experience difficulty in obtaining automobile third party liability insurance in the Province of Quebec;

And WHEREAS a market for automobile third party liability insurance should be made available to such licensed owners or drivers;

And WHEREAS all insurers licensed to transact the business of automobile third party liability insurance in the Province of Quebec are required by law to join in the operation of an Assigned Risk Plan to provide such a market in the Province of Quebec;

And WHEREAS the Highway Victims Indemnity Fund, a body corporate created by Act of the Legislature of the Province of Quebec, has been empowered by law to set up and make obligatory such an Assigned Risk Plan;

Now, THEREFORE, it is hereby declared under the authority so vested in the said Highway Victims Indemnity Fund that the provisions of the Assigned Risk Plan annexed hereto shall form and be the Constitution of the Assigned Risk Plan of the Province of Quebec and that this Constitution shall be binding on all insurers licensed to transact the business of automobile third party liability insurance in the Province of Quebec.

Dated at the city of Quebec in the Province of Quebec, this nineteenth day of May, 1961.

E. H. S. PIPER, ESQ., Q.C.,
President of Highway Victims Indemnity Fund.

Plan d'assignation de risques-automobiles de la province de Québec

Section I

Définitions

Dans le plan d'assignation de risques-automobiles de la province de Québec:

1. « Accident » signifie tout accident dont le Proposant est dans quelque mesure responsable en raison de la propriété, l'usage ou la conduite d'un véhicule automobile, et qui occasionne des blessures corporelles, mort ou dommages aux biens d'autrui ou du proposant. (Voir « Responsable » ci-dessous.)

2. « Agent enregistré » signifie l'agent autorisé dans la province de Québec et désigné comme tel dans une proposition d'assurance en vertu du Plan.

3. « Proposant » signifie une personne, maison de commerce ou compagnie qui fait une demande d'assurance selon le plan et, aux fins des sections VI, VII, XII et XIII, ce mot peut désigner aussi toute personne qui conduit le véhicule automobile du proposant au su et avec le consentement de celui-ci.

4. « Comité » signifie le comité de direction nommé conformément aux dispositions du Plan.

5. « Assurance » signifie l'assurance contre la responsabilité pour blessures corporelles, mort ou dommages matériels découlant de la propriété, l'usage ou la conduite d'un véhicule automobile.

6. « Assuré » signifie un proposant en faveur de qui on a émis une police selon le plan.

7. « Directeur » signifie la personne nommée à ce poste par le Comité pour les fins définies dans les présentes.

8. « Plan » signifie le plan d'assignation de risques-automobiles de la province de Québec.

9. « Responsable » se dit lorsque le proposant est de quelque manière responsable de blessures corporelles, mort ou dommages matériels découlant d'un accident, et aussi lorsque le Proposant ou quiconque utilisant son véhicule automobile avec son consentement est l'auteur, en totalité ou en partie, de blessures corporelles, mort ou dommages matériels subis par lui en conséquence d'un accident. (Voir « Accident » ci-dessus.)

10. « Adhérent » signifie un assureur, membre de la seconde catégorie du Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles, autorisé à faire dans la province de Québec le commerce de l'assurance définie dans les présentes.

11. « Heure » signifie heure normale.

12. « Année » signifie année civile.

Section II

Dispositions générales

1. Le plan a pour but:

a) de fournir à un proposant qui demeure dans la province ou en détient un permis de conduire, une autre possibilité de s'assurer lorsqu'une assurance lui a été refusée dans les circonstances exposées dans les présentes;

b) d'établir les modalités de répartition équitable, entre les adhérents, des risques de ce genre qui sont acceptables.

2. Sous réserve du droit d'appel prévu par les présentes, les adhérents sont tenus d'accepter les risques qui leur sont assignés.

3. Assemblées générales, annuelles ou spéciales.

Il doit y avoir chaque année au moins une assemblée générale des adhérents et le comité peut convoquer des assemblées générales spé-

Quebec Automobile Assigned Risk Plan

Part I

Definitions

In the Quebec Automobile Assigned Risk Plan:

1. "Accident" means any accident forwhich the applicant is to any degree responsible by reason of the ownership, use or operation of a motor vehicle and as a consequence of which bolidy injury, death or damage to the property of others or of the applicant results. (See "Responsible" below).

2. "Agent of record" means the agent licensed in Quebec referred to as such on an application to the plan.

3. "Applicant" means a person, firm or corporation applying for insurance under the plan and for the purposes of part VI, part VII, part XII, part XIII may be deemed to include any person who drives the motor vehicle of the applicant with the knowledge and consent of the applicant.

4. "Committee" means the governing committee appointed as provided under the plan.

5. "Insurance" means insurance against liability for bolidy injury, death or property damage arising out of the ownership, use or operation of a motor vehicle.

6. "Insured" means an applicant to whom a policy has been issued under the plan.

7. "Manager" means the executive officer appointed by the committee for the purposes herein set out.

8. "Plan means the Quebec Automobile Assigned Risk Plan.

9. "Responsible" shall apply where the applicant is in any way liable for bodily injury, death or property damage arising out of an accident and also where the applicant or anyone operating his motor vehicle with consent is the author, in whole or in part, of his own bodily injury, death or property damage as a consequence of an accident. (See "Accident" above).

10. "Subscriber" means an insurer, a group two member of the Highway Victims Indemnity Fund, licensed to transact insurance as herein defined in the Province of Quebec.

11. "Time" means Standard Time.

12. "Year" means calendar year.

Part II

General provisions

1. The purposes of the plan are:

a) to provide an applicant resident or licensed in the Province who has been refused insurance under the circumstances herein described a further opportunity to obtain insurance.

b) to establish a procedure for the equitable distribution of such risks as are acceptable amongst subscribers.

2. A subscriber shall, subject to the right of appeal herein provided, be obliged to accept any application assigned to it.

3. Annual and special general meetings:

A general meeting of subscribers shall be held at least once a year and special general meetings of subscribers may be called by the committee

ciales. Toutes les assemblées générales, qu'elles soient annuelles ou spéciales, doivent se faire selon les règles suivantes:

a) compte tenu du paragraphe 4 de la présente section, les adhérents doivent recevoir leur convocation à l'assemblée au moins quinze jours à l'avance;

b) la majorité des adhérents constitue un quorum; on peut voter par procuration, mais seul le représentant d'un adhérent peut agir comme mandataire pour un autre;

c) c'est la décision de la majorité qui l'emporte.

4. Les conditions du plan peuvent être modifiées de temps à autre par une résolution passée lors d'une assemblée générale, annuelle ou spéciale, à la suite d'une recommandation écrite du comité. Cette recommandation doit être soumise au moins trente jours avant l'assemblée et préciser la modification proposée. Les modifications ainsi apportées sont aussi valides que si elles avaient été incluses dans le Plan original ou en avaient été exclues et on peut les modifier de la même façon.

5. Chaque adhérent est tenu de payer toutes les cotisations que lui impose le Comité et qui représentent sa quote-part des frais d'administration.

Section III

Le comité

1. L'administration du Plan est confiée à un comité de direction (ci-après appelé le « Comité ») formé de six personnes nommées par les adhérents selon les modalités prévues ci-dessous.

2. Les adhérents qui sont membres de la Canadian Underwriters' Associatio, succursale du Québec, ont le droit d'avoir deux membres au Comité; les adhérents qui sont membres de The Independent Automobile and Casualty Insurance Conference, succursale du Québec, ont droit à deux membres au Comité; les adhérents qui ne sont pas membres de l'un ou l'autre de ces organismes ont droit à deux membres au comité.

3. Les membres du Comité éliront tous les deux ans un président et un vice-président choisis parmi eux.

4. Sous réserve de la disposition prévoyant que le président du Fonds d'indemnisation des victimes de la route nommera les membres du premier comité à être constitué et qu'il fixera la durée du mandat des personnes ainsi nommées de manière à permettre la mise en vigueur des alinéas « *a* » et « *b* » du présent paragraphe d'une façon régulière:

a) les membres du comité seront nommés par les adhérents lors de l'assemblée annuelle;

b) les membres du comité resteront en fonction pendant deux ans; en cas de vacances temporaires, le comité peut désigner une personne au poste vacant pour la durée du mandant de la personne ainsi remplacée.

5. On pourra aussi nommer six suppléants pour faciliter la bonne marche et l'application pratique du plan.

6. Il incombe au directeur d'avertir le président, au moins trente jours à l'avance, de l'expiration du mandant d'un membre.

7. Quatre membres du comité constituant un quorum.

8. Le Comité a les obligations et pouvoirs suivants:

a) nommer un membre des cadres au poste de directeur;

provided that all meetings, whether an annual or a special general meeting, shall be governed by the following:

a) subject to section 4 of this part, not less than fifteen days' notice of the meeting shall be given to subscribers;

b) a majority of subscribers shall constitute a quorum and voting by proxy shall be permitted but only the representative of a subscriber may act as proxy for another;

c) the decision of the majority shall govern.

4. The terms of the plan may be altered from time to time by a resolution of an annual or a special general meeting of subscribers upon the written recommendation of the committee given at least thirty days prior to such meeting specifying the proposed alteration and any alterations so made shall be as valid as if originally contained in (or omitted from) the plan and be subject in like manner to alteration.

5. Each subscriber shall pay assessments covering its proportion of the cost of administration levied upon it by the committee.

Part III

The committee

1. The plan shall be administered by a governing committee (hereinafter called the "Committee") consisting of six persons appointed by the subscribers as hereinafter provided.

2. The subscribers which are members of the Quebec Branch of the Canadian Underwriters' Association shall be entitled to two members on the committee, the subscribers which are members of the Quebec Branch of The Independent Automobile and Casualty Insurance Conference shall be entitled to two members on the committee and subscribers which are not members of either of these two organizations shall be entitled to two members on the committee.

3. The members of the committee shall every two years elect from amongst their number a chairman and deputy chairman.

4. Subject to the provision that the president of the Highway Victims Indemnity Fund shall appoint the members of the first or original committee, designating the term of office for each appointee so sa to permit the coming into operation of "*a*" and "*b*" of this section in an orderly fashion:

a) members of the committee shall be appointed by the subscribers at the annual meeting;

b) members of the committee shall hold office for two years; and, in the event of any casual vacancy, the committee may appoint a person to fill the vacancy for the remainder of the term of the person in respect of whom the vacancy occurred.

5. Six alternates may also be appointed in order to facilitate the efficiency and expediency of the plan.

6. It shall be the duty of the manager to notify the chairman at least thirty days in advance of the expiration of any member's term of office.

7. Four members of the committee shall constitute a quorum.

8. The Committee shall:

a) appoint an Executive Officer who shall be the manager;

b) nommer ou employer, à son choix, un secrétaire et le personnel qu'il juge nécessaire à la bonne administration du plan;

c) démettre de ses fonctions le directeur ou les autres membres du personnel;

d) assurer l'administration du plan, tenir un registre des délibérations du comité, se considérer responsable de tous les biens acquis aux fins d'administrer le plan;

e) se réunir aussi souvent qu'il sera nécessaire;

f) établir chaque année un budget des dépenses prévues pour administrer le plan et imposer aux adhérents les cotisations couvrant ces dépenses;

g) donner pouvoir au directeur d'encaisser toutes les cotisations et autres recettes et de les déposer, pour le compte des adhérents, dans une banque ou société de fiducie;

h) de faire seulement les déboursés requis pour le paiement des dépenses nécessaires à l'administration du plan;

i) de désigner une ou plusieurs personnes pour signer les chèques et traites au nom et pour le compte du plan dans les transactions relatives à sa gestion, sous réserve de l'approbation que pourra décider le comité;

j) soumettre aux adhérents un rapport financier complet et exact de l'année précédente;

k) remettre chaque année aux adhérents un rapport écrit, en date du 1er janvier, sur les risques assignés en vertu du plan au cours de l'année précédente.

9. Aucun membre du comité ne recevra de traitement, salaire ou rémunération, exception faite des dépenses courantes.

Section IV

Fonctions de la direction

1. Le directeur est chargé d'examiner le dossier de tous les proposants et, si nécessaire, de faire enquête sur eux; s'il estime qu'ils ont automatiquement droit à bénéficier du plan, il les assigne aux adhérents de la manière indiquée ci-après.

2. Le directeur doit tenir un registre fidèle de l'attribution de tous les risques assignés.

3. Le directeur et les autres membres du personnel préposés au plan n'ont droit, en sus de leurs dépenses courantes, qu'aux rémunérations que le Comité peut fixer de temps à autre.

4. Le directeur, ainsi que tout membre du personnel ou du comité autorisé à signer les chèques et traites, doit être nanti d'un cautionnement d'un montant déterminé par le comité, garantissant qu'il remplira ses fonctions loyalement et honnêtement et fera les déboursés avec probité.

Section V

Propositions d'assurance

1. Les propositions d'assurance selon le plan doivent être présentées de la manière suivante:

a) remplies en double exemplaire sur les formules et selon les instructions indiquées dans les présentes;

b) signées en double par le proposant et, le cas échéant, signées et soumises en double exemplaire par l'agent;

c) accompagnées d'un droit d'enquête fixé par le comité et ne dépassant pas $5.00 pour une automobile et $1.00 pour chaque automobile additionnelle, sous réserve d'un maximum de $20.00 pour chaque flotte d'automobiles;

d) accompagnées du paiement total de la prime probable, payée par un chèque visé ou un mandat-poste (mais non en espèces) du proposant, ou

b) appoint or employ, in its discretion, a secretary or such other officers or employees as may be considered necessary for the proper administration of the plan;

c) have the authority to dismiss the manager or other officers or employees;

d) administer the plan, keep a record of all proceedings of the committee and be responsible for all property acquired for the purpose of administering the plan;

e) meet as often as may be required;

f) annually draw up a budget to cover the estimated cost of administering the plan and lyvy assessments on the subscribers therefor;

g) empower the manager to collect all fees and other moneys payable and deposit the same in a Bank of Trust company to be held in trust for the subscribers;

h) disburse only such funds as are required to pay the expense necessary for the administration of the plan;

i) designate one or more individuals to sign cheques and drafts in the name and on behalf of the plan in the transaction of its business, subject to such approval as the committee may determine;

j) submit annually to all subscribers a true and complete financial statement for the preceding year;

k) report in writing annually as of the first day of January to subscribers with respect to the assignments made under the plan for the preceding year.

9. No member of the committee shall be paid a salary, wage or remuneration apart from out-of-pocket expenses.

Part IV

Officials and their duties

1. The manager shall review and if necessary investigate all applicants to the plan and if he is satisfied that they are entitled to automatic access to the plan he shall assign the same to the subscribers in the manner hereinafter provided.

2. The manager shall keep a complete record of the allocation of all assignments.

3. The manager and other members of the plan staff shall be entitled only to such remuneration in addition to out-of-pocket expenses as the Committee from time to time may determine.

4. The manager, a member of the staff or of the committee authorized to sign cheques or drafts shall be bonded in such sum as the committee may require guaranteeing the faithful and honest discharge of his duties and the honest disbursement of funds.

Part V

Applications

1. An application for insurance under the plan shall be:

a) completed in duplicate on the forms and in the manner herein prescribed;

b) signed in duplicate by the applicant and where applicable, signed and submitted in duplicate by his agent;

c) accompanied by an investigation fee to be determined by the committee not exceeding $5.00 for one automobile and $1.00 for each additional automobile subject to a maximum of $20.00 for each fleet;

d) accompanied by the total amount of the apparent premium, payable by the certified cheque or money order (not cash) of the applicant

par un chèque ou un mandat-poste (mais non en espèces) de l'agent enregistré.

2. Il faut ajouter à la proposition même ou y annexer ce qui suit:

a) l'engagement du proposant de se conformer à toutes les recommandations raisonnables faites par l'adhérent auquel il aura été assigné, dans le but de réduire les dangers du risque;

b) l'engagement du proposant de remettre dans les quinze (15) jours, sur demande de l'adhérent auquel il aura été assigné, tout solde de prime par chèque visé ou mandat-poste ou par un chèque ou mandat-poste de l'agent enregistré;

c) tout autre renseignement ou pièce que le Comité peut décider d'exiger.

Section VI

Conditions d'admissibilité des proposants

Peuvent bénéficier du plan tous les proposants auxquels les autorités compétentes ont délivré un permis de conduire ou sont disposées à le faire à condition que le proposant puisse obtenir une assurance. Les proposants qui sont propriétaires de véhicules automobiles et sont enregistrés comme tels, mais qui n'ont pas ou n'ont pas pu se procurer un permis de conduire ont aussi droit à obtenir une assurance en vertu du plan.

A) Tout proposant a automatiquement droit à bénéficier du plan:

1. Si, dans les soixante jours qui précèdent la date de la proposition d'assurance selon le plan, le proposant a demandé et s'est vu refuser une assurance par au moins un adhérent faisant affaires dans la province, y compris l'assureur actuel si le risque est assuré au moment de la proposition.

2. Sauf si, dans les trente-six mois qui précèdent immédiatement la date de la proposition d'assurance selon le plan, le proposant a été reconnu coupable de deux ou plusieurs des infractions suivantes, soit plusieurs fois pour la même infraction, soit une fois pour chaque infraction, ou si à plusieurs reprises il s'est fait confisquer un cautionnement fourni en raison d'accusations portées contre lui pour l'une des infractions suivantes:

a) Une infraction commise aux termes:

i. des articles 191, 192, 193 ou 207, au moyen d'un véhicule automobile, ou

ii. des articles 221, 222, 223, 225(3), 226 ou 281 du Code criminel du Canada ou aux termes de tels articles qui peuvent éventuellement lui être substitués ou une infraction semblable commise à l'extérieur du Canada, ou

b) Une infraction impliquant:

i. conduite sans l'attention et les précautions voulues; inobservation des zones de vitesse; conduite excessivement lente ou course avec un autre véhicule; dépassement fautif d'autobus scolaires, écoles ou terrains de jeux; infraction aux règlements de la circulation; refus d'arrêter sur l'ordre d'un agent de police ou inobservation des feux de circulation; conduite sans permis ou sans l'aptitude voulue, ou fait de prêter sciemment ou louer des véhicules automobiles à une personne sans permis ou inapte; défaut de s'arrêter sur le lieu d'un accident;

ii. fausses déclarations dans une demande d'enregistrement d'un véhicule automobile ou de permis de conduire; emploi abusif de permis de conduire ou de plaques d'immatriculation; négligence de signaler un accident, ou refus de donner son nom et numéro de permis, après un accident, à la police ou à d'autres personnes en droit de le demander; conduite alors que son

or by the cheque or money order (not cash) of the agent of record.

2. An application shall contain or be accompanied by:

a) an agreement by the applicant to comply with all reasonable recommendations made by the subscriber to which he may be assigned with a view to reducing the hazards of the risk;

b) an agreement by the applicant to remit upon the request of the subscriber to which he may be assigned any balance of the premium with fifteen (15) days by certified cheque or money order or by the cheque or money order of the agent of record;

c) such other or futher information as the committee may from time to time determine.

Part VI

Eligibility of applicant

The plan shall be available to all applicants to whom a driver's license has been issued by the licensing authorities or to whom such authorities are prepared to issue such a license providing the applicant can secure insurance. Applicants who are registered owners of motor vehicles but who have not obtained or who are unable to obtain a driver's license shall also be entitled to obtain insurence under the plan.

A) An Applicant shall be entitled to automatic access to the plan:

1. If, within the period of sixty days prior to the date of the application to the plan, he has applied for insurance to at least one subscriber within the province, including the carrying company if the risk is insured at the time of making the application, and has been refused coverage by such subscriber.

2. Unless, within the period of thirty-six months immediately preceding the date of the application to the plan the applicant has been convicted more than once of any one, or once each of two or more, of the following offences or more than once has forfeited bail furnished in respect of charges against him of any of the following offences:

a) An offence under:

i. Section 191, 192, 193 or 207 committed by means of a motor vehicle or

ii. Section 221, 222, 223, 225(3), 226 or 281 of the Criminal Code of Canada or such sections as may be substituted therefor from time to time or an offence substantially the same committed outside Canada or

b) An offence involving:

i. driving without due care and attention; breach of speed limits; slow driving or racing; improper passing of schools, school busses or playgrounds; breach of traffic rules; failure to stop on request of police officer or failure to obey traffic signals; driving while unlicensed or unqualified or knowingly permitting or renting motor vehicles to be driven by a person unlicensed or unqualified; failure to stop at scene of accident;

ii. making false statements in an application for the registration of a motor vehicle or for an operator's license: misuse of operators' licences or of number-plates; failing to report an accident or to give his name and license number in the event of an accident to police or to other persons entitled to such information; driving while his license is suspended under the Highway Code or

permis est suspendu, aux termes du Code de la route, ou une infraction semblable commise en dehors de la province, sauf que toute condamnation pour l'une des infractions mentionnées à la clause « i » ci-dessus ne sera une cause d'inadmissibilité que si cette infraction occasionne des dommages matériels de $100 ou plus, ou des blessures corporelles.

Pour les fins de la présente section, on considère comme une seule condamnation deux ou plusieurs condamnations découlant d'un même accident, événement ou arrestation, sauf lorsque l'une des condamnations a pour cause l'utilisation d'un véhicule automobile pendant que le permis du proposant est suspendu.

3. Sauf si, dans les douze (12) mois qui précèdent immédiatement la date de la proposition d'assurance selon le plan, le proposant s'est vu refuser une demande antérieure d'assurance selon un plan d'attribution de risques ou si on lui a résilié pour une raison valable une police selon un tel plan.

4. Sauf si le proposant a négligé de payer les primes d'une assurance contractée dans les douze (12) mois qui précèdent immédiatement la date de la proposition d'assurance selon le plan.

5. Sauf si, dans les douze (12) mois qui précèdent immédiatement la date de la proposition d'assurance selon le plan, le proposant a sciemment fait une fausse déclaration dans une proposition d'assurance quelconque.

6. Sauf si le proposant s'occupe d'une entreprise illicite ou enfreint souvent la loi, y compris les règlements municipaux, comme le prouvent deux ou plusieurs condamnations sans rapport avec les véhicules automobiles, au cours des trente-six mois qui précèdent immédiatement la date de la proposition d'assurance selon le plan.

7. Sauf si, à la date de la proposition d'assurance selon le plan, le proposant souffre d'une maladie ou d'une infirmité susceptible de rendre dangereuse pour le public la conduite par lui d'un véhicule automobile.

8. Sauf si le comité estime qu'il serait contraire à l'intérêt public de faire bénéficier le proposant des avantages du plan.

B) Si un Proposant n'a pas automatiquement droit à bénéficier des avantages du plan en vertu du paragraphe A, on peut, à la discrétion du comité, lui accorder une assurance sous réserve des majorations et autres conditions que le comité estime à propos.

SECTION VII

Classement par groupe des proposants admissibles

Tous les proposants qui sont admissibles au plan en vertu de la section VI des présentes sont classés, selon leur dossier, dans l'un des deux groupes suivants:

Groupe A:

Conditions requises pour les proposants de ce groupe:

1. Ne pas avoir eu de condamnations pour les infractions de la circulation mentionnées à la section VI des présentes, pendant les trente-six (36) mois qui précèdent immédiatement la date de la proposition d'assurance selon le plan; et

2. Ne pas avoir été responsable d'un accident pendant les trente-six (36) mois qui précèdent immédiatement la date de la proposition d'assurance selon le plan; et

3. Ne pas avoir d'autres antécédents défavorables; et

an offence substantially the same committed outside the Province provided that a conviction for any ot the offences referred to in clause "i" hereof shall be grounds for ineligibility only if as a consequence of such offence property damage to the extent of $100 or personal injury results.

Two or more convictions arising out of one accident, occurence or arrest are to be considered as only a single conviction for the purposes of this part except where one of the convictions is for operating a motor vehicle while the applicant's license is under suspension.

3. Unless within the period of twelve (12) months immediately preceding the date of the application to the plan the applicant has had a previous application under any assigned risk plan rejected or a policy under any assigned risk plan cancelled for cause.

4. Unless the applicant has failed to pay any premium for insurance contracted for within the period of twelve (12) months immediately preceding the date of the application to the plan.

5. Unless within the period of twelve (12) months immediately preceding the date of the application to the plan the applicant has knowingly made a false statement on an application for insurance or has knowingly made a false statement on an application under the plan.

6. Unless the applicant is engaged in an illegal enterprise or habitually breaks the laws, including municipal by-laws, as evidenced by two or more non-motor vehicle convictions during the thirty-six months immediately preceding the date of the application to the plan.

7. Unless, at the date of the application to the plan, the applicant is suffering from any disease or physical disability which would be likely to cause the driving by him of a motor vehicle to be a source of danger to the public.

8. Unless in the discretion of the committee it is contrary to the public interest to extend to the applicant the privileges of the plan.

B) An applicant who is not entitled to automatic access to the privileges of the plan under A may, in the discretion of the committee, be granted insurance subject to such surcharges and other conditions as the committee thinks proper.

PART VII

Classification of eligible applicants by division

All applicants to the plan who are eligible under Part VI hereof shall be classified, according to the circumstances, in one or other of the following two divisions, namely:

Division A:

To qualify for this division, the applicant must:

1. Have no convictions for any of the traffic offences mentioned in part VI hereof within the period of thirty-six (36) months immediately preceding the date of the application to the plan; and

2. Not have been responsible for an accident within the period of thirty-six (36) months immediately preceding the date of the application to the plan; and

3. Have no other unfavourable record; and

4. Avoir détenu, pendant au moins les trente-six (36) mois qui précèdent immédiatement la date de la proposition d'une telle assurance, un permis de conduire valide au Canada, au Royaume-Uni ou aux États-Unis d'Amérique.

Groupe B:

Ce groupe comprend tous les proposants qui sont admissibles au plan en vertu de la section VI des présentes, mais qui ne répondent pas à toutes les conditions requises du groupe A.

Section VIII

Assignation des risques

1. Répartition des risques assignés:

a) Dans la mesure du possible, le directeur attribuera les risques aux adhérents au prorata de leur revenu des primes dans la province pour la classe d'assurance que prévoit le plan.

b) Pour déterminer le revenu des primes des adhérents, le directeur acceptera les chiffres établis et soumis par chaque adhérent, sous réserve de vérification à la demande du comité.

c) Le directeur dressera chaque année une liste des adhérents sur laquelle sera indiqué le nombre approximatif des risques assignés que l'adhérent sera appelé à accepter pendant les douze mois à venir. Les nouveaux proposants admissibles au plan seront attribués, dans la mesure du possible et sous réserve des autres dispositions du plan, de telle manière qu'un adhérent ne reçoive dans un même mois que sa quote-part de risques assignés.

2. Police de conducteur:

a) Dans le cas d'une proposition pour une police de conducteur, s'il est mentionné que le propriétaire du véhicule possède une assurance de base, la proposition pour la police de conducteur sera attribuée, à la discrétion du comité, à l'adhérent qui garantit l'assurance de base.

b) i. Si un adhérent a émis une police de conducteur selon le plan et que l'assuré achète par la suite une automobile et demande une police de propriétaire, l'adhérent doit émettre une police de propriétaire pour le reste de la période de la police de conducteur, après avoir fait remplir par l'assuré une proposition à cette fin. Si un adhérent a émis une police de propriétaire selon le plan et que l'assuré se dessaisisse de son automobile mais désire continuer à être assuré par une police de conducteur, l'adhérent doit émettre une police de conducteur pour le reste de la période de la police de propriétaire, après avoir fait remplir à l'assuré une proposition à cette fin.

ii. Les dispositions du sous-paragraphe ci-dessus ne visent pas à interdire les revisions de prime qui peuvent s'imposer.

Section IX

Changement d'assignation

Tout assuré qui n'est pas satisfait de l'adhérent qui garantit sa police peut demander à changer d'adhérent à l'expiration de la police en cours en soumettant une nouvelle proposition accompagnée du montant des droits prescrits à la section V des présentes.

Section X

Renouvellements

1. Les adhérents doivent faire savoir à l'assuré et à l'agent enregistré, au moins trente (30) jours

4. Have held for a period of at least thirty-six (36) months immediately preceding th date of the application for such insurance, a valid operator's permit in Canada, the United Kingdom or the United States of America.

Division B:

This division shall include all applicants to the plan who are eligible under Part VI hereof, but who are unable to comply with all the conditions set forth in division A of this part.

Part VIII

Assignments

1. Allocation of assignments:

a) The manager shall assign risks to subscribers as far as practicable in proportion to their respective premium income in the Province in the class of insurance provided by the plan.

b) For the purpose of ascertaining the premium income of subscribers, the manager shall accept the figures as compiled and submitted by each subscriber, subject to such investigation as the committee may direct.

c) The manager shall each year draw up a list of subscribers, indicating thereon the tentative number of assignments which each subscriber will be required to take during the ensuing twelve month period and incoming applicants eligible under the plan shall be assigned, subject to the other provisions of the plan, as nearly as possible in such a manner that in any one month no subscriber shall be allotted assignments beyond its proportionate share.

2. Driver's policy:

a) In the case of an application for a driver's policy, where it is indicated that the owner of a vehicle to be driven carries primary insurance, the application for the driver's policy shall be assigned at the discretion of the committee to the subscriber carrying the primary insurance.

b) i. If a subscriber has issued a driver's policy under the plan, and the insured sugsequently purchases an automobile and requests an owner's policy, such subscriber shall issue an Owner's policy for the balance of the term of the driver's policy upon the insured completing an application therefor and, if a subscriber has issued an owner's policy under the plan and the insured disposes of his automobile but requests that his coverage be continued under a driver's policy, such subscriber shall issue a driver's policy for the balance of the term of the owner's policy upon the insured completing an application therefor.

ii. Nothing in this sub-section contained shall be deemed to prohibit adjustments in premium if warranted.

Part IX

Reassignment

An insured who is dissatisfied with the subscriber carrying a policy may request reassignment of the rish upon expiry of the current policy and upon submission of a new application together with the fees prescribed in part V hereof.

Part X

Renewal

1. A subscriber shall notify the insured and the agent of record at least thirty (30) days

avant la date d'expiration d'une police, s'ils ont l'intention:

a) d'émettre un renouvellement, volontairement et à leur propre compte, selon les taux et la classe normalement applicables à un tel risque en dehors du plan; ou

b) d'accepter un renouvellement du risque assigné selon le plan, conformément aux modalités prévues dans les présentes.

2. Si l'adhérent ne consent pas à renouveler le risque, il doit faire connaître au directeur le motif de son refus et obtenir le consentement du comité.

3. Les primes de renouvellement doivent être payées quinze (15) jours avant la date d'expiration.

Section XI

Attribution de points

Sous réserve des dispositions contraires des paragraphes (2) et (3) de la présente section, le calcul du nombre de risques, y compris les renouvellements, attribués à chaque adhérent se fera par l'attribution des points suivants:

1. *a*) un point pour chaque tranche ou fraction de $100 de prime (y compris les majorations) pour toutes les polices émises, sauf dans les cas visés en « *b* » ou « *c* » ci-dessous;

b) un point pour la souscription des limites minimums prescrites à la section XII, ou par la Loi sur l'indemnisation des victimes de la route si ces dernières sont plus élevées, et un point supplémentaire pour chaque tranche de $20,000 d'assurance que le proposant doit contracter, en plus desdites limites minimums, en vertu d'une loi provinciale ou d'un règlement municipal;

c) un point pour la souscription des limites prescites à la section XII, ou par la Loi sur l'indemnisation des victimes de la route si ces dernières sont plus élevées.

2. Limites d'excédent:

a) Lorsqu'en raison d'une loi provinciale ou d'un règlement municipal, l'assurance que doit contracter le proposant excède les limites minimums prescrites à la section XII ou par la Loi sur l'indemnisation des victimes de la route, si ces dernières limites sont plus élevées, un adhérent peut refuser de souscrire un tel excédent; dans ce cas, il doit émettre une police pour les limites exigées et le directeur désigne alors l'adhérent suivant de la liste pour assumer la réassurance de cet excédent, celui-ci ayant le droit d'accepter le risque en entier s'il le désire.

b) Pour tout risque assigné en vertu du présent paragraphe, y compris une désignation comme réassureur (sauf si le réassureur ainsi désigné décide d'accepter le risque en entier, auquel cas on applique le paragraphe (1) « *b* » de la présente section), il sera accordé un point pour chaque tranche ou fraction de $100 de prime (y compris les majorations).

3. Attribution de risques multiples et flottes:

Lorsqu'un proposant demande une assurance sur plusieurs véhicules automobiles, cette assurance sera attribuée à un seul adhérent, sous réserve des conditions suivantes:

a) On n'exigera pas d'un adhérent qu'il accepte une telle assurance multiple si cela doit lui valoir un nombre de points supérieur à celui qu'il aurait normalement eu pendant une période de trois mois;

b) Si, en raison du paragraphe « *a* » ci-dessus, le risque ne peut être assigné à l'adhérent qui devrait le recevoir, il sera alors attribué à l'adhérent suivant de la liste qui a un nombre suffisant de points disponibles en vertu du paragraphe « *a* »,

prior to the expiration date of any policy, advising if the subscriber will:

a) write the renewal of the business voluntarily on its own account at the rates and classification normally applicable to such risk if not subject to the plan; or

b) accept a renewal assignment of the risk under the plan in accordance with the procedure herein set out.

2. Where the Subscriber is not willing to renew the risk the subscriber shall notify the manager of the reasons for such refusal and secure the consent of the committee.

3. Renewal premiums must be paid fifteen (15) days prior to expiry date.

Part XI

Credits

Except as provided in sections (2) and (3) of this Part, for the purpose of computing the number of risks, including renewals, assigned each subscriber, there shall be granted:

1. *a*) one credit for each $100 of premium (including surcharges) or fraction thereof for policies issued other than as described in "*b*" or "*c*";

b) one credit for the issue of the minimum limits stipulated in Part XII or the Highway Victims Indemnity Act, whichever is the higher, together with an additional credit for each $20,000 by which the insurance required to be carried by the applicant by virtue of any Provincial Act of Municipal By-law exceeds such minimum limits;

c) one credit for the issue of the limits stipulated in Part XII or the Highway Victims Indemnity Act, whichever is the higher.

2. Excess Limits:

a) Where, because of any Provincial Act or Municipal By-Law the insurance required to be carried by the applicant is in excess of the minimum limits stipulated in Part XII or the Highway Victims Indemnity Act, whichever is the higher, a subscriber may refuse to issue such excess, in which event it shall issue a policy to the limits required and the manager shall designate the subscriber next on the list to assume reinsurance for such excess provided that the subscriber so designated shall have the right to accept the entire risk if it so wishes.

b) For any assignment, including a designation as reinsurer (unless the subscriber so designated chooses to accept the entire risk, in which event section (1) "*b*" of this Part shall apply), under this section one credit for each $100 of premium (including surcharges) or fraction thereof shall be granted.

3. Multiple Assignments, Fleets:

When an applicant applies for insurance on more than one motor vehicle, the insurance with respect to all such motor vehicles shall be assigned to one subscriber, subject to the following conditions:

a) No subscriber shall be required to accept a multiple assignment if to do so would involve the incurrence of credits beyond those which it would normally have filled within a three month period.

b) If the next assignment cannot be made because of "*a*" to the subscriber who would ordinarily be given the next assignment it shall be given to the subscriber next on the list which has sufficient assignment positions under "*a*",

ou, si aucun adhérent n'est dans ce cas, le risque sera réparti sur une base équitable entre deux ou plusieurs adhérents venant dans l'ordre sur la liste de disponibilité.

c) Pour tout risque assigné en vertu du présent paragraphe, il sera accordé un point pour chaque tranche ou fraction de $100 de prime (y compris les majorations).

Section XII

Limites de responsabilité imposées pour les polices émises selon le plan

1. Pour les polices émises selon le plan, les adhérents doivent appliquer les limites indiquées ci-dessous; toutefois, il est loisible à un proposant de demander une police pour les limites minimums statutaires.

A) Proposants admis dans le groupe A de la section VII:

1. Automobiles de promenade privées seulement:	$10/20,000 Blessures corporelles $5,000 Dommages matériels
2. Autres véhicules:	$10/20,000 Blessures corporelles
À condition que les limites plus élevées qu'exige du proposant une loi provinciale ou un règlement municipal soient accordées sous réserve du paragraphe 2 de la section XI.	$5,000 Dommages matériels

B) Proposants admis dans le groupe B de la section VII:

1. Automobiles de promenade privées seulement: À condition que les limites plus élevées qu'exige du proposant une loi provinciale ou un règlement municipal soient accordées sous réserve du paragraphe 2 de la section XI:	$10/20,000 Blessures corporelles $5,000 Dommages matériels sous réserve d'une franchise (déductible) de $250
2. Autres véhicules: À condition que les limites plus élevées qu'exige du proposant une loi provinciale ou un règlement municipal soient accordées sous réserve du paragraphe 2 de la section XI.	$10/20,000 Blessures corporelles $5,000 Dommages matériels sous réserve d'une franchise (déductible) de $250

2. La période des polices émises selon le plan doit être de douze (12) mois.

Section XIII

Taux et majorations

1. C'est le comité qui fixe le tarif standard des primes.

2. Pour toutes les polices émises en faveur de proposants admis dans le groupe A de la section VII, on doit appliquer le tarif standard des primes sans aucune majoration.

3. Pour toutes les polices émises en faveur de proposants admis dans le groupe B de la section VII, on doit appliquer le tarif standard des primes plus les majorations suivantes exprimées en pourcentage du taux:

1) Si le proposant, au cours de la période (indiquée ci-dessous) qui précède immédiatement la date de la proposition:

or, if there is not such subscriber, the assignment shall be divided on an equitable basis among two or more subscribers next in line for assignments.

c) For any assignment made under this section one credit for each $100 of premium (including surcharges) or fraction thereof shall be granted.

Part XII

Prescribed limits of subscribers' liability under policies issued through the plan

1. Provided that an applicant may request a policy in the minimum statutory limits if he so desires, subscribers shall be required to issue policies under the plan for the following limits:

A) To applicants qualifying under division A of part VII hereof:

1. Private passenger vehicles only:	$10/20,000 Bodily injury $5,000 Property damage
2. Other vehicles: Provided that higher limits required by any Provincial Act or municipal by-law to be carried by the applicant shall be granted subject to section 2 of Part XI hereof.	$10/20,000 Bodily injury $5,000 Property damage

B) To applicants qualifying under division B of Part VII hereof:

1. Private passenger vehicles only: Provided that higher limits required by any Provincial Act or municipal by-law to be carried by the applicant shall be granted subject to section 2 of Part XI hereof.	$10/20,000 Bodily injury $5,000 Property damage, subject to a $250 deductible.
2. Other vehicles: Provided that high-limits required by any Provincial Act or municipal by-law to be carried by the applicant shall be granted subject to section 2 of Part XI hereof.	$10/20,000 Bodily injury $5,000 Property damage, subject to a $250 deductible.

2. Policies shall be issued under the plan for a period of twelve (12) months.

Part XIII

Rates and surcharges

1. The committee shall establish standard premium rates.

2. For all policies issued to applicants who qualify under division A of Part VII hereof the standard premium rates shall be charged and no surcharge shall be payable thereon.

3. For all policies issued to applicants who qualify under division B of Part VII hereof the standard premium rates shall be charged subject to the addition of the following surcharges expressed as a percentage thereof.

1) Where the applicant has within a period (immediately preceding the date of the application to the plan) of:

Majorations

a) Trente-six (36) mois — a été responsable de plus d'un accident selon la définition de la section I:

i. pour deux accidents 50%
ii. pour chaque accident additionnel ... 20%

b) Trente-six (36) mois — a été reconnu coupable d'une infraction aux termes du Code de la route, impliquant:
fausses déclarations dans une demande d'enregistrement d'un véhicule automobile ou de permis de conduire; conduite sans permis ou sans l'aptitude voulue, ou fait de prêter sciemment ou louer des véhicules automobiles à une personne sans permis ou inapte; emploi abusif de permis de conduire ou de plaques d'immatriculation; négligence de signaler un accident, ou refus de donner son nom et numéro de permis, après un accident, à la police ou à d'autres personnes en droit de le demander; dépassement fautif d'autobus scolaires, écoles ou terrains de jeux; transport dans le véhicule de bouteilles d'alcool non scellées; conduite sans l'attention et les précautions voulues, ou une infraction semblable commise en dehors de la province 50%

c) Trente-six (36) mois — a été reconnu coupable d'une infraction aux termes du Code de la route, impliquant:
inobservation des zones de vitesse; conduite excessivement lente ou course avec un autre véhicule; refus d'arrêter sur l'ordre d'un agent de police ou inobservation des feux de circulation; autres infractions semblables commises en dehors de la province —

i. pour deux condamnations 25%
ii. pour chaque condamnation additionnelle 15%

d) Trente-six (36) mois — a été reconnu coupable des infractions suivantes:
conduite alors que son permis est suspendu; négligence de s'arrêter sur le lieu d'un accident aux termes du Code de la route; infraction aux termes du Code Criminel du Canada mentionnée à la section VI (2) A des présentes, ou autres infractions semblables commises en dehors de la province 100%

2) Lorsque le proposant entre dans plusieurs des catégories de majorations du paragraphe (1) ci-dessus, on peut totaliser ces majorations et les ajouter aux taux de prime standards.

4. Le Comité est autorisé à faire exception aux majorations établies au paragraphe 3 de la présente section lorsqu'il estime que des circonstances particulières le justifient.

Section XIV

Modalités relatives aux propositions

1. Sur réception d'une proposition, le directeur, s'il est d'avis que le proposant a automatiquement droit à bénéficier du plan, doit assigner le risque aux adhérents de la manière indiquée dans les présentes, en précisant si le Proposant se classe dans le groupe A ou le groupe B de la section VII.

2. Lorsqu'on refuse d'assurer un proposant pour une raison évidente à la lecture de la proposition, on doit lui retourner le droit d'enquête prescrit à la section V.

3. Si le proposant est admis dans le groupe A de la section VII, le directeur doit remettre à l'adhérent à qui le risque est attribué le droit d'enquête prescrit à la section V, et le complé-

Surcharges

a) thirty-six (36) months, been responsible for more than one accident as defined in part I:

i. two accidents 50%
ii. each additional accident 20%

b) thirty-six (36) months, been convicted of any offence under the Highway Code involving:
making false statements in an application for the registration of vehicle or for an operator's license; driving while unlicensed or unqualified or knowingly permitting or renting motor vehicles to be driven by a person unlicensed or unqualified; misuse of operators' licenses or of number-plates; failing to report an accident or to give his name and license number in the event of an accident to police or other persons entitled to such information; improper passing of schools, school busses or playgrounds; carrying unsealed liquor in his vehicle; driving without due care and attention, or an offence substantially the same committed outside the province 50%

c) Thirty-six (36) months, been convicted of any offence under the Highway Code involving:
breach of speed limits; slow driving or racing; breach of traffic rules; failure to stop on request of police officer of failure to obey traffic signals; or offences substantially the same committed outside the province.

i. two convictions 25%
ii. each additional conviction 15%

d) Thirty-six (36) months, been convicted of the offences:
of driving while his license is suspended or failure to stop at the scene of an accident under the Highway Code or of an offence under the Criminal Code of Canada mentioned in Part VI (2) A hereof, or offences substantially the same committed outside the province 100%

2) Where the applicant comes within more than one of the surcharge categories set forth in (1), such surcharges may be totalled and imposed together with the standard premium rates.

4. The committee shall have authority to deviate from the surcharges set forth in section 3 of this part in any case where in the opinion of the committee special circumstances exist.

Part XIV

Procedure with respect to application

1. Upon receipt of the application the manager shall, if in his opinion the applicant is entitled to automatic access to the plan, assign the risk to subscribers in the manner herein provided stating whether the applicant qualifies under division A or division B of part VII hereof.

2. Where an applicant is refused insurance for any reason apparent on the face of the application the investigation fee prescribed in part V hereof shall be returned to the applicant.

3. Where the applicant qualifies under Division A of part VII hereof, the manager shall remit the investigation fee prescribed in part V hereof to the subscriber to whom the risk is assigned and

ment d'enquête sur le risque est sous la responsabilité de cet adhérent.

4. *a*) Sur réception d'une déclaration du proposant attestant qu'il est admissible dans le groupe A de la section VII, le directeur doit envoyer par courrier de première classe à l'adhérent à qui le risque est assigné un avis d'assignation accompagné de la prime et du droit d'enquête; la responsabilité de l'adhérent est engagée à compter de 12 h. 01 a.m. (minuit et une minute) le jour qui suit l'envoi par courrier de première classe de l'avis d'assignation, prime et droit d'enquête mentionnés ci-dessus. Si un adhérent, après enquête, estime qu'un risque qui lui a été assigné comme appartenant au groupe A de la section VII devrait en fait être reclassé dans le groupe B de la section VII des présentes ou encore être reclassé de façon à modifier la prime payable, il peut en avertir le directeur par écrit en donnant des preuves à l'appui. L'adhérent doit aussi aviser en même temps le proposant et l'agent enregistré. La décision du directeur ou du comité est sans appel.

b) i. Toute proposition classée dans le groupe B de la section VII doit être étudiée au plus tôt par le directeur et,

1) si elle est acceptable, être assignée le jour de la conclusion de l'enquête, ou

2) le quinzième (15e) jour, si l'enquête n'est pas terminée avant.

ii. L'avis d'assignation, accompagné de la prime probable, doit être envoyé par courrier de première classe à l'adhérent à qui le risque est assigné et la responsabilité de celui-ci est engagée à compter de 12 h. 01 a.m. (minuit et une minute) le jour qui suit l'envoi par la poste de l'avis d'assignation ou à une date ultérieure si le proposant le demande.

5. Les polices émises par un adhérent doivent porter comme date d'entrée en vigueur le jour et l'heure à compter desquels la responsabilité de l'adhérent est engagée conformément au paragraphe 4 de la présente section.

6. Dans le cas des risques assignés selon le plan, le directeur peut remettre au proposant un certificat d'assurance de responsabilité automobile attestant qu'il est assuré à compter du jour et de l'heure mentionnés au paragraphe 4 de la présente section.

Section XV
Commissions

1. Le tarif des commissions applicables aux agents enregistrés est de 10% pour les risques individuels d'automobiles de promenade privées et de 5% pour tous les autres risques, y compris les polices de conducteur.

2. En aucun cas un agent enregistré n'est considéré comme agissant à titre d'agent d'un assureur en ce qui concerne la proposition ou toutes questions qui s'y rapportent, qu'il ait été ou non désigné comme l'agent de l'adhérent à qui le risque est assigné, et sa rémunération n'est payable qu'en vertu de la proposition soumise et non en vertu d'un contrat d'agence passé avec l'adhérent.

Section XVI
Résiliations

1. *a*) Tout adhérent qui désire résilier une police pour une raison valable, autre que le non-paiement de la prime, doit en aviser le directeur en invoquant l'un des motifs suivants:

i. l'assuré a cessé d'avoir droit à l'assurance; ou

the further investigation of the risk shall be the responsibility of such subscriber.

4. *a*) Upon the declaration of the applicant that he qualifies under division A of part VII hereof the manager shall forward by first class mail notice of the assignment together with the premium and investigation fee to the subscriber to whom the risk has been assigned and such subscriber shall be bound as of 12:01 a.m. on the day following the mailing by first class mail of such notice of assignment and premium and investigation fee as aforesaid. If a subscriber after investigation concludes that a risk assigned to it under division A of part VII hereof is improperly classified and should be reclassified under division B of part VII hereof or should be reclassified so as to affect the premium payable, the subscriber may notify the manager in writing, giving supporting evidence. The subscriber shall also notify the applicant and agent of record at the same time. The decision of the manager or committee shall be final.

b) i. An application falling under division B of Part VII hereof shall be investigated as soon as possible by the manager and

1) if acceptable, it shall be assigned on the day the investigation is completed,

2) if the investigation is not completed within fifteen (15) days, it shall be assigned on the fifteenth (15th) day.

ii. The notice of assignment, accompanied by the apparent premium, shall be mailed by first class mail to the subscribed to whom the risk is assigned and such subscriber shall be bound as of 12:01 a.m. on the day following the mailing of the notice of assignment, or such later date as requested by the applicant.

5. The effective date shown upon a policy issued by a subscriber shall be that time and day on which the subscriber was bound under section 4 of this part.

6. The manager may, with respect to assignments made under the plan, issue the applicant a motor vehicle liability insurance certificate showing insurance to be in effect as of the time and date mentioned in section 4 of this part.

Part XV
Commissions

1. The rate of commission applicable to an agent of record shall be 10% on risks rated as individual private passenger automobiles and 5% on all other risks, including drivers' policies.

2. In no circumstances shall an agent of record be deemed to be acting as an agent of an insurer in respect of the application or any matters relating thereto, whether or not he may have been appointed agent of the subscriber to whom the risk is assigned, and his compensation shall be payable solely under the authority of the application and not under any agency contract with the subscriber.

Part XVI
Cancellation

1. *a*) A subscriber desiring to cancel a policy for cause, other than for non-payment of premium, shall notify the manager alleging that the insured:

i. has ceased to be entitled to insurance; or

ii. il ne s'est pas conformé aux exigences raisonnables de sécurité; ou

iii. il a violé les clauses ou conditions qui ont servi de base à l'émission de la police; ou

des circonstances exceptionnelles ou inattendues ont surgi qui justifient sa demande d'autorisation de résilier auprès du comité.

b) Le directeur doit soumettre au comité les raisons invoquées par l'adhérent et aviser l'adhérent de la décision du comité.

2. Si la prime ou une fraction de la prime n'est pas payée à l'échéance, l'adhérent est en droit de résilier la police conformément aux dispositions qui y sont prévues. Dans ce cas, il doit faire tenir au directeur une copie de l'avis de résiliation et exposer les motifs d'une telle mesure dans le même délai qui est imparti dans la police pour aviser l'assuré.

3. Sans restreindre la portée générale du paragraphe 1 ci-dessus, si l'adhérent découvre une cause d'inadmissibilité mentionnée à la section VI ou une raison valable pour un appel en vertu de la section XVII, il est en droit de se prévaloir des dispositions du paragraphe 1 ci-dessus en invoquant les motifs visés dans ce paragraphe pour justifier la résiliation de la police.

4. En cas de résiliation d'une police, on doit remettre une copie de l'avis de résiliation au directeur et à l'agent qui est désigné dans la proposition comme l'agent enregistré.

5. *a*) Sauf dans le cas de non-paiement de la prime, le Comité doit, au moment d'accéder à la demande de résiliation soumise par un adhérent, autoriser une majoration supplémentaire appropriée de la prime qui justifierait l'adhérent de garder le risque.

b) Sauf dans le cas de non-paiement de la prime, tout adhérent à qui le comité a donné le droit de résilier ne doit pas effectuer cette résiliation avant l'expiration d'un délai de quinze (15) jours à compter du moment où il a demande au proposant, par courrier de première classe, de payer la majoration supplémentaire mentionnée en (*a*) ci-dessus; si le proposant n'a pas payé ladite majoration dans le délai de quinze (15) jours, l'adhérant peut résilier de la manière habituelle.

c) Si le proposant paie la majoration supplémentaire mentionnée en « *a* » ci-dessus dans ledit délai de quinze (15) jours, l'adhérent doit garder le risque.

Section XVII
Droit d'appel

1. Tout adhérent ou proposant que touche une décision du directeur relative à l'assignation d'un risque peut appeler de cette décision au comité.

2. L'adhérent ou le proposant, selon le cas, doit donner au directeur un avis écrit de son appel d'une telle décision, en indiquant dans cet avis l'objet du litige et, d'une façon générale, les motifs de l'appel.

3. Si un adhérent fait appel sous prétexte qu'un proposant ne devrait pas être autorisé à conduire un véhicule automobile dans la province, le comité peut demander au directeur du bureau des véhicules automobiles, ou à toute autorité désignée pour remplir ces fonctions en vertu du code de la route, de certifier que le proposant est apte à détenir un permis de conduire. Si un tel certificat est refusé, l'appel de l'adhérent sera maintenu.

4. On doit donner l'avis d'appel en vertu des présentes dans les vingt (20) jours qui suivent

ii. has failed to comply with reasonable safety requirements; or

iii. has vilated the terms or conditions upon which the insurance was issued; or

that there have developed unusual or unexpected circumstances that warrant its request to the committee for the right to cancel.

b) The manager shall submit the arguments of the subscriber to the committee and notify the subscriber of the committee's decision as to whether it is entitled to cancel.

2. In the event of non-payment of premium or any part thereof when due, the subscriber shall be entitled to cancel the policy in accordance with the terms as provided in the policy. In such event the subscriber shall file with the manager a copy of the notice of cancellation, together with the statement of facts in support of such action, within the same time limit as is provided in the policy for notice to the insured.

3. Without limiting the generality of section 1 hereof, if any of the grounds for ineligibility mentioned in part VI become known or grounds for a successful appeal under part XVII become known, the subscriber shall be entitled to take advantage of the provisions of section 1 hereof, alleging matters referred to in this section as cause for cancellation of the policy.

4. In the event of cancellation of a policy, a copy of the notice of such cancellation shall be given to the Agent indicated on the application as the agent of record and to the manager.

5. *a*) Except in the case of non-payment of premium, the committee may at the time of giving its approval to a subscriber's request for the right to cancel, grant an appropriate additional surcharge which would justify the subscriber remaining on the risk.

b) Except in the case of non-payment of premium, a subscriber to whom the committee has given such approval shall not proceed with such cancellation until the expiry of fifteen (15) days after it has requested the applicant by first class mail to pay the additional surcharge mentioned in "*a*" and the applicant has failed to pay such surcharge within the said fifteen (15) days. If payment is not made within such time a subscriber may cancel in the usual manner.

c) If the additional surcharge mentioned in "*a*" is paid by the applicant within the said fifteen (15) days, the subscriber shall remain on the risk.

Part XVII
Appeal

1. Any subscriber or applicant affected by the decision of the manager as to the assignment of a risk may appeal from such decision to the committee.

2. Notice of an appeal from any such decision shall be given by the subscriber or the applicant, as the case may be, in writing to the manager and such notice shall state the matters in dispute and in a general way the grounds of the appeal.

3. In the event of an appeal by a subscriber on the ground that an applicant should not be licensed to operate a motor vehicle in the Province, the committee may request the director of the Motor Vehicle Bureau or such other officer as may have been appointed to perform the appropriate duties under the highway code to certify as to the ability of such applicant to hold a driver's license. If the director or such other officer refuses to certify the applicant as competent to hold a driver's license, the appeal of the subscriber shall ge upheld.

4. Notice of appeal hereunder shall be given within twenty (20) days of the time the assign

l'entrée en vigueur de l'assignation selon les dispositions du plan, faute de quoi on perd le droit d'appel.

5. Lorsqu'un adhérent à qui l'on a assigné un risque interjette appel en vertu des dispositions de la présente section, sa responsabilité envers le risque, conformément aux dispositions du plan, reste engagée tant que l'appel n'est pas définitivement réglé.

6. Le Comité doit donner un avis écrit de sept jours au directeur, à l'adhérent et au proposant, leur indiquant le lieu et l'heure de l'audition de l'appel; l'adhérent et le proposant ont le droit d'être présents à l'audience et de se faire entendre en personne et par le truchement d'un avocat. L'audition de l'appel se fait en plusieurs audiences et peut être ajournée de temps à autre.

7. Dans tous les cas d'appel, la sentence du comité est définitive et obligatoire à toutes fins pratiques, et c'est la décision de la majorité du comité qui compte.

8. Le comité peut faire droit à l'appel de l'adhérent ou rejeter l'appel du proposant si, en dépit de toute raison valable jouant en faveur du Proposant, il estime unanimement à la lumière des preuves qui lui sont fournies que le proposant ne devrait pas avoir droit aux avantages du plan.

a) à cause de son dossier de conduite automobile ou de son casier judiciaire; ou

b) parce que l'acceptation de sa demande l'aiderait à effectuer une opération ou exercer un commerce illégalement; ou

c) en raison de l'omission de faits importants dans sa proposition d'assurance selon le plan.

9. Nonobstant ce qui précède, le comité a la faculté, après décision unanime, de faire droit à l'appel d'un adhérent dans tous les cas où des circonstances défavorables relatives à la conduite d'un véhicule par le proposant se découvrent dans une poursuite entraînant une condamnation pour une infraction mentionée au paragraphe A 2 «*b*» «*i*» de la section VI des présentes, si l'admissibilité du proposant repose, en entier ou en partie, sur le fait que cette infraction n'a pas occasionné de dommages matériels dépassant $100 ou de blessures corporelles.

10. Tout membre du comité qui, à titre personnel ou en raison de ses relations d'affaires, est intéressé dans le litige qui fait l'objet d'un appel, n'est pas habilité à siéger à l'audition de la cause en appel ni à prendre part aux décisions consécutives.

11. L'avis de l'appel et de son audition est considéré comme donné en bonne et due forme s'il est adressé par courrier de première classe au directeur au siège du comité et à l'adhérent ou au proposant, selon le cas à leur dernière adresse connue dans la province.

12. Tout jugement d'appel rendu en faveur d'un adhérent autorise celui-ci à résilier, mais seulement en conformité avec les modalités prévues au paragraphe 5 de la section XVI.

1er juin 1961.
Vraie Copie.
(Sceau) *Le Secrétaire,*
57825-o WILFRID DESJARDINS, C.R.

5. Where the subscriber to which a risk has been assigned has filed an appeal under the provisions of this part, the said subscriber shall be bound to the risk in accordance with the provisions of the plan pending the final disposition of such appeal.

6. The committee shall give seven days notice in writing to the manager, the subscriber and the applicant of the time and place of hearing the appeal and on such hearing the applicant and the subscriber shall be entitled to be present and to be heard in person and by Counsel. Such appeal shall be by way of re-hearing and may be adjourned from time to time.

7. On every such appeal the decision of the committee shall be final and binding for all purposes and the decision of the majority of the committee shall govern.

8. The committee may allow the appeal of the subscriber or dismiss the appeal of the applicant if, notwithstanding that the applicant seems entitled to succeed on technical grounds, it is of the unanimous opinion having regard to the evidence before it that the applicant is not a person who should be afforded the benefits of the plan by reason of:

a) the driving or criminal record of the applicant; or

b) the fact that the success of the application would assist the applicant in carrying on an illegal transaction or business; or

c) the non-disclosure by the applicant of material facts in connection with the application for insurance under the plan.

9. Notwithstanding anything hereinbefore contained, the committee may, by unanimous decision, allow the appeal of a subscriber in any case in which adverse circumstances relating to the driving of such applicant are revealed in any proceedings resulting in a conviction for an offence mentioned in section A 2 "*b*" "*i*" in part VI hereof the elibibility of the applicant is based in whole or in part on the fact that property damage to the extent of $100 or personal injury did not result from such offence.

10. A member of the committee who is interested in person or through business connections with the subject matter of an appeal shall be disqualified from sitting on the hearing of an appeal and from taking part in the decision thereof.

11. Notice of appeal and of the hearing shall be well and sufficiently given if posted under first class mail, addressed to the manager at the office of the committee and to the subscriber or the applicant, as the case may be, at its, his or her last known address in the Province.

12. A successful appeal by a subscriber shall entitle it to cancel but only in accordance with the procedure outlined in section 5 of part XVI.

June 1, 1961.
Certified Copy.
(Seal) WILFRID DESJARDINS, Q.C.,
57825-o *Secretary.*

Rollmaster Screen Corporation

Résumé du règlement numéro 5

Avis est par les présentes donné qu'en vertu du règlement numéro 5 de « Rollmaster Screen Corporation », dûment adopté par les directeurs de la compagnie le 29 mai 1961 et ratifié et confir-

Rollmaster Screen Corporation

Summary of by-law No. 5

Notice is hereby given that under by-law No. 5 of "Rollmaster Screen Corporation", duly enacted by the directors of the company on May 29, 1961, and ratified and confirmed at a special

mé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie tenue à la même date, la compagnie a été autorisée à distribuer son actif proportionnellement entre ses actionnaires suivant les termes de l'article 90 de la Loi des compagnies de Québec et subséquemment à procéder à la dissolution de la compagnie par voie de procédure d'abandon de charte suivant les termes de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 2 juin 1961.

Le Secrétaire,
57835-o (*Signé*) ANDRÉ NANTEL.

Triangle Credit Union

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 17 mai 1961, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Triangle Credit Union », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé en la ville de Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 29 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57836-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10801-61)

Ligue des Propriétaires
Ville de Forestville Inc.

Extrait du règlement No 1 (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté à une assemblée tenue le 12 mars 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de six à huit:

« 7° Directeurs — Nombre: Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de huit (8) membres élus à chaque assemblée générale annuelle ».

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
57837-o GABRIEL POIRIER.

Depco Credit Union

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original, en date du 17 mai 1961, de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Depco Credit Union », et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 29 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57838-o RAYMOND DOUVILLE.

The Villa Nova Co-Operative Housing Development

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de la fondation du syndicat coopératif « The Villa Nova Co-Operative Housing Development », en date du 22 mars 1961, dont le siège social est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 25 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57839-o RAYMOND DOUVILLE.

general meeting of the shareholders of the company held on the same date, the company has been authorized to distribute its assets rateably amongst its shareholders pursuant to section 90 of the Quebec Companies Act and subsequently to proceed to dissolution by way of the surrender of its charter pursuant to section 26 of the Quebec Companies Act.

Montreal, June 2, 1961.

(*Signed*) ANDRÉ NANTEL,
57835-o *Secretary.*

Triangle Credit Union

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated May 17, 1961, of the original of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Triangle Credit Union", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located in the town of Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

Quebec, May 29, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57836 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10801-61)

Ligue des Propriétaires
Ville de Forestville Inc.

Extract of by-law No. 1 (general by-laws) of the above-mentioned corporation, as adopted at a meeting held on March 12, 1961, concerning the increasing of the number of directors from six to eight:

"7. Directors — number: The business of the corporation will be managed by a board of directors composed of eight (8) members elected at each annual general meeting."

Certified true copy.

GABRIEL POIRIER,
57837 *Secretary.*

Depco Credit Union

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated May 17, 1961, of the original of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Depco Credit Union", and that such document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, May 29, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57838 *Assistant Secretary of the Province.*

The Villa Nova Co-Operative Housing Development

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "The Villa Nova Co-Operative Housing Development", under date of March 22, 1961, whereof the head office is at Montreal, judicial district of Montreal and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, May 25, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57839 *Assistant Secretary of the Province.*

Ville de Québec-Ouest

Tirage d'obligations

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement no 289, ont été tirées au sort:

Dénomination de $100.00: C-38, C-48, C-84, C-122, C-149, C-151, C-160, C-172, C-246, C-302, C-324, C-330, C-336, C-352, C-358, C-392, C-398, C-428, C-430, C-465, C-501, C-513, C-526.

Dénomination de $500.00: D-7, D-16, D-58, D-94, D-148, D-169, D-181, D-212, D-273, D-275, D-292, D-349, D-354, D-382, D-383, D-388, D-396.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er juillet 1961, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
57849-o ROGER GAUVIN.

Town of Quebec West

Drawing of Bonds

The following bonds, issued under By-law No. 289, have been drawn by lot:

Denomination of $100.00: C-38, C-48, C-84, C-122, C-149, C-151, C-160, C-172, C-246, C-302, C-324, C-330, C-336, C-352, C-358, C-392, C-398, C-428, C-430, C-465, C-501, C-513, C-526.

Denomination of $500.00: D-7, D-16, D-58, D-94, D-148, D-169, D-181, D-212, D-273, D-275, D-292, D-349, D-354, D-382, D-383, D-388, D-396.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of July, 1961, from which date they shall cease to bear interest.

ROGER GAUVIN,
57849-o *Secretary-Treasurer.*

Paroisse de Saint-Liguori

Avis est par les présentes donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 11 avril 1961, un arrêté en conseil à l'effet de changer le nom de la municipalité de la paroisse de Saint-Alphonse-de-Liguori en celui de paroisse de Saint-Liguori.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code Municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec.*

St-Liguori, le 3 mai 1961.

Le maire,
JOSEPH GAUDET.
Le Secrétaire-trésorier,
57850-o LOUIS RICHARD.

Parish of Saint-Liguori

Notice is herby given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council, on April 11, 1961, has adopted an Order in Council to change the name of the municipality of the parish of Saint-Alphonse-de-Liguori to the parish of Saint-Liguori.

Pursuant to the provisions of section 48 of the Municipal Code, this change of name will enter into effect from and after the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette.*

St-Liguori, May 3, 1961.

JOSEPH GAUDET,
Mayor.
LOUIS RICHARD,
57850 *Secretary-Treasurer.*

L'Association des Pêcheurs en Chalutier de la Gaspésie

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Pêcheurs en Chalutier de la Gaspésie », a été autorisé par le Secrétaire de la province le 26 mai 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Cap-des-Rosiers.

Québec, le 31 mai 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
57851-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association des Pêcheurs en Chalutier de la Gaspésie

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Pêcheurs en Chalutier de la Gaspésie", has been authorized by the Provincial Secretary on May 26, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Cap-des-Rosiers.

Quebec, May 31, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
57851 *Assistant Secretary of the Province.*

(P.G. 14908-60)

Peintures Bertrand Paints Inc.

Règlement No IV

Qu'il soit et il est par les présentes décrété, comme règlement No IV de « Peintures Bertrand Paints Inc. » ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est par les présentes augmenté de trois à sept, de sorte que le bureau de direction de la compagnie sera à l'avenir composé de sept directeurs;

2. La majorité des directeurs en fonctions constituera quorum à toute assemblée deu bureau de direction;

3. Tous règlements, résolutions et procédures de la compagnie non conformes à ce que ci-dessus sont par les présentes amendés, modifiés et revisés de façon à donner effet au présent règlement.

Certifié copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs de « Peintures Bertrand Paints Inc. », le 27 mars 1961, et approuvé par tous les

(A.G. 14908-60)

Peintures Bertrand Paints Inc.

By-Law No. IV

Be it and it is hereby decreed that what follows is by-law No. IV of "Peintures Bertrand Paints Inc.".

1. That the number of directors of the company be and it is hereby increased from three to seven, so that the board of directors of the company will, henceforth, be composed of seven directors;

2. The majority of the directors in office will constitute quorum at all meetings of the board of directors;

3. All by-laws, resolutions and procedures of the company not consistent with the above are hereby amended, modified and revised, so as to give effect to the present by-law.

Certified true copy of a by-law decreed by the directors of "Peintures Bertrand Paints Inc.", on March 27, 1961, and approved by all the

actionnaires de la compagnie, tous présen ts à une assemblée générale spéciale tenue à cette fin le même jour.

La secrétaire,
J. MAILLOUX.
57852-o

(P.G. 12539-58)

Magic Hosiery Co. Ltd.

Règlement No 4

Qu'il soit résolu et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de « Magic Hosiery Co. Ltd. » (ici nommée la « Compagnie »), ce qui suit:

1. Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à cinq, de manière que le Conseil d'administration de la compagnie soit dorénavant composé de cinq directeurs.

2. Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du Conseil d'administration.

3. Le paragraphe 4 et le paragraphe 11 du règlement No 1 de la compagnie sont, par les présentes, amendés, modifiés et revisés en conséquence.

Copie authentique véritable du règlement No 4 dûment adopté par les directeurs de « Magic Hosiery Co. Ltd. », le 28 avril 1961, et approuvé, et ratifié par tous les actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale spéciale tenue à cette fin, le même jour.

Montréal, ce 25e jour de mai 1961.

Le Secrétaire,
PIERRE M. VERDY.
57853

(P.G. 12458-60)

L'Orchestre Symphonique de Québec

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le 30 juin 1960, approuvé le règlement d'amendement No 7 de « L'Orchestre Symphonique de Québec », tel qu'adopté à l'assemblée générale tenue le 23 mai 1960, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 7 juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
57865-o

(P.G. 12458-60)

L'Orchestre Symphonique de Québec

Extrait du règlement d'amendement no 8 de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté à l'assemblée générale tenue le 31 mai 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de vingt-cinq à trente:

« 1. Le nombre des directeurs est porté de vingt-cinq (25) à trente (30) et l'article 32 est amendé en conséquence en remplacant le nombre vingt-cinq (25) par le nombre trente (30); »

Certifié vraie copie.

Québec, ce 1er jour de juin 1961.

Le Secrétaire honoraire,
JULIEN CHOUINARD.
57865-o

shareholders of the company, all present at a special general meeting helf for this purpose on the same day.

J. MAILLOUX,
Secretary.
57852

(A.G. 12539-58)

Magic Hosiery Co. Ltd.

By-Law No. 4

Be it resolved and it is hereby enacted as a by-law of "Magic Hosiery Co. Ltd." (Herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to five so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of five directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. Paragraph 4 and paragraph 11 of by-law No. 1 of the company are hereby amended, modified and revised accordingly."

Certified true copy of By-law No. 4 duly adopted by the directors of "Magic Hosiery Co. Ltd." on April 28, 1961 and approved and ratified by all the shareholders of the company present at a special general meeting held for this purpose on the same day.

Montreal, this 25th day of May 1961.

PIERRE M. VERDY,
Secretary.
57853-o

(A.G. 12458-60)

L'Orchestre Symphonique de Québec

Notice is given that, upon the recommendation of the Assistant-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on June 30, 1960, approved the amended by-law No. 7 of "L'Orchestre Symphonique de Québec", as adopted at the general meeting held on May 23, 1960, and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, June 7, 9161.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
57865

(A.G. 12458-60)

L'Orchestre Symphonique de Québec

Excerpt of the amended by-law No. 8 of the above mentioned corporation, as adopted at the general meeting held on May 31, 1961, concerning the increase in the number of the directors from twenty-five to thirty:

"1. The number of the directors is carried from twenty-five (25) to thirty (30) and section 32 is therefore amended by replacing the number twenty-five (25) by number thirty (30);"

Certified true copy.

Quebec, this 1st day of June, 1961.

JULIEN CHOUINARD,
Honorary Secretary.
57865

Chartes — Abandon de

(P.G. 10113-61)

Barann Investment Corp.

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 93, no 21, du 27 mai 1961, à la

Charters — Surrender of

(A.G. 10113-61)

Barann Investment Corp.

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, volume 93, No. 21 of May 27, 1961, on

page 2434, concernant l'abandon de la charte et la dissolution de la compagnie « Barann Investment Corp. », a lieu de « Daté du bureau du Procureur général... », il faut lire: « Daté du bureau du Secrétaire de la province... ».

57803-o

Wintern Mining Corporation
(No Personal Liability)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Wintern Mining Corporation » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi.

Daté à Montréal, Qué., ce 2e jour de juin 1961.

Le Secrétaire,
57816 T. P. MILLER, C.A.

Matheson Spoolwood Company Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Matheson Spoolwood Company Limited » qui a son siège social en la ville de Roberval, en la province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le cinquième jour de juin 1961.

« Matheson Spoolwood
Company Limited »,
Par les Procureurs de la compagnie,
ROBERTSON, BRIERLEY, O'CONNOR,
57840 McDOUGALL, HEMENS & CAMPBELL.

La Cie de Construction Fleur de Lys Limitée
Fleur de Lys Construction Co. Ltd.

Prenez avis que la compagnie « La Cie de Construction Fleur de Lys Limitée — Fleur de Lys Construction Co. Ltd. » demande au procureur-général, la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 6 juin 1961.

Le Procureur de la compagnie,
57855-o LOUIS DORION, avocat.

S. B. Realties Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « S. B. Realties Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juin 1961.

Le Secrétaire,
57856 (*Signé*) SARAH BIRNBAUM.

page 2434, concerning the surrender of charter and the dissolution of the company "Barann Investment Corp.", instead of "Dated at the office of the Attorney General...", this should read: "Dated at the office of the Provincial Secretary...".

57803

Wintern Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Wintern Mining Corporation" (No Personal Liability), a corporation constituted under the Quebec Mining Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the act.

Dated at Montreal, Que., this 2nd day of June 1961.

T. P. MILLER, C.A.,
57816-o *Secretary.*

Matheson Spoolwood Company Limited

Notice is hereby given that "Matheson Spoolwood Company Limited", which has its head office in the town of Roberval, in the Province of Quebec, will make application for leave to surrender its charter in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., the fifth day of June, 1961.

"Matheson Spoolwood
Company Limited",
Per: ROBERTSON, BRIERLEY, O'CONNOR,
McDOUGALL, HEMENS & CAMPBELL,
57840-o *Attorneys for the company.*

Fleur de Lys Construction Co. Ltd.
La Cie de Construction Fleur de Lys Limitée

Take notice that the company "La Cie de Construction Fleur de Lys Limitée — Fleur de Lys Construction Co. Ltd.", will apply to the Lieutenant-Governor for leave to surrender its charter.

Quebec, June 6, 1961.

LOUIS DORION, advocate,
57855 *Attorney for the company.*

S. B. Realties Ltd.

Notice is hereby given that "S. B. Realties Ltd.", a corporation constitued under the Quebec Companies' Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 5th day of June, 1961.

(*Signed*) SARAH BIRNBAUM,
57856-o *Secretary.*

Compagnies autorisées à faire des affaires

(Sec. P. 22-61)

Allegheny Industrial Electrical Company, Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Allegheny Industrial Electricial Company, Inc. », une

Companies Licensed to do Business

(P. Sec. 22-61)

Allegheny Industrial Electrical Company, Inc.

Notice is hereby given that "Allegheny Industrial Electrical Company, Inc.", an extra-

compagnie à fonds social étrangère constituée en vertu de « The General Corporation Law » de l'état de Delaware, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300, 455 ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. W. H. Laidley, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57803

provincial company incorporated in virtue of the General Corporation Law of the State of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at Room 300, 455 Craig Street West, in the city and judicial district of Montreal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. W. H. Laidley, of the above-given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
57803-o

(Sec. P. 20-61)

Vendorlator International of Canada, Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Vendorlator International of Canada, Ltd. » une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de « The General and Business Corporation Act » de l'état de Missouri, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q., 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 6875 ouest, rue Sherbrooke, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. L. Gilbert Marrotte, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

57803

(P. Sec. 20-61)

Vendorlator International of Canada, Ltd.

Notice is hereby given that "Vendorlator International of Canada, Ltd.", an extra-provincial company incorporated in virtue of The General and Business Corporation Act of the State of Missouri, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 279.

The principal office of the said company in the Province is to be established at 6875 Sherbrooke Street West, in the city and judicial district of Montreal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. L. Gilbert Marrotte, of the above-given address.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
57803-o

Curatelle publique

Florance Edith Ault Myers

Tous les héritiers ou parents par le sang de dame Florence Edith Ault, veuve d'Arthur Edward Myers, de son vivant domiciliée à Vaudreuil et décédée le 7 septembre 1957, sont priés de communiquer dans les trente (30) jours de la publication de cet avis avec le curateur public, administrateur provisoire de la succession de ladite dame Ault Myers.

LE CURATEUR PUBLIC.
680, rue Ste-Catherine (Ouest,)
Montréal 2, Qué. 57817-o

George Evangelos *alias* Vengel

Canada, province de Québec, district de Montréal, succession de George Evangelos *alias* Vengel, de son vivant propriétaire d'une salle de billard, domicilié à 2651 rue Laurier (Est), Montréal, y décédé le 28 septembre 1957.

Le soussigné donne avis qu'il a été nommé administrateur provisoire de cette succession en vertu d'un jugement rendu le 21 octobre 1957 par un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Montréal, et que tout intéressé est prié de communiquer avec lui dans un délai raisonnable, à l'adresse ci-dessous.

LE CURATEUR PUBLIC.
680, rue Ste-Catherine (Ouest),
Montréal 2, Qué. 57854-o

Public Curatorship

Florance Edith Ault Myers

All the heirs or blood relatives of Dame Florence Edith Ault, widow of Arthur Edward Myers, in her lifetime domiciled at Vaudreuil and deceased on September 7, 1957, are requested to communicate within the thirty (30) days of the publication of this notice with the Public Curator, provisional administrator for the estate of the said Dame Ault Myers.

PUBLIC CURATOR.
680 St. Catherine Street, (West,)
Montreal 2, Que. 57817

George Evangelos *alias* Vengel

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, estate of George Evangelos *alias* Vengel, in his lifetime proprietor of a billiard hall, domiciled at 2651 Laurier St. (East), Montreal, who died there on September 28, 1957.

The undersigned gives notice that he has been appointed provisional administrator of said estate, in virtue of a judgment rendered on October 21, 1957 by a Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Montreal, and that all interested parties are requested to communicate with him within a reasonable period of time, at the address given below.

PUBLIC CURATOR.
680 St. Catherine St. (West),
Montreal 2, Que. 57854

Examens du Barreau

Bar Examinations

Barreau de Québec — Bar of Quebec

CANDIDAT POUR L'EXAMEN À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE EXAMINATION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de juin 1961 — Examinations for June 1961

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Groleau	Claude	29	East-Broughton, Station, comté de Beauce.

Québec, le 2 juin 1961.— Quebec, June 2, 1961.

Le Secrétaire-trésorier adjoint du Barreau de Québec,
LUCIEN LORTIE, C.R.,
Assistant Secretary-Treasurer of the Bar of Quebec.

57848-o

Barreau de Richelieu — Bar of Richelieu

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
Salois	Jean	25	Sorel.
Pagé	Dominique	33	Contrecœur.

Saint-Jean, le 2 juin 1961.— Saint-Jean, June 2, 1961.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
HENRI CHOINIÈRE,
Secretary of the Bar of Richelieu.

57848

Ministère des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que, sous l'autorité de la Loi des cités et villes (Statuts refondus 1941, chapitre 233), le conseil municipal du village de Baie-Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix-Ouest, Nous a présenté, conformément à une résolution régulièrement adoptée à sa session du 5 décembre 1960, une requête demandant que le territoire de ladite municipalité du village de Baie-Saint-Paul, tel que décrit dans la description officielle du département des terres et forêts, en date du 11 avril 1961, soit érigé en une municipalité de ville;

ATTENDU que la population de la municipalité du village de Baie-Saint-Paul est de trois mille cent dix-neuf âmes;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 12 de la Loi des cités et villes, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ériger, par lettres patentes, le territoire d'une municipalité

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada, and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS under the authority of the Cities and Towns Act (Revised Statutes 1941, chapter 233), the municipal Council of the village of Baie-Saint-Paul, in the county of Charlevoix-West, has presented to us, in conformity with a resolution regularly adopted at its session of December 5, 1960, a petition requesting that the territory of the said municipality of the village of Baie-Saint-Paul, as described in the official description of the Department of Lands and Forests, dated April 11, 1961, be erected into a town municipality;

WHEREAS the population of the village of Baie-Saint-Paul is three thousand one hundred and nineteen;

WHEREAS under the provisions of section 12 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council may erect, by letters patent, the territory of a municipality governed by the

régie par le Code municipal de la province de Québec en municipalité de ville, s'il contient une population d'au moins deux mille âmes;

ATTENDU qu'il y a lieu de faire droit à cette requête du conseil municipal du village de Baie-Saint-Paul.

À CES CAUSES, sachez que, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1048, en date du 24 avril 1961, et conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons:

QUE le territoire suivant, à savoir:

Le territoire actuel de la municipalité du village de Baie-Saint-Paul, comté de Charlevoix-Ouest, comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de la Baie-Saint-Paul, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 632 et 633 avec la rive droite de la Rivière du Gouffre; de là, successivement, les lignes et démarcations, suivantes: le prolongement de la ligne séparative des lots 632 et 633 jusqu'à l'axe de la Rivière du Gouffre; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours et l'axe du chenal passant au nors-est de l'Ile No 295 jusqu'au prolongement de la ligne séparative des lots 368 et 369; ledit prolongement et ladite ligne jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 346; ledit prolongement à travers les lots 368, 367 et 366 et ladite ligne jusqu'à son point d'intersection avec l'axe du ruisseau Rouge; ledit axe dudit ruisseau traversant les lots 311 et 308 jusqu'au côté nord-ouest du chemin public; ledit côté nord-ouest dudit chemin public en allant vers le nord-est jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 305; ledit prolongement et ladite ligne nord-est du lot 305; la ligne sud-est du lot 305; partie de la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 306 jusqu'au côté nord-est d'un chemin public; ledit côté nord-est dudit chemin en allant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 312; ledit prolongement et ladite ligne sud-est du lot 312 jusqu'à la rive gauche de la rivière du Gouffre; ladite rive gauche de ladite rivière jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 317; le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 317 jusqu'à la rive droite de la rivière du Gouffre; ladite rive droite de ladite rivière jusqu'au point où elle se confond avec la rive du fleuve Saint-Laurent; ladite rive dudit fleuve jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 983; ledit prolongement à travers les lots 1177, 1175, 1173, 1171, 1169, 1167, 1165, 1163, 1161, 1159, 1157, 1155, 1153, 1151, 1149, 1147, 1144, 1140, 1134, 1131, 1117, 1116, la rivière du Moulin et les lots 931 et 956 et ladite ligne sud-ouest du lot 983; une ligne droite traversant les lots 810, 811, 813, 729, 724 jusqu'au coin sud-ouest du lot 778; une ligne brisée séparant le lot 778 des lots 723, 719, 718, 716 et 698; la ligne sud-ouest des lots 694 et 695; la ligne nord-ouest du lot 695; une ligne droite traversant le chemin public et le lot 673 jusqu'au coin nord-ouest dudit lot; une ligne séparant le lot 675 des lots 685 et 679 jusqu'à l'axe du Ruisseau à Renaud; ledit axe dudit ruisseau en remontant son cours jusqu'à la ligne ouest du lot 649; ladite ligne ouest dudit lot 649 et, enfin, la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 633 jusqu'au point de départ; soit érigé en une municipalité de ville, sous le

Municipal Code of the Province of Quebec, into a town municipality, if it has a population of at least two thousand;

WHEREAS it has been deemed expedient to comply with the petition of the municipal Council of the village of Baie-Saint-Paul;

THEREFORE, Know Ye That, by and with the advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1048, dated April 24, 1961, and pursuant to the provisions of the Cities and Towns Act, we have decreed and ordained and, by these presents, do decree and ordain;

THAT the following territory, to wit;

The present territory of the municipality of the village of Baie-Saint-Paul, county of Charlevoix-West, comprising, with reference to the official cadaster of the parish of Baie-Saint-Paul, the lots or parts of lots, and their present and future subdivisions, as well as the roads, streets, lanes, railway rights-of-way, rivers, waterways or parts of the same enclosed within the following boundaries, to wit: Starting at the point of intersection of the line separating lots 632 and 633 with the right shore of Rivière du Gouffre; thence, successively, the following lines and demarcations: the extension of the line separating lots 632 and 633 as far as the center-line of Rivière du Gouffre; the said center-line of the said river descending along its course, and the center-line of the channel passing to the north-east of Island No. 295 as far as the extension of the separative line between lots 368 and 369; the said extension of the said line as far as the extension of the north-east line of lot 346; the said extension across lots 368, 367 and 366, and the said line as far as its point of intersection with the center-line of the Red Brook; the said center-line of said brook, crossing lots 311 and 308 as far as the north-west side of the public road; the said north-west side of said public road going towards the north-east as far as the extension of the north-east line of lot 305; the said extension of said north-east line of lot 305; the south-east line of lot 305; part of the north-east line, and the south-east line of lot 306 as far as the north-east side of a public road; the said north-east side of the said road going towards the north-west as far as the extension of the south-east line of lot 312; the said extension and the said south-east line of lot 312 as far as the left bank of Rivière du Gouffre; the said left bank of the said river as far as the south-west line of lot 317; the extension of the south-west line of lot 317 as far as the right bank of Rivière du Gouffre; the said right shore of the said river as far as the point where it meets the bank of the St. Lawrence River; the said bank of said river as far as the extension of the south-west line of lot 983; the said extension across lots 1177, 1175, 1173, 1171, 1169, 1167, 1165, 1163, 1161, 1159, 1157, 1155, 1153, 1151, 1149, 1147, 1144, 1140, 1134, 1131, 1117, 1116, Rivière du Moulin and lots 931 and 956, and the said south-west line of lot 983; a straight line crossing lots 810, 811, 813, 729, 724 as far as the south-west corner of lot 778; a broken line separating lot 778 from lots 723, 719, 718, 716 and 698; the south-west line of lots 694 and 695; the north-west line of lot 695; a straight line crossing the public road and lot 673 as far as the north-west corner of said lot; a line separating lot 675 from lots 685 and 679 as far as the center-line of Ruisseau à Renaud; the said center-line of said brook running along its course as far as the west line of lot 649; the said west line of said lot 649, and, finally,

nom de « ville de Baie-Saint-Paul »;

QUE le conseil de cette municipalité soit composé d'un maire et de six échevins;

QUE l'endroit de la première session générale du conseil de cette municipalité soit le lieu connu comme étant l'Hôtel de ville de « ville de Baie-Saint-Paul ».

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-cinquième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis de l'émission des lettres patentes ci-dessus est donné conformément aux dispositions de l'article 15 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233).

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
57845-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

the south-west line and the north-west line of lot 633 as far as the point of departure;
be erected into a town municipality, under the name "Town of Baie-Saint-Paul";

THAT the Council of said municipality be composed of a mayor and six aldermen;

THAT the place of the first general session of the Council of this municipality be the place known as being the Town Hall of the "Town of Baie-Saint-Paul".

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-fifth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-one, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice of the issuance of the above letters Patent is given in accordance with the provisions of section 15 of the Cities and Towns Act, (R.S.Q., 1941, chapter 233).

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
57845 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Agriculture
Industrie laitière

Région de Cowansville

Ordonnance No 29-56-A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, le 1er juin, 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'ordonnance No 29-56, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 27 octobre 1956, est amendée en y ajoutant l'article suivant:

« 3*a*) Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Commission, d'un prix minimum pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. Ce marchand de lait devra payer à ses producteurs-fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé, et au prix déterminé dans le contrat dûment approuvé par la Commission, le reste du lait reçu.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

Department of Agriculture
Dairy Industry

Region of Cowansville

Order No. 29-56-A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, June 1, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Presents: Messrs Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Order No. 29-56, published in the *Quebec Official Gazette* of October 27, 1956, is amended by adding the following section:

"3*a*. Yet, the milk dealer may agree with his producers-suppliers, by written contract approved by the Commission, as to a minimum price for milk used for other purposes, than fluid milk consumption. This milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price fixed in article 3 of the present Order, the milk used for consumption in its natural state plus a quantity equal to at least 2% of the milk thus used, and at the price established by contract duly approved by the Commission, the balance of the milk received.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceeding month:

a) la quantité totale du lait reçu:
b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
e) le prix payé pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. »

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 juin 1961.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
J.-A. CHARTRAND, *commissaire*,
ALFRED COOKMAN, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

57824-o

Région de Lachute

Ordonnance No 25-57-A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, le 1er juin 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 4 de l'ordonnance No 25-57, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 9 novembre 1957, est remplacé par le suivant:

« 4. Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Commission, d'un prix minimum pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. Ce marchand de lait devra payer à ses producteurs-fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé, et au prix déterminé dans le contrat dûment approuvé par la Commission, le reste du lait reçu.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent:

a) la quantité totale du lait reçu;
b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;
c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;
d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;
e) le prix payé pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. »

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 juin 1961.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
J.-A. CHARTRAND, *commissaire*,
ALFRED COOKMAN, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*.
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

57824-o

a) total quantity of milk received;
b) quantity of milk used for consumption in its natural state;
c) quantity of milk used for other purposes;
d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
e) price paid for milk used for other purposes than fluid milk consumption."

2. The present Order shall come into force on June 16, 1961.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
J.-A. CHARTRAND, *Commissioner*,
ALFRED COOKMAN, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

57824-o

Region of Lachute

Order No. 25-57-A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, June 1, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 4 of Order No. 25-57, published in the *Quebec Official Gazette* of November 9, 1957, is replaced by the following:

"4. Yet, the milk dealer may agree with his producers-suppliers, by written contract approved by the Commission, as to a minimum price for milk used for other purposes than fluid milk consumption. This milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price fixed in article 3 of the present Order, the milk used for consumption in its natural state plus a quantity equal to at least 2% of the milk thus used, and at the price established by contract duly approved by the Commission, the balance of the milk received.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceding month:

a) total quantity of milk received;
b) quantity of milk used for consumption in its natural state;
c) quantity of milk used for other purposes;
d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;
e) price paid for milk used for other purposes than fluid milk consumption."

2. The present Order shall come into force on June 16, 1961.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
J.-A. CHARTRAND, *Commissioner*,
ALFRED COOKMAN, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*.
Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

57824-o

Région de Thetford

Ordonnance No 53-57-A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, le 1er juin 1961, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, et Charles-A. Gamache, c.r., conseiller juridique.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 4 de l'ordonnance No 53-57, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 12 octobre 1957, est remplacé par le suivant:

« 4° Toutefois il est loisible au marchand de lait de convenir avec ses producteurs-fournisseurs, par contrat écrit approuvé par la Commission, d'un prix minimum pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature. Ce marchand de lait devra payer à ses producteurs-fournisseurs, au prix fixé par l'article 3 de la présente ordonnance, le lait utilisé pour fins de consommation en nature plus une quantité équivalant à au moins 2% du lait ainsi utilisé, et au prix déterminé dans le contrat dûment approuvé par la Commission, le reste du lait reçu.

Tel marchand de lait devra faire parvenir à la Commission de l'Industrie Laitière, le ou avant le 15 de chaque mois, un rapport en la forme établie par la Commission, indiquant pour le mois précédent;

a) la quantité totale du lait reçu;

b) la quantité du lait utilisé pour fins de consommation en nature;

c) la quantité du lait utilisé pour autres fins;

d) la quantité du lait payé au prix fixé par l'article 3;

e) le prix payé pour le lait utilisé à d'autres fins que la consommation en nature ».

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 juin 1961.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président*,
JOSEPH HÉBERT, *commissaire*,
J.-A. CHARTRAND, *commissaire*,
ALFRED COOKMAN, *commissaire*,
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire*.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire*.

57824-o

Region of Thetford

Order No. 53-57-A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, June 1, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10:00 o'clock in the morning.

Present: Messrs Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Alfred Cookman, Paul-Abel Arès, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, and Charles-A. Gamache, Q.C., Legal Adviser.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 4 of Order No. 53-57, published in the *Quebec Official Gazette* of October 12, 1957, is replaced by the following:

"4. Yet, the milk dealer may agree with his producers-suppliers, by written contract approved by the Commission, as to a minimum price for milk used for other purposes than fluid milk consumption. This milk dealer shall pay to his producers-suppliers, at the price fixed in article 3 of the present Order, the milk used for consumption in its natural state plus a quantity equal to at least 2% of the milk thus used, and at the price established by contract duly approved by the Commission, the balance of the milk received.

This milk dealer shall supply the Dairy Industry Commission on or prior to the 15th of each month, with a report in the form as prescribed by the said Commission, showing for the preceding month;

a) total quantity of milk received;

b) quantity of milk used for consumption in its natural state;

c) quantity of milk used for other purposes;

d) quantity of milk paid for at the price mentioned by section 3;

e) price paid for milk used for other purposes than fluid milk consumption".

2. The present Order shall come into force on June 16, 1961.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the *Quebec Official Gazette*.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President*,
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner*,
J.-A. CHARTRAND, *Commissioner*,
ALFRED COOKMAN, *Commissioner*,
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner*.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary*.

57824-o

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de droits de mine

Avis est, par les présentes, donné conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 50 de la Loi des mines, ue par l'arrêté en conseil No 254, en date du 27 janvier 1961, les droits de mine autres que l'or et l'argent ont été révoqués en faveur de la couronne relativement aux lots ci-après décrits, savoir:

District électoral d'Arthabaska:

Canton Halifax, rang I, lots 11, 13; rang II, lot 11; rang III, lots 11, 12, 13, 14.

District électoral de Brome:

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining rights

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the last paragraph of Section 50 of the Quebec Mining Act, that by Order in Council No. 254 dated January the 27, 1961, the mining rights other than for gold and silver, have been revoked in favor of the Crown in the lots hereinafter described, to wit:

Electoral district of Arthabaska:

Township of Halifax, range I, lots 11, 13; range II, lot 11; range III, lots 11, 12, 13, 14.

Electoral district of Brome:

Canton Bolton, rang VI, lot 25 (653, 654 cad.); Ptie du lot 26 (655, 656 cad.); rang VIII, ½ E. lot 13 (739 cad.), lot 14 (740 cad.); ½E. lot 15 (Ptie 741 cad.); ½ E. lot 16 (743 cad.); ½ E. lot 18 (763A à 767A), (763C à 767C), (768, 769 cad.); rang VIII, lot 13 (962, 963, 964 cad.), lot 14 (965 cad.), lot 15 (966 cad.), lot 16 (967 cad.), lot 17 (968, 969, 970 cad.), lot 18 (971 cad.), lot 19 (972, 973, 974 cad.); rang IX, lot 24 (1216, 1217, 1218 cad.), lot 25 (1219, 1220 cad.).

District électoral de Dorchester:
Canton Cranbourne, rang A, lot 24.
District électoral de Gatineau:
Canton Eardley, rang XI, lots 9, 10, 11; rang XII, lots 9, 10 (10A, 10B cad.) et ½E. 11 (11A cad.).
District électoral de Gatineau-Hull:
Canton Hull, rang VIII, lots 24, 25.
District électoral de Pontiac:
Canton Onslow, rang VII, lots 7, 8 ½S. de ½S. 12, ½S. 13; rang VIII, lots ½S. de ½S. 10, ½S. de ½S. 11.

Québec, le 30 mai 1961.

Le Sous-ministre des Richesses Naturelles,
57847-o P.-E. AUGER.

Township of Bolton, range VI, lot 25 (cad. 653, 654), part of lot 26 (cad. 655, 656); range VII, ½ E. lot 13 (cad. 739), lot 14 (cad. 740), ½ E. lot 15 (Part of cad. 741), ½ E. lot 16 (cad. 743), ½ E. lot 18 (cad. 763A to 767A), 763C to 767C), (cad. 768, 769); range VIII, lot 13 (cad. 962, 963, 964), lot 14 (cad. 965), lot 15 (cad. 966), lot 16 (cad. 967), lot 17 (cad. 968, 969, 970), lot 18 (cad. 971), lot 19 (cad. 972, 973, 974); range IX, lot 24 (cad. 1216, 1217, 1218), lot 25 (cad. 1219, 1220).

Electoral district of Dorchester:
Township of Cranbourne, range A, lot 24.
Electoral district of Gatineau:
Township of Eardley, range XI, lots 9, 10, 11; range XII, lots 9, 10 (10A, 10B cad.), and ½ E. 11, (cad. 11A).
Electoral district of Gatineau-Hull:
Township of Hull, range VIII, lots 24, 25.
Electoral district of Pontiac:
Township of Onslow, range VII, lots 7, 8, ½S. of ½S. 12, ½S. 13; range VIII, lots ½S. of ½S. 10, of ½S. of ½S. 11.

Quebec, May 30, 1961.

P.-E. AUGER,
57847-o *Deputy Minister of Natural Resources.*

Département de l'Instruction publique

No 718-61.

Maria diss.

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Maria, dans le comté de Bonaventure, à la municipalité scolaire protestante de New-Richmond, dans le même comté.

Québec, le 30 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57772-22-2-o O.-J. DESAULNIERS.

St-Léonard-de-Port-Maurice

Demande est faite d'annexer, pour les contribuables protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Bourget, à la municipalité scolaire protestante de la cité de Montréal.

Québec, le 30 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57773-22-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 805-61.

St-Michel No 5

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, du territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Michel No 5, dans le comté d'Yamaska, à la municipalité scolaire de St-Michel No 10, dans le comté d'Yamaska.

Québec, le 30 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57774-22-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 606-60.

Paroisse de Terrebonne

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Terrebonne, dans

Department of Education

No. 718-61.

Maria diss.

Application is made to annex, for the Protestant ratepayers only, the present territory of the school municipality of Maria, in the county of Bonaventure, to the Protestant school municipality of New Richmond, in the same county.

Quebec, May 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57772-22-2 *Superintendent of Education.*

St-Léonard-de-Port-Maurice

Application is made to annex, for the Protestant ratepayers only, the present territory of the school municipality of St-Léonard-de-Port-Maurice, in the county of Bourget, to the Protestant school municipality of the city of Montreal.

Quebec, May 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57773-22-2 *Superintendent of Education.*

No. 805-61.

St-Michel No 5

Noiice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of section 71-B, of chapter 59, of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the annexation of the present territory of the school municipality of St-Michel No. 5, in the county of Yamaska, to the school municipality of St-Michel, No. 10, in the county of Yamaska.

Quebec, May 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57774-22-2 *Superintendent of Education.*

No. 606-60.

Parish of Terrebonne

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Terrebonne, in the

le comté de Terrebonne, le territoire ci-dessous décret, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, dans le même comté:

Ce territoire comprend les lots Nos 82 à 215 inclusivement de la paroisse de St-Louis de Terrebonne à l'exclusion des lots faisant partie de la commission scolaire de Pincourt et en y incluant aussi dans la présente requête des lots 597 à 616 inclusivement et le lot 622 tous du cadastre de la paroisse St-Louis de Terrebonne;

Il faut distraire de ces lots les lots Nos 121 à 128 inclusivement dont une partie est annexée à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne par arrêté en conseil No. 922, en date du 7 juin 1960.

Québec, le 30 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57801-22-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 241-61.

Baie-d'Urfé-Senneville (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité du village de Ste-Anne-de-Bellevue, dans le comté de Jacques-Cartier, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Baie-d'Urfé-Senneville, dans le comté de Jacques-Cartier.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 358-61.

Beaulac

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1307, en date du 29 mai 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Beaulac, dans le comté de Wolfe, en celui de Beaulac, dans le comté de Wolfe.

Ce changement prendra effet le 11 juin 1961.

Québec, le 31 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 351-61.

Bedford

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuel dans la municipalité scolaire protestante du village de Philipsburg, dans le comté de Missisquoi, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire de Bedford, dans le comté de Missisquoi.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1816-60.

Les Écores (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction

county of Terrebonne, the territory hereinafter described, in order to annex it to the school municipality of the town of Terrebonne, in the same county:

This territory is comprised of lots No. 82 to 215 inclusively in the parish of St-Louis de Terrebonne, with the exception of the lots forming a part of the school commission of Pincourt which includes, in the present request, the lots 597 to 616 inclusively and lot 622 all in the cadaster of the parish of St-Louis de Terrebonne.

To be withdrawn from these lots are lots No. 121 to 128 inclusively, a part of which is annexed to the school municipality of the town of Terrebonne by Order in Council No. 922, dated June 7, 1960.

Quebec, May 30, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57801-22-2 *Superintendent of Education.*

No. 241-61.

Baie-d'Urfé-Senneville (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232 dated May 16, 1961, has been pleased to annex from the territory presently under the jurisdiction of school trustees for the municipality of the village of Ste-Anne-de-Bellevue, in the county of Jacques-Cartier, for the protestant ratepayers only, to the protestant school municipality of Baie-d'Urfé-Senneville, in the county of Jacques-Cartier.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 358-61.

Beaulac

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1307, dated May 29, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of the village of Beaulac, in the county of Wolfe, to Beaulac, in the county of Wolfe.

This change will take effect on June 11, 1961.

Quebec, May 31, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 351-61.

Bedford

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the Protestant school municipality of the village of Philipsburg in the county of Missisquoi, for the Protestant ratepayers only, to the school municipality of Bedford in the county of Missisquoi.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 1816-60.

Les Écores (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to detach the

des syndics d'écoles pour la municipalité de St-Vincent-de-Paul, dans le comté de Laval, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Les Écores, dans le comté de Laval.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1782-60.

Village de Gentilly

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, de détacher le territoire ci-dessous décrit, de la municipalité scolaire de Gentilly, dans le comté de Nicolet, pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de Gentilly, dans le comté de Nicolet.

Les lots ou parties de lot suivants, tous du cadastre officiel de la paroisse de St-Édouard-de-Gentilly, dans le comté de Nicolet.

Toute l'extrémité nord-ouest du lot No. 37 située à une distance de douze (12) arpents au nord-ouest du chemin public. Les lots Nos 38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 56. Le lot No 54, à distraire cette partie du lot No 54, bornée au sud-est par un chemin public et au sud-ouest par une partie du lot No. 55, mesurant six (6) perches de largeur par une profondeur moyenne de cinq (5) arpents et sept (7) perches.

Le lot No. 55, à distraire à son extrémité sud-est, sur toute sa largeur, cette partie du lot No 55, borné au sud-est par un chemin public, ayant une profondeur moyenne de trois (3) arpents, sept (7) perches.

Le lot No 57, à distraire cette partie du lot bornée au sud-est par un chemin public et au nord-est par une partie du lot No 55, mesurant neuf (9) perches de largeur par une profondeur moyenne de un (1) arpent et trois (3) perches.

Le tout borné au nord-est par une partie du lot No 36, au sud-est par le résidu du lot No 37, les lots Nos 41 et 44 et une partie des lots Nos 54, 55 et 57 et un chemin public, au sud-ouest par le lot No 58, au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, contenant en superficie, six cent quatre-vingt-seize point deux (696.2) arpents carrés.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 26 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 353-61.

Cité de Granby (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de St-Paul-d'Abbotsford, dans le comté de Rouville, pour les contribuables portestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de la cité de Granby, dans le comté de Shefford.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 354-61.

Cité de Granby (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté, en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961,

territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of St. Vincent de Paul, in the county of Laval, to annex them to the Protestant school municipality of Les Écores, in the county of Laval.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 1782-60.

Village of Gentilly

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased, to detach from the school municipality of Gentilly, in the county of Nicolet, the territory hereunder described, to annex it to the school municipality of the village of Gentilly, in the county of Nicolet.

The following lots or parts of lots, all from the official cadaster of the parish of St-Édouard-de-Gentilly in the county of Nicolet.

All the northwest extremity of lot No. 37 situated at a distance of 12 arpents to the northwest of the public road. Lots Nos. 38, 39, 40, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53 and 56. Lot No. 54, to withdraw this part of lot No. 54, bounded on the southeast by a public road and on the southwest by a part of lot No. 55, measuring six (6) rods in width by an average depth of five (5) arpents and seven (7) rods.

Lot No. 55, to withdraw from its southeast extremity, on all its width, this part of lot No. 55, bounded on the southeast by a public road, having an average depth of three (3) arpents, seven (7) rods.

Lot No. 57, to withdraw this part of the lot bounded on the southeast by a public road and on the northeast by a part of lot No. 55, measuring nine (9) rods in width by an average depth of one (1) arpent and three (3) rods.

The whole bounded on the northeast by part of lot No. 36, on the southeast by the residue of lot No. 37, lots Nos. 41 and 44 and part of lots Nos. 54, 55 and 57 and a public road, on the southwest by lot No. 58, on the northwest by the St. Lawrence river, containing in area, six hundred and ninety-six point two (696.2) square arpents.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 26, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 353-61.

City of Granby (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to annex the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of St. Paul-d'Abbotsford, in the county of Rouville, for the Protestant ratepayers only, to the Protestant school municipality of the City of Granby, in the county of Shefford.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No 354-61.

City of Granby (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated

d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire protestante de Roxton-Pond, dans le comté de Shefford, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de la cité de Granby, dans le comté de Shefford.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1236-60.

Huntingdon (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, de détacher les lots 10-A et 10-B du rang VI du canton Hinchinbrooke de la municipalité scolaire protestante du village d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, pour les annexer, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Huntingdon, dans le comté de Huntingdon.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 216-55.

Ile-Perrot (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire protestante de Dorion et Ile-Cadieux, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de l'Ile-Perrot, dans le comté de Vaudreuil-Soulanges.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1342-52.

Ville de Joliette

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Charles-Borromée, dans le comté de Joliette, à la municipalité scolaire de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 26 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1331-60.

Ville de Joliette

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire du village de St-Charles, dans le comté de Joliette, à la municipalité scolaire de la ville de Joliette, dans le comté de Joliette.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 26 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique.

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the Protestant school municipality of Roxton-Pond, in the county of Shefford, for the Protestant ratepayers only, to the Protestant school municipality of the city of Granby, in the county of Shefford.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No 1236-60.

Huntingdon (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to detach lots 10-A and 10-B from range VI of the township of Hinchinbrooke of the protestant school municipality of the village of Ormstown, in the county of Châteauguay, to annex them, for the protestant ratepayers only, to the Protestant school municipality of Huntingdon, in the county of Huntingdon.

This change will take effect on July 1st, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 216-55.

Ile-Perrot (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232 dated May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the Protestant School Municipality of Dorion and Ile-Cadieux, in the county of Vaudreuil-Soulanges, for the Protestant ratepayers only, to the Protestant school municipality of Ile-Perrot, in the county of Vaudreuil-Soulanges.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 1342-52.

Town of Joliette

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of St-Charles-Borromée, in the county of Joliette, to the scholl municipality of the town of Joliette, in the county of Joliette.

This change will take effect on July 1, 1961.

Quebec, May 26, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 1331-60.

Town of Joliette

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the village of St-Charles, in the county of Joliette, to the school municipality of the town of Joliette, in the county of Joliette.

This change will take effect on July 1, 1961.

Quebec, May 26, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No 485-59.

Macaza

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lac-Macaza, dans le comté de Labelle, à la municipalité scolaire de Macaza, dans le comté de Labelle.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 26 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 192-61.

Onslow (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire protestante d'Eardley, dans le comté de Gatineau, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante d'Onslow, dans le comté de Pontiac.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 643-61.

Pierreville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire du village de Pierreville, dans le comté d'Yamaska, en celui de Pierreville, dans le comté d'Yamaska.

Ce changement prendra effet le 18 juin 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 157-59.

Repentigny (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'ériger en municipalité scolaire distincte, les lots 1-A, 1-B et 1 à 179, inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption-de-Repentigny, pour les contribuables protestants seulement, sous le nom de la municipalité scolaire de Repentigny, dans le comté de l'Assomption.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 391-61.

St-Ignace de Stanbridge (Prot.)
Ste-Sabine, diss.

Avis est par la présente donné que je me propose de soumettre au lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux dispositions de l'article 71-B, du chapitre 59, des Statuts refondus de Québec, 1941, l'annexion, pour les contribuables protestants seulement, du territoire actuel de la municipalité scolaire protestante de St-Igna-

No. 485-59.

Macaza

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Lac-Macaza, in the county of Labelle, to the school municipality of Macaza, in the county of Labelle.

This change will take effect on July 1, 1961.

Quebec, May 26, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 192-61.

Onslow (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Concil No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the Protestant school municipality of Eardley, in the county of Gatineau, for the Protestant ratepayers only, to the Protestant school of Onslow, in the county of Pontiac.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 643-61.

Pierreville

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of the village of Pierreville, in the county of Yamaska, into that of Pierreville, in the county of Yamaska.

This change will take effect on June 18, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 157-59.

Repentigny (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council 1232 dated May 16, 1961, has been pleased to erect into a separate school municipality, lots 1-A, 1-B and 1 to 179 inclusively of the official cadaster of the parish of l'Assomption-de-Repentigny, for the Protestant tax-payers only, under the name of the school municipality of Repentigny, in the county of l'Assomption.

This change will take effect on July 1, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 391-61.

St-Ignace de Stanbridge (Prot.)
Ste-Sabine, diss.

Notice is hereby given that I propose to submit to the Lieutenant-Governor in Council, pursuant to the provisions of article 71-B, of chapter 59 of the Rivised Statutes of Quebec, 1941, the annexation, for the Protestant ratepayers only, of the present territory of the Protestant school municipality of St-Ignace-de-Stanbridge, in the

ce-de-Stanbridge, dans le comté de Missisquoi et du territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Ste-Sabine, dans le comté de Missisquoi, à la municipalité scolaire de Bedford, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 421-61.

Village de St-Joseph l'Enfant-Jésus

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Joseph, dans le comté de Beauce, en partie à la municipalité scolaire du village de St-Joseph, dans le même comté et en partie à la municipalité scolaire de l'Enfant-Jésus, dans le même comté, de la façon suivante, savoir:

1. La partie devant être annexée à la municipalité scolaire du village de St-Joseph comprend tous les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux compris entre le périmètre extérieur et le périmètre intérieur, ci-après décrit, à savoir:

Périmètre extérieur:

Partant d'un point sur la ligne séparative des Seigneuries de Saint-Joseph et de Rigaud-Vaudreuil marquant le coin sud du lot 384 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph; de là, successivement, la ligne sud-ouest des lots 384, 383, 382, 381, 380, 379, 378, 377, 376, 376*a*, 375*a*, 375, 374*b*, 374*a*, 374, 373, 372, 371, 370 et 369, la ligne sud-est des lots 248, 249, 313, 314 et 315; la ligne sud-ouest du lot 315; l'axe du chemin limitant au sud-est les lots 308, 307, 306, 305 et 304*a*; la ligne sud-ouest des lots 304*a*, 304*b*, 301 et 275; la ligne nord-ouest des lots 275, 274, 273, 272, 271, 270, 269 et 268; la ligne sud-ouest des lots 128, 127, 126, 125 et 124; partie de la ligne nord-ouest du lot 124; la ligne sud-ouest et partie de la ligne nord-ouest du lot 120; la ligne sud-ouest des lots 119, 114, 109, 108, 104 et 103, les lignes nord-ouest et nord-est du lot 103 et la ligne nord-ouest du lot 105, la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; ledit axe de ladite rivière en allant vers le nord-ouest jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 94; ledit prolongement et ladite ligne; la ligne sud-ouest des lots 94 et 96; la ligne sud-est du lot 90*a*; la ligne sud-est, la ligne sud-ouest et la ligne nord-ouest du lot 90*b*; la ligne nord-ouest du lot 90*a*; partie de la ligne nord-ouest du lot 90; la ligne sud-ouest des lots 87, 86*a*, 86, 85, 82, 81, 76, 75, 73, 72, 67, 66, 63, 60, 53, 51 et 50; la ligne ouest des lots 40, 43, 42, 39, 38, 36, 35 et 34; la ligne nord-ouest du lot 34 prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; ledit axe de ladite rivière en allant vers le sud jusqu'au prolongement de la ligne nord-ouest du lot 717; ladite ligne nord-ouest du lot 717 et partie de la ligne est dudit lot; la ligne nord-ouest du lot 715; une ligne brisée limitant vers l'ouest les lots 814, 811, 810, 809, 808, 805, 803, 802, 799, 798, 797 et 796; la ligne nord-ouest des lots 796 et 796*a*; la ligne nord-est des lots 800*a*, 800, 801, 804, 806, 807*a*, 812, 813, 816*a*, 816, 817 et 820; partie de la ligne nord-ouest du lot 1110 et la ligne nord-ouest des lots 1109 et 1108; l'axe

county of Missisquoi and of the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Ste. Sabine, in the county of Missisquoi, to the school municipality of Bedford, in the same county.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 421-61.

Village of St-Joseph l'Enfant-Jésus

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of the parish of St-Joseph, in the county of Beauce, partly to the school municipality of the village of St-Joseph, in the same county and partly to the municipality of l'Enfant-Jésus, in the same county, in the following matter, to wit:

1. The part to be annexed to the school municipality of the village of St-Joseph comprises all the lots or parts of lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, railway rights-of-way, rivers, water courses or parts thereof comprised between the exterior perimeter and the interior perimeter, hereinafter described, to wit:

Exterior perimeter:

Starting from a point on the dividing line of the Seigniories of Saint Joseph and of Rigaud-Vaudreuil making the south corner of lot 384 of the official cadaster for the parish of Saint-Joseph; thence, successively, the southwest line of lots 384, 383, 382, 381, 380, 379, 378, 377, 376, 376*a*, 375*a*, 375, 374*b*, 374*a*, 374, 373, 372, 371, 370 and 369; the southeast line of lots 248, 249, 313, 314 and 315; the southwest line of lot 315; the axis of the road limiting on the southeast lots 308, 307, 306, 305 and 304*a*; the southwest line of lots 304*a*, 304*b*, 301 and 275; the northwest line of lots 275, 274, 273, 272, 271, 270, 269 and 268; the southwest line of lots 128, 127, 126, 125 and 124; part of the northwest line of lot 124; the southwest line and part of the northwest line of lot 120; the southwest line of lots 119, 114, 109, 108, 104 and 103, the northwest and northeast lines of lot 103 and the northwest line of lot 105, the latter prolongated to the axis of the Chaudière River; the said axis of the said rive going towards the northwest to the prolongation of the southeast line of lot 94; the said prolongation and the said line; the southwest line of lots 94 and 96; the southeast line of lot 90*a*; the southeast line, the southwest line and the northwest line of lot 90*b*; the northwest line of lot 90*a*; part of the northwest line of lot 90; the southwest line of lots 87, 86*a*, 86, 85, 82, 81, 76, 75, 73, 72, 67, 66, 63, 60, 53, 51 and 50; the west line of lots 40, 43, 42, 39, 38, 36, 35 and 34; the northwest line of lot 34 prolongated to the axis of the Chaudière river; the said axis of the said river going towards the south to the prolongation of the northwest line of lot 717; on the northwest line of lot 717 and part of east line of the said lot; the northwest line of lot 715; a broken line limiting on the west lots 814, 811, 810, 809, 808, 805, 803, 802, 799, 798, 797 and 796; the northwest line of lots 796 and 796*a*; the northeast line of lots 800*a*, 800, 801, 804, 806, 807*a*, 812, 813, 816*a*, 816, 817 and 820; part of the northwest line of lot 1110 and the northwest line of lots

d'un chemin limitant au nord-est le lot 1108; l'axe d'un chemin limitant au nord-ouest partie du lot 978 en allant vers le nord-est; l'axe d'un chemin limitant au nord-est les lots 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986 et 987; la ligne nord-ouest du lot 1072 prolongée à travers le lot 1086 et la ligne nord-ouest du lot 1267; la ligne nord-est du lot 1267 et partie de la ligne nord-est du lot 1268; puis, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Édouard-de-Frampton, la ligne nord-ouest du lot 98; la ligne nord-est des lots 98, 100, 102, 104, 106, 107, 109, 112, 113, 114, 116, 118, 120, 124, 125, 128, 130, 133, 135, 137, 138 et 140; la ligne séparative des cantons de Frampton et de Cranbourne en allant vers le sud-ouest jusqu'à la ligne nord-est du lot 5 du cadastre officiel du canton de Cranbourne; puis en référence au cadastre officiel dudit canton, ladite ligne nord-est du lot 5; partie de la ligne nord-est du lot 149; la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 149; partie de la ligne sud-est du lot 151 jusqu'à la ligne sud-ouest de la partie des lots 150 et 151 appartenant à Léandre Cloutier; ladite ligne sud-ouest de ladite partie desdits lots; partie de la ligne nord-est du lot 150; la ligne sud-ouest du lot 4; la ligne séparative des cantons de Frampton et de Cranbourne en allant vers le sud-ouest; puis de nouveau en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Joseph, l'axe d'un chemin limitant vers le nord les lots 1293, 1294, 1295 et 1296; l'axe d'un chemin limitant vers le nord-est les lots 1297, 1298, 1299, 1299*b*, 1300*b*, les lots de 1300 à 1313 inclusivement; la ligne sud-est du lot 1313; la ligne nord-est des lots 1038, 1037, 1036, 1036*a*, 1035, et 1034; et enfin la ligne séparative des Seigneuries de Saint-Joseph et de Rigaud-Vaudreuil limitant au sud-est les lots 1034, 1033, 925, 415*a*, 414, 418, 207*a*, 207, 208, 209 et 284 jusqu'au point de départ.

Périmètre intérieur:

Partant du point d'intersection de la rive droite de la Rivière Chaudière avec la ligne sud-est du lot 643 du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph; de là, successivement, en référence au susdit cadastre officiel, ladite ligne sud-est du lot 643 sur une longueur de douze (12) arpents; une ligne droite traversant les lot 642, 641, 631, 632, 633, 634, 605, 590, 540, 531, 530 et intersectant la route entre les lots 530 et 527 à une distance de douze (12) arpents de la rive droite de la Rivière Chaudière mesurée dans ladite route et continuant à travers les lots 527, 525, 523 et 521; la ligne nord-ouest du lot 519 en allant vers le sud-ouest et son prolongement jusqu'à l'axe de la rivière Chaudière; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 643 et enfin ce dernier prolongement jusqu'au point de départ.

2. La partie devant être annexée à la municipalité scolaire de l'Enfant-Jésus comprend en référence au cadastre officiel de ladite paroisse de St-Joseph, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau ou parties d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du coin ouest du lot 23; de là, successivement, en référence au susdit cadastre officiel, la ligne nord-ouest du lot 23 et partie de la ligne est dudit lot; la ligne nord-ouest du lot 25 prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Chaudière; ledit axe de la rivière Chaudière en remontant son cours jusqu'au prolongement de la

1109 and 1108; the axis of the road limiting on the northeast lot 1108; the axis of a road limiting on the northwest part of lot 978 going towards the northeast; the axis of a road limiting on the northeast lots 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986 and 987; the northeast line of lot 1072 prolongated across lot 1086 and the northwest line of lot 1267; the northeast line of lot 1267 and part of the northeast line of lot 1268; then, with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Édouard-de-Frampton, the northwest line of lot 98; the northeast line of lots 98, 100, 102, 104, 106, 107, 109, 112, 113, 114, 116, 118, 120, 124, 125, 128, 130, 133, 135, 137, 138 and 140; the dividing line of the townships of Frampton and of Cranbourne going towards the southwest to the northeast line of lot 5 of the official cadaster of the township of Cranbourne; then with reference to the official cadaster of the said township, the said northeast line of lot 5; part of the northeast line of lot 149; the northeast line and the southeast line of lot 149; part of the southeast line of lot 151 to the southwest line of part of lots 150 and 151 belonging to Léandre Cloutier; the said southwest line of the said part of the said lots, part of the northwest line of lot 150; the southwest line of lot 4; the dividing line of the townships of Frampton and of Cranbourne going towards the southwest; then, again with reference to the official cadaster of the parish of Saint-Joseph, the axis of a road limiting on the north lots 1293, 1294, 1295 and 1296; the axis of a road limiting on the northeast lots 1297, 1298, 1299, 1299*b*, 1300*b*, lots of 1300 to 1313 inclusively; the southeast line of lot 1313; the northeast line of lots 1038, 1037, 1036, 1036*a*, 1035 and 1034; and finally the dividing line of the Seigniories of Saint-Joseph and of Rigaud-Vaudreuil limiting on the southeast lots 1034, 1033, 925, 415*a*, 414, 418, 207*a*, 207, 208, 209 and 284 to the starting point.

Interior perimeter:

Starting from the point of intersection of the right bank of the Chaudière River, with the southeast line of lot 643 of the official cadaster of the parish of Saint-Joseph; thence, successively, with reference to the above said official cadaster, the said southeast line of lot 643 on a length of twelve (12) arpents; a straight line crossing lots 642, 641, 631, 632, 633, 634, 605, 590, 540, 531, 530 and intersecting the road between lots 530 and 527 for a distance of twelve (12) arpents on the right bank of the Chaudière river measured in the said road and continuing across lots 527, 525, 523 and 521; the northwest line of lot 519 going towards the southwest and its prolongation to the axis of the Chaudière river; the said axis of the said river descending its course to the prolongation of the southeast line of lot 643 and finally the latter prolongation to the starting point.

2. The part to be annexed to the school municipality of l'Enfant-Jésus comprises, with reference to the official cadaster of the said parish of St-Joseph the lots and their present and future subdivisions, as well as the roads, railway rights of way, rivers, water courses or parts thereof encloses within the following limits, to wit: starting from the west corner of lot 23; thence, successively, with reference to the said official cadaster, the northwest line of lot 23 and part of the east line of the said lot; the northwest line of lot 25 prolongated to the axis of the Chaudière River; the said axis of the Chaudière ascending its course to the prolongation of the northwest

ligne nord-ouest du lot 756; ledit prolongement et la dite ligne; la ligne nord-ouest du lot 758 et de nouveau la ligne nord-ouest du lot 756 et la ligne nord-est du lot 759; la ligne est des lots 759, 750, 749, 748, 733, 725, 726*a*, 725*b* et 724; la ligne sud-est et partie de la ligne ouest du lot 724; la ligne sud-est des lots 723, 719 et 718; la dernière prolongée jusqu'à l'axe de la Rivière Chaudière; ledit axe de ladite rivière en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne sud-est du lot 32; ledit prolongement, ladite ligne et la ligne sud-est du lot 33 et enfin la ligne ouest des lots 33, 30, 29, 23 et la ligne sud-ouest dudit lot 23 jusqu'au pint de départ.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 29 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 374-51.

St-Léonard-de-Port-Maurice

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Léonard-de-Port-Maurice, dans le comté de Bourget, à la municipalité scolaire protestante de la cité de Montréal.

Ledit territoire comprend les lots 370 à 437 inclusivement du cadastre officiel des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet.

Ce changement n'affectera que les contribuables protestants seulement situés dans ce territoire.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 525-61.

Ville de Ste-Rose

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Côte des Perron, dans le comté de Laval, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire de la ville de Ste-Rose, dans le comté de Laval.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 26 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No 68-59.

Ste-Rose (Prot.)

Correction

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1141, en date du 8 mai 1961, de modifier l'item 19 de l'arrêté en conseil No 540 en date du 21 avril 1960, concernant l'érection de Ste-Rose en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables protestants seulement, de manière en enlever dans la description technique le lot No. 127 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, ledit lot ayant été inclus par erreur.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

57804-o O.-J. DESAULNIERS.

line of lot 756; the said prolongation and the said line, the northwest line of lot 758 and again the northwest line of lot 756 and the northeast line of lot 759; the east line of lots 759, 750, 749, 748, 733, 725, 726*a*, 725*b* and 724; the southeast line and part of the west line of lot 724; the southeast line of lots 723, 719 and 718, the latter prolongated to the axis of the Chaudière River; the said axis of the said river in the descent of its course to the prolongation of the southeast line of lot 32; the said prolongation, the said line and the southeast line of lot 33 and finally the west line of lots 33, 30, 29, 23 and the southwest line of the said lot 23 to the starting point.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 29, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 374-51.

St-Léonard-de-Port-Maurice

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Leonard-de-Port-Maurice, in the county of Bourget, to the Protestant school territory of the city of Montreal.

The said territory is comprised of lots 370 to 437 inclusively of the offiical cadaster on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Recollet.

This change will affect the Protestant ratepayers only who are located in this territory.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 525-61.

Town of Ste-Rose

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232, dated May 16, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Côte des Perron, in the county of Laval, for the Catholic tax-payers only, to the school municipality of the town of Ste-Rose, in the county of Laval.

This change will take effect on July 1, 1961.

Quebec, May 26, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No. 68-59.

Ste-Rose (Prot.)

Correction

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1141 dated May 8, 1961, has been pleased to modify item 19 of Order in council No. 540 dated April 21, 1960, concerning the erection of Ste-Rose into a separate school municipality, for the Protestant tax-payers only, in order to withdraw from the technical description lot No. 127 of the official cadaster of the parish of Ste-Rose, the said lot having been included by error.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

57804 *Superintendent of Education.*

No 357-61.

Ste-Thérèse (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1232, en date du 16 mai 1961, d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Maurice-de-Bois-Filion, dans le comté de Terrebonne, pour les contribuables protestants seulement, à la municipalité scolaire protestante de Ste-Thérèse, dans le comté de Terrebonne.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57804-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 357-61.

Ste-Thérèse (Prot.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 1232 dated May 16, 1961, has been pleased to annex the territory presently under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of the parish of St-Maurice-de-Bois-Filion, in the county of Terrebonne, for the Protestant ratepayers only, to the Protestant school municipality of Ste-Thérèse, in the county of Terrebonne.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, May 25, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57804 *Superintendent of Education.*

No 633-61.

St-Roch-des-Aulnaies

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Roch-des-Aulnaies, dans le comté de l'Islet, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Ste-Anne-de-la-Pocatière No 1, dans le comté de Kamouraska.

Une parcelle de terrain de forme irrégulière, située dans les limites de la paroisse de St-Roch-des-Aulnaies, comprenant une partie du lot 4 du plan et livre de renvoi officiel pour la paroisse de St-Roch-des-Aulnaies, dans la division d'enregistrement de l'Islet.

Ladite parcelle est bornée vers le nord-ouest par le lot 396 (C.N.R.), vers le nord-est par le lot 4A, vers le sud-est par un chemin public, et vers le sud-ouest par le lot 6.

Cette parcelle mesure 600 pieds dans sa ligne nord-ouest, 1848 pieds et 781 pieds dans sa ligne nord-est, 150 pieds et 389 pieds dans sa ligne sud-est, et 2690 pieds dans sa ligne sud-ouest.

Cette parcelle de terrain contient une superficie de 41 arpents et 63 perches. Toutes les dimensions de la présente description technique sont anglaises.

Québec, le 31 mai 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
57826-23-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 633-61.

St-Roch-des-Aulnaies

Application is made to detach from the school municipality of St-Roch-des-Aulnaies, in the county of l'Islet, the territory hereinafter described, to annex it to the school municipality of Ste-Anne-de-la-Pocatière No. 1, in the county of Kamouraska.

A parcel of land irregular in shape, situated within the limits of the parish of St-Roch-des-Aulnaies, comprising a part of lot 4 in the official plan and book of reference for the parish of St-Roch-des-Aulnaies, in the registry division of l'Islet.

The said parcel of land is bounded on the north-west by lot 396 (C.N.R.), on the north-east by lot 4A, on the south-east by a public road, and on the south-west by lot 6.

This parcel measures 600 feet on its north-west line, 1848 feet, and 781 feet on its north-east line, 150 feet and 389 feet on its south-east line, and 2690 feet on its south-west line.

Said parcel of land has an area of 41 arpents and 63 rods. All the dimensions of the present technical description are English.

Quebec, May 31, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,
57826-23-2 *Superintendent of Education.*

Ministère des Terres et Forêts

Canton de Lussier

Cadastre officiel de canton de Lussier, municipalité de St-Donat, division d'enregistrement de Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 38-1 à 38-11, 39-1 à 39-12 et 39-30 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 mai 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57805-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Canton de Lussier

Cadastre officiel de canton de Lussier, municipalité de St-Donat, division d'enregistrement de Montcalm.

Department of Land and Forest

Township of Lussier

Official cadastre of township of Lussier, municipality of St-Donat, registration division of Montcalm.

Notice is hereby given that lots 38-1 to 38-11, 39-1 to 39-12 and 39-30 are cancelled in vertu of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, May 26, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57805-o *Deputy Minister.*

Township of Lussier

Official cadastre of Township of Lussier, municipality of St-Donat, registration division of Montcalm.

Avis est par la présente donné que les lots 38-40 à 38-57, 39-33 à 39-55 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 mai 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57805-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de Rivière des Prairies

Cadastre officiel de la paroisse de Rivière des Prairies, municipalité de ville de Rivière des Prairies, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 178, 179 et 180 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 30 mai 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57805-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de St-Antoine de Longueuil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 146-449 à 146-451 sont annulés en vertu de l'article 2174a du Code civil.

Québec, le 25 mai 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57805-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de Ste-Rose

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rose, municipalité de la ville de Fabreville, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 163-176 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 31 mai 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57805-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de Charlesbourg

Cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, municipalité de Charlesbourg-est, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 1031-1-1 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57805-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Canton Ascot

Cadastre officiel de canton Ascot, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que le lot 16C-122 partie (rue) est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
57805-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Notice is hereby given that lots 38-40 to 38-57, 39-33 to 39-55 are added in vertu of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, May 26, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57805-o *Deputy Minister.*

Parish of Rivière des Prairies

Official cadastre of the parish of Rivière des Prairies, municipality of the town of Rivière des Prairies, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 178, 179, and 180 are added in vertu of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, May 30, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57805-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Antoine de Longueuil

Official Cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 146-449 to 146-451 are annuled in vertu of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, May 25, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57805 *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Rose

Official Cadastre of the parish of Ste-Rose, municipality of the town of Fabreville, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 163-176 is cancelled in vertu of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, May 31, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57805-o *Deputy Minister.*

Parish of Charlesbourg

Official Cadastre of the parish of Charlesbourg, municipality of Charlesbourg east, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 1031-1-1 is cancelled in vertu of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 1, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57805-o *Deputy Minister.*

Township of Ascot

Official cadastre of township of Ascot, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 16C-122 part (street) is annuled in vertu of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, June 1, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-ÉDOUARD GUAY,
57805-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Ste-Geneviève

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, municipalité de la ville de Pierrefonds, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 328 et 329 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 1er juin 1961.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
J.-Édouard Guay.

57805-o

Parish of Ste-Geneviève

Official cadastre of the parish of Ste-Geneviève, municipality of the town of Pierrefonds, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 328 and 329 are cancelled in vertu of Article 2174A of Civil Code.

Quebec, June 1, 1961.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
J.-Édouard Guay,
Deputy Minister

57805-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Convention collective de travail relative aux employés de garage Région de Québec

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Marchands Détaillants du District de Québec;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec, Inc.; et
Le Syndicat des Employés de Pièces et d'Accessoires d'Automobiles, Inc.
pour les employeurs et les salariés du commerce visé, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Pour les fins d'application de ce décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnés:

1. Le mot « garage » désigne tout endroit où les véhicules moteurs sont remisés, modifiés ou réparés, démolis et où l'on fait également tout travail ou tout commerce se rapportant aux véhicules moteurs ou à une des parties d'icelles, soit comme commerce ou travail principal, ou commerce ou travail accessoire.

2. Le terme « atelier de mécanique » désigne les établissements où l'on refait, reconditionne, répare, ajuste ou travaille des moteurs et diverses autres parties ou pièces de véhicules moteurs.

3. Le terme « débit d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où se fait exclusivement la vente de l'essence ou des lubrifiants pour l'usage des véhicules moteurs, que ledit endroit soit exploité par un propriétaire ou locataire, comme l'établissement principal ou comme accessoire d'un établissement principal.

4. Le terme « Station de service » désigne tout endroit où les véhicules moteurs sont lavés, nettoyés, polis, lubrifiés, remisés et sur lesquels peuvent être faits de menus services d'urgence, et aussi l'endroit où le commerce consiste dans la vente de l'essence, des lubrifiants dans la vente et l'installation de pneus, pièces et accessoires de véhicules moteurs.

Toutefois, si une station de service possède une section de mécanique ou de réparation de

Department of Labour

Notice of amendment

Collective Labour Agreement relating to garage employee Region of Quebec

The Honourable René Hamel, the Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have petitioned him to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

L'Association des Marchands Détaillants du District de Québec;

And, ON THE OTHER PART:

Le Syndicat Catholique des Employés de Garage de Québec, Inc.; and
Le Syndicat des Employés de Pièces et d'Accessoires d'Automobiles, Inc.
for the employers and employees of the trade concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* For the purpose of the present decree, the following terms have the meaning hereinafter given to them:

1. The word "garage" means any place where motor vehicles are stored, altered, repaired or demolished, and where any work or commerce pertaining to motor vehicles or parts thereof are performed or carried on, either as a main business or work or as a secondary business or work.

2. The term "machine shop" means any place where automobile motors and various other automobile parts are rebuilt, reconditioned, repaired and fitted.

3. The term "gazoline station" means any place, stationary or portable, where gasoline and lubricants for motor vehicles are sold exclusively, whether the said place be operated, either by an owner or by a tenant, as a principal establishment or as an accessory to a principal establishment.

4. The term "service station" means any place where motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated, stored, and where urgent minor services may be rendered, and also the place where business consists in selling gasoline and lubricants, and in selling and installing motor vehicle tires, parts and accessories.

However, if a service station comprises a department dévoted to mechanics or the repair

véhicules moteurs, ladite section est considérée, pour les fins d'application du décret, comme un garage et assujetti aux conditions de travail des garages.

5. Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit où le travail principal est le lavage ou le polissage des véhicules-moteurs.

6. Le terme « poste de vente d'accessoires ou pièces » désigne et comprend tout manufacturier, tout agent manufacturier, tout marchand qui vend, au gros ou au détail, des pièces ou accessoires de véhicules moteurs, neufs ou usagés, ou encore d'équipements de garage ou de pièces d'équipements neufs ou usagés.

Toutefois, si un poste de vente d'accessoires ou pièces possède un atelier de mécanique ou de réparations de véhicules moteurs, ledit atelier est considéré, pour les fins d'application du décret, comme un garage et assujetti aux conditions de travail des garages.

7. Le terme « poste de vente ou atelier de pneus » désigne et comprend tout établissement spécialisé, de gros ou de détail, qui vend, échange, répare tout pneu neuf ou usagé ou chambre à air pour tout véhicule moteur et où l'on peut faire l'enlignement des roues ou les balancer.

8. Le terme « terrain ou garage de stationnement » désigne tout endroit réservé au stationnement ou remisage de véhicules moteurs. Toutefois les établissements qui ne donnent aucun service sur les véhicules moteurs sont exclus.

9. Le terme « terrain de démolition » désigne tout endroit où les véhicules moteurs ou certaines parties d'iceux sont mis en pièces dans le but de vente, d'emmagasinage, de réparation, ou démolis pour en vendre le métal comme rebut.

10. Le mot « employeur » désigne tout individu employeur professionnel, société, firme ou corporation qui fait exécuter un travail, par un ou des salariés, ou fait seul ou en société un travail faisant l'objet du décret ou contracte un louage d'ouvrage régi par le décret.

11. Le mot « salarié » désigne tout apprenti, manoeuvre ou ouvrier non spécialisé, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis et employé, qui exécute individuellement, en équipe ou en société, un travail régi par le décret.

12. Le mot « artisan » désigne toute personne faisant seul à son compte ou en société un travail régi par le décret ou tout employeur ou employeur professionnel lorsqu'il fait pareil travail.

13. Le mot « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé l'apprentissage de l'un des métiers régis par le décret et possède la compétence requise pour le pratiquer.

14. Le mot « apprenti » désigne tout salarié qui apprend un des métiers régis par le décret.

15. Le terme « homme de service » désigne tout salarié qui vend de l'essence ou des lubrifiants, graisse, lave ou conduit les véhicules moteurs, fait le nettoyage ou le chauffage de l'établissement, change ou répare les chambres à air ou les pneux, change les accumulateurs électriques, ou exécute de menus services.

16. Le mot « laveur » désigne tout salarié qui, comme principal travail, lave, nettoie ou essuie au complet ou en partie tout véhicule moteur.

17. Le mot « livreur » désigne tout salarié qui, comme principal travail, avec un véhicule

of motor vehicles, the said department, for the purpose of the present decree, is considered as a garage and is subject to the working conditions established for garages.

5. The term "car-wash" means any place where the main work carried on is the washing and polishing of motor vehicles.

6. The term "accessories or parts sales department" designates and comprises any manufacturer, manufacturing agent and any dealer who sells, wholesale or retail, new or used parts or accessories of motor vehicles or of new or used garage equipment or parts of garage equipment.

However, if an accessories or parts sales Department comprises a department devoted to mechanics or the repair of motor vehicles, the said department, for the purpose of the present decree, is considered as a garage and is subject to the working conditions established for garages.

7. The term "tire sales establishment or tire-shop" designates and comprises any wholesale or retail specialized establishment which sells, exchanges and / or repairs any new or used tire or inner tube of any motor vehicle, and where the alignment and balancing of wheels can be done.

8. The term "parking lot or parking garage" means any place reserved for the parking or storing of motor vehicles. However, the establishments that do not service motor vehicles are excluded.

9. The term "scrapping yard" means any place where motor vehicles or certain parts thereof are taken apart for the purpose of being sold, stored, repaired, or demolished to be sold as scrap-metal.

10. The word "employer" means any person, professional employer, partnership, firm or corporation which has work carried out by one or several wage-earners, or who performs alone or in partnership any work subject to the present decree or who contracts any hiring of work governed by the present decree.

11. The word "wage-earner" means any apprentice, labourer or non-qualified worker, qualified worker or journeyman, artisan, clerk and employee, who performs individually, in shift or in partnership any work governed by the decree.

12. The word "artisan" means any person who performs alone for himself or in partnership any work governed by the decree and also means any employer or professional employer performing such work himself.

13. The word "journeyman" means any wage-earner who has completed his apprenticeship in one of the trades governed by the decree and who has the competency required to practise the said trade.

14. The word "apprentice" means any wage-earner who is learning one of the trades governed by the decree.

15. The term "service man" means any wage-earner who sells gasoline or lubricants, lubricates, washes or drives motor-vehicles, cleans the establishment or attends to the heating thereof, changes or repairs inner tubes or tires, changes batteries and performs minor services.

16. The word "washer" means any wage-earner whose principal work consists in washing, cleaning or wiping any motor vehicle in whole or in part.

17. The term "delivery man" means any wage-earner whose main work consists in delivering

moteur dont il a la charge fait la livraison et le transport des marchandises.

18. Le mot « graisseur » désigne tout salarié qui, comme principal travail, graisse ou change l'huile au complet ou en partie de tout véhicule moteur.

19. Le mot « vitrier » désigne tout salarié qui, comme principal travail, est préposé à l'installation et au remplacement des vitres pour tous les véhicules moteurs.

20. Le terme « préposé aux pièces » désigne tout commis vendeur de pièces et d'accessoires de véhicules moteurs qui travaille à l'intérieur de l'établissement, le commis à la réception, à l'expédition et à la classification de la marchandise, le commis aux régistres, à l'inventaire ou à la correspondance du département des pièces ou accessoires, dans un établisseent assujetti au décret.

21. Le terme « employé de bureau » désigne tout salarié qui est préposé aux écritures, à la vérification, à la comptabilité à la caisse, au téléphone, à la classification des documents, à la correspondance dans un établissement assujetti au décret.

22. Le terme « premier commis » désigne tout salarié qui, soit dans le département des pièces, soit au bureau, en plus de remplir sa fonction, exerce une certaine surveillance et a une certaine responsabilité dans le département où il travaille, dans un établissement assujetti au décret.

23. Le terme « vendeur de service » désigne tout salarié préposé à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, aux écritures des commandes et, en général, le salarié qui assure le service de la clientèle dans un atelier de mécanique ou de réparation ou un garage assujetti au décret.

24. Le mot « évaluateur » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à faire l'évaluation ou l'estimation des dommages sur tout véhicule moteur, dans un établissement assujetti au décret.

25. Le terme « vulcanisateur » désigne tout salarié qui, comme principal travail dans un établissement spécialisé ou non dans les pneux, vulcanise ou rechappe les pneux.

II. *Juridiction professionnelle:* La juridiction professionnelle est à la fois de nature industrielle et commerciale: sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de garages, des débits d'essence, stations de service, ateliers de mécanique de véhicules moteurs, postes de lavage, terrain de stationnement, terrain de démolition, poste de vente ou atelier de pneus et de tout établissement ou endroit où se fait le déballage, l'emmagasinage, la vente, la livraison de pièces de rechange et d'accessoires, neufs ou usagés, de véhicules moteurs, ou encore d'équipements de garage ou de pièces d'équipements, neufs ou usagés, situé dans la juridiction territoriale du décret.

III. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale pour les fins d'application du décret, comprend les districts électoraux ou comtés provinciaux suivants: le comté de Québec-est, le comté de Québec-Centre, le comté de Québec-ouest, le comté de St-Sauveur, le comté de Québec, le comté de Lévis et le comté de Montmorency.

IV. *Salaires:* 1. Le mode de rémunération pour le travail régi par le décret est à base de taux horaire ou hebdomadaire.

2. Toutefois, tout salarié peut convenir avec son employeur d'exécuter certains travaux à taux fixe « flat rate », mais dans aucun cas une

and transporting goods by means of a motor vehicle of which he is in charge.

18. The word "greaser" means any wage-earner whose main work consists in partly or completely greasing or oil-changing any motor vehicle.

19. The word "glazier" means any wage-earner whose principal work consists in installing or replacing the panes of glass of any motor vehicle.

20. The term "parts department employee" means any automobile parts and accessories clerk-salesman working inside the establishment, including the clerk who receives ships and classifies parts and accessories, and the clerk in charge of the records, the inventory or the correspondence of the parts or accessories department of any establishment subject to the present decree.

21. The term "office employee" means any wage-earner whose work is concerned with clerical work, checking, accounts, cash, telephone, classification of documents and correspondence in any establishment subject to the present decree.

22. The term "head clerk" means any wage-earner who, in any establishment subject to the present decree, whether in the parts department or in the office, besides carrying out his own work, supervises to some extent and has some responsibility in the department where he works.

23. The term "service salesman" means any wage-earner who receives customers and sees to the distribution and coordination of the work, the writing down of orders and, in general, ensures service to the customers in a machine shop, repair shop or a garage governed by the present decree.

24. The word "appraiser" means any wage-earner whose main work, in any establishment governed by the present decree, consists in evaluating or estimating the damages sustained by any motor vehicle.

25. The word "vulcanizer" means any wage-earner whose main work consists in vulcanizing or recapping tires, whether the establishment employing him be or not be specialized in the tire trade.

II *Professional jurisdiction:* The professional jurisdiction is both industrial and commercial: are subject to the provisions of the present decree, the employers, professional employers, artisans and the wage-earners emlpoyed in garages, gasoline stations, service stations, motor vehicle machine shops, car washing establishments, parking lots, scrapping yards, tire sales establishments or tire shops and in any establishment or place where is performed the unpacking, storing, sale or delivery of new or used spare parts and accessories of motor vehicles or even of new or used garage equipment or garage equipment parts when such establishments are situated within the territorial jurisdiction of the present decree.

III. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the present decree comprises the following electoral districts or Provincial Counties: Quebec-East County, Quebec-Centre County, Quebec-West County, St-Sauveur County, Quebec County, Lévis County and Montmorency County.

IV. *Wages:* 1. The remuneration for work governed by the present decree shall be paid on an hourly or weekly basis.

2. However, any wage-earner may agree with his employer to perform certain work on a flat rate basis, but the remuneration paid under such

telle entente peut se traduire par une rémunération horaire inférieure au taux prévu au décret pour la classification ou l'occupation convenue.

3. La rémunération du salarié lui est payée à chaque semaine en deniers ayant cours légal dans la province de Québec, ou en chèque.

4. L'employeur doit fournir chaque semaine au salarié, en lui remettant son salaire, un état détaillé montrant le taux de salaire, le nombre d'heures régulières et supplémentaires et le détail des retenues faites.

5. *Taux supérieur:* Les taux de salaire supérieurs à ceux du décret ne peuvent être diminués:

Toutefois, dans le cas d'un salarié qui en raison de son âge, de son état de santé, ou pour toutes autres raisons particulières, est incapable de continuer à remplir sa tâche habituelle avec un rendement normal le comité paritaire peut, par entente mutuelle, établir un taux de salaire différent de celui qui figure à l'échelle des salaires du décret.

6. *Pourboire:* Le pourboire est la propriété du salarié; l'employeur ne peut le retenir ou s'en servir même avec le consentement du salarié comme partie du salaire, l'employeur ne peut non plus congédier ou suspendre un salarié pour la seule raison qu'il accepte un pourboire.

V. *Taux de salaires:* 1. Les taux minima des salaires horaires ou hebdomadaires pour les occupations régies par le décret sont les suivants:

an agreement may never be lower than that which would be paid if the said work were remunerated according to the hourly rate fixed by the present decree for the classification or occupation agreed upon.

3. The wage-earner's remuneration shall be paid to him each week either in currency which is legal tender in the Province of Quebec or by means of a cheque.

4. Each week, when paying a wage-earner his wages, the employer shall give him a statement showing his wage rate, the number of his hours of work and overtime, and particulars of deductions made.

5. *Higher rates:* Wage rates that are higher than those fixed by the present decree may not be lowered:

However, when a wage-earner, because of his age, his state of health, or for any other particular reason, is unable to continue to perform his usual task with normal efficiency, the Parity Committee may, by mutual agreement, establish for such wage-earner a wage rate different from that which eppears in the wage schedule of the present decree.

6. *Tips:* Tips are the wage-earner's exclusive property, and, even with the wage-earner's consent, never may the employer retain them nor use them as part of the wages to be paid. Neither may any employer dismiss nor suspend any wage-earner solely because the latter accepts tips.

V. *Wage rates:* 1. The minimum rates of hourly or weekly wages for the occupations governed by the present decree are as follow:

	1er jan. 1962	*31 déc. 1962*	*Jan. 1, 1962*	*Dec. 31, 1962*
Compagnons: Mécaniciens, charrons, forgerons, ajusteurs, machinistes, électriciens, débosseurs, carossiers, soudeurs, peintres, bourreleurs — Journeymen: Mechanic, wheelwright, blacksmith, fitter, machinist, electrician, body worker, welder, painter, upholsterer:				
Classe « A » — Class "A"	$ 1.97	$ 2.02	$ 2.07	
Classe « B » — Class "B"	1.72	1.77	1.82	
Classe « C » — Class "C"	1.60	1.65	1.70	
Classe « D » — Class "D"	1.55	1.60	1.65	
Vitriers, graisseurs, vulcanisateurs — Glazier, greaser, vulcanizer	1.52	1.57	1.62	
Livreurs et laveurs — Delivery man, washer	1.10	1.15	1.20	
Hommes de service — Service man:				
1ère année — First year	0.75	0.80	0.85	
2ème année — Second year	0.90	0.95	1.00	
Après deux ans — After two years	1.15	1.20	1.25	
Apprentis — Apprentices:				
1ère année — First year	0.81	0.86	0.91	
2ème année — Second year	0.98	1.03	1.08	
3ème année — Third year	1.18	1.23	1.28	
4ème année — Fourth year	1.33	1.38	1.43	
Taux de salaire de tout salarié qui exécute des travaux qui ne peuvent être autrement assignés — Wage rates of any wage-earner performing work which cannot be otherwise assigned	0.80	0.85	0.90	
Évaluateurs — Appraiser	72.00	74.00	76.00	
Vendeurs de service — Service salesman:				
1ère année — First year	45.00	47.00	49.00	
2ème année — Second year	50.00	52.00	54.00	
3ème année — Third year	56.00	58.00	60.00	
Après trois ans — After three years	62.00	64.00	66.00	
Préposés aux pièces — Parts department employee:				
1er six mois — First six months	29.00	31.00	33.00	
2ème six mois — Second six months	32.00	34.00	36.00	
2ème année — Second year	38.00	40.00	42.00	
3ème année — Third year	42.00	44.00	46.00	
4ème année — Fourth year	46.00	48.00	50.00	
Après quatre années d'expérience, les salariés doivent être classés et payés comme suit — After four years' experience, the wage-earners shall be classified and paid as follows:				
1/3 classe « C » — 1/3 class "C"	55.00	57.00	59.00	
1/3 classe « B » — 1/3 class "B"	60.00	62.00	64.00	
1/3 classe « A » — 1/3 class "A"	65.00	67.00	69.00	

	1er jan. 1962	31 déc. 1962	Jan. 1, 1962	Dec. 31 1962
Préposés aux pièces: premier commis — Parts department employee: head clerk	$72.00	$74.00	$76.00	
Employés féminins — Female employees:				
1er six mois — first six months	27.00	29.00	31.00	
2ème six mois — Second six months	29.00	31.00	33.00	
2ème année — Second year	31.00	33.00	35.00	
3ème année — Third year	33.00	35.00	37.00	
Après trois années d'expérience, les salariés doivent être classés et payés comme suit — After three years' experience, these wage-earners shall be classified and paid as follows:				
1/3 classe « C » — 1/3 class "C"	38.00	40.00	42.00	
1/3 classe « B » — 1/3 class "B"	40.00	42.00	44.00	
1/3 classe « A » — 1/3 class "A"	43.00	45.00	47.00	
Employés de bureau — Office employees:				
1ère année — First year	29.00	31.00	33.00	
2ème année — Second year	32.00	34.00	36.00	
3ème année — Third year	36.00	38.00	40.00	
4ème année — Fourth year	40.00	42.00	44.00	
5ème année — Fifth year	44.00	46.00	48.00	
Après cinq années d'expérience, les salariés doivent être classés et payés comme suit — After five years' experience, these wage-earners shall be classified and paid as follows:				
1/3 classe « C » — 1/3 class "C"	53.00	55.00	57.00	
1/3 classe « B » — 1/3 class "B"	58.00	60.00	62.00	
1/3 classe « A » — 1/3 class "A"	63.00	65.00	67.00	
Employés féminins — Female office employees:				
1ère année — First year	27.00	29.00	31.00	
2ème année — Second year	30.00	32.00	34.00	
3ème année — Third year	33.00	35.00	37.00	
Après trois années d'expérience, les salariés doivent être classés et payés comme suit — After three years' experience, these wage-earners shall be classified and paid as follows:				
1/3 classe « C » — 1/3 class "C"	38.00	40.00	42.00	
1/3 classe « B » — 1/3 class "B"	40.00	42.00	44.00	
1/3 classe « A » — 1/3 class "A"	43.00	45.00	47.00	

2. *Travail à domicile ou ailleurs:* Tout travail pour le compte d'autrui, exécuté au domicile du client d'un employeur professionnel ou ailleurs, est interdit au salarié en tout temps sous peine d'imposition de mesures disciplinaires par le comité paritaire.

3. *Appel en dehors des heures:* Si un salarié est appelé de son domicile pour travailler en dehors des heures de travail et que ce travail dure moins de deux (2) heures, l'employeur lui paiera un minimum de deux (2) heures à temps simple.

4. *Temps d'attente:* Tout salarié qui est appelé pour travailler à certaines heure et qui est obligé d'attendre qu'on l'emploie, a le droit d'être payé pour ce temps d'attente.

Toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas n'est pas compté dans les heures de travail.

5. *Costumes:* Les costumes, uniformes spéciaux et les salopettes requis par l'employeur doivent être fournis et payés par lui, il doit aussi les faire blanchir à ses frais et ils restent sa propriété.

VI. *Durée du travail:* 1. À compter de la date d'entrée en vigueur du décret les mécaniciens, charrons, forgerons, ajusteurs, machinistes, électriciens, débosseurs, soudeurs, peintres, carossiers, bourreleurs et les apprentis livreurs, vulcanisateurs, laveurs, vitriers, graisseurs, travailleront un samedi sur deux, la semaine régulière de travail étant alternativement de quarante-sept (47) heures et de quarante-trois (43)heures répartie comme suit:

a) La journée de travail est de huit heures et demie (8½) répartie entre huit heures et demie

2. *Work at customer's domicile or elsewhere:* Under pain of disciplinary measures imposed by the Parity Committee, it is at all times forbidden for any wage-earner to perform, on anyone's behalf, any work at the domicile of a professional employer's customer or elsewhere than at the professional employer's establishment where he is employed.

3. *Calls out of working hours:* If a wage-earner is called away from his home to work out of hours and if such work lasts less than two (2) hours, the employer shall pay him at least two (2) hours' single time.

4. *Waiting:* Any wage-earner called to work, and requested to be at his place of work at a specified time, shall be paid for any time he is kept waiting to be employed.

However, the time granted to a wage-earner to allow him to take his meals is not counted as time spent at work.

5. *Uniforms:* The costumes, special uniforms and overalls required by the employer shall be supplied by him at his own expense; he shall also defray the cost of having them cleaned, and they shall remain his outright property.

VI. *Duration of work:* 1. As from the date on which the present decree becomes effective, mechanics, wheelwrights, blacksmiths, fitters, machinists, electricians, body workers, welders, painters, upholsterers and apprentice delivery-men, vulcanizers, washers, glaziers, and greasers shall work on alternate Saturdays, and their regular workweek shall alternately consist of forty-seven (47) and forty-three (43) working hours as follows:

a) In the forty-seven (47) hour workweek, on Monday, Tuesday, Wednesday and Thurs-

(8½) a.m. et six (6) heures p.m. les lundi, mardi, mercredi et jeudi; elle est de neuf (9) heures le vendredi répartie de huit (8) heures a.m. et six (6) heures p.m. et entre huit (8) heures a.m. et midi (12.00) le samedi lorsqu'il s'agit d'une semaine de quarante-sept (47) heures;

b) La journée de travail est de huit heures et demie (8½) répartie entre huit heures et demie (8½) a.m. et six (6) heures p.m. du lundi au jeudi exclusivement, et elle est de neuf (9) heures le vendredi répartie entre huit (8) heures a.m. et six (6) heures p.m. lorsque la semaine est de quarante-trois (43) heures.

2. *Les vendeurs de service et les évaluateurs:* À compter de la date d'entrée en vigueur du décret, les vendeurs de services et les évaluateurs travailleront un samedi sur deux; la semaine régulière de travail étant alternativement de quarante-sept heures et demi (47½) et de quarante-trois heures et demie (43½) répartie comme suit:

a) La journée de travail est de huit heures et demie (8½) répartie entre huit heures et quinze (8.15) a.m. et six heures et quinze (6.15) p.m. avec interruption de une heure et demie (1½) pour le repas du midi; les lundi, mardi, mercredi et jeudi; elle est de neuf (9) heures le vendredi répartie de sept heures quarante-cinq (7.45) a.m. et six heures et quinze (6.15) p.m. avec interruption de une heure et demie (1½) pour le repas du midi et de sept heures quarante-cinq (7.45) a.m. et midi et quinze (12.15) le samedi, lorsque la semaine est de quarante-sept heures et demi (47½).

b) La journée de travail est de huit heures et demie (8½) répartie entre huit heures et quinze (8.15) am. et six heures et quinze (6.15) p.m. avec interruption de une heure et demie (1½) pour le repas du midi, du lundi au jeudi inclusivement, elle est de neuf (9) heures le vendredi répartie entre sept heures et quarante-cinq (7.45) a.m. et six heures et quinze (6.15) p.m. avec interruption de une heure et demi (1½) pour le repas du midi, lorsque la semaine est de quarante-trois heures et demi (43½).

3. *Préposés aux pièces:* À compter de la date d'entrée en vigueur du décret, les préposés aux pièces travailleront un samedi sur deux, la semaine régulière de travail étant alternativement de quarante-quatre heures et demie (44½) et quarante heures et demie (40½) répartie comme suit:

a) La journée de travail est de huit (8) heures répartie entre huit heures et demi (8½) a.m. et six (6) heures p.m. avec interruption de une heure et demi (1½) pour le repas du midi, les lundi, mardi, mercredi et jeudi, elle est de huit heures et demi (8½) le vendredi répartie de huit (8) heures a.m. et six (6) heures p.m. avec interruption de une heure et demi (1½) pour le repas du midi, et entre huit (8) heures a.m. et midi (12.00) le samedi, lorsqu'il s'agit de la semaine de quarante-quatre heures et demi (44½).

day, the workday consists of eight and a half (8½) hours of work distributed between half past eight in the morning (8:30 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.); on Friday, the workday consists of nine (9) hours of work distributed between eight o'clock in the morning (8:00 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.); on Saturday, the workday consists of four hours of work and lasts from eight o'clock in the morning (8:00 a.m.) to twelve o'clock noon (12:00 a.m.).

b) In the forty-three (43) hour workweek, the workday consists of eight and a half (8½) hour's work distributed between half past eight in the morning (8:30 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) from Monday to Thursday inclusively; on Friday, the workday consists of nine (9) hours of work distributed between eight o'clock in the morning (8:00 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.).

2. *Service salesmen and appraisers:* As from the date on which the present decree becomes effective, service salesmen and appraisers shall work on alternate Saturdays, and their regular workweek shall alternately consist of forty-seven and a half (47½) and forty-three and a half (43½) hours of work as follows:

a) In the forty-seven and a half (47½) hour workweek, on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, the workday consists of eight and a half (8½) hours of work distributed between fifteen minutes past eight in the morning (8:15 a.m.) and fifteen minutes past six in the afternoon (6:15 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal; on Friday, the workday consists of nine (9) hours of work distributed between forty-five minutes past seven in the morning (7:45 a.m.) and fifteen minutes past six in the afternoon (6:15 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal; on Saturday, the workday consists of four and a half (4½) hours of work and lasts from forty-five minutes past seven in the morning (7:45 a.m.) till fifteen minutes past twelve o'clock noon (12:15 p.m.).

b) In the forty-three and a half (43½) hour workweek, the workday consists of eight and a half (8½) hours of work distributed between fifteen minutes past eight in the morning (8:15 a.m.) and fifteen minutes past six in the afternoon (6:15 p.m.), with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal, from Monday to Thursday inclusively; on Friday, the workday consists of nine (9) hours of work distributed between forty-five minutes past seven in the morning (7:45 a.m.) and fifteen minutes past six in the afternoon (6:15 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal.

3. *Parts department employees:* As from the date on which the present decree becomes effective, parts department employees shall work on alternate Saturdays, and their regular workweek shall alternately consist of fourty-four and a half (44½) and fourty and a half (40½) hours of work as follows:

a) In the fourty-four and a half (44½) hour workweek, on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, the workday nonsists of eight (8) hours of work distributed between half past eight in the morning (8:30 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal; on Friday, the workday consists of eight and a half (8½) hours of work distributed between eight o'clock in the morning (8:00 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) with

b) La journée de travail est de huit (8) heures répartie entre huit heures et demi (8½) a.m. et six (6) heures p.m. avec interruption de une heure et demi (1½) pour le repas du midi, du lundi au jeudi inclusivement, et elle est de huit heures et demie (8½) le vendredi répartie entre huit (8) heures a.m. et six (6) heures p.m. avec interruption de une heure et demie (1½) pour le repas du midi, lorsqu'il s'agit de la semaine de quarante heures et demie (40½).

4. *Les employés de bureau:* À compter de la date d'entrée en vigueur du décret, les employés de bureau travailleront un samedi sur deux, la semaine régulière de travail étant alternativement de quatrante-deux (42) heures; et trente-huit (38) heures répartie comme suit:

a) La journée de travail est de sept heures et demie (7½) répartie entre neuf (9) heures a.m. et six (6) heures p.m. avec interruption de une heure et demie (1½) pour le repas du midi, les lundi, mardi, mercredi et jeudi; elle est de sept heures et demie (7½) le vendredi répartie de huit heures et demie (8½) a.m. et six heures p.m. avec interruption de une heure et demie (1½) pour les repas et entre huit heures et demi (8½) a.m. et midi (12.00) le samedi, lorsque la semaine est de quarante-deux (42) heures;

b) La journée de travail est de sept heures et demie (7½) répartie entre neuf (9) heures a.m. et six (6) heures p.m. avec interruption de une heure et demie (1½) pour le repas du midi, du lundi au jeudi inclusivement, et elle est de huit (8) heures le vendredi répartie entre huit heures et demi (8½) a.m. et six (6) heures p.m. avec interruption de une heure et demie (1½) pour les repas lorsqu'il s'agit de la semaine de trente-huit (38) heures.

VII. *Équipe: Travail par équipe:* 1. Il est loisible d'organiser une deuxième équipe entre six (6) heures p.m. et trois heures et trente (3.30) a.m.

2. *Hommes de service:* Il est loisible d'organiser des équipes mais la semaine régulière sera de cinquante-quatre (54) heures par semaine et de neuf (9) heures par équipe.

3. *Prime d'équipe:* Les salariés travaillant sur une deuxième ou troisième équipe recevront le taux régulier de salaire majoré de dix (10%) pour cent.

Cependant, pour les hommes de service, lorsqu'il s'agit d'équipes où ils alternent, ils ne recevront pas telle prime.

VIII. *Heures des repas:* Le temps alloué à tous les salariés qui n'ont pas d'horaire déterminé pour les repas est de une (1) heure et l'employeur ne peut pas les forcer à travailler plus de six (6) heures entre chaque repas.

Cependant, le temps alloué à tous les salariés pour les repas de huit ou casse-croute est de une demi-heure. Ce temps n'est pas considéré comme faisant partie des heures de travail et chaque

an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal, and, on Saturday, between eight o'clock in the morning (8:00 a.m.) and twelve o'clock noon (12:00 p.m.).

b) In the fourty and a half (40½) hour workweek, the workday consists of eight (8) hours of work distributed getween half past eight in the morning (8:30 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal, from Monday to Thursday inclusively: on Friday, the workday consists of eight and a half (8½) hours of work distributed between eight o'clock in the morning (8:00 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal.

4. *Office employees:* As from the date on which the present decree becomes effective, office employees shall work on alternate Saturdays, and their regular workweek shall alternately consist of fourty-two (42) and thirty-eight (38) hours of work as follows:

a) In the forty-two (42) hour workweek, on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, the workday consists of seven and a half (7½) hours of work distributed between nine o'clock in the morning (9:00 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal; on Friday, the workday consists of seven and a half (7½) hours of work distributed between half past eight in the morning (8:30 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal; on Saturday, the workday consists of three and a half (3½) hours of work and lasts from half past eight in the morning (8:30 a.m.) till twelve o'clock noon (12:00 p.m.).

b) In the thirty-eight (38) hour workweek, the workday consists of seven and a half (7½) hours of work distributed between nine o'clock in the morning (9:00 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) with an interruption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal, from Monday to Thursday inclusively; on Friday, the workday consists of eight (8) hours of work distributed between half past eight in the morning (8:30 a.m.) and six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) with an interurption of one hour and a half (1½ hour) for the noon meal.

VII. *Work in shifts:* 1. It is permissible to organize a second shift with working hours distributed between six o'clock in the afternoon (6:00 p.m.) and half past three in the morning (3:30 a.m.).

2. *Service men:* It is permissible to organize shifts, but the regular workweek shall consist of fifty-four (54) hours of work per week and of nine (9) hours per shift.

3. *Shift bonus:* Wage-earners belonging to a second or third shift shall be paid according to their regular rate of wages increased by ten per cent (10%).

However, as concerns service men, in the case of shifts on which they alternate, they shall not receive such bonus.

VIII. *Meal time:* All wage-earners who do not have an established schedule of working hours are allowed one (1) hour's time for meals, and the employer is not allowed to compel them to work more than six (6) hours between meals.

However, the time allowed to all wage-earners for their night-meal or night-snack is one half (½) hour. Such time is not considered as forming part of the working hours and each

salarié doit prendre le temps alloué pour les repas ou casse-croute.

IX. 1. *Travail supplémentaires à taux régulier majoré de cinquante (50%) pour cent:* Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures régulières de travail doit être rémunéré au taux régulier du salaire majoré de cinquante pour cent (50%) exceoté lorsque le taux régulier majoré dec ent (100%) pour cent. s'applique

2. *A taux régulier majoré de cent pour cent (100%):* Tout travail executé le dimanche doit être rémunéré au taux régulier du salaire majoré de cent pour cent (100%).

3. Tout travail exécuté par *l'équipe* de jour entre onze (11) heures p.m. et sept (7) heures a.m. doit être rémunéré au taux régulier du salaire majoré de cent pour cent (100%) pourvu que le salarié affecté ait été disponible ou ait travaillé durant sa dernière journée régulière de travail antérieure à ce travail supplémentaire.

X. *Autres distributions de la journée de travail: Proviso;* Advenant qu'après la date d'entrée en vigueur du décret les parties réalisent que la réduction des heures le matin ne donneraient pas ou ne donnent pas les résultats espérés, l'horaire du travail sera modifié pour prévoir la fin de la journée de travail à cinq heures et demie (5½) p.m. au lieu de commencer à huit heures et demie (8½) a.m. le matin, ou pour prévoir que le samedi sera toujours un jour non ouvrable, et les concordances seront faites après ententes mutuelles.

XI. *Autobus, travaux de construction ou de génie:* 1. dans les garages où l'on fait exclusivement la réparation et l'entretien des autobus et du matériel automobile utilisé dans des travaux de construction ou de génie et où l'on ne fait aucun travail pour la clientèle publique, les employeurs peuvent faire travailler leurs salariés au taux régulier de leur salaire de sept (7) heures a.m. à onze (11) heures p.m. du lundi au samedi inclusivement jusqu'à concurrence de neuf (9) heures par jour ou de quarante-cinq (45) heures par semaine.

2. Tout travail exécuté en plus de quarante-cinq (45) heures par semaine ou de neuf (9) heures par jour durant les heures de travail ci-haut, le salarié a droit au taux régulier de son salaire majoré de cinquante pour cent (50%).

3. Il est loisible d'organiser une deuxième et une troisième équipe aux heures qui conviennent, en accordant aux salariés affectés une prime de dix pour cent (10%) de leur taux régulier

4. Tout travail exécuté, par de telles équipes, en plus de neuf (9) heures dans une même période de vingt-quatre (24) heures ou de quarante-cinq (45) heures dans une même semaine, doit être rémuné ré au taux régulier du salarié amjoré de cinquante pour cent (50%).

5. Tout travail exécuté un jour de repos hebdomadaire, le dimanche et les jours de congé non payés doit être rémunéré au taux régulier majoré de cinquante pour cent (50%).

XII. *Garantie d'heures:* 1. Lorsque la semaine régulière de travail, pour le salarié, est de quarante-sept (47) heures ou plus la garantie d'heures de travail est de trente-huit (38) heures par semaine;

2. Lorsque la semaine régulière de travail pour le salarié, est de quarante-trois (43) heures, la garantie d'heures de travail est de trente-sept (37) heures par semaine;

3. La garantie d'heures de travail est rémurée au taux régulier du salarié.

wage-earner must take the time allowed for meals or the night-snack.

IX. *Overtime:* 1. *Regular rate increased by fifty per cent (50%):* All work performed in addition to or outside regular working hours shall be remunerated at the regular rate of wages increased by fifty per cent (50%), except when the regular rate increased by one hundred per cent (100%) applies.

2. *Regular rate increased by one hundred per cent (100%):* Any work performed on Sunday shall be remunerated at the regular rate of wages increased by one hundred per cent (100%).

3. Any work performed by a *day-shift worker* between eleven o'clock at night (11:00 p.m.) and seven o'clock in the morning (7:00 a.m.) shall be remunerated at the regular rate of wages increased by one hundred per cent (100%) provided such worker had been available or had worked during his last regular workday prior to such overtime work.

X. *Other schedule of working hours: Proviso:* 'If, subsequently to the coming into force of the present decree, the parties realize that the reduction of working hours in the morning might not give or do not give the results expected, the schedule of working hours shall be altered to provide that the workday shall end at half past five in the afternoon (5:30 p.m.) instead of beginning at half past eight in the morning (8:30 a.m.), or to provide that Saturday shall never be a workday, and adjustments shall be effected after mutual agreements.

XI. *Autobuses, motorized implements for construction or engineering work:* 1. In garages where the repair and maintenance of autobuses and motorized equipment for construction or engineering work is carried out exclusively, and where no work is performed for the public, the employers may have their wage-earners work at their regular rate of wages from seven o'clock in the morning (7:00 a.m.) till eleven o'clock in the evening (11:00 p.m.) from Monday till Saturday inclusively up to nine (9) hours per day or forty-five (45) hours per week.

2. For any work performed in excess of forty-five (45) hours per week or of nine (9) hours per day during the above-mentioned working hours, the wage-earner is entitled to his regular rate of wages increased by fifty per cent (50%).

3. It is permissible to organize a second and a third shift at suitable hours, and the wage-earners belonging to such shifts shall receive a bonus of ten per cent (10%) of their regular wage rate.

4. Any work performed by such shifts in excess of nine (9) hours in any given twenty-four (24) hour period, or in excess of forty-five (45) hours in any given week, shall be remunerated at the regular wage rate increased by fifty per cent (50%).

5. Any work performed on a weekly day of rest, on Sunday and on holidays without pay shall be remunerated at the regular wage rate increased by fifty per cent (50%).

XII. *Guaranteed number of hours:* 1. When a wage-earner's regular workweek consists of forty-seven (47) or more hours of work, the guaranteed number of hours of work is thirty-eight (38) per week.

2. When the wage-earner's regular workweek consists of forty-three (43) hours of work, the number of working hours guaranteed to him is thirty-seven (37) per week.

3. The working hours guaranteed to a wage-earner are remunerated at the wage-earner's regular wage-rate.

4. La garantie d'heures de travail est diminuée au prorata des jours ouvrables pour les semaines où il y a une fête chômée non payée:

5. Cependant, tout salarié qui s'absente du travail sans raison valable, dans une semaine, perd son droit à la garantie hebdomadaire prévue comme ci-dessus.

XIII. *Abscences:* Lorsqu'un salarié s'absente de son travail, sans permission, son cas peut être soumis au Comité paritaire. Ce comité peut décider que tel salarié n'a droit au tarif du temps supplémentaire qu'après avoir complété la semaine régulière de travail selon sa classification prévue au décret.

XIV. *Semaine d'avis:* L'employeur qui veut se libérer des services d'un salarié doit lui donner une semaine d'avis. Si l'employeur ne donne pas un avis de congédiement d'une semaine, ce salarié peut réclamer l'équivalent de salaire régulier pour une semaine normale de travail de même le salarié qui veut quitter son emploi doit donner une semaine d'avis à moins d'une entente contraire avec l'employeur.

Nonobstant ce qui précède, le salarié congédié pour cause ou qui n'a pas été à l'emploi du même employeur plus de six (6) mois n'a pas droit à la semaine d'avis.

XV. 1. *Jours chômés: a)* Il n'y aura pas de travail le dimanche, le Vendredi-Saint après-midi, L'Immaculée Conception, le Jour de l'An, le Jour de Noël, le jour de la fête du travail, le jour de la St-Jean-Baptiste, le jour de la fête du Canada:

b) Toutefois durant l'année 1962, l'Immaculée Conception est un jour ouvrable.

2. *Congés payés:* Tout salarié doit être payé pour les jours chômés suivants:

a) Le jour de l'An, le Vendredi-Saint après-midi, soit cinq (5) heures à son taux régulier, la St-Jean-Baptiste, la fête du Canada, la Fête du Travail et le Jour de Noël;

b) Toutefois, pour avoir droit à un jour chômé et payé, le salarié doit avoir été présent les jours ouvrables précédant et suivant immédiatement la fête chômée, en autant que ces jours font partie de sa cédule régulière fe travail.

3. Nonobstant les paragraphes 1 et 2, les établissements assujettis au décret peuvent continuer leurs activités urgentes et nécessaires, mais le salarié qui travaille ces journées-là reçoit son taux régulier de salaire majoré de cent pour cent (100%) si ce jour doit être chômé.

XVI. *Vacances:* 1. *Droit aux vacances: a)* Le salarié qui n'a pas un an de service continu pour son employeur a droit à un congé annuel payé d'une durée minimum d'autant de demi-journées qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur ou deux pour cent (2%) du salaire gagné;

b) Le salarié qui a un (1) an de service continu pour son employeur avant le 1er avril de l'année courante, a droit à une (1) semaine de vacances payées;

c) À compter de sa cinquième (5) année de service continu et complétée pour son employeur, le salarié a droit à deux (2) semaines de vacances payées;

d) À compter de sa dix-septième (17) année service continu et complétée pour son employeur,

4. The guaranteed number of working hours is decreased proportionately to the working days in the weeks comprising a holiday without pay.

5. However, any wage-earner who is absent from work without any good reason, in any week, loses his right to the weekly guaranteed number of working hours provided for herein above.

XIII. *Absences:* When a wage-earner absents himself from his work without permission, his case may be submitted to the Parity Committee. Such committee may decide that such worker is entitled to the overtime rate only after he has completed the regular working week according to his classification as provided for in the present decree.

XIV. *Week's notice:* Any employer who wants to put an end to his employment of a given wage-earner shall give the latter one (1) week's notice. If the employer does not give a week's notice, the wage-earner thus dismissed may claim the equivalent regular wages for one (1) regular workweek. Likewise, when a wage-earner wishes to leave-off his employment, he must give a week's notice to his employer unless otherwise agreed with the said employer.

Notwithstanding the foregoing, if a wage-earner is dismissed through his own fault, or if he has not been in the employ of the same employer longer than six (6) months, he is not entitled to the week's notice.

XV. 1. *Non-working days: a)* There shall be no work on Sunday, Good Friday afternoon, the Immaculate Conception, New Year's Day, Christmas, Labour Day, St. John the Baptist Day and Canada Day.

b) However, in 1962, the Immaculate Conception is a working day.

2. *Holidays with pay:* Every wage-earner shall be paid for the following non-working days:

a) New Year's Day, Good Friday afternoon, namely five (5) hours at his regular wage rate, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas;

b) However, to be entitled to be paid for a non-working day, the wage-earner must have been present on the working day immediately before and immediately after such non-working day, provided the said working days form part of his regular working schedule.

3. Notwithstanding paragraphs "1" and "2", the establishments subject to the present decree may continue with their urgent and necessary activities, but the wage-earner who works on those non-working days shall receive his regular rate of wages increased by one hundred per cent (100%).

XVI. *Vacations:* 1. *Right to vacations: a)* The wage-earner who has less than one year's continuous service in the employ of his employer is entitled to an annual vacation with pay of a minimum duration of as many half-days as his number of calendar months of continuous service in the employ of his employer or 2% of the wages he has earned;

b) The wage-earner who has completed one (1) year's continuous service in the employ of his employer prior to the first of April of the current year is entitled to one (1) week's vacation with pay;

c) After having completed his fifth (5th) year of continuous service in the employ of his employer, the wage-earner is entitled to two (2) weeks' vacation with pay;

d) After having completed his seventeenth (17th) year's continuous service in the employ

le salarié a droit à trois (3) semaines de vacances payées.

2. *Période de prise de vacances: a)* La première (1) semaine de vacances droit être donnée durant la période du 1er avril au 1er novembre de l'année courante, au temps déterminé par l'employeur au cours du mois d'avril après consultation avec le salarié concerné en tenant compte de l'ancienneté de chacun.

Il peut y avoir un changement si l'employeur et le salarié sont d'accord mais après avoir fait rectifier cet accord par le Comité paritaire;

b) La deuxième (2) ou la troisième (3) semaine de vacances peut être donnée à une date choisie par l'employeur, mais pas plus tard que le 1er avril de l'année suivant la date où le salarié a acquis le droit à cette deuxième (2) ou troisième (3) semaine de vacances.

3. *Rénumération: a)* Le salarié a droit à une rémunération équivalente à une (1) semaine de paie régulière, soit quarante-cinq (45) heures s'il a acquis le droit à une (1) semaine de vacances;

b) Le salarié a droit à une rémunération équivalente à deux (2) semaines de paie régulière, soit quatre-vingt-dix (90) heures s'il a acquis le droit à deux (2) semaines de vacances;

c) Le salarié a droit à une rémunération équivalente à trois (3) semaine de paie régulière, soit cent trente-cinq (135) heures s'il a acquis le droit à trois (3) semaines de vacances;

d) le salarié qui travaille sur un horaire différent de ceux précités a droit à une rémunération équivalente à sa paie hebdomadaire régulière s'il a acquis le droit à une (1) semaine de vacances, à deux (2) paies hebdomadaires s'il a acquis le droit à deux (2) semaines de vacances et à trois (3) paies hebdomadaires s'il a acquis le droit à trois (3) semaines de vacances;

e) L'employeur doit payer au salarié avant son départ, sa rémunération pour sa vacance;

f) Tout salarié qui est congédié ou qui quitte son emploi pour quelque raison que ce soit avant le 1er avril de chaque année, a droit à une indemnité de vacances équivalent à deux pour cent (2%) du salaire total qu'il a gagné à compter du 1er avril précédent jusqu'à la date de son départ s'il a moins de cinq (5) ans de service continu et complété; à quatre pour cent (4%) du salaire compté comme dit précédemment, s'il a cinq (5) ans de service continu et complété; et à six pour cent (6%) s'il a dix-sept (17) ans de service continu et complété pour son employeur.

Nonobstant le paragraphe « *f* » tout salarié qui quitte son employeur sans donner l'avis de départ requis, selon le paragraphe 14.01 n'a droit qu'au minimum de deux pour cent (2%) s'il a plus que cinq (5) ans de service continu et complété, de même que le salarié qui a plus que dix-sept (17) ans de service continu et complété n'a droit qu'à quatre pour cent (4%) s'il quitte son employeur sans donner l'avis requis, selon l'article XIV.

XVII. *Règlementation de l'apprentissage:* 1. *Définitions:* Lorsqu'on emploie dans les présents règlements les mots et termes ci-après définis, ils ont la signification suivante:

a) Le terme « La Commission » désigne la Commission d'Apprentissage des Métiers de

of his employer, the wage-earner is entitled to three (3) weeks'. vacation with pay.

2. *Period during which vacation is to be taken: a)* The first (1) week's vacation must be given during the period extending from the first of April to the first of November of the current year, at the time determined by the employer during the course of the month of April subsequently to consultation with the wage-earner concerned while also taking into account each wage-earner's seniority.

It is permissible to make a change if the employer and the wage-earner both agree to do so, but such agreement must be ratified by the Parity Committee;

b) The second (2nd) or the third (3rd) week's vacation may be given at a date chosen by the employer, but not later than the first of April of the year following the date on which the wage-earner acquired the right to such second (2nd) or third (3rd) week's vacation.

3. *Remuneration: a)* The wage-earner is entitled to remuneration equivalent to one (1) week's regular wages, namely forty-five (45) hours, if he has acquired the right to one (1) week's vacation;

b) The wage-earner is entitled to remuneration equivalent to two (2) weeks' regular wages, namely ninety (90) hours, if he has acquired the right to two (2) weeks' vacation;

c) The wage-earner is entitled to remuneration equivalent to three (3) weeks' regular wages, namely one hundred and thirty-five (135) hours, if he has acquired the right to three (3) weeks' vacation;

d) The wage-earner whose schedule of working hours differs from those mentioned above is entitled to remuneration equivalent to his regular weekly wages if he has acquired the right to one (1) week's vacation, to two (2) weeks' regular wages if he has acquired the right to two (2) weeks' vacation and to three (3) weeks' regular wages if he has acquired the right to three (3) weeks' vacation;

e) The employer shall pay to the wage-earner his cavation-pay prior to the latter's departure on vacation;

f) Any wage-earner who is dismissed or who leaves his employ prior to the first of April of any year, whatever the reason may be, is entitled to a vacation indemnity equivalent to two per cent (2%) of the total wages he has earned since the preceeding first of April till the date of his departure, if he has completed less than five (5) years' continuous service; he is entitled to four per cent (4%) of his wages reckoned as just mentioned, if he has completed five (5) years' continuous service, and six per cent (6%) if he has completed seventeen (17) years' continuous service in the employ of his employer.

Notwithstanding paragraph "*f*" any wage-earner who leaves his employer without giving him the leaving notice required by article XIV is only entitled to the minimum of two per cent (2%) if he has completed more than five (5) years' continuous service, and likewise the wage-earner who has completed more than seventeen (17) years' continuous service is entitled only to four per cent (4%) when he leaves his employer without giving him the leaving notice required by article XIV.

XVII. *Apprenticeship regulations:* 1. *Definitions:* Whenever used in the present regulations, the following words and terms have the meaning herein after given to them:

a) The word "Commission" means the Apprenticeship Commission of the Automobile

l'Industrie de l'Automobile, district de Québec, constituée en corporation par l'Arrêté en conseil numéro 588 du 4 juin, 1958, qui a été publié dans la *Gazette officielle de Québec:*

b) Le terme « les métiers de l'Automobile » désigne les métiers régis par le décret et assujettis à l'apprentissage;

c) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend l'un des métiers de l'Automobile, travaille dans un établissement assujetti au décret et n'a pas encore obtenu le titre de compagnon;

d) Le mot « compagnon » désigne toute personne ayant terminé son apprentissage et passé avec succès les examens prévus pour chaque année d'apprentissage pour un des métiers de l'automobile, qui a obtenu, sur recommandation de la Commission, un certificat de compagnon de l'un des métiers de l'Automobile;

e) Le mot « Comité » désigne l'un des comités permanents énumérés aux règlements généraux de la Commission;

f) Le mot « employeur » désigne tout employeur ou employeur professionnel assujetti au décret.

2. *Pouvoirs:* La Commission a les pouvoirs généraux suivants:

a) Fixer les conditions d'admission à l'apprentissage;

b) Fixer la durée de l'apprentissage pour chacun des métiers de l'automobile;

c) Établir des cours théoriques obligatoires pour chaque année d'apprentissage, leur durée, les matières à être enseignées, les pourcentages à obtenir etc ..., ces cours devront être suivis dans une école reconnue par la Commission;

d) Déterminer les travaux pratiques pour chaque année d'apprentissage, leur durée et l'endroit où ils peuvent être accomplis;

e) Exiger que chaque apprenti ait une carte d'apprentissage avant de pouvoir exercer un des métiers de l'automobile chez un employeur assujetti au décret;

f) Exiger que chaque employeur rapporte tout nouveau salarié qui entre dans son établissement assujetti au décret;

g) Exiger que tous les apprentis et employeurs assujettis au décret se conforment à tous les règlements établis par la Commission, en vue de poursuivre les fins pour lesquelles elle a été créé, soit la règlementation à tous les nivaux de l'apprentissage des métiers de l'automobile;

h) Établir les comités suivants pour règlementer tout l'apprentissage des métiers de l'automobile et voir à l'application des décisions prises par la Commission:

i. Comité d'orientation professionnelle:
ii. Comité d'instruction technique:
iii. Comité de placement des apprentis:
iv. Comité de finances:

3. Pour être admis à l'apprentissage des métiers de l'automobile, il faut avoir seize (16) ans révolus et avoir une instruction équivalente à celle de la neuvième (9e) année de cours primaire.

XVIII. *Réparation:* Dans les établissements assujettis au décret, il ne peut pas y avoir plus d'un (1) apprenti par trois (3) compagnons. Cette répartition au nombre d'apprentis doit s'entendre de tous les métiers qualifiés pris en bloc.

Dans le cas des hommes de service, il ne pourra pas y avoir plus d'un (1) apprenti par un homme de service.

XIX. *Classification:* Tout salarié pour devenir ou être classé compagnon doit obtenir une recommendation de la Commission laquelle lui sera octroyée qu'après avoir subi avec succès les

Trades, district of Quebec, incorporated under Order in Council No. 588 of June 4, 1958, published in the *Quebec Official Gazette;*

b) The term "Automobile Trades" means the trades governed by the present decree and subject to apprenticeship;

c) The work "Apprentice" means any person who learns one of the automobile trades, works in an establishment governed by the present decree and who has not yet attained the journeyman's rank;

d) The word "Journeyman" means any person having completed his apprenticeship and successfully passed the examinations provided for each year of apprenticeship in one of the automobile trades, and who has obtained upon recommendation by the Commission, a journeyman's card for one of the automobile trades;

e) The word "Committee" means one of the permanent committees mentioned in the general regulations of the Commission;

f) The word "Employer" means any employer or professional employer subject to the present decree.

2. *Powers of the Commission:* The Commission has the following general powers: it may

a) Fix the conditions of admission to apprenticeship;

b) Fix the duration of apprenticeship for each of the automobile trades;

c) Establish compulsory theoretical courses for each year of apprenticeship, their duration, the subjects to be taught, the percentages to be obtained, etc., such courses shall be followed in a school recognized by the Commission;

d) Determine the practical work for each year of apprenticeship, its duration and the place where it may be performed;

e) Require that each apprentice have an apprenticeship card before plying one of the automobile trades under the tutorshop of an employer subject to the present decree;

f) Require that every employer report any new wage-earner who is hired in his establishment governed by the present decree;

g) Require that all apprentices and employers governed by the present decree abide by all the regulations established by the Commission to achieve the purposes for which it was instituted, namely: the regulation, at all levals of the apprenticeship of the automobile trades;

h) Establish the following committees to regulate entirely the apprenticeship of the automobile trades and see to the carrying out of the decisions of the Commission:

i. Vocational guidance committee;
ii. Technical instruction committee;
iii. Placement committee for apprentices;
iv. Finance committee.

3. To be admitted to the apprenticeship of the aumobile trades, one must have completed his sixteenth (16th) year of age and have instruction equivalent to that of the nineth (9th) year of the primary course.

XVIII. *Distribution:* In the establishments governed by the present decree, there shall not be more than one (1) apprentice per three (3) journeymen. This proportion of apprentices to journeymen shall prevail in all qualified trades taken as a whole.

As concerns service men, there shall not be more than one (1) apprentice per service man.

XIX. *Classification:* To become or be classified as journeyman, any wage-earner must obtain a recommendation by the Commission, such recommendation being granted to him after he

examens théoriques et pratiques que la Commission jugera à propos de tenir.

XX. *Validité du décret:* Le décret est subordonné dans son application et son interprétation aux dispositions générales de toute loi ou ordonnance qui s'y applique et toute loi ou ordonnance est réputée s'appliquer au présent décret, y suppléer ou y retrancher, étant l'intention des parties que le décret n'est pas nul, s'il était contraire aux stipulations de toute loi ou ordonnance, mais seulement amendé en conséquence pour donner effet à la loi générale.

XXI. *Entrée en vigueur et durée:* Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur pour deux (2) années.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 1er janvier de chaque année. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 juin 1961. 57846-o

Avis de modification

Industrie de la boîte de carton —
Région de Québec

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 758 du 19 juillet 1951, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

1° Les paragraphes « *a* », « *b* », « *d* » et « *e* » de l'article III seront modifiés en biffant les taux horaires et hebdomadaires y apparaissant et devant entrer en vigueur à compter du 1er juin 1961.

2° Le paragraphe « *a* » de l'article IV sera radié et remplacé par le suivant:

« IV. *a*) La semaine normale de travail est:

1. Pour les salariés de l'industrie de la Boîte de Carton: quarante-trois (43) heures jusqu'au 31 octobre 1960, puis quarante-deux (42) heures à partir de cette date réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement.

has successfully passed the theoretical and practical examinations that the Commission deems fitting to hold.

XX. *Validity of decree:* In its application and interpretation the present decree is subordinate to the general provisions of any law or ordinance applying thereto, and any law or ordinance is reputed as applying to the present decree, as supplying any deficiency thereof or as restricting the scope thereof, the intention of the parties being that the decree does not become void whenever it conflicts with the stipulations of any law or ordinance, but merely is thereby amended in such a way as to give effect to the general law.

XXI. *Coming into effect and duration:* The present decree will be operative as from the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain in force for two (2) years.

It shall be automatically renewed from year to year thereafter, unless one of the contracting parties give the other contracting party written notice to the contrary between the sixtieth (60th) day and the thirtieth (30th) day prior to the first (1st) of January of each year. Such notice shall likewise be addressed to the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 10, 1961. 57846-o

Notice of amendment

Paper Box Industry —
Region of Quebec

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the paper box industry in the region of Quebec, rendered obligatory by the decree number 758 of July 19, 1951, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1. Paragraphs "*a*", "*b*", "*d*" and "*e*" of article III will be amended by deleting the hourly and weekly rates which were to come into force on July 1, 1961.

2. Paragraph "*a*" of article IV will be deleted and replaced by the following:

"IV. *a*) The standard work week shall consist:

1. For workers of the paper box industry, of fourty-three (43) hours until October 31, 1960, and fourty-two (42) hours thereafter distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. from Monday to Friday inclusive.

2. Pour les mécaniciens de machines fixes et les gardiens de nuit: cinquante-quatre (54) heures jusqu'au 31 octobre 1960, puis cinquante-trois (53) heures à partir de cette date réparties sur toute la semaine. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 juin 1961. 57846-o

2. For stationary enginemen and night watchmen, of fifty-four (54) hours until October 31, 1960, and fifty-three (53) hours thereafter. Time may be worked every day or night of the week."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, The Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 10, 1961. 57846-o

Avis de modification

Navigation côtière et intérieure
Port de Montréal

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la navigation côtière et intérieure du Port de Montréal, lui a présenté une requête à l'effet de modifier comme suit le décret numéro 686 du 18 mars 1943 et amendements, dans sa teneur modifiée, relatif aux manutenteurs de fret — navigation intérieure et côtière — du Hâvre de Montréal.

1° Les paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article IV seront remplacés par les suivants.

« *a*) Tout travail exécuté entre 7.00 a.m. et 7.00 p.m. doit être rémunéré au taux horaire de $1.88 ».

« *b*) Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. doit être rénuméré au taux horaire de $2.18. »

2° L'article VIII–A suivant sera ajouté:

« VIII–A. *Rémunération de vacances:* Tous les salariés qui ont travaillé 30 jours ou plus pendant une saison de navigation doit recevoir une rémunération de vacances équivalente à 2% du salaire gagné.

Tous les salariés qui ont travaillé 30 jours ou plus pendant une deuxième saison de navigation doit recevoir une rémunération de vacances équivalente à 4% du salaire gagné. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 juin 1961. 57846-o

Notice of amendment

Inland and Coastal Navigation
Port of Montreal

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q. 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the Joint Committee of Inland and Coastel Navigation of the Port of Montreal for the purpose of amending the decree number 686 of March 18, 1943 and amendments, relating to the freight handlers — inland and coastal navigation — in the Harbour of Montreal, as follows.

1. Paragraphs "*a*" and "*b*" of article IV will be replaced by the following.

"*a*) All time worked between 7:00 a.m. and 7:00 p.m. shall be remunerated at the hourly rate of $1.88".

"*b*) All time worked between 7:00 p.m. and 7:00 a.m. shall be remunerated at the hourly rate of $2.18. "

2. The following article VIII–A will be added:

"VIII–A. *Vacation pay:* All employees who have worked 30 days or more during a navigation season shall receive a vacation pay equivalent to 2% of the wages earned.

All employees who have worked 30 days or more during a second navigation season shall receive a vacation pay equivalent to 4% of the wages earned."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, June 10, 1961. 57846-o

Nominations

Présidents d'élection

Il a plû à son Honneur, le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the persons whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Lotbinière	Lemay, Raymond (1)	Marchand — Merchant	St-Agapit.
Québec-Ouest	Després, Joseph French (2)	Commis — Clerk	Québec.

(1) En remplacement de M. Joseph-Lucien-Amédée Côté, décédé.— In place of Mr. Joseph-Lucien-Amédée Côté, deceased.
(2) En remplacement de M. Louis-Philippe Gauvin.— In place of Mr. Louis-Philippe Gauvin.

Québec, le 31 mai 1961.
Le Président général des élections,
57812 FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, May 31, 1961.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
57812 *Chief Returning-Officer.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

L'Assistant-procureur général adjoint, P. FRENETTE.

ATTENDU QUE l'article 3 de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 35, intitulée « Loi établissant la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda », décrète que ladite loi entrera en vigueur à la date qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par proclamation.

ATTENDU QU'il y a lieu de fixer au premier août 1961 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans l'arrêté en conseil numéro 1139, en date du 8 mai 1961, et conformément aux dispositions de l'article 3 de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 35, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que la date de l'entrée en vigueur de la Loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 35, intitulée « Loi établissant la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda », soit fixée au premier août 1961 et l'ouverture d'un bureau d'enregistrement, à Rouyn, à cette même date.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

P. FRENETTE, *Assistant Deputy Attorney General.*

WHEREAS section 3 of the Act 2-3 Elizabeth II, chapter 35, entitled "An Act to establish the registration division of Rouyn-Noranda", enacts that the said Act shall enter into force on such date as it may please the Lieutenant-Governor in Council to fix by proclamation.

WHEREAS it is deemed expedient to fix August first, 1961, as date for the entry into force of this Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in Order in Council number 1139, dated May 8, 1961, and in accordance with the provisions of section 3 of the Act 2-3 Elizabeth II, chapter 35, We have enacted and ordered and, by these presents, enact and order that the date of the entry into force of the Act 2-3 Elizabeth II, chapter 35, entitled "An Act to establish the registration division of Rouyn-Noranda", be fixed on August first, 1961, and the opening of a registration office, at Rouyn, on this same date.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects, and all other whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-neuvième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante un et de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dixième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,

57803-o RAYMOND DOUVILLE.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent, and the Great Seal of the Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-ninth day of May in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-one and in the tenth year of Our Reign.

By order,

RAYMOND DOUVILLE,

57803 *Assistant Secretary of the Province.*

Sièges sociaux

Campobello Corporation

Avis est par les présentes donné que « Campobello Corporation », constituée en corporation par lettres patentes accordées en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 28e jour de mars 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau s/d Thomas H. Montgomery, 360 rue St-Jacques, Montréal, Canada.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté: 30 mars 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

57807 HENRY M. HEYMANN.

Canam Knitting Mills Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Canam Knitting Mills Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec le 4e jour d'avril 1961, et ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Montréal, en ladite Province, a établi son bureau au 423 rue Mayor, Suite 912, Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, ce 10e jour de mai 1961.

(Sceau) *Le Président,*

57808 RICHARD BORNSTEIN.

Les Carrières Nouvelles Limitée

(*Compagnie privée*)

Avis est donné que la compagnie « Les Carrières Nouvelles Limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 1er mars 1961, et ayant son siège social en la ville de Saint-Hyacinthe, province de Québec, a établi son bureau au No 1677 de la rue Girouard.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Saint-Hyacinthe le 10e jour de avril 1961.

Le Secrétaire,

57809-o ROBERTE SMITH.

Head Offices

Campobello Corporation

Notice is hereby given that "Campobello Corporation", incorporated by letters Patent granted pursuant to the Quebec Companies Act on the 28th day of March, 1961, and having its head office in the city of Montreal, has established its office c/o Thomas H. Montgomery, 360 St. James Street, Montreal, Canada.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated: March 30, 1961.

(Seal) HENRY M. HEYMANN,

57807-o *Secretary.*

Canam Knitting Mills Ltd.

Notice is hereby given that "Canam Knitting Mills Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act on the 4th day of April, 1961 and having its head office and principal place of business in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 423 Mayor Street, Suite 912, Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 10th day of May, 1961.

(Seal) RICHARD BORNSTEIN,

57808-o *President.*

Les Carrières Nouvelles Limitée

(*Private Company*)

Notice is hereby given that "Les Carrières Nouvelles Limitée", incorporated by letters patent on the 1st of March 1961, and having its head office in the city of Saint-Hyacinthe, province of Quebec, has established its office at No. 1677 Girouard Street.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as its head office.

Dated at Saint-Hyacinthe, this 10th day of April, 1961.

ROBERTE SMITH,

57809-o *Secretary.*

Provincial Association of Protestant Retired Teachers of Quebec

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Provincial Association of Protestant Retired Teachers of Quebec », constituée en corporation par lettres patentes, en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le 3e jour de février 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à appartement 11, 5550 avenue Isabella, Montréal 29, P.Q.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 29e jour de mai 1961.

(Sceau)

57810 (*Signé*) DOROTHY M. DAVISON.

Provincial Association of Protestant Retired Teachers of Quebec

Notice is hereby given that the "Provincial Association of Protestant Retired Teachers of Quebec", incorporated by letters patent under Part III of the Quebec Companies Act on the 3rd of February, 1961 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at Apartment 11, 5550 Isabella Avenue, Montreal 29, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Association as being the head office of the Association.

Dated at Montreal, this 29th day of May, 1961.

(Seal)

57810-o (*Signed*) DOROTHY M. DAVISON.

A. Renaud & Cie Ltée

Avis est donné que la compagnie « A. Renaud & Cie Ltée », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 23e jour de mars 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établis son bureau au 200 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté en la cité de Montréal, ce 15e jour de mai 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

57811-o J. P. LAMY.

A. Renaud & Cie Ltée

Notice is hereby given that "A. Renaud & Cie Ltée", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 23rd day of March, 1961, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at 200 St. James Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 15th day of May, 1961.

J. P. LAMY,

57811-o *Secretary-Treasurer.*

(P.G. 11503-61)

La Société de Placements de Verdun Ltée

Avis est donné que la compagnie « La Société de Placements de Verdun Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-trois mars mil neuf cent soixante et un et ayant son bureau principal à Verdun, a établi son bureau du No 3886 Avenue Verdun, Verdun.

À compter des présentes, ce bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Verdun, ce vingt-quatrième jour de mai mil neuf cent soixante et un.

Le Président,

57818 JEAN-LOUIS GERVAIS.

(A.G. 11503-61)

La Société de Placements de Verdun Ltée

Notice is hereby given that the "La Société de Placements de Verdun Ltée", company incorporated by letters patent dated the twenty-third day of March nineteen hundred and sixty-one, and having its head office in the city of Verdun, has established its office in Verdun, at number 3886 Verdun Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Verdun, this twenty-fourth day of May nineteen hundred and sixty-one.

JEAN-LOUIS GERVAIS,

57818-o *President.*

Theodore Gold Construction Corporation

Avis est, par les présentes donné que la compagnie « Theodore Gold Construction Corporation », constituée en corporation par lettres patentes du 8e jour de juillet 1960, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a transporté son siège social à 6484 avenue Victoria, suite 201, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, 1 avril 1961.

(Sceau) *Le Président,*

57819 THEODORE GOLD.

Theodore Gold Construction Corporation

Notice is hereby given that "Theodore Gold Construction Corporation", incorporated by letters patent, on the 8th day of July, 1960, having its head office in the city and district of Montreal, has moved its head office to 6484 Victoria Avenue, Suite 201, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, April 1, 1961.

(Seal) THEODORE GOLD,

57819-o *President.*

Nordic Realty Corp.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Nordic Realty Corp.", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 25 juin 1959, a transporté son

Nordic Realty Corp.

Notice is hereby given that "Nordic Realty Corp.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated June 25, 1959, has moved its head office from 480 Ash Avenue, in the city of Montreal, to 4741 St.

siège social de 480 avenue Ash, en la cité de Montréal, à 4741 rue St-Ambroise, en les cité et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, 28 mars 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
57820 LOUIS FIRESTONE.

Canflor Holdings Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Canflor Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 14e jour d'octobre 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite Province, a établi son bureau à Chambre 2200, 507, Place d'Armes, en ladite cité.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté en la cité de Montréal, ce 23e jour de mai 1961.

Le Secrétaire,
57821 HELEN HAGUE.

Hotel Dorchester Inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Hotel Dorchester Inc. », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec le 21e jour de mai 1955, et ayant son siège social à Montréal, où son bureau était situé au 1484 ouest, rue Dorchester, l'a déménagé au 2157 rue Mackay, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, le 20 février 1961.

Le Président,
57822 RAPHAEL FLEMING.

Ludovic Charest Inc.

Avis est donné que la compagnie « Ludovic Charest Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25ième jour d'août 1954, et ayant son bureau principal dans la cité de Sherbrooke où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 111 de la rue King ouest, l'a transporté au numéro 31 de la rue King ouest, Chambre 315.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Sherbrooke, ce 4ième jour de mai 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
57823-o GUY CRÉPEAU.

Paré & Frères Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Paré & Frères Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du quatre avril mil neuf cent soixante et enregistrées le vingt-deux avril mil neuf cent soixante, et ayant son siège social à St-Jules, comté de Beauce, dans le district de Beauce, a établi son bureau à St-Jules de Beauce.

À compter du trois mai mil neuf cent soixante, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Jules, comté de Beauce, ce deux juin mil neuf cent soixante et un.

Le Président,
57841-o GÉRARD PARÉ.

Ambroise Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Montreal, March 28, 1961.

(Seal) LOUIS FIRESTONE,
57820-o *Secretary.*

Canflor Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "Canflor Holdings Ltd.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies Act, on the 14th day of October, 1960, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at Room 2200, 507 Place d'Armes, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 23rd day of May, 1961.

HELEN HAGUE,
57821-o *Secretary.*

Hotel Dorchester Inc.

Notice is hereby given that "Hotel Dorchester Inc.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec on the 21st day of May, 1955, and having its head office in Montreal where its office was situated at 1484 Dorchester Street West, has moved it to 2157 Mackay Street, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, February 20, 1961.

RAPHAEL FLEMING,
57822-o *President.*

Ludovic Charest Inc.

Notice is given that the company "Ludovic Charest Inc.", incorporated by letters patent dated August 25, 1954, and having its head office in the city of Sherbrooke where it head its office to this date, at number 111 on King Street, West, has transferred it to number 31 King Street, West, Room 315.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Sherbrooke, this 4th day of May, 1961.

(Seal) GUY CRÉPEAU,
57823 *Secretary.*

Paré & Frères Inc.

Notice is hereby given that the company "Paré & Frères Inc.", incorporated by letters patent dated April fourth, one thousand nine hundred and sixty, and registered on April twenty-second, one thousand nine hundred and sixty, and having its head office at St-Jules, county of Beauce, in the district of Beauce, has established its office at St-Jules de Beauce.

From and after May third, one thousand nine hundred and sixty, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at St-Jules, county of Beauce, on June second, one thousand nine hundred and sixty-one.

GÉRARD PARÉ,
57841 *President.*

(P.G. 14908-60)

Peintures Bertrand Paints Inc.

Règlement No III

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement No III de « Peintures Bertrand Paints Inc. » que l'emplacement du bureau chef de la compagnie est changé pour être transporté de Montréal, à Ville St-Michel, district de Montréal, au No 3121, 36ième Rue.

Certifié copie conforme d'un règlement décrété par les directeurs de « Peintures Bertrand Paints Inc. » le 13 mars 1961, et approuvé par tous les actionnaires de la compagnie, tous présents à une assemblée générale spéciale tenue à cette fin le même jour.

La Secrétaire,
J. MAILLOUX.

57852-o

(A.G. 14908-60)

Peintures Bertrand Paints Inc.

By-law No. III

Be it and it is hereby decreed as by-law No. III of "Peintures Bertrand Paints Inc." that the emplacement of the head office of the company has been changed to be moved from Montreal to Ville St-Michel, district of Montreal, to No. 3121, 36th St.

Certified true copy of a by-law decreed by the directors of "Peinture Bertrand Paints Inc." on March 13, 1961, and approved by all the shareholders of the company, all present at a special general meeting held for this purpose on the same day.

J. MAILLOUX,
Secretary.

57852

Melrose Biscuit Shops Limited

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Melrose Biscuit Shops Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 27e jour de novembre 1946, a déménagé son siège social du 4305 est, rue Ontario, en la cité de Montréal, au 2116, rue Frontenac, en la cité de Montréal.

Montréal, Qué., ce 24e jour de mai 1961.

Le Secrétaire,
AMY M. RUTLEDGE.

57857

Melrose Biscuit Shops Limited

Notice is hereby given that "Melrose Biscuit Shops Limited", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated the 27th day of November, 1946 has moved its head office from 4305 Ontario Street East in the city of Montreal to 2116 Frontenac Street in the city of Montreal.

Montreal, Que., this 24th day of May, 1961.

AMY M. RUTLEDGE,
Secretary.

57857-o

(P.G. 10823-55)

Frontenac Paving Co. Ltd.

Règlement No 3

Que l'endroit de la principale place d'affaires de la compagnie soit transféré de Québec, district de Québec, à 375, Chemin Témiscouata, St-Ludger, Rivière-du-Loup.

Vraie copie du règlement No 3, approuvé par la majorité des directeurs de « Frontenac Paving Co. Ltd. » le 16 mai 1961 et sanctionné par un vote d'au moins les 2/3 en valeur des actions représentées par les actionnaires à une assemblée générale spéciale de la compagnie, le 16 mai 1961.

Québec, le 16 mai 1961.

Le Secrétaire,
LIONEL BLOUIN.

57864-o

(A.G. 10823-55)

Frontenac Paving Co. Ltd.

By-law No. 3

That the place of the principal place of business of the company be transferred from Quebec, district of Quebec, to 375 Temiscouata Road, St-Ludger, Rivière-du-Loup.

True copy of by-law No. 3, approved by the majority of the directors of "Frontenac Paving Co. Ltd." on May 16, 1961, and sanctioned by a vote of at least 2/3 in value of the shares represented by the shareholders at a special general meeting of the company, on May 16, 1961.

Quebec, May 16, 1961.

LIONEL BLOUIN,
Secretary.

57864

Soumissions

Ville de Châteauguay-Centre
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J.-Armand Brisebois, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, 27 rue Antoine, Châteauguay-Centre, mercredi, le 28 juin 1961, pour l'achat de $236,500 d'obligations de la ville de Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay, datées du 1er juillet 1961 et remboursables par séries du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Tenders

Town of Châteauguay-Centre
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-Armand Brisebois, secretary-treasurer, until 7.30 o'clock p.m., 27 Antoine St., Châteauguay-Centre, or until 8:00 o'clock p.m. Town Hall, Narcisse St., Châteauguay-Centre, Wednesday, June 28, 1961, for the purchase of an issue of $236,500 of bonds for the town of Châteauguay-Centre, county of Châteauguay, dated July 1, 1961, and redeemable serially from July 1, 1962 to July 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlements d'emprunts Nos:— 232 — $113,000 — installation d'un égout collecteur; 237 — $21,000 — installation d'un système d'égouts; 240 — $78,000 — installation d'un système d'aqueduc et travaux d'égouts; 241 — $15,300 — installation d'un système d'aqueduc et d'égouts; et 242 — $9,500 — installation d'un système d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $236,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1962	$ 4,500
1er juillet 1963	7,000
1er juillet 1964	7,500
1er juillet 1965	7,500
1er juillet 1966	8,000
1er juillet 1967	8,000
1er juillet 1968	9,500
1er juillet 1969	9,500
1er juillet 1970	11,000
1er juillet 1971	11,500
1er juillet 1972	12,000
1er juillet 1973	12,000
1er juillet 1974	13,500
1er juillet 1975	14,000
1er juillet 1976	14,000
1er juillet 1977	15,500
1er juillet 1978	17,000
1er juillet 1979	17,500
1er juillet 1980	18,000
1er juillet 1981	19,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay, comté de Châteauguay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 28 juin 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, rue Narcisse, Châteauguay-Centre, comté de Châteauguay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Centre, (Comté de Châteauguay), ce 5 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-ARMAND BRISEBOIS.

Adresse postale: 27 rue Antoine,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: OX-2-6831. 57842-o

Ville de Ste-Dorothée
Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jules Béland, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 1-A Place Publique, Ste-Dorothée,

Loan by-laws No. 232 — $113,000 — installation of a sewage collector; 237 — $21,000 — installation of a sewage system; 240 — $78,000 — installation of an aqueduct system and work on sewers; 241 — $15,300 — installation of an aqueduct and sewage system; and 242 — $9,500 — installation of an aqueduct and sewage system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $236,500 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1962	$ 4,500
July 1, 1963	7,000
July 1, 1964	7,500
July 1, 1965	7,500
July 1, 1966	8,000
July 1, 1967	8,000
July 1, 1968	9,500
July 1, 1969	9,500
July 1, 1970	11,000
July 1, 1971	11,500
July 1, 1972	12,000
July 1, 1973	12,000
July 1, 1974	13,500
July 1, 1975	14,000
July 1, 1976	14,000
July 1, 1977	15,500
July 1, 1978	17,000
July 1, 1979	17,500
July 1, 1980	18,000
July 1, 1981	19,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay, county of Châteauguay.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, June 28, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Narcisse St., Châteauguay-Centre, county of Châteauguay.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Centre, (County of Châteauguay), June 5, 1961.

J.-ARMAND BRISEBOIS,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 27 Antoine St.,
Châteauguay-Centre, (Châteauguay), P.Q.
Telepnone: OX-2-6831. 57842

Town of Ste-Dorothée
County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jules Béland, secretary-treasurer, Town Hall, 1-A Place Publique, Ste-Dorothée, county of Laval, until 8:00 o'clock

comté de Laval, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 28 juin 1961, pour l'achat de $540,000 d'obligations de la ville de Ste-Dorothée, comté de Laval, datées du 1er juillet 1961 et remboursables par séries du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 320 — $169,000, construction de pavages et trottoirs; 321 — $88,000, construction d'une conduite d'égouts; 322 — $232,500, construction de conduites d'aqueduc et d'égouts et d'une station de pompage; et 330 — $50,500, travaux d'égouts et d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $540,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1962	$21,000
1er juillet 1963	21,000
1er juillet 1964	22,000
1er juillet 1965	22,000
1er juillet 1966	24,500
1er juillet 1967	24,500
1er juillet 1968	24,500
1er juillet 1969	24,500
1er juillet 1970	27,000
1er juillet 1971	27,000
1er juillet 1972	27,500
1er juillet 1973	27,500
1er juillet 1974	29,000
1er juillet 1975	29,000
1er juillet 1976	30,000
1er juillet 1977	30,000
1er juillet 1978	31,500
1er juillet 1979	31,500
1er juillet 1980	32,500
1er juillet 1981	33,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Dorothée, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 28 juin 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 1-A Place Publique, Ste-Dorothée, comté de Laval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Dorothée, (Comté de Laval), ce 5 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES BÉLAND.

Hôtel de Ville, 1-A Place Publique,
Ste-Dorothée, (Laval), P.Q.
Téléphone: MU-9-1632.

57843-o

p.m., on Wednesday, June 28, 1961, for the purchase of an issue of $540,000 of bonds for the Town of Ste-Dorothée, county of Laval, dated July 1, 1961, and redeemable serially from July 1, 1962 to July 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws No. 320 — $169,000, paving and construction of sidewalks; 321 — $88,000, construction of a sewage system; 322 — $232,500, construction of an aqueduct and sewage conduit, and of a pumping station; and 330 — $50,500, work on sewers and aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $540,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1962	$21,000
July 1, 1963	21,000
July 1, 1964	22,000
July 1, 1965	22,000
July 1, 1966	24,500
July 1, 1967	24,500
July 1, 1968	24,500
July 1, 1969	24,500
July 1, 1970	27,000
July 1, 1971	27,000
July 1, 1972	27,500
July 1, 1973	27,500
July 1, 1974	29,000
July 1, 1975	29,000
July 1, 1976	30,000
July 1, 1977	30,000
July 1, 1978	31,500
July 1, 1979	31,500
July 1, 1980	32,500
July 1, 1981	33,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Dorothée, county of Laval.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Wednesday, June 28, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 1-A Place Publique, Ste-Dorothée, county of Laval.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Dorothée, (County of Laval), June 5, 1961.

JULES BÉLAND,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 1-A Place Publique,
Ste-Dorothée, (Laval), P.Q.
Telephone: MU-9-1632.

57843

Les Commissaires d'Écoles pour la municipalité de Grande-Rivière
Comté de Gaspé-Sud

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Donat Gagnon, secrétaire-trésorier, Petite-Rivière-Ouest, comté de Gaspé, jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 26 juin 1961, pour l'achat de $11,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Grande-Rivière, comté de Gaspé-Sud, datées du 1er août 1961 et remboursables par séries du 1er août 1962 au 1er août 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 16 janvier 1951, telle que modifiée — emprunt de renouvellement.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $11,500 — 5 ans

Année	*Capital*
1er août 1962	$2,000
1er août 1963	2,000
1er août 1964	2,500
1er août 1965	2,500
1er août 1966	2,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Grande-Rivière, comté de Gaspé-Sud.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue au Collège de Grande-Rivière, à 8 heures du soir, lundi, le 26 juin 1961, Grande-Rivière, comté de Gaspé-Sud.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Grande-Rivière, (Comté de Gaspé-Sud), ce 6 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
DONAT GAGNON.

Petite-Rivière-Ouest, (Gaspé), P.Q.
Téléphone: 75 sonnez 1. 57863-o

The School Commissioners for the municipality of Grande-Rivière
County of Gaspé-South

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Donat Gagnon, secretary-treasurer, Little-River-West, county of Gaspé until 8:00 o'clock p.m. on Monday, June 26, 1961, for the purchase of an issue of $11,500 of bonds for the school commissioners of the municipality of Grande-Rivière, county of Gaspé-South, dated August 1, 1961, and redeemable serially from August 1, 1962 to August 1, 1966 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1 and August 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution, dated January 16, 1951, as modified — renewal of loan.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from August 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $11,500 — 5 years

Year	*Capital*
August 1, 1962	$2,000
August 1, 1963	2,000
August 1, 1964	2,500
August 1, 1965	2,500
August 1, 1966	2,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Grande-Rivière, county of Gaspé-South.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, June 26, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Grande-Rivière College, county of Gaspé-South.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Grande-Rivière, (County of Gaspé-South), June 6, 1961.

DONAT GAGNON,
Secretary-Treasurer.

Little-River-West, (Gaspé), P.Q.
Telephone: 75 ring 1. 57863

Village de Lacolle
Comté de Saint-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J.-A. Young, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Lacolle, comté de Saint-Jean, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 27 juin 1961, pour l'achat de

Village of Lacolle
County of St. John's

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, J.-A. Young, secretary-treasurer, Town Hall, Lacolle, county of St. John's, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, June 27, 1961, for the purchase of an issue of

$440,000 d'obligations du village de Lacolle, comté de Saint-Jean, datées du 1er juillet 1961 et remboursables par séries du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunts Nos: 93 — $350,000, construction d'un système d'aqueduc et d'égouts; et 117 — $90,000, dépenses additionnelles pour la construction du réseau d'aqueduc et d'égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $440,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1962	$ 4,000
1er juillet 1963	4,500
1er juillet 1964	4,500
1er juillet 1965	4,500
1er juillet 1966	5,000
1er juillet 1967	5,500
1er juillet 1968	5,500
1er juillet 1969	6,000
1er juillet 1970	6,000
1er juillet 1971	6,000
1er juillet 1972	6,500
1er juillet 1973	6,500
1er juillet 1974	7,000
1er juillet 1975	7,000
1er juillet 1976	8,000
1er juillet 1977	8,000
1er juillet 1978	8,500
1er juillet 1979	8,500
1er juillet 1980	9,000
1er juillet 1981	319,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lacolle, comté de Saint-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 27 juin 1961, à 8 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Lacolle, comté de Saint-Jean.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lacolle, (Comté de Saint-Jean), ce 6 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A. YOUNG.

Adresse postale:
Hôtel de Ville, C.P. 28,
Lacolle, (Saint-Jean), P.Q.
Téléphone: CH-6-3824. 57862-o

$440,000 of bonds for the village of Lacolle, county of St. John's, dated July 1, 1961, and redeemable serially from July 1, 1962 to July 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may varry according to maturities.

Loan by-laws Nos: 93—$350,000, construction of a system for aqueduct and sewer; and 117 — $90,000, additional expenses for the construction of a system for aqueduct and sewer.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $440,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1962	$ 4,000
July 1, 1963	4,500
July 1, 1964	4,500
July 1, 1965	4,500
July 1, 1966	5,000
July 1, 1967	5,500
July 1, 1968	5,500
July 1, 1969	6,000
July 1, 1970	6,000
July 1, 1971	6,000
July 1, 1972	6,500
July 1, 1973	6,500
July 1, 1974	7,000
July 1, 1975	7,000
July 1, 1976	8,000
July 1, 1977	8,000
July 1, 1978	8,500
July 1, 1979	8,500
July 1, 1980	9,000
July 1, 1981	319,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms ouly. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lacolle, county of St. John's.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, June 27, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Lacolle, county of St. John's.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lacolle, (County of St. John's), June 6, 1961.

J.-A. YOUNG,
Secretary-Treasurer.

Postal address:
Town Hall, P.O.B. 28,
Lacolle, (St. John's), P.Q.
Telephone: CH.-6-3824. 57862

Canton Cloridorme
Comté de Gaspé-Est

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Léo Fiola, secrétaire-trésorier, Cloridorme, comté de Gaspé-Est, jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 28 juin 1961, pour l'achat de $113,000 d'obligations du village de Cloridorme, comté de Gaspé-Est, datées du 1er juillet 1961 et remboursables par séries du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 35 — construction d'un réseau d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $113,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1962	$ 1,500
1er juillet 1963	1,500
1er juillet 1964	1,500
1er juillet 1965	1,500
1er juillet 1966	2,000
1er juillet 1967	2,000
1er juillet 1968	2,000
1er juillet 1969	2,000
1er juillet 1970	2,000
1er juillet 1971	2,500
1er juillet 1972	2,500
1er juillet 1973	2,500
1er juillet 1974	3,000
1er juillet 1975	3,000
1er juillet 1976	3,000
1er juillet 1977	3,500
1er juillet 1978	3,500
1er juillet 1979	4,000
1er juillet 1980	4,000
1er juillet 1981	65,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gaspé.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 28 juin 1961, à 8 heures du soir, en la salle municipale, Cloridorme, comté de Gaspé-Est.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cloridorme, (Comté de Gaspé-Est), ce 7 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-LÉO FIOLA.

Cloridorme, (Gaspé-Est), P.Q.
Téléphone: 64.

57866-o

Township of Cloridorme
County of Gaspé-East

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-Léo Fiola, secretary-treasurer, Cloridorme, county of Gaspé-East, until 8:00 o'clock p.m. on Wednesday, June 28, 1961, for the purchase of an issue of $113,000 of bonds for the village of Cloridorme, county of Gaspé-East, dated July 1, 1961, and redeemable serially from July 1, 1962 to July 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 35 — construction of an aqueduct system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $113,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1962	$ 1,500
July 1, 1963	1,500
July 1, 1964	1,500
July 1, 1965	1,500
July 1, 1966	2,000
July 1, 1967	2,000
July 1, 1968	2,000
July 1, 1969	2,000
July 1, 1970	2,000
July 1, 1971	2,500
July 1, 1972	2,500
July 1, 1973	2,500
July 1, 1974	3,000
July 1, 1975	3,000
July 1, 1976	3,000
July 1, 1977	3,500
July 1, 1978	3,500
July 1, 1979	4,000
July 1, 1980	4,000
July 1, 1981	65,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gaspé.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, June 28, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the municipal auditorium, Cloridorme, county of Gaspé-East.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Cloridorme, (County of Gaspé-East), June 7, 1961.

J.-LÉO FIOLA,
Secretary-Treasurer.

Cloridorme, (Gaspé-East), P.Q.
Telephone: 64.

57866

Cité de Côte St-Luc
Comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, Mme I. G. Wilcken, greffier, hôtel-de-ville, 8,100 Chemin Côte-St-Luc, Côte St-Luc, (Montréal-Notre-Dame-de-Grâce), jusqu'à 8 heures p.m., mardi, 27 juin 1961, pour l'achat de $1,211,000 d'obligations de la cité de Côte St-Luc, comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce, datées du 1er juillet 1961 et remboursables par séries du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non-inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt Nos: — 516 — $30,000, pavage et trottoirs; 530 — $9,000, installation de l'éclairage; 540 — $21,000, pavage et trottoirs; 541 — $60,000, pavage et trottoirs; 542 — $4,400, égouts; 543 — $76,400, égouts; 546 — $28,500, pavage et trottoirs; 547 — $18,400, égouts; 550 — $15,100, pavage et trottoirs; 551 — $23,700, pavage et trottoirs; 553 — $20,500, égouts; 557 — $17,700, pavage et trottoirs; 558 — $41,000, pavage et trottoirs; 559, $59,500 pavage et trottoirs; 563 — $30,800, pavage et trottoirs; 564 — $36,100, égouts; 566 — $21,200, pavage et trottoirs; 567 — $45,000, égouts; 568 — $48,500, pavage et trottoirs; 569 — $6,300, égouts; 570 — $15,200, égouts; 576, tel qu'amendé par 591 — $80,500, construction d'un poste de police et de pompiers et transfert de fonds; 578 — $26,400, pavage et trottoirs; 579 — $26,700, pavage et trottoirs; 580 — $52,500, pavage et trottoirs; 581 — $59,700, pavage et trottoirs; 582 — $42,800, trottoirs; 584 — $12,100, pavage et trottoirs; 585 — $5,000, trottoirs; 597 — $46,000, acquisition de lots; 603 — $710, acquisition de lot; 604 — $8,800, acquisition de lots; 605 — $1,900, acquisition de lots; 606 — $17,500 acquisition de lots; 607 — $2,900, acquisition de lots; et 609 — $200,000 pavage et trottoirs.

Pour fins de l'adjudication seulement, le calcul de l'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,211,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1962	$33,000
1er juillet 1963	37,000
1er juillet 1964	40,000
1er juillet 1965	41,000
1er juillet 1966	43,000
1er juillet 1967	47,000
1er juillet 1968	52,000
1er juillet 1969	56,000
1er juillet 1970	57,000
1er juillet 1971	58,000
1er juillet 1972	61,000
1er juillet 1973	64,000
1er juillet 1974	66,000
1er juillet 1975	67,000
1er juillet 1976	70,000
1er juillet 1977	72,000
1er juillet 1978	80,000
1er juillet 1979	86,000
1er juillet 1980	87,000
1er juillet 1981	94,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations

City of Côte St-Luc
County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs I. G. Wilcken, City Clerk, Town Hall, 8,100 Côte St-Luc Road, Côte St-Luc, (Montreal-Notre-Dame-de-Grâce), until 8:00 o'clock, Tuesday, June 27, 1961, for the purchase of an issue of $1,211,000 of bonds of the city of Côte St-Luc, county of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce, dated July 1, 1961 and redeemable serially from July 1, 1962 to July 1, 1981, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: — 516 — $30,000, pavement and sidewalks; 530 — $9,000, lighting installation; 540 — $21,000, pavement and sidewalks; 541 — $60,000, pavement and sidewalks; 542 — $4,400, sewer; 543 — $76,400, sewer; 546 — $28,500, pavement and sidewalks; 547 — $18,400, sewer; 550 — $15,100, pavement and sidewalks; 551 — $23,700, pavement and sidewalks; 553 — $20,500, sewer; 557 — $17,700, pavement and sidewalks; 558 — $41,000, pavement and sidewalks; 559 — $59,500, pavement and sidewalks; 563 — $30,800, pavement and sidewalks; 564 — $36,100, sewers; 566 — $21,200, pavement and sidewalks; 567 — $45,000, sewer; 568 — $48,500, pavement and sidewalks; 569 — $6,300, sewer; 570 — $15,200, sewer; 576, as amended by 591 — $80,500, construction of a police and fire station building and transfer of funds; 578 — $26,400, pavement and sidewalks; 579 — $26,700, pavement and sidewalks; 580 — $52,500, pavement and sidewalks; 581 — $59,700, pavement and sidewalks; 582 — $42,800, pavement and sidewalks; 584 — $12,100, pavement and sidewalks; 585 — $5,000, sidewalks; 597 — $46,000, acquisition of lots; 603 — $710, acquisition of lot; 604 — $8,800, acquisition of lots; 605 — $1,900, acquisition of lots; 606 — $17,500, acquisition of lots; 607 — $2,900, acquisition of lots; and 609 — $200,000, pavement and sidewalks.

For adjudication purpose only, interest shall be calculated as from July 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,211,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1962	$33,000
July 1, 1963	37,000
July 1, 1964	40,000
July 1, 1965	41,000
July 1, 1966	43,000
July 1, 1967	47,000
July 1, 1968	52,000
July 1, 1969	56,000
July 1, 1970	57,000
July 1, 1971	58,000
July 1, 1972	61,000
July 1, 1973	64,000
July 1, 1974	66,000
July 1, 1975	67,000
July 1, 1976	70,000
July 1, 1977	72,000
July 1, 1978	80,000
July 1, 1979	86,000
July 1, 1980	87,000
July 1, 1981	94,000

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds or for

à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des termes ci-dessus. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au siège social de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue mardi, 27 juin 1961, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de ville, 8,100 Chemin Côte-St-Luc, Côte St-Luc, comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Côte St-Luc, (Comté de Montréal-Notre-Dame-de-Grâce), ce 6e jour de juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
Mme I. G. WILCKEN.

Hôtel de Ville, 8,100 Chemin Côte St-Luc,
Côte St-Luc, (M.-N.-D.-de-G.)
Téléphone: HUnter 9-9771. 57867-o

Village de Drummondville-Ouest
Comté de Drummond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Henri Sylvestre, N.P., secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures du soir, 217 rue Hériot, Drummondville, ou jusqu'à 7 heures 30 du soir, 59 avenue des Saules, Drummondville-Ouest, (Drummond), mardi, le 27 juin 1961, pour l'achat de $102,000 d'obligations du village de Drummondville-Ouest, comté de Drummond, datées du 1er juillet 1961 et remboursables par séries du 1er juillet 1962 au 1er juillet 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt No 82 — extension d'un système d'égouts et d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juillet 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $102,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juillet 1962	$3,000
1er juillet 1963	3,000
1er juillet 1964	3,000
1er juillet 1965	3,500
1er juillet 1966	3,500
1er juillet 1967	3,500
1er juillet 1968	4,000
1er juillet 1969	4,000
1er juillet 1970	4,500
1er juillet 1971	4,500
1er juillet 1972	5,000
1er juillet 1973	5,000

fifteen-year short-term bonds. However, the tenders shall be for one only of the above terms. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Montreal-West.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, and at the main office of the same bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, June 27, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 8,100 Côte St-Luc Road, Côte St-Luc, County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Côte St-Luc, (County of Montreal-Notre-Dame-de-Grâce), this 6th day of June, 1961.

Mrs. I. G. WILCKEN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 8,100 Côte St-Luc Road,
Côte St-Luc, (M.-N.-D.-de-G.).
Telephone: HUnter 9-9771. 57867

Village of Drummondville-West
County of Drummond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Henri Sylvestre, N.P., secretary-treasurer, until 7:00 o'clock p.m., 217 Hériot St., Drummondville, or until 7:30 o'clock p.m. at 59 des Saules Ave., Drummondville-West, (Drummond), on Tuesday, June 27, 1961, for the purchase of an issue of $102,000 of bonds for the village of Drummondville-West, county of Drummond, dated July 1, 1961, and redeemable serially from July 1, 1962 to July 1, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1 and July 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 82 — extension of a sewage and aqueduct system.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from July 1, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $102,000 — 20 years

Year	*Capital*
July 1, 1962	$3,000
July 1, 1963	3,000
July 1, 1964	3,000
July 1, 1965	3,500
July 1, 1966	3,500
July 1, 1967	3,500
July 1, 1968	4,000
July 1, 1969	4,000
July 1, 1970	4,500
July 1, 1971	4,500
July 1, 1972	5,000
July 1, 1973	5,000

1er juillet 1974	$5,500
1er juillet 1975	6,000
1er juillet 1976	6,500
1er juillet 1977	6,500
1er juillet 1978	7,000
1er juillet 1979	7,500
1er juillet 1980	8,000
1er juillet 1981	8,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des titres à vingt ans seulewent, et que les offres qui seront faites pour des titres à courte échéance ne seront pas considérées.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville, comté de Drummond.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 27 juin 1961, à 7 heures 30 du soir, à 59 avenue des Saules, Drummondville-Ouest, comté de Drummond.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville-Ouest, (Comté de Drummond), ce 7 juin 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
HENRI SYLVESTRE, N.P.

Adresse postale: 217 rue Hériot,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Téléphone: GRanit 2-5615. 57868-o

July 1, 1974	$5,500
July 1, 1975	6,000
July 1, 1976	6,500
July 1, 1977	6,500
July 1, 1978	7,000
July 1, 1979	7,500
July 1, 1980	8,000
July 1, 1981	8,500

Please note that tenders are called for twenty-year terms only and that tenders for short terms shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Drummondville, county of Drummond.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, June 27, 1961, at 7:30 o'clock p.m., at 59 des Saules Ave., Drummondville-West, county of Drummond.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville-West, (County of Drummond), June 7, 1961.

HENRI SYLVESTRE, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Postal address: 217 Hériot St.,
Drummondville, (Drummond), P.Q.
Telephone: GRanit 2-5615. 57868

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1326

Québec, le 31 mai 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la règlementation de la circulation lourde sur les chemins publics de la province de Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des transports et communications:

QU'au paragraphe 2 intitulé « Dimensions Maxima des Véhicules » de l'arrêté en conseil numéro 2349, concernant la circulation lourde sur les chemins publics de la province, adopté le 16 décembre 1960, il soit ajouté, après les spécifications: — hauteur en pieds — 12½ et largeur en pieds — 8, l'indication suivante: — « Autobus, largeur en pouces — 102 ».

QUE le paragraphe intitulé « Permis spécial », tel que rédifé dans l'arrêté en conseil numéro 2349, concernant la règlementation de la circulation lourde sur les chemins publics de la province, adopté le 16 décembre 1960, soit rescindé et remplacé par le suivant:

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1326

Quebec, May 31, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

RESPECTING the regulation of heavy traffic on the public highways of the Province of Quebec.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT in paragraph 2 entitled "Maximum dimensions of vehicles" of Order in Council number 2349, concerning heavy traffic on the public highways of the Province of Quebec, adopted on December 16, 1960, after the specifications: height in feet — 12½, and width in feet — 8, the following indication be added: "Autobus, width in inches — 102".

THAT the paragraph entitled "Special permits", as drawn up in Order in Council number 2349, respecting the regulation of heavy traffic on the public highways of the Province, adopted on December 16, 1960, be rescinded and replaced by the following:

Permis:

Le Ministre des transports et communications, ou toute autre personne désignée par lui à cette fin, lorsqu'il s'agit de chemins à l'entretien par le gouvernement provincial, et toute corporation municipale pour les autres chemins, peuvent, s'ils le jugent à propos, émettre des permis spéciaux ou généraux autorisant le transport par véhicules-automobiles de machines ou autres gros objets indivisibles dont le transport ne peut se faire sans excéder les limites de longueur, hauteur, largeur et pesanteur totales fixées par le présent arrêté ministériel.

En cas d'urgence exceptionnelle, et si la chose est jugée d'intérêt public par l'autorité compétente, de tels permis spéciaux ou généraux pourront aussi être émis pour le transports d'objets, matériaux ou produits dont le transport ne pourrait se faire sans excéder les limites de longueur, hauteur, largeur et pesanteur totales fixées par le présent arrêté ministériel.

De tels permis pourront indiquer les dates du transport, le parcours à suivre et les conditions spéciales nécessaires à la protection des chaussées et des ponts. Ils pourront fixer, s'il y a lieu, la garantie spéciale devant être fournie préalablement pour couvrir le coût de la réparation des dommages que pourraient subir les chaussées et les ponts.

Le propriétaire ou le conducteur de tout véhicule, machine, objet, matériau ou produit ainsi transporté, à qui un tel permis est émis, sera néanmoins responsable de tous dommages causés à la chaussée ou aux ponts du fait de ce transport.

De tels permis généraux ou spéciaux pourront aussi être émis pour le transport, par véhicule-automobile, sur les chemins de la classe 2, de matériaux requis pour la construction, la réparation et l'entretien de chemins publics de la province et pour le transport de bois de pulpe et de billots, pourvu toutefois que la pesanteur totale du véhicule et de sa charge ne dépasse pas les pesanteurs totales permises pour les chemins de la classe 1 pour chaque genre de véhicule.

Si le permis l'exige, le porteur devra communiquer avec le chef de la Sûreté provinciale, ou avec un de ses représentants autorisés, pour lui permettre de faire surveiller et contrôler ce transport.

QUE l'arrêté en conseil numéro 599, concernant la règlementation de la circulation des bétonnières ou malaxeurs à ciment, adopté le 3 mars 1961 et qui amendait l'arrêté en conseil numéro 2349, concernant la règlementation de la circulation des véhicules lourds sur les chemins publics de la province, soit rescindé et remplacé par le suivant:

Véhicules extra lourds:

Les bétonnières ou malaxeurs à ciment auront, jusqu'au premier janvier 1971, droit de circuler dans un rayon de trente (30) milles du lieu de leur chargement mais ne devront pas avoir un poids supérieur à 70,000 livres, charge comprise. Les bétonnières ou malaxeurs, dont le poids et la charge sont supérieurs à 70,000 livres, ne pourront circuler sans une autorisation spéciale du Ministre des transports et communications.

Pour les véhicules extra lourds à trois (3) essieux dont le poids sans charge excède vingt-quatre (24) mille livres, le Ministre des transports et communications, ou son représentant autorisé lorsqu'il s'agit de chemin à l'entretien par le gouvernement provincial, et toute corporation municipale pour les autres chemins, peuvent émettre des permis spéciaux ou généraux pour la circulation de tels véhicules avec des

Permits:

The Minister of Transportation and Communications, or any person designated by him for this purpose, concerning roads under the maintenance of the Provincial Government, and any municipal corporation for the other roads, may, if they deem it expedient, issue special or general permits authorizing the transportation of motor cars, of machines or other large objects, the transportation of which cannot be made without exceeding the limits in length, height, width and total weight fixed by the present Order in Council.

In the case of exceptional emergency, if it is judged to be in the interest of the public by competent authorities, such special or general permits may also be issued for the transportation of objects, materials or products the transportation of which could not be made without exceeding the limits in lenght, height, width and total weight fixed by the present Order in Council.

Such permits may show dates of conveyance, the distance covered, and the special conditions necessary for the protection of roads and bridges. They may fix, if need be, the special guarantee to be previously supplied to cover the repair cost for damages to which roads and bridges may be liable.

The owner or conductor of any vehicle, machine, object, material or product thus transported, to whom such a permit is issued, shall, nevertheless, be responsible for any damage caused to the roads and bridges as a result of this conveyance.

Such general or special permits may, also, be issued for the transportation, by motor vehicles, on class 2 roads, for materials required for construction, the repair and maintenance of public highways in the province, and for the transportation of pulp wood and logs provided, however, that the total weight of the vehicle and its load does not exceed the total weights permitted on class 1 roads for each kind of vehicle.

If the permit requires it, the bearer shall communicate with the Provincial Police Chief, or with one of his authorized representatives, in order to permit him to supervise and control this transportation.

THAT Order in Council number 599, respecting the regulation of the circulation of concrete-mixers or cement-mixers, adopted on March 3, 1961, and which amended Order in Council 2349, concerning the regulation of heavy traffic on the public highways of the province, be rescinded and replaced by the following:

Extra heavy vehicles:

Concrete-mixers or cement-mixers will, until January first, 1971, have the right to circulate within a radius of thirty (30) miles from their loading place, but shall not have a weight of more than 70,000 pounds, load included. The concrete-mixers or cement-mixers, the weight of which exceed 70,000 pounds, shall not travel without special authorization from the Minister of Transportation and Communications.

For all extra heavy three-axle (3) vehicles the weight of which, minus the load, exceeds twenty-four (24) thousand pounds, the Minister or Transportation and Communications, or his authorized representative, when it concerns roads under maintenance by the Provincial Government, and any municipal corporation for the other roads, may issue special or general permits for the circulation of such vehicles with weights

pesanteurs et des dimensions excédant celles fixées par le présent arrêté ministériel, mais de tels permis ne pourront être accordés après le premier janvier 1971.

Ces permis ne pourront être émis que pour les seuls véhicules présentement enregistrés dans la province ou qui le seront d'ici au premier janvier 1963.

Ces permis seront sujets aux conditions fixées par les autorités qui les émettront et ne seront pas valides en période de dégel.

L. DÉSILETS,
57869-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

and dimensions exceeding those fixed by the present Order in Council, but such permits may not be granted after January first, 1971.

These permits may only be issued for the vehicles presently registered in the province or which will be registered before January first, 1963.

These permits will be subject to the conditions fixed by the authorities who will issue them, and will not be valid during the thawing-out period.

L. DÉSILETS,
57869 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1361

Québec, le 5 juin 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements relatifs à la préparation des plans et devis pour travaux publics, ou demandes de soumissions, et à l'adjudication de contrats adoptés en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2372, du 20 décembre 1960.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre des travaux publics:

QUE l'article 1 de l'annexe « A » des règlements concernant l'usage des marques de commerce dans la préparation des plans et devis pour travaux publics, adoptés en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2372, du 20 décembre 1960, soit modifié en remplaçant la première phrase par la suivante:

« Les présents règlements s'appliquent aux travaux publics dont le gouvernement de la province de Québec entreprend l'exécution, à l'exception des travaux de voirie. »

QUE l'article « 2 » de ladite annexe « A » soit remplacé par le suivant:

« 2. Dans ces règlements, le mot « ministre » désigne le ministre ayant la responsabilité de l'exécution de travaux publics projetés, à l'exception des travaux de voirie; »

QUE l'article 1 de l'annexe « B » des règlements concernant les demandes de soumissions et l'adjudication des contrats pour des travaux publics, adoptés en vertu de l'arrêté en conseil numéro 2372, du 20 décembre 1960, soit modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

« Les présents règlements régissent les demandes de soumissions et l'adjudication des contrats pour les travaux publics dont le gouvernement de la province de Québec entreprend l'exécution, à l'exception des travaux de voirie. »

QUE les paragraphes « *b* » et « *c* » de ladite annexe « B » soient remplacés par les suivants:

« *b*) le mot « ministère » désigne le « ministère que dirige le ministre désigné dans le paragraphe « *c* »;

« *c*) le mot « ministre » désigne le ministre ayant la responsabilité de l'exécution des travaux publics projetés, à l'exception des travaux de voirie; »

QUE soit remplacé, dans l'annexe « A » et dans l'annexe « B » de l'arrêté en conseil numéro 2372, du 20 décembre 1960, partout où il se rencontre, le mot « département » par le mot « ministère ».

L. DÉSILETS,
57870-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1361

Quebec, June 5, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the by-laws relating to the preparation of plans and specifications of public works, or requests for tenders, and to the adjudication of contracts adopted under Order in Council number 2372, dated December 20, 1960.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Minister of Public Works:

THAT section 1 of annex "A" of the by-laws concerning the use of trademarks in the preparation of plans and specifications of public works, adopted in virtue of Order in Council number 2372, dated December 20, 1960, be amended by replacing the first sentence by the following:

"The present by-laws apply to the public works which the Government of the Province of Quebec undertakes to perform, with the exception of roadwork."

THAT section "2" of said annex "A" be replaced by the following:

"2. In these by-laws, the word "Minister" designates the minister having the responsibility of carrying out the proposed public works, with the exception of roadwork;"

THAT section 1 of annex "B" of the by-laws concerning the requests for tenders, and the adjudication of contracts for public works, adopted by virtue of Order in Council number 2372, dated December 20, 1960, be amended by replacing the first paragraph by the following:

"The present by-laws regulate the requests for tenders and the adjudication of contracts for public works which the government of the Province of Quebec undertakes to perform, with the exception of roadwork."

THAT the paragraphs "*b*" and "*c*" of said annex "B" be replaced by the following:

"*b*) the word "Department" means the department directed by the Minister designated in paragraph "*c*";

"*c*) the word "Minister" designates the Minister having the responsibility of carrying out the proposed public works, with the exception of roadwork;"

THAT, wherever it is encountered, in annex "A" and in annex "B", of the Order in Council number 2372, dated December 20, 1960, the word "département" be replaced by the word "ministère".

L. DÉSILETS,
57870 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1358

Québec, le 5 juin 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certains règlements relatifs à la préparation des plans et devis pour travaux de voirie, ou demandes de soumissions, et à l'adjudication de contrats.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre de la voirie:

QUE les règlements concernant l'usage des marques de commerce dans la préparation des plans et devis pour des travaux de voirie, Annexe A des présentes, et les règlements concernant les demandes de soumissions et l'adjudication des contrats pour des travaux de voirie, Annexe B des présentes, soient approuvés et entrent en vigueur le 7 juin 1961.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

ANNEXE A

RÈGLEMENTS concernant l'usage des marques de commerce dans la préparation des plans et devis pour des travaux de voirie.

1. Les présents règlements s'appliquent aux travaux de voirie dont le gouvernement de la province de Québec entreprend l'exécution. Toutefois, lorsqu'il s'agit de travaux qui doivent être exécutés en vertu d'une entente fédérale-provinciale ou d'une entente pour l'exécution de travaux conjoints avec des compagnies de chemin de fer ou des organismes d'utilité publique, les clauses de l'entente concernée qui ne sont pas conciliables avec les dispositions des présents règlements prévaudront sur ces dernières.

2. Dans ces règlements, le mot « ministre » désigne « le ministre de la voirie ».

3. Aucune marque de commerce ne doit être mentionnée dans les plans et devis pour l'exécution de travaux de voirie sous réserve des dispositions ci-après édictées.

4. Sans restreindre la portée générale de l'article 3, aucune marque de commerce ne doit être mentionnée dans les plans et devis lorsqu'il s'agit de produits et matériaux

a) qui peuvent être décrits brièvement par leur caractéristique propre et leur utilisation générale;

b) qui peuvent être spécifiés par la mention d'une codification ou d'un standard qui s'y rapporte;

c) qui peuvent être décrits au moyen d'une appellation d'usage courant employée par les manufacturiers et les fournisseurs.

5. Lorsqu'il est impossible de décrire efficacement des produits et matériaux sans indiquer une marque de commerce particulière, les plans et devis doivent mentionner une ou deux marques de commerce alternatives, s'il en est, et reconnaître l'acceptation de produits et matériaux équivalents; dans chaque cas où il existe des produits ou matériaux fabriqués dans la province, la priorité doit leur être accordée pour toute mention de marques de commerce.

6. Toutefois lorsque, de l'avis de l'ingénieur ou de l'ingénieur conseil ou des deux lorsqu'ils agissent ensemble, il est essentiel de n'utiliser qu'une seule marque de commerce, l'autorisation préalable du ministre est exigée pour pouvoir

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1358

Quebec, June 5, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain regulations relative to the preparation of plans and specifications for work undertaken by the Department of Roads, or application for tenders, and for the award of contracts.

IT IS DECREED, by recommendation of the Minister of Roads:

THAT the regulations concerning the use of trade-marks in the drawing-up of plans and specifications for the Department of Roads, Annex A of these presents, and the regulations concerning the application for tenders and the award of contracts for work on roads, Annex B of these presents, be approved and enter into force on June 7, 1961.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

ANNEX A

REGULATIONS concerning the use of trade-marks in the preparation of plans and specifications for work undertaken by the Department of Roads.

1. The present by-laws shall apply to work undertaken by the Department of Roads of the Province of Quebec. However, in the case of work to be executed under a Federal-Provincial agreement, or an agreement for the execution of work to be carried on jointly with railway companies or organisms of public utility, the clauses of this agreement which are inconsistent with the provisions of the present regulations shall prevail over the latter.

2. In these regulations, the word "Minister" designates the Minister of Roads.

3. No trade-mark shall be mentioned in the plans and specifications for the execution of work on roads, subject to the provisions hereinafter enacted.

4. Without restricting the general scope of article 3, no trademark shall be mentioned in the plans and specifications in the case of products and materials:

a) which may be described briefly by their own characteristics and their general use;

b) which may be specified by the mention of a codification or standard pertaining thereto;

c) which may be described by means of a term in current use by manufacturers and suppliers.

5. Whenever products and materials cannot be described efficiently without naming a particular trade-mark, one or two alternative trademarks, if any, shall be mentioned in the plans and specifications and the acceptance of equivalent products and materials shall be acknowledged; trade-marks of products or materials manufactured in the Province of Quebec shall be given priority when naming such products or materials.

6. However, when the engineer, or the consulting engineer, or both, should they be working together, decide it is essentiel to use but one trade-mark, previous authorization from the Minister is required in order to mention this

mentionner cette unique marque de commerce dans les plans et devis.

7. Lorsqu'il est nécessaire d'employer pour l'exécution des travaux des équipements, accessoires, appareils et aménagements hautement spécialisés, pour lesquels les manufacturiers ne fournissent pas de produits identiques mais plutôt des produits alternatifs remplissant substantiellement les mêmes fins, le ministre doit inviter au moins trois manufacturiers et fournisseurs à soumettre des offres à cet égard.

Les offres doivent indiquer les caractéristiques et le fonctionnement des produits concernés et les détails, plans et changements qui seront requis pour intégrer ces produits dans les travaux qui doivent être exécutés, ainsi que le prix de ces produits et le coût de leur installation.

Le ministre fait le choix de l'offre qui lui paraît la plus avantageuse et les plans et devis sont préparés en fonction de cette offre. Les formules de soumissions doivent indiquer le produit choisi ainsi que son prix et son coût d'installation. Dans ce cas, la soumission doit être basée sur ce prix et ce coût d'installation du produit.

Cependant, comme les améliorations à ces produits sont sujettes à de fréquentes modifications, inventions nouvelles, etc., le ministre, dans l'intérêt du bien public, aura l'autorité en tout temps de changer le produit déjà accepté par un autre offrant des caractéristiques nouvelles, et ceci sans préjudice à l'entrepreneur général à qui le contrat aura été octroyé.

ANNEXE B

RÈGLEMENTS concernant les demandes de soumissions et l'adjudication des contrats pour des travaux de voirie.

APPLICATION ET DÉFINITION

1. Les présents règlements régissent les demandes de soumissions et l'adjudication des contrats pour les travaux de voirie dont le coût estimatif est supérieur à cinquante mille dollars, dont le gouvernement de la province de Québec entreprend l'exécution.

Toutefois, lorsqu'il s'agit de travaux qui doivent être exécutés en vertu d'une entente fédérale-provinciale ou d'une entente pour l'exécution de travaux conjoints avec une compagnie de chemin de fer ou un organisme d'utilité publique, les clauses de l'entente concernée qui ne sont pas conciliables avec les dispositions des présents règlements prévaudront sur ces dernières.

2. Dans les présents règlements

a) les mots « coût estimatif » signifient le montant probable du coût des travaux de voirie projetés établi par le ministre d'après les estimés des officiers du ministère qu'il dirige;

b) le mot « ministère » désigne « le ministère de la voirie »;

c) le mot « ministre » désigne « le ministre de la voirie ».

ENTREPRENEURS AUTORISÉS À SOUMISSIONNER

3. Sont seules autorisées à soumissionner pour l'exécution de travaux de voirie les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant leur principale place d'affaires dans la Province de Québec.

single trade-mark in the plans and specifications

7. When the nature of the work to be done requires the use of equipment, apparatus and highly specialized devices for which manufacturers do not supply identical products but use instead alternative products which substantially suit the purpose, the Minister shall invite at least three manufacturers and suppliers to submit offers in this respect.

Bids shall state the characteristics and the functioning of the products concerned and the details, plans and changes which shall be required in order to integrate these products in the work to be done as well as the price of the products involved and the cost of installation.

The Minister chooses the bid which he considers to be the most favorable and plans and specifications are drawn up accordingly. The product chosen shall be specified in the tender, as well as the price of same and the cost of installation. The tender shall, in this case, be based on this price and this cost of installation of the product.

However, as such products are subject to constant modifications, new inventions, etc., in the public interest, the Minister will have the authority at any time to change a product previously accepted for another which offers new characteristics and this without prejudice to the general contractor to whom the contract shall have been awarded.

ANNEX B

REGULATIONS concerning the applications for tenders and the award of contracts for work for the Department of Roads.

APPLICATION AND DEFINITION

1. The present regulations govern all applications for tenders and the award of contracts for work the Department of Roads, the estimated cost of which is over fifty thousand dollars, undertaken by the Province of Quebec.

However, in the case of work to be executed under a Federal-Provincial agreement, or an agreement for the execution of work to be carried on jointly with railway company or an organism of public utility, the clauses of the agreement concerned which are inconsistent with the provisions of the present regulations shall prevail over the latter.

2. In the present regulations:

a) the words "estimated cost" mean the probable amount of cost on projected works for the Department of Roads established by the Minister in accordance with the estimates of the officers of the Department which he directs;

b) the word "Department" means the Department of Roads;

c) the word "Minister" means "the Minister of the Department of Roads".

CONTRACTORS AUTHORIZED TO SUBMIT TENDERS

3. Only those are authorized to submit tenders for the execution of work for the Department of Roads are persons, associations, companies and corporations having their principal place of business in the Province of Quebec.

DEMANDES DE SOUMISSIONS

4. *Annonces publiques:* Les demandes de soumissions pour des travaux de voirie projetés doivent être faites par annonces publiques simultanément en français et en anglais dans, au moins, un journal de chaque langue publié dans les villes de Montréal et Québec ainsi que dans une localité voisine du site des travaux. S'il n'existe qu'un journal dans la localité concernée ou que tous les journaux publiés dans cette localité le sont dans la même langue, les demandes de soumissions doivent être faites dans les deux langues dans au moins un journal publié dans ladite localité.

CONTENU DE LA DEMANDE DE SOUMISSIONS

5. La demande de soumission doit indiquer ce qui suit:

1) la description sommaire des travaux projetés;

2) le lieu où ils seront exécutés;

3) l'endroit où le soumissionnaire peut obtenir les documents et les informations nécessaires à la préparation de sa soumission;

4) les conditions requises pour obtenir les documents nécessaires pour soumissionner;

5) le lieu où les soumissions seront reçues;

6) la date et l'heure limites fixées pour la réception des soumissions.

6. *Délai minimum de réception des soumissions:* Le délai pour la réception des soumissions est calculé à compter de la date de la première publication dans les journaux de la demande de soumission, et il ne doit pas être inférieur au délai suivant:

a) quatre semaines pour les travaux dont le coût estimatif excède un million de dollars;

b) trois semaines pour des travaux dont le coût estimatif est entre trois cent mille dollars et un million de dollars;

c) deux semaines pour les travaux dont le coût estimatif est inférieur à trois cent mille dollars.

7. *Documents devant être remis aux soumissionnaires:* Sur demande faite au ministre, moyennant le paiement des frais qu'il détermine, les documents suivants seront remis aux soumissionnaires:

1) la liste des documents requis pour soumissionner;

2) la copie de la demande de soumission publiée dans les journaux;

3) les instructions aux soumissionnaires;

4) la formule de soumission;

5) le questionnaire qui doit être complété par le soumissionnaire;

6) la formule de contrat;

7) la formule pour la police de garantie de soumission (bid bond);

8) la formule pour la police de garantie de l'exécution des travaux (performance bond);

9) le devis spécial;

10) les plans.

8. *Instructions aux soumissionnaires:* Le document intitulé « instructions aux soumissionnaires » doit indiquer la manière de remplir la formule de soumission et les documents requis à l'appui d'icelle, ainsi que la procédure à suivre par les soumissionnaires.

De plus, ce document doit contenir les avis suivants:

a) un avis à l'effet que le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission soit un chèque visé à l'ordre du ministre des finances de la province

CALL FOR TENDERS

4. *Public notices:* Call for tenders for projected work for the Department of Roads shall be made by public notices to appear simultaneously in French and in English in at least, one newspaper of each language published in the cities of Montreal and Quebec as well as in a neighboring locality of the site where the work is being carried on. If only one newspaper eixsts in the locality concerned, or if all the newspapers published in this locality are in one language only, call for tenders should be made in the two languages in at least one newspaper published in the said locality.

CONTENT OF THE REQUEST FOR TENDERS

5. The call for tenders shall indiate the following:

1) a summary description of the work projected;

2) the place where such work will be carried out;

3) the place where the tenderer may obtain the necessary documents and information required to prepare his tender;

4) the conditions required to obtain the necessary documents in order to submit a tender;

5) the place where tenders shall be received;

6) the limit as to date and time for reception of tenders.

6. *Minimum delay for reception of tenders:* The time allowed for reception of tenders is calculated from and after the date of the first publication in the newspaper of call for tenders and the time extended shall not be less than the following:

a) four weeks for work on which the estimated cost shall exceed one million dollars;

b) three weeks for work on which the estimated cost is between three hundred thousand dollars and one million dollars;

c) two weeks for work on which the estimated cost is less than three hundred thousand dollars.

7. *Documents to be given to the tenders:* Upon request made to the Minister, in consideration of the payment of the costs to be determined by him, the following documents shall be remitted to the tenderers:

1) The list of the documents required in order to submit a tender;

2) a copy of the request to submit a tender which was published in the newspapers;

3) instructions to tenderers;

4) the tender form;

5) the questionnaire which is to be completed by the tenderer;

6) the contract form;

7) the form of bid bond;

8) the form of the performance bond;

9) the special specifications;

10) the plans.

8. *Instructions to tenderers:* The document entitled "Instructions to Tenderers" shall indicate how to fill out the tender form and the documents required for endorsement, as well as the procedure to be followed by the tenderers.

Moreover, this document shall contain the following notices:

a) a notice to the effect that the bidder shall send with his tender a certified cheque to the order of the Minister of Finance of the Province

pour une somme équivalente ou supérieure à 10% du montant total de la soumission ou pour un montant forfaitaire fixé à l'avance par le ministre, soit une police de garantie d'une compagnie autorisée à se porter caution judiciaire en vertu de la Loi des compagnies de garanties, ou toute autre forme de garantie déterminée par le ministre et équivalente au montant du chèque visé mentionné plus haut;

b) un avis à l'effet que le soumissionnaire doit fournir avant de commencer l'exécution du contrat, une police de garantie égale au prix d'exécution du contrat et émise par une compagnie visée au paragraphe « *a* » précédent, ou une garantie jugée acceptable par le ministre;

c) un avis à l'effet que toute soumission qui ne sera pas complétée conformément aux instructions au soumissionnaire, ou qui ne sera pas accompagnée des documents requis, ou dont les documents requis ne seront pas dûment complétés, ne sera pas prise en considération;

d) un avis à l'effet que le ministre n'est pas tenu d'accepter aucune soumission.

9. *Genre de contrat:* Les soumissions ne seront demandées et les contrats qui peuvent en découler ne seront accordés que suivant l'une ou l'autre des bases ci-après mentionnées:

1) à prix forfaitaire;

2) à prix unitaire, lorsque le nombre et l'importance de variations possibles dans l'exécution des travaux empêchant une estimation adéquate du coût desdits travaux;

3) à coût plus honoraires, lorsque les travaux sont de très grande envergure et que des prix unitaires ne peuvent être adéquatement déterminés ou lorsque l'urgence dans l'exécution des travaux est telle qu'il est préférable de commencer ces travaux avant que les plans et devis soient complétés.

Dans les cas prévus au paragraphe « 3 », le ministre verra à ce que la formule de soumission mentionne son estimation du coût des travaux.

L'emploi de ce genre de soumission est exceptionnel et ne saurait être suivi à moins d'une autorisation préalable du Conseil Exécutif qui doit également et préalablement ratifier l'octroi du contrat qui peut en découler.

10. *Formule de soumission:* Les formules de soumissions sont préparées par les officiers du ministère.

La formule de soumission doit être rédigée de manière que le soumissionnaire indique, dans sa soumission, les noms, spécialités et prix soumis par les sous-traitants sur lesquels il a basé sa soumission.

Elle doit de plus contenir une liste des prix unitaires pour les item susceptibles de varier.

11. *Questionnaire que doit compléter le soumissionnaire:* Le questionnaire doit exiger les informations suivantes:

a) si l'entrepreneur-soumissionnaire est une personne, son nom, sa résidence et son domicile ou,

b) si l'entrepreneur-soumissionnaire est une société, les noms, résidences et domiciles de tous les sociétaires ou,

c) si l'entrepreneur est une compagnie ou une corporation, la loi en vertu de laquelle elle a été constituée ainsi que les noms, résidences et domiciles de ses directeurs. Dans ce cas, la soumission doit être accompagnée d'une résolution de la compagnie ou corporation autorisant une personne désignée à signer, pour et au nom de la compagnie ou corporation, les soumissions et les documents qui y sont annexés;

for an amount equal to or above 10% of the total amount of the bid or for a contractual amount fixed in advance by the Minister; or give a policy of guarantee from a company authorized to provide judicial surety under the Guarantee Companies Act or any other form of guarantee determined by the Minister and equal to the amount of the certified cheque above mentioned;

b) a notice to the effect that, before starting to execute a contract, the tenderer shall supply a guarantee policy for an amount equal to the contract price and issued by a certified company in the preceding paragraph "*a*" or a guarantee judged acceptable by the Minister;

c) a notice to the effect that any bid which does not fully comply with instructions given by the party calling for tenders, or any bid not having all documents required attached thereto or, in cases where the required documents have not been duly completed, such a bid shall not be considered;

d) a notice to the effect that the Minister is not obliged to accept any bid.

9. *Type of contract:* Tenders and contracts to be derived therefrom shall be granted only on the basis of one of the following conditions:

1) At a "lump sum" price;

2) at a unit price, in the case where the number and importance of possible variations in the execution of the work prevent an adequate estimate of the cost of the said work;

3) at "cost plus" price, in the case where the work is on a broad scale and the unit prices cannot be adequately determined or in a case where the execution of the work to be done is so urgent that it is preferable to start such work before the plans and specifications are completed.

In cases provided for in paragraph "3" the Minister shall see that his estimate of the cost of the work to be done is mentioned on the tender form.

This form of tender is exceptional and can be used only after first having obtained authorization from the Executive Council which, in turn, will have to ratify the contract before it is awarded.

10. *Tender forms:* The tender forms are prepared by officers of the Department.

The tender forms shall be drawn up in such a way that the bidder shall indicate in his bid the names, specialties and prices submitted by sub-contractors upon which he has based his bid.

They shall also contain a list of unit prices on items liable to change.

11. *Questionnaire to be completed by the tenderer:* The questionnaire shall call for the following information:

a) if the contractor submitting the tender is one individual, his name, residence and domicile or,

b) if the contractor submitting the tender is an association, the names, residences and domiciles of all its members, or,

c) if the contractor is a company or a corporation, the act under which it has been incorporated as well as the names, residences and domiciles of its directors. In such a case the tender shall be accompanied by a resolution of the company or corporation authorizing a certain designated person to sign for, and in the name of the company or corporation, the bids and the documents annexed thereto;

d) les références bancaires du soumissionnaire;

e) un résumé de l'expérience générale du soumissionnaire et, en particulier, de son expérience relativement à des contrats semblables;

f) la description de l'équipement que le soumissionnaire entend utiliser pour l'exécution des travaux;

g) la liste des hommes-clefs que le soumissionnaire entend employer pour l'exécution des travaux, ainsi que leur expérience et leur compétence en cette matière;

h) la liste des travaux en voie d'exécution par le soumissionnaire au moment de la présentation de la soumission.

12. *Sous-traitants:* Il n'est pas permis à l'entrepreneur général de changer de sous-traitants ou de modifier les prix, termes et conditions que les sous-traitants lui ont soumis sauf s'il en est requis par le ministre.

Si le ministre requiert un changement de sous-traitant et que le prix de la soumission du sous-traitant qui doit remplacer le premier excède le prix de la soumission du sous-traitant remplacé, le prix global de la soumission de l'entrepreneur général sera majoré de la différence.

Lorsqu'il y a changement de sous-traitant, le remplaçant doit être le sous-traitant qui a soumis le plus bas prix parmi ceux dont les noms et les prix apparaissent dans les soumissions qui doivent être considérées pour l'adjudication des travaux.

OUVERTURE DES SOUMISSIONS ET ADJUDICATION DU CONTRAT

13. Toutes les soumissions relatives à un même contrat doivent être ouvertes par le ministre, ou officier du ministère délégué à cette fin par le ministre, en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions pour le retour de ces dernières.

14. Tous les entrepreneurs généraux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions.

15. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

16. Sous réserve des dispositions de l'article 17, le ministre doit étudier et considérer, pour fins d'adjudication, toutes les soumissions présentées.

17. Toute soumission qui n'est pas complétée conformément aux instructions aux soumissionnaires, ou qui n'est pas accompagnée des documents requis ou dont les documents requis ne sont pas régulièrement complétés ne doit pas être considérée pour les fins de l'adjudication du contrat.

18. Dès la date du choix du soumissionnaire par le ministre, le dépôt de garantie ou la police de garantie de soumission (bid bond), suivant le cas, doit être retourné à tous les autres soumissionnaires.

19. Le soumissionnaire dont la soumission a été accepté par le ministre doit en être informé dans les deux semaines qui suivent l'acceptation de sa soumission.

RETRAIT EN CERTAINS CAS D'UNE SOUMISSION

20. Dans un délai de trois mois de la date du choix du soumissionnaire par le ministre, celui-ci doit donner avis au soumissionnaire concerné de signer le contrat pour l'exécution des travaux projetés en indiquant dans l'avis les date, heure et lieu déterminés pour la signature de ce contrat.

d) the banking references of the bidder;

e) a summary of the geenral experience of the bidder and most especially, his experience relative to other similar contracts;

f) a description of the equipment that the bidder intends to use in the execution of the work;

g) a list of the key-men to be employed for the execution of the work, as well as a history of their experience and their competence in this matter;

h) a list of whatever work is being carried on by the bidder at the time of presenting the tender.

12. *Subcontractors:* A general contractor is not allowed to change subcontractors or to modify prices, terms and conditions submitted to him by sub-contractors unless required to do so by the Minister.

Should the Minister require a change in subcontractors and the bids which the subcontractor submits exceed those of the subcontractor he is to replace, the aggregate bid of the general contractor shall be raised to cover the difference.

When there is a change in the subcontractors, the replacement should be the subcontractor who has submitted the lowest bid among those whose names and bids appear in the tenders which are to be considered in the adjudication of the work.

OPENING OF TENDERS AND ADJUDICATION OF THE CONTRACT

13. All tenders relative to one contract shall be opened by the Minister or officer of the Department delegated for this purpose by the Minister, in the presence of at least two witnesses, at the date, hour and place mentioned for the return of the tenders.

14. All the general contractors who have submitted bids may attend the opening of the tenders.

15. The names of tenderers and their respective prices are to be read aloud at the opening of the tenders.

16. Under the provisions of article 17, the the Minister shall study and consider, for purposes of adjudication, all tenders submitted.

17. All tenders which do not completely comply with the instructions of the parties requesting tenders, or which do not have the required documents, or if such documents are not duly completed to meet with regulations, shall not be considered in the award of the contract.

18. Whenever the Minister shall have made his choice of the tenderer, all deposits whether guarantees or bid bonds, shall be returned to all other tenderers.

19. The tenderer whose bid was accepted by the Minister shall be informed within the fornight following acceptance of his bid.

WITHDRAWAL OF A TENDER, IN CERTAIN CASES

20. Within a delay of three months from the date of the choice of a bidder by the Minister, the latter shall notify the bidder concerned to sign the contract for the execution of the projected work by indicating in the notice the date, hour and place determined for the signing of this contract.

Si un tel avis n'est pas donné au soumissionnaire dans ce délai, le soumissionnaire peut, à l'expiration de ce délai, donner un avis au ministre qu'il retire sa soumission et celle-ci dans ce cas est considérée nulle et de nul effet *ab initio.*

21. Après l'expiration du délai de trois mois visé à l'article 20 et en tout temps avant la réception par le ministre d'un avis donné par le soumissionnaire, conformément au second alinéa de l'article 20, le ministre peut inviter ce soumissionnaire à signer le contrat dont il lui transmet le projet et à le lui retourner dans les dix jours de la mise à la poste de telle demande. À défaut par le soumissionnaire concerné de se rendre à cette demande du ministre dans le délai de dix jours ci-dessus prévu, la soumission de ce soumissionnaire est considérée nulle et de nul effet *ab initio.*

Le ministre aura le droit d'appliquer, s'il le juge nécessaire, les mêmes conditions à tout projet dont l'estimé sera inférieur à la somme de $50,000.00.

57871-o

Should such a notice not be given to the bidder within this delay, the bidder may, upon expiry of this delay, give notice to the Minister that he withdraws his tender and the latter is, in this case, considered null and void and of no effect *ab initio.*

21. After the expiry of the three-month delay mentioned in article 20 and at any time before reception by the Minister of a notice given by the bidder in compliance with the second paragraph of article 20, the Minister may request the bidder to sign the form of contract sent to him and to return it to him within ten days after the date of mailing the said request. In default of the bidder concerned to comply with this request of the Minister within the ten-day delay above provided, the tender of this bidder is considered cancelled and of no effect *ab initio.*

The Minister shall have the right to apply, should he deem it advisable, the same conditions to any project the estimated cost of which is less than $50,000.00.

57871

Vente pour taxes

Cité de Chicoutimi

Avis public est, par les présentes donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-cinq mai 1961, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la cité de Chicoutimi et à la commission scolaire, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du conseil, à l'hôtel-de-Ville de Chicoutimi, le VINGT-SEPTIÈME jour de JUIN 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales et autres charges municipales de l'année 1959 et des années antérieures et les taxes scolaires de l'année 1958-59 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

La vente des immeubles décrits dans la première section du présent avis sera faite sujette au droit de retrait.

Celle des immeubles décrits dans la deuxième section sera définitive et sans droit de retrait, conformément aux dispositions de l'article 74 de la Loi de la Commission municipale de Québec, lesdits immeubles étant un terrain vague d'une évaluation municipale ne dépassant pas mille dollars.

PREMIÈRE SECTION

Immeubles sujets au droit de retrait

1. J.-P. Gagnon, J.-P. Daneault, G. Dufour. Un terrain de figure irrégulière comprenant: *a)* Partie des lots 166, 167-2 et 179 compris dans les bornes suivantes: vers le nord, à l'avenue Hôtel-Dieu; vers l'est, à la propriété de Xavier Morin ou représentants, propriété ci-après décrite; vers le sud, à l'avenue St-François-Xavier et vers l'ouest à un terrain appartenant à la cité de Chicoutimi ou représentants suivant cette ligne parallèle à la limite est et tirée à une distance de 20 pieds vers l'est du point formant l'intersection de la ligne sud de l'avenue de l'Hôtel-Dieu avec la ligne nord de l'avenue St-François-Xavier; cette distance de 20 pieds étant mesurée suivant la ligne nord de l'avenue St-François-Xavier;

Sale for Taxes

City of Chicoutimi

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by a decree dated the twenty-fifth day of May, 1961, ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinunder described in payment of taxation arrears owing to the city of Chicoutimi and School Commission, with interest and costs, and that consequently, the said immoveables shall be sold by public auction, in the council room, at the City Hall of Chicoutimi, the TWENTY-SEVENTH day of JUNE, 1961 at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there may be excluded from the sale the immoveables on which the municipal taxes for the year 1959 and previous years and the school taxes for the year 1958-59 and previous years, shall have been paid before the time of sale.

The sale of immoveables described in section one of the present notice shall be made subject to right of redemption.

The sale of immoveables described in section two shall be definitive and without right of redemption, in conformity with the provisions of section 74 of the Quebec Municipal Commission Act, the said immoveables being a vague lot of land of municipal valuation not exceeding one thousand dollars.

SECTION ONE

Immoveables subject to right of redemption

1. J. P. Gagnon, J. P. Daneault, G. Dufour. A lot of land of irregular figure comprising: *a)* Part of lots 166, 167-2 and 179 comprised within the following boundaries: on the north, by the Hôtel-Dieu Avenue; on the east, by the property of Xavier Morin or representatives, property hereinafter described; on the south, by the St. François-Xavier Ave, and on the west by a lot of land belonging to the city of Chicoutimi or representatives following this line parallel to the east limit and drawn for a distance of 20 feet on the east from the point forming the intersection of the south line of Hôtel-Dieu Avenue with the north line of St. François-Xavier Avenue; this distance of 20 feet being measured according to the north line of St. François-Xavier Avenue;

b) Un terrain mesurant 12 pieds et un pouce de largeur sur la profondeur qu'il peut y avoir de l'avenue de l'Hôtel-Dieu actuelle à la rue St-François-Xavier actuelle, faisant partie des lots 166 et 167-2 s'il y a lieu et aussi faisant partie du lot 178, compris dans les bornes suivantes: au nord-est, par l'avenue Hôtel-Dieu actuelle; au sud-est, par une ligne droite partant de la rue St-François-Xavier actuelle, en suivant la limite extérieure du solage en pierre de la bâtisse construite sur le terrain ci-dessus et sur celui présentement décrit; au sud-ouest par la rue St-François-Xavier actuelle et au nord-ouest par une ligne droite partant de ladite rue St-François-Xavier, en se rendant à l'avenue Hôtel-Dieu et parallèle à la borne sud-est ci-dessus et distante de 12 pieds et un pouce vers le nord-ouest de ladite ligne sud-est.

c) Un terrain mesurant 3 pieds sur une profondeur de 53 pieds et comprenant une superficie de 159 pieds carrés formé: 1. d'une partie du lot 180 bornée comme suit: des côtés nord-ouest et nord par le résidu dudit lot 180; partie de la rue Hôtel-Dieu; du côté nord-est par la partie du lot 167 décrite plus loin au deuxième paragraphe de la présente description et du côté sud par une autre partie du lot 180: 2. d'une partie du lot 167 bornée comme suit: des côtés nord et sud-est par le résidu dudit lot 167, partie de la rue Hôtel-Dieu; du côté sud, par une partie du lot 167-2; et du côté sud-ouest par la partie du lot 180 décrit précédemment au premier paragraphe de la présente description.

2. Jos. Balckburn Inc. Un emplacement formant partie du lot 156 mesurant environ 45 pieds de largeur sur l'avenue Bégin sur 100 pieds de profondeur, borné comme suit: à l'est, par l'avenue Bégin; à l'ouest par le terrain de Louis Morin; au nord par le terrain de Roch Roy et au sud par le terrain de Joseph Tremblay « Maçon », le tout avec les droits et sujet aux réserves telles que le tout est mentionné dans un acte de convention intervenu entre M. Joseph Blackburn et M. Roch Roy, le 19 juin 1929.

3. Mme W. E. Gagnon. Le lot 85-52 et la moitié sud du lot 85-51.

4. Dame Yvette Harvey, épouse de Henri Villeneuve. Un terrain formé des lots 498-2 et 499-9 compris dans les bornes suivantes: en front, au nord, à la rue St-Hubert; en profondeur, au sud, au terrain du Séminaire de Chicoutimi; à l'est, au terrain de Johnny Boulay et à l'ouest, au terrain de Ludger Gagné.

5. Gustave Côté. Un terrain formant partie du lot 506 mesurant 50 pieds de largeur dans la ligne sud et 100 pieds de profondeur dans sa ligne ouest, et borné comme suit: au nord par le terrain réservé pour la rue No 5; au nord-est, par la rivière aux Rats; à l'est par le lot 507 et des deux autres côtés par le terrain de Antoine Villeneuve. La ligne sud formant angle droit avec la ligne est et la ligne ouest avec la ligne nord.

6. Mme Vve Aimé Lespérance. Les lots 573-7 et 572-2.

7. Mme Léonce Tremblay « Albert ». Le lot 600-1.

8. Léonce Tremblay « Albert ». Un terrain comprenant: *a*) un emplacement mesurant 40 pieds et 6 pouces par 80 pieds de profondeur de l'est à l'ouest, le tout mesure précise à la mesure anglaise et formant partie du lot 503, compris dans les bornes suivantes: en front, vers l'est, au terrain de madame Edouard Lemieux ou représentants, du côté nord, au terrain de Thomas Jalbert ou représentants; suivant une ligne parallèle à la rue Bossé et distance de 165 pieds, mesure précise; du côté sud de cette rue; et vers le sud par le terrain (maintenant rue) de Alfred Godbout;

b) un petit lopin de terre de forme triangulaire à prendre dans l'angle nord-ouest du lot 503-8 compris dans les bornes suivantes: vers le nord au lot 503-7; vers l'ouest par le terrain ci-dessus décrit et vers le sud-est par une ligne étant le prolongement en ligne droite, vers le sud-ouest, de la ligne sud-est du lot 503-6 ou encore par une rue.

9. Jean Noël Maziade. Le lot 680-51.

10. Jos. Émile Tremblay. La partie des lots 470 et 471 mesurant environ 23 pieds de largeur du sud au nord sur environ 103 pieds de profondeur et compris dans les bornes suivantes: vers l'est à l'avenue Laurier; vers l'ouest à Gonzague Tremblay; vers le nord au terrain loué par J.-Émile Tremblay à Canadian Petrofina Co Ltd et vers le sud à celui de Aldéi Simard ou représentants.

11. Julien Riverin. Un terrain mesurant 65 pieds sur 150 pieds de profondeur, d'une superficie de 9,750 pieds carrés, formé d'une partie du lot 552-3 et borné: au nord par le lot 552-1; c'est-à-dire la rue Belley; au sud, par le lot 552-4 ou rue Laurentides; à l'est par le résidu du lot 552-3 et à l'ouest par le lot 552-2.

12. Rosario Morin. Un terrain mesurant 200 pieds de largeur par 282 pieds de profondeur, formant partie du lot 1194, compris dans les bornes suivantes: au nord-est à la rue Price; au sud-ouest au résidu dudit lot

b) A lot of land measuring 12 feet and one inch in width along the depth there may be from the present Hôtel-Dieu Avenue to the present St. François-Xavier Street, forming part of lots 166 and 167-2, as the case may be, and also forming part of lot 178, comprised within the following boundaries: on the northeast, by the present Hôtel-Dieu Avenue; on the southeast, by a straight line starting from the present St-François-Xavier street, by following the outside limit of the stone cellar of the building erected on the lot of land above and on that presently described; on the southwest, by the present St. François-Xavier street and on the northwest, by a straight line starting from the said St. François Street, by going to the Hôtel-Dieu Avenue and parallel to the southwest boundary above and distant by 12 feet and one inch on the northwest of the said southeast line.

c) A lot of land measuring 3 feet on a depth of 53 feet and comprising an area of 159 square feet formed: 1. of part of lot 180 bounded as follows: the northwest and north sides by the residue of the said lot 180; part of Hôtel-Dieu Street; on the northeast side by that part of lot 167 described further on in the second paragraph of the present description and on the south side by another part of lot 180; 2. of a part of lot 167 bounded as follows: on the north and southeast sides by the residue of the said lot 167, partly by the Hôtel-Dieu Street; on the south side, by a part of lot 167-2; and on the southwest side by that part of lot 180 described previously in the first paragraph of the present description.

2. Jos. Blackburn Inc. An emplacement forming part of lot 156 measuring about 45 feet in width on Begin Avenue by 100 feet in depth, bounded as follows: on the east, by Begin Avenue; on the west, by the lot of land of Louis Morin; on the north, by the lot of land of Roch Roy and on the south, by the lot of land of Joseph Tremblay "Maçon", the whole with the rights and subject to the reserves as the whole is mentioned in a deed of agreement between Mr. Joseph Blackburn and Mr. Roch Roy, on June 19, 1929.

3. Mrs. W. E. Gagnon. Lot 85-52 and the south half of lot 85-51.

4. Dame Yvette Harvey, wife of Henri Villeneuve. A lot of land formed by lots 498-2 and 499-9 comprised within the following boundaries: in front, on the north, by St. Hubert Street; in depth, on the south, by the land of the Seminary of Chicoutimi; on the east, by the land of Johnny Boulay and on the west, by the lot of land of Ludger Gagné.

5.— Gustave Côté. A lot of land forming part of lot 506 measuring 50 feet in width in the south line and 100 feet in depth in its west line, and bounded as follows: on the north, by the lot of land reserved for No. 5 Street; on the northeast by Rivière aux Rats, and on the east by lot 507 and on the other two sides by the lot of land of Antoine Villeneuve. The south line forming a right angle with the east line and the west line with the north line.

6. Mrs. Widow Aimé Lespérance. Lots 573-7 and 572-2.

7. Mrs. Léonce Tremblay "Albert". Lot 600-1.

8. Léonce Tremblay "Albert". A lot of land comprising: *a*) an emplacement measuring 40 feet and 6 inches by 80 feet in depth from east to west, the whole precise measurement by English measurement and forming part of lot 503, comprised within the following boundaries: in front, on the east, by the lot of land of Mrs. Édouard Lemieux or representatives, on the north side, by the land of Thomas Jalbert or representatives; according to a line parallel to Bossé Street and distant by 165 feet, precise measurement; on the south side of this street; and on the south by the land (presently street) of Alfred Godbout;

b) a small strip of land of triangular form to be taken in the northwest angle of lot 503-8 comprised within the following boundaries: on the north, by lot 503-7; on the west, by the lot of land above described and on the southeast by a line being the extension in a straight line, towards the southwest, of the southeast line of lot 503-6 or again by a street.

9. Jean Noël Maziade. Lot 680-51.

10. Jos. Émile Tremblay. That part of lots 470 and 471 measuring about 23 feet in width from south to north by about 103 feet in depth and comprised within the following boundaries: on the east, by Laurier Avenue; on the west, by Gonzague Tremblay; on the north, by the lot of land rented by J.-Émile Tremblay to Canadian Petrofina Co. Ltd. and on the south to that of Aldéi Simard or representatives.

11. Julien Riverin. A lot of land measuring 65 feet by 150 feet in depth, of an area of 9,750 square feet, formed by a part of lot 552-3 and bounded: on the north, by lot 552-1, i.e., by Belley Street; on the south, by the lot 552-4 or Laurentides Street; on the east by the residue of lot 552-3 and on the west, by lot 552-2.

12. Rosario Morin. A lot of land measuring 200 feet in width by 282 feet in depth, forming part of lot 1194, comprised within the following boundaries: on the northeast by Price Street; on the southwest, by the

1194; au sud-est au lot 1194-2; au nord-ouest au lot 1194-1.

13. Edgard Perron. Un terrain comprenant: *a*) La partie non subdivisée des lots 981, 980-1 979, 977-1, 976-1, 975, 973-1 972-1, 971-1, 970-1, 969-1, 968-1, 967-1, 966-1, 965-1, 964-1, (sauf à distraire de celle-ci la partie vendue à Roland Hébert) et 963-1 (sauf à distraire les parties vendues à MM. Roland Hébert et Philippe Perron.

b) Les lots 992, 1047, 994, 993, 995, 998, 997 et 1042;

c) La partie du lot 989 comprise dans les bornes suivantes: au nord-est par le résidu dudit lot 989 suivant une parallèle à la limite sud-ouest du lot 982-1 et distante de celle-ci vers le sud-ouest de 100 pieds; au sud-est par le lot 992, au sud par le lot 1164 et au nord-ouest par la limite sud-est du lot 989 et son prolongement en ligne droite vers le sud-ouest.

d) La partie du lot 991 comprise dans les bornes suivantes: au nord-ouest par le prolongement en ligne droite vers le sud-ouest de la ligne de division entre les lots 982-1 et 982-2; au nord-est par les lots 982, 981, 980-1, 979 et 977-1; au sud-est par le lot 1047 et au sud-ouest par la partie du lot 992 susdécrite.

e) Le lot 99, sauf à distraire la partie vendue à Algérie Maltais.

f) Le lot 100, sauf à distraire les parties vendues à Algérie Maltais et Arthur Fortin.

14. Gagnon & Fugère. Un terrain comprenant une partie des lots 805-1, 806-1 et 1271 mesurant 60 pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur 40 pieds de profondeur du nord au sud, compris dans les bornes suivantes: au nord, par la rue Gilbert; à l'est par la partie non-subdivisée du lot 805; au sud par le terrain de Emmanuel Gagnon et à l'ouest par la partie non-subdivisée du lot 806.

15. Emmanuel Gagnon. Un terrain comprenant une partie des lots 805-1, 806-1 et 1271 mesurant 60 pieds de largeur de l'est à l'ouest sur 40 pieds de profondeur du nord au sud et compris dans les bornes suivantes: au sud, par la rue Lorne; à l'est par la partie non-subdivisée du lot 805; au nord, par le terrain de Gagnon & Fugère et à l'ouest par la partie non-subdivisée du lot 806.

16. Clément Roy. Les lots 1171-1-30 et 1177-1-41.

17. Napoléon Deschesne. Un terrain comprenant: *a*) Toute cette partie du lot 1172-22 bornée: au nord-ouest par le résidu dudit lot 1172-22 appartenant à Noël Tremblay; au nord-est au lot 1172-25; au sud-est au lot 1172-23 et au sud-ouest au lot 1172-21.

b) Le lot 1172-23.

18. Lorenzo Chamberland. Un terrain formé du lot 1177-4 mesurant 50 pieds de largeur sur 100 pieds de profondeur, sauf à distraire une lisière de terrain cédée par Alfred Tremblay à la Cité de Chicoutimi suivant acte enregistré le 6 novembre 1946 sous le No 85,076

19. Mme Jean-Baptiste Lavoie. Les lots 1059-1, 1042-1 et 1058-2.

20. Marcel Larouche ou dame Marcel Simard. Un terrain formant partie des lots 1065 et 1064 mesurant 50 pieds de largeur, mesure précise à la mesure anglaise, du sud-ouest au nord-est en mesurant perpendiculairement aux lignes latérales, par environ 120 pieds de profondeur moyenne et compris dans les bornes suivantes: en front, au nord-ouest, au chemin St-Ignace, Côte de la Réserve et des trois côtés ou résidu, au terrain de Mme Adélard St-Hilaire. Le côté sud-ouest mesurant 125 pieds mesure précise à la mesure anglaise, et étant parallèle à la ligne sud-ouest desdits lots 1065 et 1064 et distante de 49 pieds, mesure précise à la mesure anglaise, courant nord-est de cette ligne et le côté sud-est étant lui-même perpendicualire au côté sud-ouest. La partie susdécrite dudit lot 1065 est bornée: au nord-ouest au Chemin St-Ignace; au sud-est à la partie ci-après décrite dudit lot 1064 et des deux autres côtés au résidu du terrain de Mme Adélard St-Hilaire. La partie susdécrite dudit lot 1064 est bornée: au nord-ouest à la partie susdécrite dudit lot 1065 et des trois autres côtés au résidu du terrain de Mme Adélard St-Hilaire.

21. Philippe Morin. Un terrain formé du lot 1-G-66 du quinzième rang sud-ouest Chemin Sydenham au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

22. Lorenzo Leduc. Un terrain mesurant 200 pieds de largeur de l'est à l'ouest par 50 pieds de profondeur, plus ou moins, du nord au sud, formant partie du lot 3-A pour le quinzième rang sud-ouest au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, le tout compris dans les bornes suivantes: vers le sud, à une ruelle de 30 pieds; vers le nord, au terrain de la Compagnie de Chemin de Fer Québec Lac St-Jean; vers l'est au terrain de Ls-Henri Lavoie et vers l'ouest, à l'Aluminum Company of Canada Ltd.

residue of the said lot 1194; on the southeast, by lot 1194-2; on the northwest, by lot 1194-1.

13. Edgard Perron. A lot of land comprising: *a*) That unsubdivided part of lots 981, 980-1, 979, 977-1, 976-1, 975, 973-1, 972-1, 971-1, 970-1, 969-1, 968-1, 967-1, 966-1, 965-1, 964-1, (save to withdraw from the latter that part sold to Roland Hébert) and 963-1 (save to withdraw the parts sold to Messrs. Roland Hébert and Philippe Perron.

b) Lots 992, 1047, 994, 993, 995, 998, 997 and 1042;

c) That part of lot 989 comprised within the following boundaries: on the northeast by the residue of the said lot 989 following a line parallel to the southwest limit of lot 982-1 and distant from the latter on the southwest by 100 feet; on the southeast, by lot 992, on the south by lot 1164 and on the northwest by the southeast limit of lot 989 and its extension in a straight line towards the southwest.

d) That part of lot 991 comprised within the following boundaries: on the northwest, by the extension in a straight line on the southwest of the dividing line between lots 982-1 and 982-2; on the northeast, by lots 982, 981, 980-1, 979 and 977-1; on the southeast, by lot 1047 and on the southwest, by part of lot 992 above described.

e) Lot 99, save to withdraw that part sold to Algérie Maltais.

f) Lot 100, save to withdraw the parts sold to Algérie Maltais and Arthur Fortin.

14. Gagnon & Fugère. A lot of land comprising a part of lots 805-1, 806-1 and 1271 measuring 60 feet in width from east to west, by 40 feet in depth from north to south, comprised within the following boundaries: on the north, by Gilbert Street; on the east by that unsubdivided part of lot 805; on the south, by the lot of land of Emmanuel Gagnon and on the west by that unsubdivided part of lot 806.

15. Emmanuel Gagnon. A lot of, and comprising a part of lots 805-1, 806-1 and 1271 measuring 60 feet in width from east to west by 40 feet in depth from north to south and comprised within the following boundaries: on the south, by Lorne Street; on the east, by the unsubdivided part of lot 805; on the north, by the land of Gagnon & Fugère and on the west by the unsubdivided part of lot 806.

16. Clément Roy. Lots 1171-1-30 and 1177-1-41.

17. Napoléon Deschesnes. A lot of land comprising: *a*) All that part of lot 1172-22 bounded: on the northwest by the residue of the said lot 1172-22 belonging to Noël Tremblay; on the northeast, by lot 1172-25; on the southeast, by lot 1172-23 and on the southwest by lot 1172-21.

b) Lot 1172-23.

18. Lorenzo Chamberland. A lot of land formed from lot 1177-4 measuring 50 feet in width by 100 feet in depth, save to withdraw a strip of land ceded by Alfred Tremblay to the city of Chicoutimi according to deed registered on November 6, 1946 under No. 85,076.

19. Mrs. Jean-Baptiste Lavoie. Lots 1059-1, 1042-1 and 1058-2.

20. Marcel Larouche or Dame Marcel Simard. A lot of land forming part of lots 1065 and 1064 measuring 50 feet in width, precise measurement by English measure, from southwest to northeast by measuring perpendicularly with the lateral lines, by about 120 feet in average depth and comprised within the following boundaries: in front, on the northwest, by the St-Ignace Road, Côte de la Réserve and on the three sides or residue, by the lot of land of Mrs. Adélard St-Hilaire. The southwest side measuring 125 feet precise measurement by English measure, and being parallel to the southwest line of the said lots 1065 and 1064 and distant by 49 feet, precise measurement by English measure, running northeast from this line and the southeast side being itself perpendicular to the southwest side. That part above described of the said lot 1065 is bounded: on the northwest, by the St-Ignace Road; on the southeast, by that part hereinafter described of the said lot 1064 and the other two sides by the residue of the lot of land of Mrs. Adélard St-Hilaire. That part above described of the said lot 1064 is bounded: on the northwest by the part above described of the said lot 1065 and on the other three sides by the residue of the land of Mrs. Adélard St. Hilaire.

21. Philippe Morin. A lot of land formed from lot 1-G-66 of the fifteenth range southwest of the Sydenham Road on the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

22. Lorenzo Leduc. A lot of land measuring 200 feet in width from east to west by 50 feet in depth, more or less, from north to south, forming part of lot 3-A for the fifteenth range southwest on the official cadaster of the parish of Chicoutimi, the whole comprised within the following boundaries: on the south, by a lane of 30 feet; on the north, by the lot of land of the Quebec Lake St-John Railway Company; on the east, by the lot of land of Ls-Henri Lavoie and on the west, by the Aluminum Company of Canada Ltd.

23. Roger Leduc. Un terrain formé du lot 3-A-28 du quinzième rang sud-ouest Chemin Sydenham au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

DEUXIÈME SECTION

Immeubles non sujets au droit de retrait

24. John Murdock. Les lots 72-A-48-4 et 72-A-52-6 du premier rang nord-est Chemin Sydenham, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

25. Thomas-Louis Desmeules. Un terrain de figure rectangulaire, faisant partie des lots 6-A-18 et 6-A-19 du quatorzième rang sud-ouest du Chemin Sydenham du canton Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, mesurant environ 30 pieds de largeur, de l'est à l'ouest, borné: au nord au lot 6-A-25; au sud, à la partie non-subdivisée dudit lot 6-A; d'un côté, à l'est, au terrain de Lucien Blackburn, et de l'autre côté, à l'ouest, au terrain de Jean-Nil Dallaire.

26. Thomas-Louis Desmeules. Un terrain formé du lot 5-B-75 du quatorzième rang sud-ouest Chemin Sydenham, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

27. Thomas-Louis Desmeules. Un terrain formé du lot 5-B-76 du quatorzième rang sud-ouest Chemin Sydenham, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

28. Thomas-Louis Desmeules. Un terrain comprenant: *a*) Les lots 5-B-79 et 5-B-31-4 du quatorzième rang sud-ouest Chemin Sydenham, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi;

b) Une partie du lot 5-B-31 des susdits rang et cadastre et comprise dans les bornes suivantes: au nord, par le résidu dudit lot 5-B-31 suivant une droite étant le prolongement vers l'ouest de la limite nord du lot 5-B-31-4; à l'est, par le lot 5-B-31-4; au sud par le lot 5-B-31-5 et à l'ouest par la partie du lot 5-B ci-après décrite.

c) une partie du lot 5-B des susdits rang et cadastre et comprise dans les bornes suivantes: au nord, par le résidu dudit lot 5-B suivant une droite étant le prolongement vers l'ouest de la limite nord du lot 5-B-31-4; à l'est, par la partie du lot 5-B-31 précédemment décrite; au sud, par le lot 5-B-71 et à l'ouest par la limite est du lot 5-B-78 et son prolongement en ligne droite vers le nord.

29. Thomas-Louis Desmeules. Le lot 5-B-31-6 du quatorzième rang sud-ouest Chemin Sydenham, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

30. Mlle Marie Dubuc. Le lot 529-1.

31. Mlle Marie Dubuc. Le lot 565-20.

32. Mlle Marie Dubuc. Le lot 564-20.

33. Mlle Marie Dubuc. Le lot 564-14.

34. Morin & Fils. Un certain terrain formant partie du lot 611, mesurant 45 pieds du nord au sud par 100 pieds de profondeur de l'est à l'ouest, compris dans les bornes suivantes: vers l'ouest, par la rue Ste-Anne; vers le nord, par le terrain de Laurian Goulet; vers le sud et vers l'est par le résidu dudit lot 611, propriété de Edgard, Georges, Edouard et Edmond Savard.

35. Edgard Perron. Le lot 970-1-2.

36. Edgard Perron. Le lot 970-1-3.

37. Edgard Perron. Le lot 969-1-1.

38. Edgard Perron. Les lots 969-1-2 et 968-1-1.

39. Edgard Perron. Le lot 968-1-2.

40. Edgard Perron. Le lot 968-1-3.

41. Edgard Perron. Les lots 968-1-4 et 967-1-1.

42. Inconnu. Les lots 1179-2-1 et 1179-3-10-1.

43. Inconnu. Les lots 1179-2-7 et 1179-3-11-2.

44. Inconnu. Le lot 1177-1-18.

45. Arthur Tremblay. Le lot 1177-1-17.

Lesdits lots et parties de lots mentionnés sont du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sauf les lots et parties de lots mentionnés aux numéros d'ordre 21 à 29 inclusivement qui sont, tel que mentionné, du cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi.

Ils seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, sujet à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi et à toutes les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette aux dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce vingt-troisième jour de mai 1961.

Le Greffier,
GASTON CARRIER.

57790-22-2-o

23. Roger Leduc. A lot of land formed by lot 3-A-28 fifteenth range southwest Sydenham Road on the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

SECOND SECTION

Immoveables not subject to the right of withdrawal

24. John Murdock. The lots 72-A-48-4 and 72-A-52-6 on the first range northeast, Sydenham Road, in the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

25. Thomas-Louis Desmeules. A lot of land rectangular in shape, forming part of lots 6-A-18 and 6-A-19 on the fourteenth range southwest of Sydenham Road in the township of Chicoutimi, in the official cadaster of the parish of Chicoutimi, measuring approximately 30 feet in width, from east to west, bounded: on the north by lot 6-A-25, on the south by the non-subdivided part of said lot 6-A, on one side, on the east, by the land of Lucien Blackburn, and on the other side, on the west, by the land of Jean-Nil Dallaire.

26. Thomas-Louis Desmeules. A lot of land formed from lot 5-B-75 on the fourteenth range southwest of Sydenham Road, in the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

27. Thomas-Louis Desmeules. A lot of land formed of lot 5-B-76 of the fourteenth range southwest of Sydenham Road, in the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

28. Thomas-Louis Desmeules. A lot of land comprising: *a*) Lots 5-B-79 and 5-B-31-4 of the fourteenth range southwest Syndenham Road, in the official cadaster of the parish of Chicoutimi;

b) A part of lot 5-B-31 of the above said range and cadaster and comprised within the following boundaries: on the north, by the residue of the said lot 5-B-31 following a straight line being the extension towards the west of the north limit of lot 5-B-31-V; on the east, by lot 5-B-31-4; on the south by lot 5-B-31-5 and on the west, by part of lot 5-B hereinafter described.

c) a part of lot 5-B of the above said range and cadaster and comprised within the following boundaries: on the north, by the residue of the said lot 5-B following a straight line being the extension towards the west of the north limit of lot 5-B-31-4; on the east, by that part of lot 5-B-31 previously described; on the south, by lot 5-B-71 and on the west, by the east limit of lot 5-B-78 and its extension in a straight line towards the north.

29. Thomas-Louis Desmeules. Lot 5-B-31-6 on the fourteenth range southwest, Sydenham Road, in the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

30. Miss Marie Dubuc. Lot 529-1.

31. Miss Marie Dubuc. Lot 565-20.

32. Miss Marie Dubuc. Lot 564-20.

33. Miss Marie Dubuc. Lot 564-14.

34. Morin & Fils. A certain lot of land forming a part of lot 611, measuring 45 feet from north to south by 100 feet in depth from east to west, enclosed within the following boundaries: on the west, by Ste-Anne St., on the north, by the land belonging to Laurian Goulet, on the south and on the east, by the remainder of said lot 611, which is the property of Edgard, Georges, Edouard and Edmond Savard.

35. Edgard Perron. Lot 970-1-2.

36. Edgard Perron. Lot 970-1-3.

37. Edgard Perron. Lot 969-1-1.

38. Edgard Perron. Lots 969-1-2 and 968-1-1.

39. Edgard Perron. Lot 968-1-2.

40. Edgard Perron. Lot 968-1-3.

41. Edgard Perron. Lots 968-1-4 and 967-1-1.

42. Unknown. Lots 1179-2-1 and 1179-3-10-1.

43. Unknown. Lots 1179-2-7 and 1179-3-11-2.

44. Unknown Lot 1177-1-18.

45. Arthur Tremblay. Lot 1177-1-17.

The said lots and parts of lots mentioned are in the official cadaster of the town of Chicoutimi, save the lots and parts of lots mentioned in numbers 21 to 29 inclusively which are, as mentioned, in the official cadaster of the parish of Chicoutimi.

They will be sold with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, if any, subject to all the rights acquired by the city of Chicoutimi and to all the servitudes, active or passive, apparent or unapparent which might affect them.

The adjudication price of each of these immoveables will be payable immediately.

The sale, moreover, will be subject to the provisions of the Quebec Municipal Commissions Act.

Given at Chicoutimi, this twenty-third day of May, 1961.

GASTON CARRIER,
City Clerk.

57790-22-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No V-4328. { DIONNE MOTOR SALES INC., corps politique légalement constitué ayant son siège social à Val d'Or, (demandeur dans l'instance originaire), saisissant *vs* JOSEPH FOURNIER, père, et JEAN-NOËL FOURNIER tous deux d'Obaska, (défendeur dans l'instance originaire), saisi.

Avis de vente

Les droits acquis sur le numéro quarante-quatre (44) du rang trois (3) canton Pascalis, tels que décrits au cadastre officiel et livre de renvoi avec circonstances, bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église Notre-Dame de la Route, canton Pascalis, le VINGT et UNIÈME jour de JUIN 1961 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J.-A. GAUTHIER.

Bureau du Shérif,
Amos, 12 mai 1961.

57656-20-2-o

District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 11,090. { JACK KENTISH, homme d'affaires de Malartic, district d'Abitibi, demandeur, *vs* HENRI FRENETTE, de St-Nazaire de Berry, district d'Abitibi, défendeur.

Avis de vente

Les droits acquis sur l'immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-sept (57) du rang huit (8) du canton Trécesson, comté d'Abitibi-Est, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Nazaire de Berry, le DOUZIÈME jour de JUILLET 1961 à DIX heures de l'avant-midi.

Amos, 31 mai 1961.

Le Shérif d'Abitibi,
(*Signé*) CONRAD PAQUETTE.

57827-23-2-o

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 5544. { BANQUE DE MONTRÉAL, corps politique et incorporé, dûment constitué en corporation, ayant son siège social et principale place d'affaires en la cité de Montréal, province de Québec, demanderesse, *vs* ROLLAND PAIEMENT, bourgeois, du village de St-Lazare, comté de Vaudreuil, district de Beauharnois, y résidant à Côte St-Louis, paroisse de St-Lazare, défendeur.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Abitibi

Superior Court, No. V-4328. { DIONNE MOTOR SALES INC., a body politic legally incorporated having its head office at Val d'Or, (plaintiff in the first instance), seizing creditor, *vs* JOSEPH FOURNIER, father, and JEAN-NOËL FOURNIER, both of Obaska, (defendant in the first instance) seized.

Notice of sale

The rights acquired on number forty-four (44) of range three (3) township Pascalis, as described in the official cadaster and in the book of reference with circumstances, buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of Notre-Dame de la Route, township Pascalis on the TWENTY-FIRST day of JUNE, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

J.-A. GAUTHIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, May 12, 1961.

57656-20-2-o

District of Abitibi

Superior Court, No. 11,090. { JACK KENTISH, businessman of Malartic, district of Abitibi, plaintiff, *vs* HENRI FRENETTE, of St-Nazaire de Berry, district of Abitibi, defendant.

Notice of sale

The rights acquired on the immoveable known and designated as being lot number fifty-seven (57) on range eight (8) in the township of Trécesson, county of Abitibi-East, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of St-Nazaire de Berry, the TWELFTH day of JULY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

Amos, May 31, 1961.

(*Signed*) CONRAD PAQUETTE,
Sheriff of Abitibi.

57827-23-2

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 5544. { BANK OF MONTREAL, a body politic and corporate, duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, Province of Quebec, plaintiff, *vs* ROLLAND PAIEMENT, gentleman, of the village of St. Lazare, county of Vaudreuil, district of Beauharnois, therein residing at Cote St. Louis, parish of St. Lazare, defendant.

À savoir: « Une partie du lot No dix-huit (18) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lazare, mesurant un arpent (1 arp.) de largeur, par un arpent (1 arp.) de profondeur, et bornée à l'ouest, par le chemin public, d'un côté au nord, par le lot numéro 19, et en arrière et de l'autre côté au sud, par le résidu du lot numéro 18, appartenant à Pyramid Realties Ltd. »

Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Lazare, comté de Vaudreuil, district de Beauharnois, le JEUDI, VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1961, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
ce 15 mai 1961. 57675-20-2

[Première insertion: le 20 mai 1961]

To wit: "Part of lot number eighteen (18) on the official plan and book of reference of the parish of St. Lazare, measuring one arpent (1 arp.) in width, by one arpent (1 arp.) in depth, and bounded to the west, by the public road, on one side to the north, by lot number 19, and in rear and on the other side to the south, by the residue of lot number 18, belonging to Pyramid Realties Ltd."

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Lazare, county of Vaudreuil, district of Beauharnois, THURSDAY, TWENTY-SECOND day of JUNE, 1961, at TEN o'clock and THIRTY in the forenoon.

ERNEST POIRIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
May 15, 1961. 57675-20-2-o

[First insertion: May 20, 1961]

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Cour de Magistrat, No 52,380. ALPHIDE GIRARD & FILS LTÉE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Chicoutimi district de Chicoutimi, P.Q., demanderesse; *vs* HENRI PEDNEAULT, cordonnier, St-Ambroise, district de Chicoutimi, P.Q., défendeur.

Contre le défendeur.

« Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton Bourget, comme faisant partie du lot numéro vingt (20) dans le rang est de ce canton, lequel terrain mesure soixante-quinze pieds de largeur de l'est à l'ouest sur une profondeur de cent pieds du sud au nord, et borné au nord par la rue St-Norbert et de tous les autres côtés par le résidu dudit lot dont il fait partie, le tout avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Ambroise, le TREIZIÈME jour du mois de JUILLET 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 5 juin 1961. 57832-23-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Magistrate's Court, No. 52,380. ALPHIDE GIRARD & FILS LTÉE, corporation legally constituted, having its head office in the city of Chicoutimi, district of Chicoutimi, P.Q., plaintiff, *vs* HENRI PEDNEAULT, shoemaker, St-Ambroise, district of Chicoutimi, P.Q., defendant.

Against the defendant.

"A parcel of land or emplacement known and designated in the official cadaster of the township of Bourget as forming part of lot number twenty (20) in the east range of this township, which lot measures seventy-five feet in width from east to west on a depth of one hundred feet from south to north, and bounded on the north by St-Norbert street and on all the other sides by the residue of the said lot of which it forms part, the whole together with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of St-Ambroise, the THIRTEENTH day of JULY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, June 5, 1961. 57832-23-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 8655. JACQUES HAMEL, chauffeur, domicilié à Maniwaki, district de Hull, demandeur, *vs* AURÈLE CHARRON, ARMAND CHARRON et LOUIS-ABEL RACINE, demeurant tous trois à Duclos, district de Hull, défendeurs.

« Un emplacement situé à Masham, province de Québec, propriété du défendeur Louis-Abel Racine, connu et désigné comme étant le lot numéro cinquante-sept (57) dans le neuvième rang du canton de Masham, comté de Gatineau,

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 8655. JACQUES HAMEL, chauffeur, domiciled at Maniwaki, district of Hull, plaintiff, *vs* AURÈLE CHARRON, ARMAND CHARRON and LOUIS-ABEL RACINE, lla three living at Duclos, district of Hull, defendants.

"An emplacement situated at Masham, Province of Quebec, the property of the defendant, Louis-Abel Racine, known and designated as being lot number fifty-seven (57) on the ninth range in the township of Masham, county of

mesurant cent acres de terre en superficie, plus ou moins, avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Cécile de Masham, district de Hull, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 15 mai 1961.

57676-20-2-o

Gatineau, having an area of one hundred acres of land, more or less, with buildings thereon erected."

To be sold at the door of the church of Ste-Cécile de Masham, district of Hull, on the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, May 15, 1961.

57676-20-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, No 21445. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA VILLE DE POINTE-GATINEAU, corporation légalement constituée ayant son siège social à Pointe-Gatineau, district de Hull, demanderesse, *vs* PAUL-ÉMILE PAPILLON, 18 Rédemptoristes, Pointe-Gatineau, Qué., défendeur.

« Un immeuble situé à Pointe-Gatineau, province de Québec, sur la rue Rédemptoriste, connu et désigné comme étant le lot numéro quarante-trois de la subdivision officiel du lot original numéro cinq cent cinquante-sept (557-43) tel que décrit au plan et au livre de renvoi du village de Pointe-Gatineau, maintenant ville de Pointe-Gatineau, mesurant cinquante pieds (50′) de largeur par quatre-vingt-dix pieds (90′) de profondeur, plus ou moins, mesures anglaises, avec les propriétés y construites portant le numéro civique 18 des Rédemptoristes, en la ville de Pointe-Gatineau, enregistré sous le numéro 116-146 au Bureau d'Enregistrement de Hull. »

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame du Rosaire, en la ville de Pointe-Gatineau, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
Hull, le 15 mai, 1961.

57677-20-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 21445. { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE TOWN OF POINTE-GATINEAU, body legally incorporated having its head office at Pointe-Gatineau, district of Hull, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE PAPILLON, 18 Rédemptoristes, Pointe-Gatineau, Que., defendant.

"An immoveable situated at Pointe-Gatineau, province of Quebec, on Rédemptoriste St., known and designated as being the lot number forty-three of the official subdivision of original lot number five hundred and fifty-seven (557-43) as described on the plan and in the book of reference of the village of Pointe-Gatineau, now the town of Pointe-Gatineau, measuring fifty feet (50′) in width by ninety feet (90′) in depth, more or less, English measure, with the buildings thereon constructed bearing civic number 18 des Rédemptoristes, in the town of Pointe-Gatineau, registered under number 116-146 at the registry office of Hull."

To be sold at the door of the church of Notre-Dame du Rosaire, in the town of Pointe-Gatineau, on the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, May 15, 1961.

57677-20-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour de Magistrat, No 21500. { LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES DE LA VILLE DE POINTE-GATINEAU, corporation légalement constituée ayant son siège social à Pointe-Gatineau, district de Hull, demanderesse, *vs* ARMAND LEGAULT, 54 St. Josaphat, Pointe-Gatineau, Qué., défendeur.

« Un lopin de terre sis et situé à Pointe-Gatineau, rue St-Josaphat, connu et désigné comme étant le numéro cent cinquante de la subdivision du lot numéro cinq cent cinquante-cinq (555-150) au cadastre du village maintenant ville de Pointe-Gatineau; mesurant cent un pieds et un dixième (101.1′) dans sa ligne nord, cent pieds (100′) dans sa ligne sud, cinquante pieds (50′) dans sa ligne ouest et soixante-cinq pieds (65′) dans sa ligne est; tous mesure anglaise et plus ou moins, enregistré au Bureau d'Enregistrement de la Division de Hull, sous numéro 109-389; avec bâtisses dessus construites ».

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame du Rosaire, à Pointe-Gatineau, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN 1961, à QUATRE heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 15 mai 1961.

57678-20-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Magistrate's Court, No. 21500. { THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE TOWN OF POINTE-GATINEAU, corporation legally incorporated having its head office at Pointe-Gatineau, district of Hull, plaintiff, *vs* ARMAND LEGAULT, 54 St. Josaphat, Pointe-Gatineau, Que., defendant.

"A parcel of land lying and situated à Pointe-Gatineau, St. Josaphat street, known and designated as being number one hundred and fifty of the subdivision of lot number five hundred and fifty-five (555-150) on the official cadaster of the village now town of Pointe-Gatineau; measuring one hundred and one feet and one-tenth (101.1′) in its north line, one hundred feet (100′) in its south line, fifty feet (50′) in its west line and sixty-five feet (65′) in its east line; all English measure and more or less, registered at the registry office for the division of Hull, under number 109-389; with buildings thereon erected".

To be sold at the door of the Notre-Dame du Rosaire church, Pointe-Gatineau, the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1961, at FOUR o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, May 15, 1961.

57678-20-2

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 8926. { JOS. AUBRY, hôtelier, domicilié à Chénéville, district de Hull, en sa qualité d'exécuteur et d'administrateur testamentaire à la Succession Paul E. Duquette, de son vivant propriétaire de moulin à scie, domicilié à St. André Avellin, district de Hull, demandeur, *vs* ROSAIRE R. LAPORTE, domicilié à ville Jacques-Cartier, district de Montréal, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro sept « B » du premier rang, au cadastre officiel du canton de Preston (Ptie 7B, rg. 1), mesurant 100′ x 100′, plus ou moins, et borné à l'est par le chemin public, et des autres côtés par le résidu dudit lot propriété d'Omer Girard ou représentants; ce terrain étant situé à environ un arpent de la ligne de division des lots 6 et 7; avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame du Mont Carmel, à Duhamel, le TREIZIÈME jour de JUILLET, 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St. Pierre.

Bureau du Shérif,
Hull, ce 5 juin, 1961.

57858-23-2-o

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 8926. { JOS. AUBRY, innkeeper, domiciled at Chénéville, district of Hull, in his capacity as executor and testamentary administrator of the Estate of Paul E. Duquette, in his lifetime proprietor of a saw mill, domiciled at St. André Avellin, district of Hull, plaintiff, *vs* ROSAIRE R. LAPORTE, domiciled in the town of Jacques-Cartier, district of Montreal, defendant.

"An emplacement known and designated as forming a part of lot number seven "B" on the first range, in the official cadaster of the township of Preston (P. 7B, R. 1), measuring 100′ x 100′, more or less, and bounded on the east by the public road, and on the other sides by the remainder of said lot, belonging to Omer Girard or representatives; said terrain is situated at a distance of approximately one arpent from the division line between lots 6 and 7; with the buildings thereon constructed."

To be sold at the door of the church of Notre-Dame du Mont Carmel, at Duhamel, on the THIRTEENTH day of JULY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St. Pierre.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Hull, June 5, 1961.

57858-23-2

IBERVILLE

Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Supérieure, No 11,033. { BANQUE DE MONTRÉAL, corporation commerciale ayant son siège social à Montréal, district de Montréal et une succursale à Napierville, dans le district d'Iberville, demanderesse, *vs* DENIS CÔTÉ, domicilié à Napierville, dans le district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant au défendeur, savoir:

« Un emplacement situé au village de Napierville, sur St-Nicholas, connu et désigné comme étant des parties des lots numéros cent vingt-quatre et cent vingt-cinq et le lot numéro cent vingt-six (Pties Nos. 124 et 125 et No 126) du cadastre du village de Napierville, avec la maison et autres bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Napierville, MARDI, le ONZIÈME jour de JUILLET 1961 à ONZE (11) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Richard Mercier.

Bureau du Shérif,
St-Jean, le 2 juin 1961.

57831-23-2-o

IBERVILLE

Canada — Province of Quebec
District of Iberville

Superior Court, No. 11,033. { THE BANK OF MONTREAL, commercial body having its head office at Montreal, district of Montreal, and a branch at Napierville, in the district of Iberville, plaintiff, *vs* DENIS CÔTÉ, domiciled at Napierville, in the district of Iberville, defendant.

As belonging to the defendant, to wit:

"An emplacement situated in the village of Napierville, on St-Nicholas, known and designated as being the parts of lots number one hundred and twenty-four, one hundred and twenty-five, and lot number one hundred and twenty-six (Pt. No. 124, 125 and No. 126) in the cadaster of the village of Napierville, with a house and other buildings thereon constructed."

To be sold at the door of the church of Napierville, on TUESDAY, the ELEVENTH day of JULY, 1961, at ELEVEN (11) o'clock in the forenoon.

Richard Mercier,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. John's, June 2, 1961.

57831-23-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 22,069. { ALFRED LIZOTTE, demandeur *vs* LÉONARD DIONNE, défendeur.

« Un emplacement, mesurant cent dix-huit pieds (118′) de front nord-sud par environ cent quatre vingt pieds (180′) de profondeur est-ouest, le tout mesure anglaise, borné au nord et au nord-est au donateur Antoine Soucy, au sud à Isidore Desjardins et au sud-ouest à la Route

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 22,069. { ALFRED LIZOTTE, plaintiff, *vs* LÉONARD DIONNE, defendant.

"An emplacement, measuring one hundred and eighteen feet (118′) in front from north to south by approximately one hundred and eighty feet (180′) in depth from east to west, the whole English measure, bounded on the north and on the northeast by the land of the donor,

Centrale, lequel terrain fait partie du lot numéro quatre cent deux (ptie 402) du cadastre officiel pour la paroisse de Mont-Carmel, comté de Kamouraska, circonstances et dépendances; et à distraire une partie vendue au Ministère de la Voirie, mesurant une longueur de cent dix-huit pieds (118′) mesurée de long de la nouvelle emprise ou une ligne parallèle et distante de trente pieds (30′) au nord-est de la ligne centrale de la nouvelle route par une largeur uniforme de douze pieds (12′) dans ses lignes nord-ouest et le sud-est; étant bornée vers le nord-est par le résidu du lot 402 (appartenant au vendeur), vers le sud-est par le lot 403 (Isidore Desjardins), vers le sud-ouest par la route Centrale et vers le nord-ouest par une autre partie du lot 402 (Antoine Soucy). »

Pour être vendu à la porte de l'église de Mont-Carmel, comté de Kamouraska, le VINGT-HUITIÈME (28) jour de JUIN 1961 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
le 10 mai 1961. 57657-20-2-o

[Première insertion: le 20 mai 1961.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 22060. GARAGE HENRI PROULX LTÉE, demandeur; *vs* JOSEPH BEAULIEU, défendeur.

« Une bâtisse (kiosque) sise et située sur partie du numéro 192, au cadastre de la ville de Fraserville, propriété de Croissant D'Or Inc. »

Pour être vendu au Bureau du Shérif, Palais de Justice de Rivière-du-Loup, le VINGT-NEUVIÈME (29e) jour de JUIN 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
le 16 mai 1961. 57681-20-2-o

[Première insertion: le 20 mai 1961.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 22029. LUCIEN OUELLET, demandeur; *vs* LES HÉRITIERS DE WILFRID PLOURDE, défendeurs.

« Une terre contenant environ 100 acres en superficie connue sous le numéro sept (7), rang 6, canton Hocquart, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendue à la porte de l'église de St-Pierre Lamy, comté de Rivière-du-Loup, le VINGTIÈME jour de JUILLET 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup, le 6 juin 1961. 57859-23-2-o

[Première insertion le 10 juin 1961.]

Antoine Soucy, on the south by that of Isidore Desjardins, and on the southwest by the Central Highway, which terrain forms a part of lot number four hundred and two (p. 402) in the official cadaster of the parish of Mont-Carmel, county of Kamouraska, circumstances and dependencies; and to be withdrawn is a part sold to the Department of Roads, which land measures one hundred and eighteen feet (118′) in length measured along the new right-of-way or a line parallel to and thirty feet (30′) distant from the northeast of the center line of the new highway by a uniform width of twelve feet (12′) on its northwest and southeast lines; being bounded on the northeast by the remainder of lot 402 (belonging to the vendor), on the southeast by lot 403 (Isidore Desjardins), on the southwest by the Central Highway, and on the northwest by another part of lot 402 (Antoine Soucy)."

To be sold at the door of the church of Mont-Carmel, county of Kamouraska, on the TWENTY-EIGHTH (28) day of JUNE, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
May 10, 1961. 57657-20-2

[First insertion: May 20, 1961.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 22060. GARAGE HENRI PROULX LTÉE, plaintiff; *vs* JOSEPH BEAULIEU, defendant.

"A building (kiosque) placed and situated on part of number 192, on the cadaster of the town of Fraserville, property of Croissant D'Or Inc."

To be sold at the Sheriff's Office, Court House of Rivière-du-Loup, on the TWENTY-NINTH (29th) day of JUNE, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
May 16, 1961. 57681-20-2

[First insertion: May 20, 1961.]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 22029. LUCIEN OUELLET, plaintiff, *vs* THE HEIRS OF WILFRID PLOURDE, defendants.

"A lot of land containing an area of approximately 100 acres, under number seven (7), range 6, township of Hocquart, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Pierre Lamy, county of Rivière-du-Loup, the TWENTIETH day of JULY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup, June 6, 1961. 57859-23-2

[First insertion: June 10, 1961.]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 530 303. BANQUE CANADIENNE NATIONALE, demanderesse, *vs* ROLLAND PAIEMENT, défendeur,

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 530 303. CANADIAN NATIONAL BANK, plaintiff, *vs* ROLLAND PAIEMENT, defendant.

« Un emplacement avec maison et dépendances y érigées ayant front sur la Côte St-Louis, à St-Lazare, comté de Vaudreuil, faisant partie du lot connu et désigné sous le No cent vingt-huit (P. 128) au cadastre officiel de la paroisse de St-Lazare, mesurant cent quarante pieds de largeur (140′) mesure anglaise, plus ou moins, sur trois arpents (3 arp.) de profondeur, et borné comme suit: En front vers l'est par le chemin public de la côte St-Louis, d'un côté vers le sud par partie du lot 129 du même cadastre appartenant à L.-Ph. Montpellier, en arrière vers l'ouest et de l'autre côté vers le nord par le résidu dudit lot 128 appartenant à Rolland Paiement. »

« Une partie du lot dix-huit (P. 18) du comté de Vaudreuil, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lazare mesurant un arpent de largeur par un arpent en profondeur, et bornée à l'ouest par le chemin public, sur un côté au nord par le lot No dix-neuf et à l'arrière et sur l'autre côté au sud par le résidu dudit lot No dix-huit, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de St-Lazare, comté de Vaudreuil, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN 1961, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 16 mai 1961.

57679-20-2-o

"An emplacement with house and dependencies thereon erected having frontage on Côte St. Louis, at St. Lazare, county of Vaudreuil, forming part of lot known and designated onder No. one hundred and twenty-eight (Pt. 128) un the official cadaster of the parish of St. Lazare, measuring one hundred and forty feet in width (140′) English measure, more or less, by three arpents (3 arp.) in depth, and bounded as follows: in front on the east by the public road of Côte St. Louis, on one side on the south by part of lot 129 of the same cadaster belonging to L.-Ph. Montpellier, in rear, on the west and on the other side, on the north, by the residue of the said lot 128 belonging to Rolland Paiement."

"A part of lot eighteen (Pt. 18) of the county of Vaudreuil, on the official plan and in the book of reference for the parish of St. Lazare measuring one arpent in width by one arpent in depth, and bounded on the west by the public road, on one side on the north, by lot No. nineteen, in rear and on the other side by the residue of the said lot No. eighteen, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of the parish of St-Lazare, county of Vaudreuil, on the TWENTY-THIRD day of JUNE, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 16, 1961.

57679-20-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District d'Iberville

Montréal, à savoir: No 11 104. { RODOLPHE PRUD'HOMME, demandeur, *vs* NORMAN FALLON, défendeur.

Partie du lot numéro vingt-six (p. 26) de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-deux du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, contenant quatre-vingt-douze pieds et demi de largeur sur cent quinze pieds et demi de profondeur dans sa ligne est et cent trente-huit pieds et demi dans sa ligne ouest, mesures anglaises, et bornée au nord par le Boulevard Gouin, au sud par le lot numéro 22-25, à l'ouest par le lot numéro 22-6 et à l'est par le résidu dudit lot numéro 26; avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1961, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 16 mai 1961.

57680-20-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Iberville

Montreal, to wit: No. 11 104. { RODOLPHE PRUD'HOMME, plaintiff, *vs* NORMAN FALLON, defendant.

Part of lot number twenty-six (Pt. 26) of the official subdivision of the original lot number twenty-two of the official cadaster for the parish of Ste-Geneviève, containing ninety-two feet and one/half in width by one hundred and fifteen feet and one/half in depth in its easterly line and one hundred and thirty-eight feet and on'half in its westerly line, English measurements, and bounded on the north by the Gouin Boulevard, on the south by lot number 22-25, on the west, by lot number 22-6 and on the east, by the residue of the said lot number 26; with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 16, 1961.

57680-20-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 530,758. { PEOPLE'S THRIFT AND INVESTMENT CO., demanderesse *vs* ADRIEN ROBITAILLE, défendeur.

Une propriété immobilière ayant front sur la rue Laurier, dans Laflèche (auparavant Mackayville) comté de Chambly, connue et désignée comme étant les lots cinq cent onze et douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent quatre (204) 511 et 512 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec la bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 1743 et 1751 de ladite rue Laurier.

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 530,758. { PEOPLE'S THRIFT AND INVESTMENT CO., plaintiff, *vs* ADRIEN ROBITAILLE, defendant.

An immoveable fronting on Laurier Street, in Laflèche (formerly Mackayville) county of Chambly, known and designated as being lots five hundred and eleven and twelve of the official subdivision of original lot number two hundred and four (204) 511 and 512 on the official plan and book of reference of the parish of St. Antoine de Longueuil.

With the building thereon erected bearing civic numbers 1743 and 1751 on said Laurier Street.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement dans le comté de Chambly, à Longueuil, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juin 1961. 57860-23-2-o

To be sold at the registry office in the county of Chambly, in Longueuil, on the FOURTEENTH day of JULY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 6, 1961. 57860-23-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 469 639. CONCRETERS READY MIX LTD., demandeur, *vs* L.-P. COSSETTE INC., défendeur, et ROX REALTY LTD., mis-en-cause,

« Ce certain emplacement situé sur le côté nord-est de la Montée des Sources, en la ville de Roxboro, comté de Jacques-Cartier, et connu et désigné comme étant la subdivision 255 du lot originaire No 294 (294-255) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour de JUILLET 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
L.-P. CAISSE, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 6 juin 1961. 57861-23-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 469 639. CONCRETERS READY MIX LTD., plaintiff, *vs* L.-P. COSSETTE INC., defendant, and ROX REALTY LTD., mis-en-cause,

"That certain emplacement situated on the north-east side of Montée des Sources in the town of Roxboro, county of Jacques-Cartier, and being known and designated as subdivision 255 of original lot No. 294 (294-255) on the official plan and book of reference of the parish of Ste Genevieve."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of JULY 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-P. CAISSE, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, June 6, 1961. 57861-23-2-o

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, No 14-840. P. D. PARD, autrefois commerçant de St-Rémi de Tingwick, demandeur, *vs* LES ENTREPRISES RAY-VIC INC., corporation légalement constituée ayant son siège social et place d'affaires à Victoriaville, défendeur.

« Un terrain ou emplacement situé au village de St-Sylvère faisant partie du côté nord-est du lot numéro trois cent soixante-huit (p. 368) cadastre officiel du comté de Nicolet, pour la paroisse de Ste-Gertrude, dans le septième rang du canton de Maddington, contenant soixante pieds de front sur un demi arpent, une perche et quatre pieds de profondeur et est borné en front au nord-est par une rue appelée la Grande Ligne, en profondeur au sud-est et sud-ouest par Roger Deshaies, et au nord-ouest par Henri Leblanc, avec une bâtisse dessus servant de magasin et de maison privée et aussi un hangar dessus construit et dépendances, tel et ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Sylvère, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUIN 1961 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ANTONIO BLONDIN.

Bureau du Shérif,
Nicolet, 15 mai 1961. 57660-20-2-o

NICOLET

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Arthabaska

Superior Court, No. 14-840. P. D. PARD, heretofore tradesman of St-Rémi de Tingwick, plaintiff, *vs* LES ENTREPRISES RAY-VIC INC., legally incorporated corporation having its head office and place of business at Victoriaville, defendant.

"A lot of land or emplacement situated in the village of St-Sylvère forming part of the north-east side of lot number three hundred and sixty-eight (pt. 368) of the official cadaster of the county of Nicolet, for the parish of Ste-Gertrude, in the seventh range of the township of Maddington, containing sixty feet in frontage by a half-arpent, one rod and four feet in depth and is bounded in front on the northeast by a street called the "Grande Ligne", in depth, on the southeast and southwest by Roger Deshaies, and on the northwest, by Henri Leblanc, with a building thereon erected serving as a store and as a private house and also a shed thereon erected and dependencies, such as the whole is presently to be found with all the active and passive servitudes present or unapparent attached to the said immoveable."

To be sold at the parochial church door of St-Sylvère, on the TWENTY-SECOND day of JUNE, 1961 at TEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Nicolet, May 15, 1961. 57660-20-2

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour Supérieure, No 6202. LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé,

PONTIAC

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Superior Court, No. 6202. THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate,

ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* JOHN RAYMOND WALKER, alias REMI WALKER, de Chichester, district de Pontiac, P.Q., défendeur.

« Toutes ces parties ou lisières de terrain, situées dans le canton de Chichester, dans le comté de Pontiac, connues et désignées comme étant les lots numéros trente-neuf, quarante, quarante et un et quarante-deux, (39, 40, 41 et 42) dans le troisième rang, selon les plan et livre de renvoi officiels dudit canton de Chichester, chacun contenant cent acres de terre, plus ou moins, ensemble avec les bâtisses dessus construites, et tous les membres et appartenances y appartenant. »

Pour être vendues au bureau d'enregistrement du comté de Pontiac, dans le village de Campbell's Bay, Québec, le VINGTIÈME jour de JUIN 1691, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DOMINIC SLOAN.

Bureau du Shérif,
Campbell's Bay, 10 mai 1961. 57658-20-2

having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* JOHN RAYMOND WALKER, alias REMI WALKER, of Chichester, district of Pontiac, P.Q., defendant.

"All those parcels or tracts of land, lying and situate in the township of Chichester, in the county of Pontiac, known and designated as lots numbers thirty-nine, forty, forty-one and forty-two, (39, 40, 41 and 42) in the third range, according to the official plan and book of reference of the said township of Chichester, each containing one hundred acres of land, more or less, together with the buildings thereon erected and all members and appurtenances thereunto belonging."

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, Quebec, on the TWENTIETH day of JUNE, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Campbell's Bay, May 10, 1961. 57658-20-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: CORPORATION MUNICIPALE BOISCHATEL, corps politique légal
No 104-862. avec siège social sur son territoire dans le district de Québec, *contre* ADRIEN VÉZINA, domicilié sur l'avenue Royale, Boischatel.

« Un emplacement situé sur le côté nord du chemin public, en la paroisse de l'Ange-Gardien, premier rang, comté de Montmorency, de forme irrégulière, mesurant dans la ligne sud, cent cinq pieds (105′); dans la ligne nord, cent un pieds (101′); dans la ligne est, cent cinquante-six pieds (156′) et dans la ligne ouest cent dix-neuf pieds (119′) plus ou moins, mesure anglaise, borné en front au sud par le chemin public, au nord en arrière, à l'ouest par la terre de Joseph Vézina, fils, et à l'est par l'emplacement de Wilfrid Trudel, avec bâtisses dessus construites. Étant ledit emplacement une partie du lot maintenant connu et désigné sous le numéro deux cent un (P. 201) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour ladite paroisse de l'Ange-Gardien, avec les servitudes actives et passives.

Un emplacement et les bâtisses dessus construites sis et situé en la paroisse de St-Jean de Boischatel, au premier rang, mesurant vingt-neuf pieds (29′) de largeur, au sud, le long du chemin public, sur la profondeur de cent huit pieds (108′), la profondeur actuelle étant de cent neuf pieds (109′) où la largeur est de trente-deux pieds (32′) mesure anglaise tel que le tout borné et clôturé par bornage entre W. Trudelle et Ed. Vézina devant J.-D. Tessier, A. G. et L.-J.-E. Giroux, le 22 août 1917, borné au sud au chemin public, au nord-est à Théophile Vézina, au sud-ouest à Édouard Vézina et au nord à Azarias Vézina, et faisant partie du lot numéro deux cent un (P. 201) du cadastre officiel de la paroisse de l'Ange-Gardien. »

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de l'Ange-Gardien, comté de Montmorency, le VINGT-

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: MUNICIPAL CORPORATION OF BOISCHATEL, body pulitic and
No. 104-862. legal having its head office on its territory in the district of Quebec, *versus* ADRIEN VÉZINA, domiciled on Royale Ave., Boischatel.

"An emplacement situated on the north side of the public road, in the parish of l'Ange-Gardien, first range, county of Montmorency, irregular in shape, measuring one hundred and five feet (105′) on its south line, one hundred and one feet (101′) on its north line, one hundred and fifty-six feet (156′) on its east line, and one hundred and nineteen feet (119′) on its west line, more or less, English measure, bounded in front on the south by the public road, on the north, in the back, on the west by the farm of Joseph Vézina, Jr., and on the east by the emplacement of Wilfrid Trudel, with buildings thereon constructed, the said emplacement being a part of the lot known and designated under number two hundred and one (P. 201) on the plan and in the official book of reference of the cadaster for the said parish of l'Ange-Gardien, with active and passive servitudes.

An emplacement and the buildings thereon constructed, situated in the parish of St-Jean de Boischatel, on the first range, measuring twenty-nine feet (29′) in width, on the south along the public road, by a depth of one hundred and eight feet (108′), the present depth being one hundred and nine feet (109′) where the width is thirty-two feet (32′), English measure, as the whole is bounded and fenced in by the borders between W. Trudelle and Ed. Vézina before J.-D. Tessier, A.G. and L.-J.-E. Giroux, on August 22, 1917, bounded on the south by the public road, on the north-east by Théophile Vézina, on the south-west by Edouard Vézina and on the north by Azarias Vézina, and forming a part of lot number two hundred and one (P. 201) in the official cadaster of the parish of l'Ange-Gardien."

With buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of l'Ange-Gardien, county of Montmorency, on the

TROISIÈME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR. J.-R. GOBEIL.
Québec, le 15 mai 1961. 57661-20-2-o
[Première insertion: le 20 mai 1961]
[Deuxième insertion: le 10 juin 1961]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 107,540. { SALESIANS OF SAINT JOHN BOSCO, corporation légalement constituée

en vertu de la Loi, 12 Georges VI chapitre 62, des Statuts du Nouveau-Brunswick, ayant son siège social à Jacquet River, N.B., *contre* LAURÉAT CHARRIER, domiciliée à 164, 58ième Rue Est, Charlesbourg, district de Québec.

« Le lot numéro mille soixante-deux-neuf cent trente-cinq (No 1062-935) du cadastre officiel de la Cité de Charlesbourg, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-TROISIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, DR. J.-R. GOBEIL.
Québec, le 15 mai 1961. 57662-20-2-o
[Première insertion: 20 mai 1961.]
[Deuxième insertion: 10 juin 1961.]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 97,335. { ROCH FORTIN, navigateur, domicilié à Lauzon, comté de Lévis, district

de Québec, P.Q., contre Dame MARIE-ANNA AVOINE, veuve de Napoléon Fortin et autrefois domicilée à 2, rue De Gaulle à Lauzon, dans le comté de Lévis, et présentement d'adresse inconnue.

Avis est par le présent donné que la vente qui devait avoir lieu le vingt-sixième jour de mai 1961 dans l'affaire ci-haut mentionnée, aura lieu le NEUVIÈME jour de JUIN 1961, à DIX heures de l'avant-midi au même endroit.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr. J.-R. GOBEIL.
Québec, le 16 mai 1961. 57664-o

TWENTY-THIRD day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

DR. J.-R. GOBEIL,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, May 15, 1961. 57661-20-2
[First insertion: May 20, 1961]
[Second insertion: June 10, 1961]

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. 107,540. { SALESIANS OF SAINT JOHN BOSCO, body legally incorporated under

Act 12 George VI, chapter 62 of the Statutes of New Brunswick, having its head office at Jacquet River, N.B., *versus* LAURÉAT CHARRIER, domiciled at 164, 58th St. East, Charlesbourg, district of Quebec.

"The lot number one thousand and sixty-two-nine hundred and thirty-five (No. 1062-935) in the official cadaster of the City of Charlesbourg, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY-THIRD day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

DR. J.-R. GOBEIL,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, May 15, 1961. 57662-20-2
[First insertion: May 20, 1961.]
[Second insertion: June 10, 1961.]

Fieri Facias

Quebec, to wit : No. 97,335. { ROCH FORTIN, navigator, domiciled at Lauzon, county of Lévis, district

of Quebec, P.Q., against Dame MARIE-ANNA AVOINE, widow of Napoléon Fortin and heretofore domiciled at 2, De Gaulle Street, at Lauzon, in the county of Lévis, and presently of unknown address.

Notice is hereby given that the sale that was to have taken place on the twenty-sixth day of May, 1961, in the affair above-mentioned, will take place on the NINTH day of JUNE, 1961, at TEN o'clock in the forenoon at the same place.

Dr. J.-R. GOBEIL,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Quebec, May 16, 1961. 57664

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour d'Échiquier, No 163-121. { DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPÔT SUR

LE REVENU ET AMENDEMENTS *vs* J.-AURÈLE BOUCHARD, contracteur de la paroisse de Causapscal, district de Rimouski, défendeur.

Un emplacement avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, connu sous le numéro cadastral No A-un-quatre (A-1-4) du rang un (1) du canton Causapscal, sujet aux servitudes actives et passives, apparentes ou occultes pouvant le grever.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Causapscal, le QUATORZIÈME jour de JUILLET, 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN.
Rimouski, 6 juin 1961. 57834-23-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Court of the Exchequer, No. 163-121. { IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT AND

AMENDMENTS *vs* J.-AURÈLE BOUCHARD, contractor, of the parish of Causapscal, district of Rimouski, defendant.

An emplacement with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, known under the cadastral number No. A-one-four (A-1-4) on range one (1) in the township of Causapscal, subject to the servitudes, active and passive, apparent or unapparent which might encumber it.

To be sold at the door of the church of the parish of Causapscal, on the FOURTEENTH day of JULY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office, *Deputy-Sheriff.*
Rimouski, June 6, 1961. 57834-23-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 24,686. { COMMODITY DISCOUNT LTD., corporation légalement constituée et ayant sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; *vs* STANISLAS GAUDREAULT, domicilié à R. R. No 6, Mistassini, district de Roberval; défendeur.

Avis de vente

Le lot quinze du rang sept du canton Racine (Lot 15, rang 7, Racine), avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marguerite-Marie, dans le comté de Roberval, le VINGT-DEUXIÈME (22) jour de JUIN, 1961, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE.

Bureau du Shérif, Palais de Justice,
Roberval, le 16 mai, 1961. 57682-20-2-0
[Première insertion: samedi le 20 mai 1961]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 23,159. { EUGÈNE SASSEVILLE, demandeur, *vs* GEORGES RATHÉ, défendeur.

Avis de vente

A titre de possesseur « *animo domini* »

« Partie du lot numéro dix-sept-A (Ptie 17-A) du rang quatre (4) du canton Milot, comté Roberval, avec maison dessus construite, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Ludger de Milot, dans le comté Roberval, le VINGT-DEUXIÈME (22) jour de JUIN, 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE.

Bureau du Shérif, Palais de Justice,
Roberval, le 16 mai, 1961. 57683-20-2-o
[Première insertion: samedi le 20 mai 1961]

Fieri Facias de Terris
District de Roberval

Cour Supérieure, District de Montréal, No. 491448. { J. JACQUES BEAUCHEMIN et ANDRÉ, VALIQUETTE, pratiquant ensemble leur profession à Montréal, sous la raison sociale de: BEAUCHEMIN & VALIQUETTE, demandeurs *vs* SAMUEL L. LEVINE, résidant en la ville de Chicago, État de l'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, défendeur.

Avis de vente

« Un certain lot de terre ou emplacement étant la subdivision numéro: deux cent cinq-seize (205–16) du bloc « D » aux plan et livre de renvoi officiels du canton McKenzie, comté d'Abitibi-Est ».

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Marcel de Chibougamau, dans le

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 24,686. { COMMODITY DISCOUNT LTD., corporation legally incorporated and having its head office in the city and district of Montreal, plaintiff; *vs* STANISLAS GAUDREAULT, domiciled at R.R. No. 6, Mistassini, district of Roberval, defendant.

Notice of sale

Lot fifteen of range seven of the township of Racine (lot 15, range 7, Racine), with buiolings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte-Marguerite-Marie, in the county of Roberval, on the TWENTY-SECOND (22) day of JUNE, 1961, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office, Court House,
Roberval, May 16, 1961. 57682-20-2
[First insertion: Saturday, May 20, 1961]

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No 23,159. { EUGÈNE SASSEVILLE, plaintiff, *vs* GEORGES RATHÉ, defendant.

Notice of Sale

As belonging to the owner "*Animo Domini*".

"Part of lot number seventeen-A (P. 17-A) on range four (4) in the township of Milot, county of Roberval, with a house thereon constructed, appurtenances and dependencies."

To be sold at the door of the church of the parish of St-Ludger de Milot, in the county of Roberval, on the TWENTY-SECOND (22) day of JUNE, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office, Court House,
Roberval, May 16, 1961. 57683-20-2
[First insertion: Saturday, May 20, 1961]

Fieri Facias de Terris
District of Roberval

Superior Court, District of Montreal. No. 491448. { J. JACQUES BEAUCHEMIN and ANDRÉ VALIQUETTE, practicing their profession together at Montreal, under the style of: BEAUCHEMIN & VALIQUETTE, plaintiffs, *vs* SAMUEL L. LEVINE, residing in the city of Chicago, State of Illinois, one of the United States of America, defendant.

Notice of sale

"A certain lot of land or emplacement being subdivision number two hundred and five-sixteen (205–16) of block "D" on the official plan and in the book of reference of the township of McKenzie, county of Abitibi-East".

To be sold at the church door of the parish of St. Marcel of Chibougamau, in the county of

comté d'Abitibi-Est, le TREIZIÈME (13) jour de JUILLET 1961, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif,
LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Roberval, le 1er juin 1961. 57828-23-2-o

Abitibi-East, on the THIRTEENTH (13) day of JULY, 1961, at TWO o'clock (2) in the afternoon.

LAVOIE & DE LA BOISSIÈRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Roberval, June 1, 1961. 57828-23-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, No 6409. J. L. PAYEUR, demandeur *vs* GÉRARD LAQUERRE défendeur, tous deux de Évain, Qué., district de Rouyn-Noranda.

« Les droits acquis sur un certain lot portant le numéro 31 situé dans le rang 7, canton de Boischastel, paroisse d'Évain, ainsi que toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Bernard de Boischastel, Évain, Qué., MARDI le ONZIÈME jour de JUILLET 1961, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
J.-H. CHARBONNEAU.

Bureau du Shérif,
Rouyn, le 1er jour de juin 1961. 57829-23-2-o

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 6409. J. L. PAYEUR, plaintiff *vs* GÉRARD LAQUERRE both of Évain, Qué., district of Rouyn-Noranda.

"The acquired rights on a certain lot of land bearing number 31 situated in range 7, township of Boischastel, parish of Évain, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the door of the church of St-Bernard of Boischastel, Evain, Qué, on TUESDAY the ELEVENTH day of JULY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

J.-H. CHARBONNEAU,
Sheriff.

Sheriff's office,
Rouyn, June the 1st 1961. 57829-23-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-Hyacinthe

Cour Supérieure, No 12-208. MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION D'ACTON INC., *vs* GÉRARD LUSSIER, résidant à St-Théodore d'Acton, comté de Bagot.

Un emplacement situé en la paroisse de St-Théodore d'Acton (Bagot), Qué., connu comme faisant partie du lot soixante-sept (No P. 67) du cadastre officiel de la paroisse de St-Théodore d'Acton, comté de Bagot, de la contenance de cent deux pieds (102′) de largeur à compter du terrain appartenant à M. Lucien Bélanger, à côté est mesurée en venant vers l'ouest, par une profondeur de cinq arpents et quart et borné, ledit terrain comme suit:

En front, vers le nord, par le chemin public, en profondeur, par une autre partie du même lot appartenant à Jean-Paul Gauthier, aujourd'hui Ernest Leclerc; d'un côté, vers l'est, par le terrain de Lucien Bélanger et de l'autre côté, vers l'ouest, par une autre partie du même lot appartenant aujourd'hui à Rosaire Fontaine, avec les bâtisses y érigées ainsi que le téléphone avec sa boîte et accessoires et les droits d'actions qui peuvent y être attachés.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Théodore d'Acton, comté de Bagot, le ONZIÈME jour du mois de JUILLET 1961, à TROIS heures de l'après midi.

Le Shérif,
ROMÉO FORBES.

Bureau du Shérif,
St-Hyacinthe, le 5 juin 1961. 57833-23-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Hyacinthe

Superior Court, No. 12-208. MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION D'ACTON INC., *vs* GÉRARD LUSSIER, residing at St. Théodore d'Acton, county of Bagot.

An emplacement situated in the parish of St. Théodore d'Acton (Bagot), Qué. known as forming part of lot sixty-seven (No. Pt. 67) of the official cadaster of the parish of St. Théodore d'Acton, county of Bagot, of an area of one hundred and two feet (102′) in width to be counted from the lot of land belonging to Mr. Lucien Bélanger, on the east side, measured by coming toward the west, by a depth of five arpents and one quarter and bounded the said lot of land, as flllows:

In front, on the north, by the public road, in depth, by another part of the same lot belonging to Jean-Paul Gauthier, today Ernest Leclerc; on one side, on the east, by the lot of land of Lucien Bélanger and on the other side, on the west, by another part of the same lot belonging to day to Rosaire Fontaine, with the buildings thereon erected, as well as the telephone with its booth and accessories and the rights of legal action which may be attached thereto.

To be sold at the church door of the parish of St. Théodore d'Acton, county of Bagot, on the ELEVENTH day of the month of JULY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

ROMÉO FORBES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. Hyacinthe, June 5, 1961. 57833-23-2

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 491682. NORMAN THOMPSON, marchand de bois et de matériaux de construction

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 491682. NORMAN THOMPSON, lumber merchant and of building materials, residing

résidant et faisant affaires à Montréal Nord, district de Montréal, demandeur, *vs* MARCEL GRAVEL, résidant autrefois au numéro 9141 du boulevard Pie IX en la cité de Montréal et maintenant au numéro 4175 de la 53ième Avenue à Ville St-Michel, district de Montréal, défendeur, et J. VICTORE LÉONARD & BENOIT TURBIDE « LÉONARD & TURBIDE » en leur qualité de régistrateurs pour la division d'enregistrement du comté de Terrebonne, mise-en-cause.

Avis de vente

L'immeuble suivant, appartenant au défendeur

« Un emplacement connu et désigné comme étant le lot numéro 13 de la subdivision du lot originaire numéro 6 aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse St-Louis de Terrebonne, avec la bâtisse y érigée portant le numéro 37 de la 41ième Avenue, à Bois des Filion, circonstance et dépendance. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-Maurice de Bois des Filion, JEUDI, le TREIZIÈME jour de JUILLET mil neuf cent soixante et un à DEUX heures de l'après-midi (13/7/61 à 2 h. p.m.).

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
le 2 juin 1961.

57830-23-2-o

and carrying on business at Montreal-North, district of Montreal, plaintiff, *vs* MARCEL GRAVEL, residing heretofore at number 9141 Pie IX Boulevard, in the city of Montreal and presently at number 4175, 53rd Avenue in the Town of St-Michel, district of Montreal, defendant, and J. VICTOIRE LÉONARD & BENOIT TURBIDE, "LÉONARD & TURBIDE", in their quality of registrars for the registration division of the county of Terrebonne, mise-en-cause.

Notice of sale

The following immoveable, belonging to the defendant

"An emplacement known and designated as being lot number 13 of the subdivision of the original lot number 6 on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Louis de Terrebonne, with the building thereon erected bearing number 37 of the 41st Avenue, at Bois des Filion, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the St-Maurice de Bois des Filion church, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of JULY, one thousand nine hundred and sixty-one at TWO o'clock in the afternoon (13/7/61 at 2:00 p.m.).

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
June 2, 1961.

57830-23-2

INDEX No 23

Arrêtés en Conseil — ***Orders in Council***

1326 – Concernant la règlementation de la circulation lourde sur les chemins publics de la province de Québec 2705
1326 – Respecting the regulation of heavy traffic on the public highways of the Province of Quebec 2705
1358 – Règlements relatifs à la préparation des plans et devis pour travaux de voirie, ou demandes de soumissions, et à l'adjudication de contrats 2708
1358 – Regulations relative to the preparation of plans and specifications for work undertaken by the Department of Roads or application for tenders, and for the award of contracts 2708
1361 – Règlements relatifs à la préparation des plans et devis pour travaux publics, ou demandes de soumissions, et à l'adjudication des contrats 2707
1361 – Regulations relative to the preparation of plans and specifications for public works, or application for tenders, and for the adjudication of contracts 2707

Avis divers — ***Miscellaneous Notices***

Association des Pêcheurs en Chalutier de la Gaspésie (L') – (*Const.– Formation*) 2661
Association Professionnelle des Nettoyeurs et Buandiers du Québec (L') – (*Nom changé*) 2643
Canadian Depositors Insurance Company (*Const.– Formation*) 2642
Depco Credit Union (*Fond.– Found.*) 2660
Fonds d'Indemnisation des Victimes d'Accidents d'Automobile (*Règlements*) 2644
Highway Victims Indemnity Fund (*By-laws*) 2644
LaSalle, cité – city (*Requête – Petition*) 2643
Ligue des Propriétaires Ville de Forestville Inc. (*Dir.*) 2660
Magic Hosiery Co. Ltd. (*Dir.*) 2662
Notre-Dame de Portneuf, village (*Requête – Petition*) 2643
Orchestre Symphonique de Québec (L') – (*Règl.– By-law*) 2662
Orchestre Symphonique de Québec (L') – (*Dir.*) 2662
Peintures Bertrand Paints Inc. (*Dir.*) 2661
Professional Association of Cleaners and Launderers of Quebec (The) – (*Name changed*) 2643
Québec-Ouest, ville – town (*Tirage d'obligations – Drawing of Bonds*) 2661
Rollmaster Screen Corporation (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) 2659
Saint-Liguori, par. (*Nom changé – Name changed*) 2661
Société Saint-Jean-Baptiste Locale de St-Bernard (*Corporation*) 2644
Syndicat Coopératif Maska (*Fond.– Found.*) 2644
Temiskaming Community Association Inc. (*Règl.– By-laws*) 2644
Triangle Credit Union (*Fond.– Found.*) 2660
Villa Nova Co-operative Housing Development (The) – (*Foundation*) 2660

Chartes — Abandon de *Charters — Surrender of*

Barann Investment Corp. (Correction). 2662
Cie de Construction Fleur de Lys Limitée (La) 2663
Fleur de Lys Construction Co. Ltd. 2663
Matheson Spoolwood Company Limited 2663
S. B. Realties Ltd. 2663
Wintern Mining Corporation 2663

Compagnies autorisées à faire des affaires *Companies Licensed to do Business*

Allegheny Industrial Electrical Company Inc. 2663
Vendorlator International of Canada, Ltd. 2664

Curatelle publique *Public Curatorship*

Evangelos, George *alias* Vengel (*Succ.– Estate*) 2664
Myers, Florence Edith Ault (*Avis aux héritiers – Notice to Heirs*) 2664

Examens du Barreau *Bar Examinations*

Québec: admission 2665
Richelieu: admission 2665

Lettres patentes *Letters Patent*

Abitibi Tire Inc. 2618
Associated Smelters, Ltd. 2629
Association Colombophile de l'Est Inc. 2619
Association des Propriétaires de la Ville de St. Eustache sur le Lac 2635
Association Sportive de L'Abord-à-Plouffe (L') 2619
Atlantic Travel Agency Inc. 2619
B & G Importing Co. Ltd. 2620
Beaudean Inc. 2620
Bel-Air Acceptance Corporation 2620
Boulangerie Auger Inc. 2621
Burnside Cleaners Inc. 2621
Campobello Corporation 2621
Canada Dental Supply Co. Ltd. 2622
Canam Knitting Mills Ltd. 2622
Caprarie-Melville Company Limited 2622
Cardi Ltd. 2623
Cavalier Hôtel/Motel Inc. 2623
Centre Acadien Inc. 2624
Centre d'Alimentation Naturelle Ltée 2624
Charest Laundry Ltd. 2624
Châteauguay Cleaners Inc. 2625
Chœur V'là l'Bon Vent 2625
Chomedey Mail Order House Ltd (*Correction*) 2625
Club Aéronautique de Beauce Inc. 2625
Club de Football les Tigres de Québec Inc. (Le) 2626
Club des Contremaîtres Incorporé Section Alcan (C.C.A.) Arvida 2626
Corseterie Louise Ltée 2626
Cross-Canada Supply Inc. 2627
École Normale Ignace Bourget 2627
Elbros Corporation 2628
Electronic Marketing Co. of Canada Ltd. 2628
Faucher, (Roland & Gilles) Limitée 2628
Fondeurs Associés, Ltée (Les) 2629
Ile Perrot Housing & Recreation Centre Inc. 2629
Immeubles R. T. Inc. (Les) 2629
Interas Inc. 2630
Kist Limited 2630
L. & N. Construction Ltée 2630
L. & N. Construction Ltd. 2630
Ligue des Citoyens de Sainte-Marthe-sur-le-Lac Inc. 2631
Médica Compagnie Limitée 2631
Medica Company Limited 2631
Metro Gardens Corp. 2631
Miracle Cleaners Ltd. 2632
Mont Sapin Inc. 2632
Nettoyeurs Miracle Ltée 2632
P. & M. Boucher Inc. 2632
Park City Realty Corporation 2633
Placements Alto Investments Inc. (Les) 2633
Plastics Development & Packaging Ltd. 2633
Poirier Automobile Ltée 2634
Poulin Automobile Inc. 2634
Property Owners Association of the Town of St. Eustache sur le Lac 2635
Quebec Tigers Football Club, Inc. 2626
Radio Laval Inc. 2635
Renaud (A.) & Cie Ltée 2635
Rombaron Inc. 2636
Rusznyak (George) Ltd. 2636
Salon du Corset Inc. (Le) 2636
Service de Loisirs et de Bien-être « Jean-Charles Beaudin » (pour Handicapés) 2637
Sheffield Holdings Ltd. 2637
Société de Placements de Verdun Ltée (La) 2637
Taub (Harold) Ltd. (*Correction*) 2629
Temis Électrique Ltée 2638
Top Value Ltd. 2638
Ultrasonic Tissue Processor Inc. 2638
Ungava Distributors Limited 2639
Gratien Veilleux Limitée 2639
Wilchar Inc. 2639

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

Gaspesia Pulp and Paper Company Ltd. 2640
Giard Limitée 2640
Hôpital Marie Enfant 2640
Marché Chomedey Inc. 2641
Marquette (Alf) & Fils Inc. 2641
Lord Photo Inc. 2641
Photo Lord Inc. 2641
Price Brothers & Company, Limited 2641
Stanley Bagg Corporation 2642

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Baie St-Paul, ville – town (L. P.) 2665

Agriculture *Agriculture*

Industrie laitière: *Dairy Industry:*

Ordonnance 29-56-A – Cowansville 2667
Ordonnance 25-57-A – Lachute 2668
Ordonnance 53-57-A – Thetford 2669

Instruction publique *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Baie d'Urfé-Senneville (Prot.) (*Acc.– Grant.*) 2671
Beaulac (*Acc.– Grant.*) 2671
Bedford (Prop.) (*Acc.– Grant.*) 2671
Écores (Prot.) (Les) – (*Acc.– Grant.*) 2671
Gentilly, village (*Acc.– Grant.*) 2672
Granby, (Prot.) cité – city (*Acc.– Grant.*) 2672
Granby, (Prot.) cité – city (*Acc.– Grant.*) 2672
Huntingdon (Prot.) (*Acc.– Grant.*) 2673
Iles-Perrot (Prot.) (*Acc.– Grant.*) 2673
Joliette, ville – town (*Acc.– Grant.*) 2673
Joliette, ville – town (*Acc.– Grant.*) 2673

Macaza (*Acc.– Grant.*) ... 2674
Maria diss. (*Dem.– Appl.*) ... 2670
Onslow, (Prot.) (*Acc.– Grant.*) ... 2674
Pierreville (*Acc.– Grant.*) ... 2674
Repentigny (Prot.) (*Acc.– Grant.*) ... 2674
St-Ignace de Stanbridge (Prot.) et – and Ste-Sabine diss. (*Acc.– Grant.*) ... 2674
St-Joseph, village et – and l'Enfant-Jésus (*Acc.– Grant.*) ... 2675
St-Léonard-de-Port-Maurice (*Acc.– Grant.*) ... 2677
St-Léonard-de-Port-Maurice (*Dem.– Appl.*) ... 2670
St-Michel No 5 (*Dem.– Appl.*) ... 2670
St-Roch-des-Aulnaies (*Dem.– Appl.*) ... 2678
Ste-Rose, ville – town (*Acc.– Grant.*) ... 2677
Ste-Rose (Prot.) (correction) (*Acc.– Grant.*) ... 2677
Ste-Thérèse (Prot.) (*Acc.– Grant.*) ... 2678
Terrebonne, par. (*Dem.– Appl.*) ... 2670

Richesses naturelles . ***Natural Resources***

Avis de révocation de droits de mines ... 2669
Notices of Revocation of Mining Rights. 2669

Terres et Forêts ***Lands and Forest***

Service du Cadastre: *Cadastral Branch:*

Ascot, canton – township ... 2679
Charlesbourg, paroisse – parish ... 2679
Lussier, canton – township ... 2678
Lussier, canton – township ... 2678
Rivière des Prairies, paroisse – parish ... 2679
St-Antoine de Longueuil, paroisse – parish ... 2679
Ste-Geneviève, paroisse – parish ... 2681
Ste-Rose, paroisse – parish ... 2679

Travail ***Labour***

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Boîte de carton, région de Québec (*Mod.*) ... 2691
Employés de garage, région de Québec (*Avis*) ... 2680
Garage employees, region of Quebec (*Notice*) ... 2680
Inland and Coastal Navigation – Port of Montreal (*Amend.*) ... 2692
Navigation côtière et intérieure – Port de Montréal (*Mod.*) ... 2692
Paper Box, region of Montreal (*Mod.*) ... 2691

Nominations ***Appointments***

Présidents d'élection ... 2693
Returning-Officers ... 2693

Proclamation ***Proclamation***

Coming into force of the Act establishing the registration division of Rouyn-Noranda ... 2693
Mise en vigueur de la loi établissant la division d'enregistrement de Rouyn-Noranda ... 2693

Sièges sociaux ***Head Offices***

Charest (Ludovic) Inc. ... 2696
Campobello Corporation ... 2694
Canflor Holdings Ltd ... 2696
Canam Knitting Mills Ltd ... 2694
Carrières Nouvelles Limitée (Les) ... 2694
Frontenac Paving Co. Ltd. ... 2697
Hotel Dorchester Inc. ... 2696
Melrose Biscuit Shops Limited ... 2697
Nordic Realty Corp. ... 2695
Paré & Frères Inc. ... 2696
Provincial Association of Protestant Retired Teachers of Quebec ... 2695
Peintures Bertrand Paints Inc. ... 2697
Renaud (A.) & Cie Ltée ... 2695
Société des Placements de Verdun Ltée (La) ... 2695
Theodore Gold Construction Corporation ... 2695

Soumissions ***Tenders***

Châteauguay-Centre, ville – town ... 2697
Cloridorme, canton – township ... 2702
Côte St-Luc, cité – city ... 2703
Drummondville-Ouest, village ... 2704
Grande-Rivière, comm. scol.– school comm. ... 2700
Lacolle, village ... 2700
Ste-Dorothée, ville – town ... 2698

VENTES ***SALES***

Taxes ***Taxes***

Chicoutimi, cité – city ... 2713

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Abitibi ***Abitibi***

Dionne Motor Sales Inc. *vs* Fournier *et al* ... 2717
Kentish *vs* Frenette ... 2717

Beauharnois ***Beauharnois***

Bank of Montreal *vs* Paiement ... 2717
Banque de Montréal *vs* Paiement. ... 2717

Chicoutimi ***Chicoutimi***

Girard & Fils Ltée *vs* Pedneault ... 2718

Hull ***Hull***

Aubry *vs* Laporte ... 2720
Hamel *vs* Racine *et al* ... 2718
Pointe-Gatineau, comm. scol.– school comm. *vs* Papillon ... 2719
Pointe-Gatineau, comm. scol.– school comm. *vs* Legault ... 2719

Iberville ***Iberville***

Bank of Montreal *vs* Côté ... 2720
Banque de Montréal *vs* Côté ... 2720

Kamouraska ***Kamouraska***

Garage Henri Proulx Ltée *vs* Beaulieu ... 2721
Lizotte *vs* Dionne ... 2720
Ouellet *vs* Les Héritiers de Plourde, Wilfrid ... 2721

Montréal ***Montreal***

Banque Canadienne Nationale *vs* Paiement ... 2721
Canadian National Bank *vs* Paiement ... 2721
Concreters Ready Mix Ltd *vs* Cossette Inc. *et al* ... 2723
People's Thrift and Investment Co. *vs* Robitaille ... 2722
Prud'Homme *vs* Fallon ... 2722

Nicolet ***Nicolet***

Pard *vs* Entreprises Ray-Vic Inc. (Les). 2723

Pontiac ***Pontiac***

Banque Provinciale du Canada (La) *vs* Walker ... 2723
Provincial Bank of Canada (The) *vs* Walker ... 2723

Québec *Quebec*
Boischatel, Corp. mun. *vs* Vézina.. 2724
Fortin *vs* Avoine..... 2725
Salesians of Saint John Bosco *vs* Charrier..... 2725

Rimouski *Rimouski*
Income Tax and Amendements *vs* Bouchard..... 2725
Loi de l'Impôt sur le Revenu et amendements *vs* Bouchard..... 2725

Roberval *Roberval*
Beauchemin *et al vs* Levine..... 2726
Commodity Discount Ltd *vs* Gaudreault 2726
Sasseville *vs* Rathé..... 2726

Rouyn-Noranda *Rouyn-Noranda*
Payeur *vs* Laquerre..... 2727

Saint-Hyacinthe *Saint Hyacinthe*
Matériaux de Construction d'Acton Inc. *vs* Lussier..... 2727

Terrebonne *Terrebonne*
Thompson *vs* Gravel *et al*..... 2727

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec